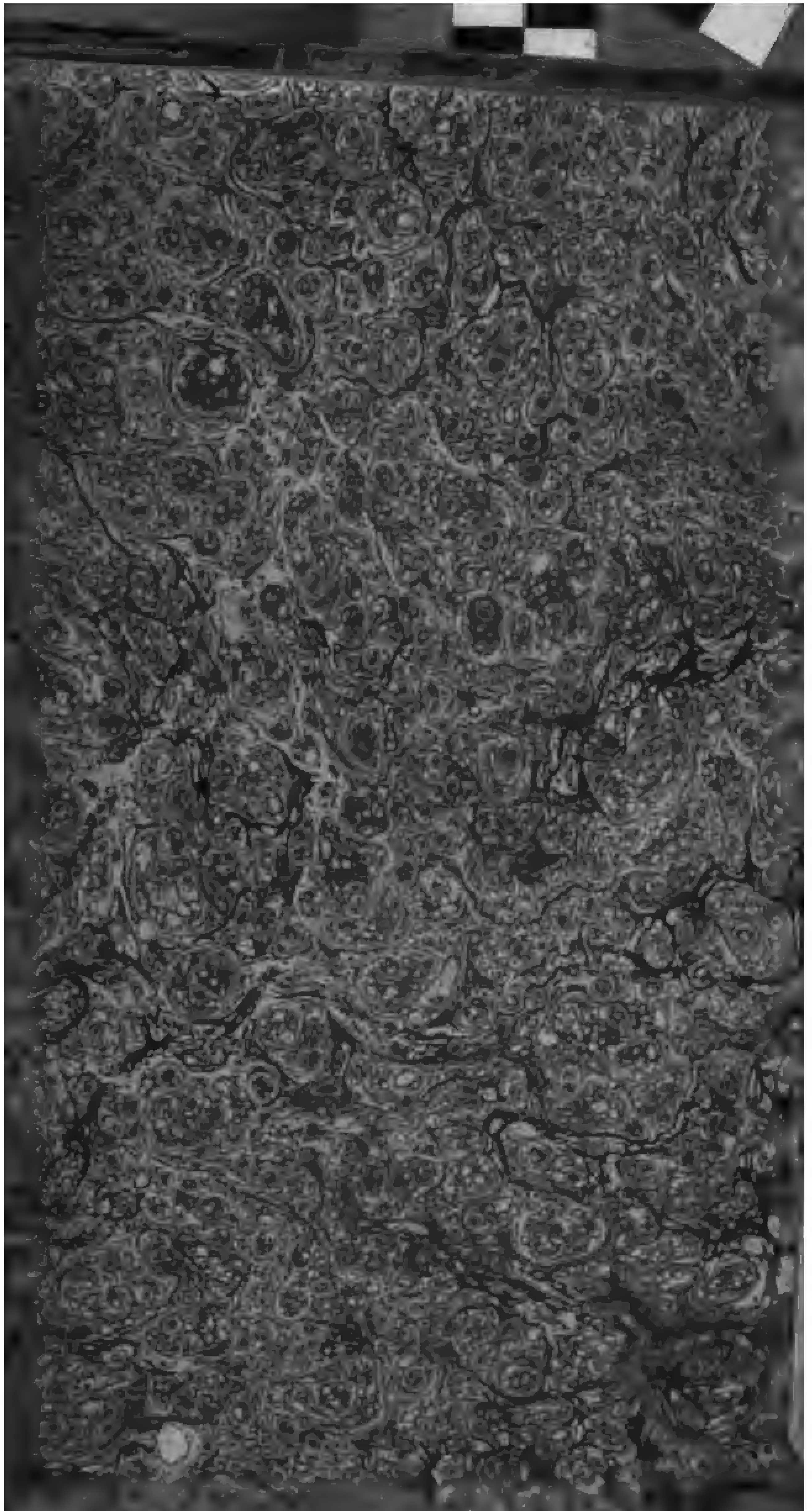



DOMI NUS ILLU MINA TIO MEA
Taylor Institution.





HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME DIXIÈME.

CAMPAGNES DE 1797 ET DE 1798.

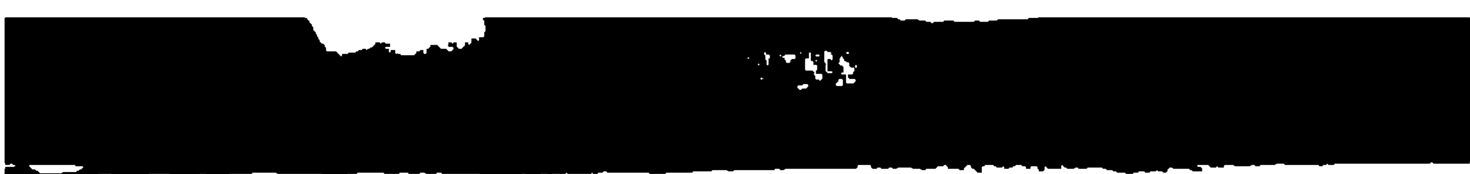
A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1822.



HISTOIRE
CRITIQUE ET MILITAIRE
DES
GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE XII.

CAMPAGNE DE 1797.

SOMMAIRE.

Aperçu de la situation des affaires. — État intérieur de la France —Conspiration royaliste de Brottier.—Armemens de l'Autriche. —Efforts de l'Angleterre pour porter ses forces de terre au niveau des dangers qui la menacent, et des besoins de ses colonies. —Embarras de la Banque; suspension de ses paiemens en argent.

Paul Ier, à son avénement au trône de Russie, renonce à faire la guerre en Allemagne. — Gustave IV, devenu majeur, monte en même temps sur celui de Suède. — Alliance tardive du roi de Sardaigne avec la France. — Nouvelle politique de la Porte.

Plans de campagne des différens partis.—L'archiduc Charles marche en Italie, avec une partie de son armée. — Bonaparte, renforcé à temps par les divisions Bernadotte et Delmas, prévient ce prince, et le repousse des bords du Tagliamento, jusque sur les Alpes-Noriques. — Combats de Tarvis. — Armement des milices du Tyrol. — Joubert traverse ce pays pour joindre Bonaparte vers Clagenfurth, par la vallée de la Drave. — Combats de Neumarck et de Hundsmarck.—La terreur se répand jusqu'à Vienne,

et l'Empereur propose un armistice pour sauver sa capitale. — Préliminaires de paix de Léoben. — Révolte du Véronais.

Passage du Rhin à Neuwied par l'armée de Hoche; et à Kehl, par l'armée de Moreau.

Tandis que les victoires des armées françaises imposent la paix à l'Autriche, la grande flotte espagnole, sortie de Cadix, est battue par l'amiral Jervis au cap Saint-Vincent. — Une insurrection sérieuse éclate sur les escadres anglaises.

Bonaparte se dirige sur Venise, pour tirer vengeance de la conduite du Sénat. — Villetard fomente une révolution dans cette ville, où le parti démocratique appelle les Français; ils s'emparent également de Corfou et des Iles Ioniennes. — Conférences d'Udine. — Révolution de Gênes. — Négociations de Passeriano. — L'Angleterre envoie de nouveau lord Malmesbury en France. — Traité avec le Portugal ; la Reine refuse de le ratifier.

Affaires de l'intérieur ; nouvelles élections. — Lutte du Directoire avec les conseils législatifs. — Journée du 18 fructidor. — Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Troubles excités par les Français en Piémont et en Valteline. — Démêlés avec le Portugal, les Etats-Unis, la Suisse. — Traité de paix définitive avec l'Autriche à Campo-Formio. — La France acquiert la Belgique et la rive gauche du Rhin ; la Lombardie lui est cédée pour former une République séparée. — Partage de la république de Venise ; le Directoire garde Corfou et les Iles de l'Adriatique. — L'Autriche s'approprie les Etats de terre-ferme et la capitale. — Articles secrets de ce traité qui exerce une grande influence sur la politique ultérieure du gouvernement français.

Suite des affaires maritimes : Jervis bombarde inutilement Cadix. — Abercromby prend la Trinité ; mais échoue à Porto-Ricco ; Nelson est repoussé à Ténériffe où il perd un bras. — Sortie de la flotte hollandaise sous Dewinter : elle est battue à Camperduyn par celle de Duncan. — Affaires de St.-Domingue.

Formation d'une armée d'Angleterre, dont le vainqueur de l'Italie est nommé général en chef. — Ouverture du congrès de Rastadt. Bonaparte y signe une convention militaire pour la remise de Mayence aux Français, et de Venise aux Autrichiens ; puis il se rend à Paris où il est reçu avec le plus grand enthousiasme.

CHAPITRE LXX.

Situation politique de l'Europe. — Plans de campagne des Puissances belligérantes.

Nouvelles agitations en France.

La France, à qui la victoire semblait donner une assiette non moins solide au dedans que brillante au dehors, portait néanmoins en son sein les germes de l'anarchie. Si la Vendée paraissait comprimée, les passions y fermentaient encore. Malgré les décrets de la convention, le parti royaliste, loin de faire à la paix le sacrifice momentané de ses droits, consentait à peine à renoncer à ses vieux priviléges. S'il est pénible pour le plébéien de courber la tête sous un régime qui l'écarte des principales fonctions publiques; il n'était pas naturel que la classe habituée à dominer par son rang, sa fortune et sa naissance, se résignât de bonne grâce à la nullité, et à devenir passible d'exclusions humiliantes. Aussi, l'aristocratie, terrassée dans la lutte où elle avait combattu à découvert, travaillait sourdement à ressaisir l'autorité, en réclamant d'abord la portion de souveraineté dévolue d'après la constitution de l'an 3, à toutes les classes de citoyens faisant partie intégrale de la nation.

Projets du comité royal.

D'un autre côté, le comité de Brottier, Dunan et Lavilleheurnois, comptait opérer la contre-révolution en s'assurant, par les nouvelles élections, de la majorité des conseils législatifs. Le décret du 13 fructidor y mettait, selon lui, peu d'entraves : il se flattait de trouver assez de députés royalistes, sans recourir à l'intervention des familles exclues des assemblées électorales. Le comité royal ne s'en tenait pas là: il aurait voulu frapper un coup d'Etat, en arrêtant les membres du directoire et des conseils, les plus capables de déjouer ses projets.

Soit que le directoire surveillât ses menées, soit qu'elles lui fussent encore inconnues, une démarche indiscrète éventa le complot. Le comité royal, persuadé que la réussite de son plan dépendait de la possibilité de gagner un des corps de troupes préposés à la garde de Paris, fit quelques ouvertures au chef de brigade Malo, commandant du 21e régiment de dragons. Feignant d'entrer dans les vues des agens de Brottier, cet officier en rendit compte au gouvernement, qui lui prescrivit de suivre l'intrigue et d'en découvrir la ramification, en promettant tout aux conjurés. Après quelques pourparlers, il attira chez lui les trois chefs du comité royal, sous prétexte de convenir avec eux des mesures à prendre pour assurer le succès de leur entreprise. Des agens de police apostés, ayant tout entendu,

se saisirent des conspirateurs, qui furent bientôt traduits à une commission militaire. Leur délit, certes, n'était pas de la compétence de ce tribunal; mais le directoire ne s'arrêta pas à des formalités, vu qu'il s'agissait du salut de l'Etat.

Jugement des conjurés.

Cependant, comment juger militairement des conjurés qui prétendaient opérer la contre-révolution sans effusion de sang, et par l'influence même des autorités constituées? On prétexta leurs tentatives auprès d'un officier, pour les accuser d'embauchage; et la commission, docile, les condamna, en usant toutefois de la latitude que lui laissait la loi, pour commuer la peine de mort en une détention de quelques années.

Disposition des esprits à une réaction.

Cette trame déjouée ne laissait pas moins la République en proie à une funeste division. L'orage s'amoncelait peu à peu: la liberté de la presse fournissait à la faction royaliste les moyens d'encourager les espérances des siens, et de gagner successivement une classe nombreuse d'hommes qui, sans intérêt direct à soutenir la révolution, ne voyaient dans les doctrines démocratiques qu'un leurre trompeur. Les doux bienfaits qu'on s'en était promis, se bornaient effectivement, jusques-là, à des substitutions de noms: le pouvoir presqu'absolu de Rewbell succédait à l'influence modérée du comte de Vergennes; et les Necker et les Turgot avaient fait place à un Ramel et à un Benezech, sans que

le peuple en fût moins chargé d'impôts ni plus libre.

L'égalité en droits politiques, le seul bien réel de la révolution, n'était pas assez appréciée par la classe moyenne, pour que chacun fût disposé à l'acheter au prix de son repos et de la prospérité de ses intérêts particuliers. Les journaux royalistes, en attaquant indirectement les hommes de la révolution, sappaient peu à peu leur crédit. Dans le midi, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, l'opinion publique se prononçait contre eux; parce que le commerce, en souffrance, leur attribuait tous ses maux.

En un mot, à l'époque des élections du second tiers, tout annonçait que la nation ne fixerait pas son choix sur ces hommes qui dominaient la tribune depuis cinq ans, et que la majorité des conseils passerait du côté de leurs ennemis. Le directoire, inquiet de ces dispositions, ne négligeait rien pour influencer les choix. Mais les institutions républicaines ne lui laissant pas de puissans moyens, il chercha du moins à obtenir dans les départemens récemment réunis, des hommes qui avaient donné des gages de leur zèle pour les nouvelles doctrines et de leur attachement pour la République.

Embarras des finances.

Les finances étaient dans un état déplorable. Bien que les armées eussent vécu en majeure partie sur le sol ennemi, et que l'expédition de

Brest eût été payée par les rescriptions bataves, le trésor était à sec. Un arriéré de 600 millions entravait le service courant des ministères ; le gaspillage se glissait dans toutes les administrations, que Barras dirigeait avec aussi peu de délicatesse que d'habileté ; la voie même des emprunts était fermée par l'horrible abus qu'on avait fait de la dette perpétuelle (1), non moins que par la suspension du paiement des intérêts qui consommait la perte du crédit public.

Projets et préparatifs des Autrichiens

L'issue de la négociation de Malmesbury, et le peu de succès de la mission du général Clarke auprès du cabinet de Vienne, prouvèrent que l'Autriche ne sut pas mieux que la France conclure la paix en temps opportun. Si le directoire, en négligeant l'occasion de faire valoir ses succès sur le continent comme une juste compensation de ses revers maritimes, se condamna à une guerre dont il était difficile de prévoir le terme ; d'un autre côté, les succès de l'Archiduc, donnant à Thugut des espérances trompeuses, lui firent regarder la délivrance de l'Italie comme aussi certaine que celle de l'Allemagne ; et, pour

---

(1) Il fut un temps où la république liquidait à volonté ses créanciers, en assignats ou en inscriptions sur le grand-livre. On demanda la révision de ces inscriptions ; en citant pour exemple un créancier qui en avait obtenu une de douze millions, pour paiement de 300 mille francs en numéraire.

n'avoir pas renoncé à la Belgique, il s'exposa à perdre la Lombardie.

Décidé à recourir à la voie des armes, le cabinet de Vienne usa de toutes ses ressources pour soutenir avec plus de succès ce dernier assaut. Apprenant, d'une part, la chute de Mantoue, et de l'autre, la prise de la tête de pont d'Huningue, il affecta de regarder celle-ci comme une compensation de la perte de ce boulevard. Les Français, privés d'une tête de pont, ne pouvaient plus, disait-il, déboucher si facilement sur le Haut-Rhin; et l'invasion de l'Allemagne par Dusseldorf lui parut si peu à craindre pour Vienne, que, dès-lors, il se décida à faire passer l'archiduc Charles en Italie avec une trentaine de mille hommes. On laissa derrière le Rhin, deux corps sous les ordres du comte de Latour: celui du Haut-Rhin, commandé par Starray; celui de la Lahn, par Werneck.

L'hiver fut utilement employé à lever et dresser des recrues pour compléter les régimens, et former de nouveau ceux dont les cadres étaient tombés en entier au pouvoir des Français. La Bohême, l'Illyrie, la Gallicie, furent soumises à une presse d'hommes, assez semblable à la réquisition de France; le contingent du Tyrol fut quadruplé; la noblesse hongroise, assemblée à la diète de Presbourg, cédant à l'ascendant du gouvernement impérial, et éveillée par les dangers

dont les maximes républicaines menaçaient tous les corps privilégiés de l'Europe, vota, le 22 novembre, le don considérable de 50 mille recrues, de 10 mille chevaux de remonte, de 20 mille bœufs, des grains suffisans pour alimenter 300 mille hommes pendant un mois, enfin, des fourrages pour 80 mille chevaux. Bien qu'on soit autorisé à beaucoup rabattre de ces sortes de déclarations, il n'en est pas moins vrai que celle-ci témoigne, à combien de sacrifices la nation hongroise était disposée, pour assurer le triomphe de la maison d'Autriche.

Cependant, des recrues ne sont pas des soldats; elles ne peuvent le devenir qu'au bout d'un certain temps et à l'aide de bons cadres, qui forment le fond d'une armée : or, ceux-ci se trouvaient considérablement réduits ; les plus braves officiers et sous-officiers avaient succombé; d'autres étaient prisonniers. A la vérité, l'impétuosité avec laquelle on faisait la guerre, dispensait d'une instruction aussi minutieuse que celle exigée par l'ancien système des campemens, ou le service régulier de campagne. Il suffisait, pour arrêter les progrès des armées républicaines, de leur opposer des masses exercées à la marche et aux feux, et c'est à quoi visait le gouvernement.

L'Angleterre organise de nouvelles milices.

Loin que les projets de Truguet et de Hoche eussent ébranlé la puissance britannique, comme on s'en était flatté, l'expédition d'Irlande avait

tourné, par l'événement, à l'avantage de l'Angleterre. Le cabinet de Londres, profitant des alarmes que les armemens de la République avaient semées dans les trois royaumes, demanda et obtint sans difficulté la levée de 15 mille hommes pour compléter les régimens de ligne. Trouvant en outre dans l'institution des gardes nationales de France, un exemple de ce que peut une milice bien organisée et animée de patriotisme, il créa un corps de fencibles de 60 mille fantassins et de 20 mille hommes de cavalerie, prêt à être mobilisé au premier signal. Le personnel et le matériel de l'artillerie furent considérablement augmentés. Les forces maritimes reçurent un accroissement proportionné; l'on renforça les stations de la Manche, et l'on établit des croisières sur tous les points présumables de descente. Enfin, le ministère, attentif à retirer des arts tous les secours que leur perfectionnement semblait lui offrir, par une heureuse application des procédés mécaniques aux manufactures d'armes, en accéléra la fabrication avec une rapidité prodigieuse, et imprima ainsi à ses arsenaux l'activité qui leur permit quinze ans après d'armer la moitié de l'Europe contre l'autre.

Suspension des paiemens de la Banque.

Toutefois, au milieu de ces apprêts, la situation des finances était loin de réaliser les espérances données au commerce par le chancelier de l'échiquier. La Banque, épuisée par un prêt de

300 millions fait au gouvernement, non-seulement se trouvait dans l'impossibilité absolue de fournir de nouvelles ressources, mais encore ne savait plus comment remplir ses obligations. Le déficit toujours croissant commençait à inquiéter d'autant plus vivement, que la guerre avec l'Espagne redoublait la pénurie des métaux nécessaires à la fabrication des monnaies; et pourtant il fallait 700 millions pour couvrir les dépenses. A tous ces maux, le ministère ne vit de remèdes qu'en ouvrant un emprunt de la moitié de cette somme; en autorisant la Banque à différer jusqu'à la paix l'échange de ses billets, qui avait eu lieu jusques-là à bureau ouvert; et en lui permettant d'en augmenter le nombre, par une émission de petits billets nécessaires aux besoins journaliers.

Cette mesure, qui pouvait causer une révolution dans la fortune publique, à peu près pareille à celle qui eut lieu en France, au commencement du siècle dernier, par suite du trop fameux système de Law, n'eut pourtant aucun résultat fâcheux: le prix des objets de consommation s'éleva à la vérité graduellement; mais la confiance des Anglais dans leurs institutions, et les capitaux immenses, amoncelés chez eux depuis un siècle, soutinrent le crédit public dans cette crise, et facilitèrent les opérations des ministres.

Insurrection des flottes.

De plus cruels soucis vinrent bientôt les assaillir, et ajouter à ceux que l'émission du papier-

monnaie leur occasionnait. La flotte, le soutien et l'espoir constant de l'orgueil national, couverte récemment encore de lauriers, s'insurgea sur des prétextes assez légers, et faillit mettre l'Angleterre à deux doigts de sa perte. Nous parlerons, dans le chapitre consacré aux affaires maritimes, de cet acte d'insubordination qui ternit les exploits de tant de braves; le tableau que nous offrons ici n'admettant pas de semblables détails.

Russie. L'empereur Paul, en montant sur le trône, changea un instant la face des affaires du nord. Peu de jours avant sa mort, son illustre mère venait d'arrêter la signature d'un double traité d'alliance avec l'Autriche, et de subside avec l'Angleterre. Déjà, il était convenu qu'elle fournirait aux Autrichiens une armée de 40 mille hommes d'infanterie, 8 mille de cavalerie régulière, outre 12 mille de troupes légères : un ukase avait ordonné à cet effet la levée de 130 mille recrues. Soit que l'impératrice voulût employer tous ces moyens au midi de l'Europe, soit qu'elle eût résolu de se venger en même temps de l'affront reçu de Gustave IV, roi de Suède, ces préparatifs annonçaient de grands événemens. Mais, le premier soin du nouvel empereur fut de révoquer cette levée. Plus jaloux de s'écarter des traces de Catherine, que d'adopter avec confiance sa politique, il affecta de se lier plus étroitement

avec la Prusse, et de s'adonner tout entier à l'administration intérieure de son vaste empire.

Ces démonstrations pacifiques ne tardèrent pas à agir sur la confiance, en élevant le cours du papier-monnaie au-dessus même de sa valeur nominale : preuve palpable des ressources que la Russie possédait alors pour l'exécution d'une grande entreprise. Toutefois, ces résolutions n'eurent qu'une courte durée : le caractère bizarre de Paul était un garant certain pour le cabinet de Londres, qu'en le prenant par son faible, on l'entraînerait tôt ou tard à la guerre contre la France ; et aucun moyen ne fut négligé pour atteindre ce résultat. Les partisans de cette guerre ne perdaient aucune occasion de lui représenter le danger de laisser accabler l'Autriche, par une puissance qui avait constamment soutenu l'empire ottoman, ni de lui rappeler l'alliance de Catherine et de Joseph II, comme l'époque la plus heureuse et la plus brillante des annales russes. Tous ces raisonnemens, plus spécieux que solides, n'étaient pas difficiles à réfuter victorieusement ; il suffisait aux amis de la paix de leur opposer la différence des temps et des circonstances. En effet, si Catherine s'allia à Joseph II, ce fut avant le partage qui créa leur rivalité ; avant que la France, assaillie par toute l'Europe, ne fût, pour ainsi dire, épuisée par une guerre sanglante. D'ailleurs,

au pis aller, la paix proposée par la République à l'Autriche, ne la plaçait point au-dessous de son état de 1792, puisqu'on lui offrait un équivalent de ses pertes, sans compter même les quatre millions d'habitans qu'elle venait tout récemment d'acquérir en Galicie. Aussi l'empereur Paul agit-il avec prudence en déclarant formellement l'intention de se renfermer dans le rôle d'observateur, adopté par Catherine au commencement de cette guerre. Cependant, cette résolution étonna d'autant plus, que les ministres dont il était entouré ne partageaient point ce système.

Suède et Danemarck.

Gustave IV, ce rejeton dégénéré du héros de Bender, croyant sans doute avoir hérité du génie de son père, en même temps que de la couronne; se hâta de proclamer son attachement aux émigrés français, dont celui-ci, dans une saillie d'humeur chevaleresque, s'était déclaré le champion. Cette démarche donnait trop de prise aux agens britanniques, pour que ce prince ne devînt point un instrument de la politique anglaise; et tout présageait ainsi que l'habileté du duc de Sudermanie n'aboutirait qu'à retarder les malheurs de la Suède, sans en détourner le cours.

Le Danemarck, déplorant ces vicissitudes dans les jeux de la fortune et de la politique, craignait d'être un jour victime des passions de ses voisins.

Prusse.

La Prusse, qui n'avait point changé d'attitude,

voyait d'un œil paisible s'approcher le dénouement d'un drame dont elle s'était retirée avec tant de bonheur. Sûre d'y gagner d'amples indemnités pour les minces cessions qu'elle avait faites, elle s'appliquait à ménager tous les partis, par ces attentions dont une diplomatie adroite sait dans le temps rehausser tout le prix aux yeux des puissances intéressées.

L'Italie, à l'exception de Venise, était passée tout entière sous l'influence française. Italie.

La cour de Naples s'applaudissait d'avoir traité à temps, sans dissimuler qu'elle était prête à s'engager dans de nouvelles intrigues contre la France. Une secrète inimitié rendait la paix avec elle aussi incertaine que la guerre.

Charles-Emmanuel, en montant sur le trône de Sardaigne, y avait apporté toutes les vertus et les faiblesses du prince de Piémont. Placé entre deux abîmes, il lui eût fallu le génie d'Amédée VIII, pour sortir avec gloire de l'embarras où les circonstances l'avaient plongé. Depuis quatre mois, les négociations, pour jeter ce prince dans l'alliance de la France, se traînaient avec peine : mais puisqu'il n'avait pas su se décider en temps opportun à un parti vigoureux, ce n'était pas quand les divisions Bernadotte et Delmas traversaient le Piémont pour renforcer l'armée d'Italie, qu'il fallait s'attendre à le voir prendre une grande résolution. Des gens qui Sardaigne.

osent tout, lorsqu'il s'agit du salut d'un Etat, prétendent que c'était au contraire le moment de tomber avec 40 mille hommes sur ces 15 mille Français dispersés, en déclarant au préalable la guerre à la République, contre laquelle on ne manquait pas de griefs. Mais, si de pareilles résolutions sauvent quelquefois une puissance; celle-ci répugnait trop au caractère loyal de Charles-Emmanuel, pour qu'on eût osé la lui proposer, surtout après la victoire décisive de Rivoli, et au moment de la chute de Mantoue. Tout portait donc le cabinet de Turin à se décider à l'alliance de la France; et l'attitude imposante de l'armée d'Italie le rendit plus coulant sur les conditions. Déjà un premier traité avait été signé dès le mois de février à Bologne, entre le général en chef et le comte de Balbo; mais le directoire devenu plus exigeant, voulait aujourd'hui des auxiliaires, sans leur promettre le moindre dédommagement de leur sacrifice; et il refusa sa ratification en envoyant de nouvelles instructions au général Clarke à Turin. Celui-ci négocia enfin avec le ministre Damian de Priocca, un traité offensif et défensif, qui ne fut néanmoins signé que le 8 avril, lorsqu'il cessait d'être d'aucun intérêt.

Turquie. La Porte, s'il faut en croire le ministre Charles Delacroix, sortait enfin de son sommeil léthargique; et, cédant aux sollicitations d'Aubert-

Dubayet, témoignait le désir d'interposer sa médiation armée, pour décider l'Autriche à la paix. Déjà le ministre des relations extérieures affirmait au général Clarke que des rassemblemens considérables étaient ordonnés à cet effet en Bosnie; mais on a eu tout lieu de croire que le divan s'en tint à des promesses. Toutefois, il annonça l'intention d'adopter un nouveau système de politique, en envoyant des ambassadeurs extraordinaires aux puissances chrétiennes, et particulièrement en France : ce qui, jusque-là, avait été contraire aux usages de la Porte.

L'Espagne faisait tous les efforts dont un gou- Espagne.
vernement caduc, et entaché de favoritisme, était capable, pour que l'alliance avec la république tournât au profit des deux nations. Mais l'embarras de ses finances, accru par la gêne que la guerre avec les Anglais imposait au commerce, entrava bientôt l'essor de sa bonne volonté. Déjà, le désir d'une fatale émancipation agitait les colonies; une conspiration, à la vérité presque aussitôt étouffée que découverte, fut à Carracas le prélude de l'insurrection qui, long-temps comprimée, éclata douze ans après.

Il ne fallait aux successeurs des Walpole qu'un point d'appui sur le vaste continent américain, pour changer la route du commerce avantageux, auquel Cadix, la Corogne et autres ports de la Péninsule étaient redevables de leur prospérité.

En attendant, Charles IV ordonna à ses escadres de se réunir dans le premier de ces ports, pour aller ensuite, de concert avec la flotte de Brest, renouveler la glorieuse promenade de l'amiral d'Estaing dans la Manche. Nous verrons plus loin le funeste résultat d'une entreprise, dont tout présageait la réussite.

République Batave.

La Hollande, humiliée dans les Indes, entravée dans ses relations commerciales, avait vu Beurnonville mettre garnison à Amsterdam: démarche dont ces fiers républicains avaient autrefois fait un crime à leur Stadthouder. Le mauvais état de ses finances, le peu d'accord dans les opinions des équipages de la flotte, et même de la nation, réduisaient la république batave à un état d'inertie et de langueur déplorables. Les unitaires et les fédéralistes se disputaient encore avec aigreur sur les principes de la constitution; et, si les premiers avaient eu le dessus en ce qui concernait l'autorité nationale, le régime fédéral prévalut pour l'administration financière et intérieure des sept provinces. Forcés d'ailleurs de marcher dans le système de la France, soit par le sentiment de leur propre conservation, soit par la conviction de l'intérêt du pays, les directeurs de la république batave se prêtaient d'assez bonne grace à tous les sacrifices qu'on exigeait d'eux. Séduits par le triomphe momentané de leurs doctrines, ils s'apercevaient à peine que leur

commerce déclinait, que la marine tombait en ruine, et que l'indépendance de la Hollande n'était plus qu'un vain mot. On les berçait de l'espoir de tout recouvrer à la paix par l'intervention de la France, afin de les engager à seconder puissamment la république victorieuse, pour obtenir en revanche de meilleures conditions : et, leurrés par ces illusions, ils fermaient les yeux sur les fléaux dont ils étaient menacés.

Les Etats-Unis étaient, au contraire, à la veille de se brouiller avec le directoire. Depuis les plaintes portées par Washington contre l'envoyé Genest, la froideur n'avait fait que s'accroître entre les deux gouvernemens. Le directoire, enorgueilli par ses victoires, accusait les Américains de ne rien faire pour se soustraire au despotisme des Anglais envers les neutres : il leur reprochait même les traités de commerce, récemment conclus avec leurs anciens oppresseurs. Washington venait de quitter la présidence, en déclarant qu'il ne l'accepterait plus ; le gouvernail avait été remis à John Adams, dont les principes d'aristocratie et l'attachement à l'Angleterre donnaient de l'ombrage. Pinckney envoyé à Paris pour succéder à Monroë, y fut mal accueilli ; et peu s'en fallut qu'on n'en vînt ouvertement à des hostilités. Amérique.

Telle était la situation politique des principales puissances de l'Europe au commencement de Projets du Directoire

force pénétrait de nouveau (
Danube.

'obstine former armées en magne.

Le directoire n'en jugea pa
lousie qu'inspirait Bonaparte à
bres, le décida à porter les plu
Allemagne; et, d'un autre cô
Jourdan n'ayant pas dessillé
not, en lui montrant le dan
fois sur deux lignes, tout cor
une mauvaise direction aux o
fet, Hoche, à peine revenu
heureuse sur les côtes d'Irlan
de diriger l'élite de ses force
Sambre-et-Meuse, et d'en pren
dement: l'autre partie des tro
tion rejoignit en toute hâte l'a
Moselle. Ainsi, près de 140 1
s'apprêtèrent à fondre sur la
Souabe, tandis que Bonaparte

le gros des forces impériales, conduites par le vainqueur de Wurtzbourg et de Kehl.

Défaut de concert dans les opérations.

A ce vice radical du plan des républicains, il faut ajouter qu'on retarda d'un mois entier le passage du Rhin. Les versions ne sont point d'accord sur la cause de l'intervalle étonnant qui exista entre l'ouverture de la campagne sur ces deux théâtres. Ce défaut d'ensemble, si préjudiciable en 1796, était bien plus blâmable dans cette occasion, où l'armée, déjà aux portes de la Carinthie, semblait devoir attendre, sinon l'arrivée des deux armées d'Allemagne sur le Danube et le Lech, du moins leur entrée en action au-delà du Rhin. Les uns ont attribué au directoire ce manque de concert dans les opérations; d'autres l'ont rejeté sur la précipitation de Bonaparte, qui voulut avoir la gloire de conquérir seul la paix, en devançant l'époque fixée pour commencer les hostilités. Cette dernière assertion nous paraît d'autant plus dénuée de fondement, qu'on voit, par la correspondance de ce général, qu'il reçut l'ordre d'agir sans retard: il était, en effet, si urgent de prendre l'initiative en Italie, et d'y attaquer les Autrichiens à l'improviste, que, pour peu qu'on eût tardé, l'archiduc Charles arrivant sur le Tagliamento avec les renforts tirés de l'armée du Rhin, eût été en mesure de s'opposer à l'invasion méditée.

D'ailleurs, quand bien même le directoire au-

cher en Allemagne.

Moreau manquait, il est vi
de choses indispensables pour
sage du fleuve : mais rien n'e
établi à Neuwied et à Dusse
droite, d'attirer à lui la ma
troupes commandées par le
vancer sur le Necker, et de
par une puissante diversion, l
de l'armée d'Italie. Sans doute,
tement à Bonaparte, il eût éte
d'agir sur la frontière de Suisse e
de courir sur la Lahn; mais enco
prendre la ligne la plus longue
de six semaines la coopération
supérieures de beaucoup à cell
porter le principal fardeau de
dans ce laps de temps, elles po

promptitude et de l'impétuosité avec laquelle Bonaparte sut prévenir son adversaire.

De son côté, le conseil aulique s'appliquant à tirer le meilleur parti possible des élémens qui étaient à sa disposition, n'eut pas le temps, à ce qu'il paraît, de méditer un plan de campagne, avec sa gravité accoutumée : si bien que l'armée du Frioul resta exposée aux assauts impétueux de Bonaparte, avant l'arrivée des troupes de l'archiduc Charles ; et que celle du Rhin demeura en prise aux efforts de Hoche et de Moreau, aussitôt que ses grands détachemens eurent mis le pied hors de l'Allemagne.

---

au Tagliamento, à Gradisca Neumarck. — Expédition de Tyrol. — Préliminaires de L rection des États de Venise.

PENDANT que les troupes françai victorieuses sur Rome, et que B au Pape le traité de Tolentino, le nadotte et Delmas, après avoir f Cenis, défilaient à travers le Pién bardie, pour venir joindre l'arm Ce renfort d'environ 18 mille hon Alpes pendant un hiver rigoureu cabinet de Vienne. Bien qu'au pı semble étonnant qu'un mouvem pu rester ignoré; quand on song plus tard, l'armée de réserve pa arriva dans la vallée d'Aoste, avan

Bonaparte fomente l'insurrection des Etats de terre-ferme de Venise.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte, débarrassé de toutes craintes sur ses derrières, attendait avec la plus vive impatience l'arrivée de ces divisions, pour tomber sur l'archiduc Charles: et, convaincu que Venise n'épiait qu'une occasion favorable pour se déclarer contre la France, il résolut de lui donner assez d'occupations dans ses Etats de terre-ferme, pour lui ôter toute possibilité de lui nuire (1). Après avoir laissé au général Victor le soin de surveiller l'exécution du traité avec le Pape, il accourut à Padoue, d'où il activa les préparatifs de son entrée en campagne.

Position de l'armée impériale.

De son côté, l'archiduc Charles, arrivé le 7 février à Inspruck, y avisa avec le comte de Lehrbach aux moyens d'effectuer la levée en masse du Tyrol. L'aile droite de l'armée impériale, aux ordres des généraux Kerpen et Laudon, destinée à agir de concert avec les habitans disposés à défendre leurs foyers, avait pris position derrière le Lavis et la Noss; les restes de l'armée d'Alvinzi s'établirent derrière le Tagliamento. L'intervalle entre ces deux masses principales était gardé par la brigade Lusignan, postée à Feltre

---

(1) Les avis sont encore partagés sur ce point: la correspondance de Kilmaine prouve que l'adjudant-général Landrieux fut employé par ses chefs, à des intrigues dans le Bergamasc et le Brescian. Bien que Bonaparte ait ensuite dépeint cet officier comme un intrigant, on peut croire qu'il céda à des insinuations supérieures dont au reste nous ignorons la source.

... de défense.

tion
armée
çaise.

L'armée républicaine était à
sée comme on le verra au tal

Quatre divisions, sous les c
de Bonaparte, se réunirent
Trévisane à la fin de février ; c
se trouvait à Bassano ; Serrurier,
la division Augereau, comman
à Trévise ; le général Bernadot
doue ; Joubert, avec l'aile gau
division et de celles des généra
raguey-d'Hilliers, était opposé
corps de Kerpen et de Laudon.

Le général Balland command
nais ; Miollis à Mantoue ; Gautl
Les divisions Victor et Lasal
la Marche d'Ancône et la Lom
mière, belle et nombreuse, fo
chement considérable, dont l'ob

13, page 26.

F DU 11 MARS 1797.

CO	TOTAL des combattans par division.	TOTAL des combattans par corps.	*OBSERVATIONS.*
	500		
	....	61,500	
DANS	6,500		En marche d'Ancône sur Ferrare.
	2,100	15,300	A Vérone et environs.
DI	1,400		A Mantoue.
	2,800		A Milan, Brescia, Crémone, etc.
	2,500		A Livourne.
	....	76,800	

ues corps de troupes à cheval, on aura

serait fidèle à ses drapeaux, et que le meilleur moyen de l'y fixer eût été de porter cette division à l'armée active dans le Tyrol ou la Carinthie. La juste défiance qu'inspirait le gouvernement pontifical, l'agitation qui régnait à Macerata et dans les vallées de l'Ombrie, de la Marche d'Ancône et du duché d'Urbin, motivèrent sans doute cette mesure. Bonaparte en effet ne manqua pas d'appeler le général Victor à l'armée, aussitôt que ses succès l'eurent décidé à franchir les Alpes Noriques, et que les affaires furent terminées dans la Romagne.

Forces e chances d deux parti

Les forces que les puissances belligérantes avaient déstinées à agir sur cette frontière, étaient à peu près égales en nombre. On les estimait, de part et d'autre, à 60 mille hommes: mais les divisions tirées de l'armée impériale du Rhin, ne devaient arriver que dans les premiers jours d'avril; et celle de Bonaparte, déjà rassemblée vers la fin de février, l'emportait en outre de beaucoup sur l'armée autrichienne, par sa composition; car elle opposait l'élite des troupes françaises à des soldats de nouvelle levée, ou démoralisés par leurs fréquentes défaites. Les divisions venant du siége de Kehl faisaient seules exception: elles étaient l'espoir de l'Archiduc, et, malheureusement pour lui elles arrivèrent trop tard. Au reste, cette différence se trouvait en quelque sorte compensée par les

...française avait à franch
des Alpes Noriques et Julienn
sa gauche le Tyrol, dont les ha
menaçaient de couper ses co
la vallée de l'Adige, d'où les
déjà débouché deux fois per
campagne; et sur sa droite, la H
et les places vénitiennes, dans
blesse ne lui permettait pas de
sons. Les conséquences les plus
du moindre échec, dans ces com
munications, déjà si difficiles,
la merci des Vénitiens ou des

Ce fut néanmoins dans ces c
l'armée française se mit en
10 mars, pour attaquer les Imp
combats préliminaires avaient e
droite sur la Piave, qu'à la gauc
sur la ligne du Lavis : partout
ennemis avaient été repoussés.

Mais, pour apprécier l'

françaises allaient opérer pour la première fois. Il s'agissait, pour aller dicter la paix à l'Autriche jusque dans Vienne, de franchir la chaîne des Alpes qui, partant du St.-Gothard, se dirige d'abord à l'est, puis se divise aux sources de la Drave en deux branches : l'une court au nord-est vers Rottenman, et longe la vallée du Danube ; l'autre tourne au sud-est, et sépare les versans des eaux de l'Adriatique de ceux de la mer Noire. (*Voyez la carte en 4 feuilles*).

Les affluens du Danube par lesquels on pouvait déboucher dans le bassin de ce fleuve, sont l'Inn et la Drave. Cette dernière rivière est remarquable en ce que, prenant sa source presque aux mêmes lieux que l'Adige, et coulant parallèlement à la chaîne principale, elle est traversée par toutes les communications de l'Autriche avec le Frioul et une partie du Tyrol.

Les deux points principaux par lesquels on peut déboucher dans le bassin de la Drave, sont 1° le col de Tolbach, en remontant l'Adige jusqu'à Brixen, puis entrant à l'est dans le Pustherthal ; 2° le point de partage des Alpes Noriques et des Alpes Juliennes, auquel on peut arriver également par la Fella, l'une des sources du Tagliamento, et par la Corintiza, l'une de celles de l'Isonzo. Le nœud commun des deux routes est Tarvis, sur le Gailitz, affluent de la Drave.

L'Autriche était depuis long-temps dans une grande sécurité sur cette partie de ses frontières :

praticables. Il n en était pas de
mento et de l'Isonzo , dont la d
la fois la route du Frioul , et c
inflexions de son cours sur la li
des Autrichiens. Villach , comm
les communications , devait êtr
gique des deux partis. (*Voyez*

Le Tagliamento ne présentai
de défense avantageuse ; mais
ensuite sur Villach , il fallait re
étroit de la Fella, et passer le col d
Le principal obstacle sur cette
fortin appelé la *Chiusa Veneta*, q
lée sur toute sa largeur , moins l
Il consistait en une maison à de
dement construite , et sous laq
route. Les pentes des montagn
gravir pour le tourner, étaient
cessibles.

La ligne de l'Isonzo couvrant

Nova n'eussent pas été mis en état de défense, elle présentait une barrière formidable, parce qu'on ne pouvait déboucher sur la rive gauche de l'Isonzo qu'entre Gorizia et Monfalcone : en effet, une chaîne de montagnes impraticables borde cette rivière depuis le point de partage des eaux jusqu'auprès de la première de ces villes, et depuis la seconde, l'Isonzo se perd dans les lagunes du golfe de Trieste. Mais cette ligne était tournée aussitôt qu'on avait pénétré à Tarvis, soit par la Fella, comme nous avons dit, soit par la Corintiza ; ce qui était possible, parce que la route de Tarvis remonte la rive droite de l'Isonzo jusqu'à Canale, et que l'on peut y faire déboucher des corps légers entre cette ville et Caporetto. L'entrée de la gorge de la Fella était défendue par la *Chiusa-di-Pletz*, espèce de fort en maçonnerie, adossé à des rochers escarpés et séparés de la route par un ravin où se précipite ce torrent. Il n'existait entre Gorizia et Monfalcone que le poste de Gradisca servant de tête de pont, capable de quelque résistance.

Bonaparte manœuvre contre la droite.

On voit par là que les positions défensives de l'Archiduc entre les montagnes et la mer Adriatique, n'étaient plus tenables, dès qu'on menaçait leur droite, où se trouvaient en même temps le point stratégique décisif, et la communication directe avec Vienne. La division Masséna formant la gauche du corps de bataille destiné à marcher sur le Frioul ; fut donc chargée

... de concert av
se conformer à ses instruct
dirigea, le 11 mars, sur Fe
Bellune. La division Serrurie
lo, et passa la Piave vis-à-v
face d'un détachement enn
suivit jusqu'à San-Salvator. De
effectua le passage de cette
culté près d'Ospedaletto, et all
à Conegliano. Le comte de H
le corps était compromis par
leva son camp de Campana.

Le 13 mars, la division G
sur Sacile, atteignit l'arrière-g
à deux lieues de cette ville, e
prisonniers dans un engageme
Dugua fut blessé: Hohenzollern
hâta de se replier, par Pordeno
sur le Tagliamento: Masséna,
Piave dans la direction de Ca
Longaro l'arrière-garde de L

trainte de se former en carré pour se faire jour; mais après plusieurs tentatives inutiles, elle mit bas les armes au nombre de 500 hommes, parmi lesquels se trouvait le général Lusignan lui-même.

Le 14, Masséna se rabattit sur Spilimbergo pour marcher ensuite par Gémona, dans l'intention de tomber sur la droite de l'armée impériale et de la refouler dans la plaine; Serrurier campa à Porto-Buffole; Guyeux occupa Pordenone. Le lendemain, la division Serrurier arriva à Belvedere.

L'effet naturel de ces mouvemens fut d'obliger le prince Charles à réunir, sur la rive gauche du Tagliamento, la majeure partie des forces disponibles dans le Frioul; déjà même il n'avait plus que la cavalerie légère au-delà de ce fleuve, et tout portait à croire que les deux armées ne tarderaient pas à se mesurer; mais l'Archiduc, dont la brillante renommée ne pouvait détruire l'ascendant que le vainqueur avait pris sur ses troupes démoralisées, craignit d'engager une affaire sérieuse avant l'arrivée des renforts qu'il attendait de l'armée du Rhin, et renonça à défendre le passage du Tagliamento; il voulut seulement profiter de quelques retranchemens élevés à la hâte sur la rive gauche pour retarder un peu la marche des Français.

Le 16 mars, Bonaparte, ne se doutant pas Passage du

le passage : elle occupait To
ca, Pozzo, Gorizia et Coc
s'étendait sur deux lignes da
dernier village et Camino. Be
reconnu la position, donna
se porter sur la gauche, en
et à Bernadotte, de descen
Codroipo. Une batterie de
fut établie sur chacun de ce
ger leur mouvement. La div
débouchait de Valvasone, foi
servir de réserve aux deux j
précédée de la cavalerie,
en bataille derrière la droi
généraux Guyeux et Berna
aux points de passage indiq
leurs divisions en colonnes
gade ayant ses 1er et 3e b
colonne serrée sur les ailes d
de chacune d'elles était for

masse sur ses ailes, derrière lesquels s'avançait un régiment de cavalerie. Bientôt l'artillerie entra en action, et une nuée de tirailleurs couvrit le lit de ce large torrent. (*Voyez pl. XXVII.*)

Cependant le général Duphot, à la tête de la 27ᵉ légère, se jette dans la rivière sous le feu de l'ennemi, et aborde de l'autre côté : il est soutenu par le général Bon, qui commande les grenadiers de la division Guyeux. Une attaque semblable, dirigée sur la droite par Murat, avec la 21ᵉ légère, est secondée par les grenadiers de la division Bernadotte conduits par Chabran. Toute la ligne, par un mouvement successif, présente des masses qui se flanquent réciproquement. A la régularité, à l'ensemble et à la précision des manœuvres, on eût dit que c'était un exercice de parade. Jamais armée ne marcha à l'ennemi dans une attitude plus majestueuse, ni plus fière. La cavalerie autrichienne essaya plusieurs charges au moment où l'infanterie française sortait de l'eau; mais elles furent chaudement accueillies. Le général Schulz, qui la commandait, voyant l'impossibilité d'entamer les républicains dans cet instant favorable, chercha à déborder le flanc droit de la division Bernadotte; mais Dugua et Kellermann, passant la rivière avec la cavalerie de réserve, volèrent à sa rencontre, soutenus d'une colonne d'infanterie conduite par Mireur, culbu-

la couvrir (1). Guyeux l'a
rité, s'en empara, et p
la route de Palma-Nova, à
du champ de bataille, su
sions bivouaquèrent. Les
dans cette journée, 6 pi
hommes : ils opérèrent l
diligence, à la faveur de la
engager d'affaire le lenden

Précautions de Bonaparte pour suivre l'ennemi.

Cependant Bonaparte n
ces premiers succès : la g
adversaire en Allemagne
quelque retour de fortun
avant-gardes de redoubler
le service; et suppléa, par
à ce qu'il manquait à des
désuétude.

Ainsi, dès l'ouverture de
gré l'âpreté de la saison, l

pénétrer dans la Carinthie presque sans combat. Le prince Charles, prévenu partout, était hors d'état d'arrêter la marche victorieuse de son adversaire : poursuivi pied-à-pied dans sa marche rétrograde, il vit arriver, le 18, sur le Torre, les divisions Bernadotte et Guyeux, qui s'étaient emparées, sans coup férir, de Palma-Nova, où il avait eu l'intention de s'établir et où il abandonna quelques magasins.

Prise de Palma-Nova, sa mise en état de défense.

Le général français, heureux de trouver dans cette place un point d'appui pour ses dépôts, ordonna au général Chasseloup de la faire mettre en état de défense, sans perdre une minute; et à l'administration, de l'approvisionner pour un mois. Le plus difficile étant d'en armer les remparts, il prescrivit au général Lespinasse d'y employer quelques pièces prises aux Autrichiens, et toutes celles de fer qu'on trouverait à Udine ou sur les côtes de l'Adriatique.

A cette époque, le général Masséna était établi à Osopo et Gemona, au débouché des gorges du Tagliamento, dans lesquelles il poussa ses avant-postes. La marche de sa division, que nous avons vu tenir constamment les débouchés des montagnes, indique assez que le projet de Bonaparte était de gagner toujours la droite de l'Archiduc : en effet, l'occupation des deux postes qu'on vient de nommer, donnait entrée à Masséna dans la vallée de la Fella, d'où il pou-

précaution ne remplit pas
Berthier se contenta de reco
gue de s'emparer de Brixen,
au-delà du Brenner, afin d'e
munication avec le corps
d'Italie, au moyen des éclair
de part et d'autre dans la va
traça la conduite qu'il aurai
où Kerpen parviendrait à l
droite de l'Adige, au-delà
commandait de se baser su
cer entre cette forteresse et
vrer sur les communicatior
les empêcher de pénétrer
il oublia, à mon avis, l'objet
être d'assurer sa jonction a
mée par un mouvement con

naparte inue sa che sur adisca.

Aussitôt après le passage
divisions Serrurier et Berna
l'armée française se porta su

cipes stratégiques de porter le gros des forces par la gauche, vers Gorizia, sur l'extrémité opposée à la mer. Peut-être le général français, en déviant dans cette occasion de son système ordinaire, avait-il l'intention de gagner la gauche de l'Archiduc pour le prévenir par Dorenberg ou Czerniza, sur la route de Laybach, afin de le rejeter dans les gorges du haut Isonzo, dont Masséna était sur le point de fermer toutes les issues. Cette supposition ne paraît pas dénuée de fondement; et le lecteur, en examinant les rapports de la chaîne des Alpes Carniques avec le point de Tarvis, dont Masséna allait s'emparer, et avec ceux de Czerniza ou de Heidenschalt, vers lesquels Bonaparte se dirigeait, saisira au premier coup-d'œil le but de ses manœuvres, et la position difficile où l'Archiduc devait se trouver.

Passage de l'Isonzo, et prise de Gradisca.

Ce prince s'était flatté que l'Isonzo opposerait une barrière d'autant plus sûre à la marche rapide des Français, que le passage de cette rivière ne peut être tenté par une armée qu'entre Gorizia et Monfalcone. Dans la saison des hautes eaux, ce torrent est rapide, large et profond; mais des gelées consécutives avaient tellement appauvri son lit, qu'il était guéable partout. La ville de Gradisca, située sur la rive droite, avait été couverte d'ouvrages de campagne pour servir d'appui à l'aile gauche des Autrichiens dans

ser l'Isonzo au-dessus du p(
d'en remonter la rive gau
L'ennemi avait réuni sur ce
pes, soutenues d'artillerie,
défendre le passage. Le chel
lerie Andréossi, chargé de
ayant sondé la rivière à pie(
disposées en colonnes serr
pour passer sous le feu des A
intimidés par ces disposition
toute hâte, abandonnant Gra
forces. Alors Serrurier se hâ
hauteurs qui dominent cette
à l'est; tandis que Bernadott
l'attention de la garnison, or
attaque contre les retranchen
emportés par leur ardeur, s'av
nette croisée, jusque sous le
ca, où ils furent reçus par ui
terie et de mitraille, qui le

quatre pièces de canon contre la porte de Palma-Nova, couverte d'une simple flèche. Au même moment, Serrurier parut sur les hauteurs derrière la ville. La garnison s'aperçut trop tard qu'il n'y avait plus possibilité de se défendre, ni espoir de s'échapper : sommée de se rendre, elle capitula. Pour prix de leurs manœuvres, les républicains recueillirent dans cette journée, 2 mille prisonniers, 10 bouches à feu et 8 drapeaux.

L'Archiduc cherche à ressaisir l'offensive.

Contrarié dans ses plans par l'arrivée tardive de ses renforts, l'Archiduc ne pouvait mettre en pratique, devant Bonaparte, ce système de retraite lente et méthodique, dont il s'était servi avec tant de succès dans la campagne précédente contre Moreau. Son adversaire maniait ses masses avec trop de vivacité, pour ne pas le mettre dans la nécessité de combattre souvent, ou de faire une retraite désastreuse. Ce prince, voyant donc l'armée française franchir les dernières barrières des états héréditaires, aurait bien voulu concentrer toutes ses forces à Villach, en avant de la Drave, où venait d'arriver la première colonne des troupes de l'armée du Rhin. Pour parvenir à ce but, il s'agissait d'assurer la jonction de la droite du corps du Frioul commandée par le général Bayalitsch, avec les 4 bataillons de grenadiers déjà arrivés à Villach, et avec les divisions Mercantin

quelques dangers, l'Archid
d'autant plus de fondement de
la position de Villach, entou
couvertes de glaces et de neige
dable: on ne pouvait y arriver
lée de la Fella, ou en traversan
poretto, dans celle de l'Isonz
première était confiée au gé
tenait avec une brigade les p
du pont retranché de Casaso
Veneta. Le général Koblos ga
autres, la Chiusa-di-Pletz, av
Croates.

De Villach, le prince Cha
seulement couvrir la commu
Vienne, et communiquer par l
du Tyrol: il comptait encor
reprendre l'offensive dès qu
gros de ses forces: et menacer

Embarras de ce prince.

Le passage rapide de l'Isonzo déconcerta tous ses calculs, et la faible résistance de Gradisca ne lui donna pas le temps de se reconnaître. Sa position devenait en effet de jour en jour plus critique; et, pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup-d'œil sur la configuration du champ d'opérations des deux armées. La rive gauche de l'Isonzo se trouvant bordée, comme nous l'avons dit plus haut, depuis ses sources vers Chiusa-di-Pletz jusqu'à Gorizia, par la chaîne escarpée des Alpes Carniques; l'intervalle entre ces deux points, forme dans l'étendue de vingt-cinq lieues, une barrière à peu près insurmontable pour un grand corps de troupes.

Il se retire sur deux directions

Après le passage du Tagliamento, le gros de l'armée impériale n'avait pas suivi la route directe qui mène d'Udine par San-Daniel et Tarvis à Villach: soit que le mouvement de Masséna, par Spilimbergo sur Osopo, l'en eût empêché, soit qu'il existât encore des rassemblemens de troupes vers Gradisca, ou qu'il eût adopté cette dernière ligne pour base de ses opérations, le prince Charles s'était vu dans l'obligation de marcher sur l'Isonzo, laissant à son aile droite le soin de couvrir les passages importans qui donnaient accès aux Français sur ses communications. Mais, après avoir traversé ce torrent, il se trouva bien plus embarrassé encore: Masséna, continuant sa marche victorieuse contre le flanc droit de l'ar-

qui marchait en même temps
Cividale, paraissait destinée à
nacé par Masséna et par Guye
rizia par Serrurier et Bernadott
vait d'autre parti à prendre qı
Gontreuil et Bayalitsch de hâte
tant que les difficultés locales
parcs le permettraient, puis de
personne, avec la gauche et les t
de Reuss, sur Laybach et Krai
mens qui séparèrent ses colon
chaîne des Alpes Carniques, et
être accablées successivement p
tigable de son adversaire.

parte
euvre
our
bler
oite.

Bonaparte, en effet, fut à pein
disca, qu'il se dirigea sur Gori
sions Serrurier et Bernadotte,
21 mars, celle de Guyeux sur C
de la double direction que pren
chienne, et sentant la nécessit

colonne qui se retirait sur Laybach, et remonta l'Isonzo avec la division Serrurier par Canale sur Caporetto, où Guyeux se rendit en même temps par Pufero et la vallée du Natisone. On va voir quel fut l'heureux résultat de ces mouvemens combinés.

Masséna chasse Ocskay de Tarvis.

Sur ces entrefaites, Masséna avait atteint le but de son expédition. Après s'être emparé de la Chiusa-Veneta, et avoir forcé le passage du pont de Casasola, le 20 mars, il était entré le lendemain sans coup férir à Ponteba, d'où il avait poursuivi la brigade Ocskay jusqu'au-delà de Tarvis, lui faisant 600 prisonniers, et enlevant tous les magasins établis dans la contrée pour les cantonnemens autrichiens. On sent par-là dans quelle position critique se trouvait, sans le savoir, le corps de Bayalitsch, que Guyeux avait refoulé le même jour dans les gorges de Caporetto, après un léger engagement à Pufero.

L'Archiduc apprit à Krainbourg l'occupation de Tarvis par Masséna. Prévoyant alors que la colonne de Bayalitsch allait être coupée, il donna l'ordre à Ocskay de reprendre ce bourg, où les Français n'avaient encore que des avant-postes; mais il était à craindre que cet ordre arrivât trop tard; et en effet, il ne fut pas exécuté. Ocskay, fort maltraité, s'était retiré jusqu'à Wurzen dans la vallée de la Save. Gontreuil, qui couvrait la marche par le col d'Ober-Preet, se présenta seul vers Tarvis, et parvint à en expulser les

Il repouss ensuite Gontreuil

route de Villach, et se rabatt
de Raibl, où de nouveaux suc
ronner une manœuvre aussi sa

Le prince Charles a rejeté la
cette affaire sur l'inexécution de
général Ocskay; d'autres ont
néraux Gontreuil et Bayalitsch
exempts de blâme; enfin, des cr
bué avec plus de vraisemblance
à la direction divergente des forc
après le passage du Tagliamento
précipitation et à la rapidité des
son adversaire.

le la -di- par ux.

Pendant que Masséna repous
ment les brigades Ocskay et Gon
soutenu en seconde ligne par la di
poussait la colonne qu'il avait
jusqu'à la Chiusa-di-Pletz. Le gé
croyait continuer paisiblement sa
protection de ce fort et du petit c

sa, en même temps que les généraux Bon et Verdier, à la tête des 4e et 43e de ligne, forçaient la route, les défenseurs, au nombre desquels se trouvait Koblos lui-même, mirent bas les armes.

Bayalitsch investi, capitule.

La prise de la Chiusa découvrit la colonne autrichienne, dont la marche pesante l'eût probablement empêchée de gagner Tarvis saine et sauve, si déjà Masséna n'avait poussé des troupes jusqu'auprès de Raibl : prise alors en tête et en queue, cette division, après un court engagement, capitula. Quatre généraux, 3 à 4 mille hommes, 25 pièces de canon et 400 chariots de bagages, tombèrent par cet événement au pouvoir des Français.

L'Archiduc rallie ses forces à Clagenfurth.

La perte de ce double combat réduisit encore une fois l'Archiduc à la défensive. Les divisions Mercantin et Kaim remplacèrent à peine les pertes essuyées par l'armée depuis l'ouverture de la campagne; c'était loin de la mettre en état de reprendre l'initiative. Toutefois, après avoir recueilli la brigade Ocskay et ses grenadiers à Villach, il laissa la division Mercantin à Clagenfurth; et se porta, avec celles de Kaim et de Reuss, à St.-Veit.

L'armée française arrive sur la Drave.

Maîtres des débouchés qui conduisent de l'état de Venise en Allemagne, les Français s'empressèrent, après l'affaire de Tarvis, d'aller prendre position à Villach sur les bords de la Drave. Les divisions Masséna, Serrurier et Guyeux s'y ren-

avoir battu à Camigna l'arr.
de Reuss, se dirigea sur Lay
Prewald et Adelsberg. Chen
un détachement sur Idria, c
de vif-argent, et où l'on trou
parées pour deux millions.
considérable que l'Empereu
driatique, fut occupé le 23
de cavalerie Dugua, dont la
n'était pas indispensable dan
la Carniole; puis par une g
tirée de la division Bernadott

'pérations
: Joubert
lans le
Tyrol.

Jusqu'ici nous n'avons ren
opérations du centre et de l'
mée française. Avant d'aller
propos de jeter un coup-d'œ
suivre les mouvemens de l'ai
commandement de Joubert, c
sée le 19 mars, en position v
rant par les gorges de la Brenta

séparés par l'Adige : le premier, cantonné en arrière du Lavis dans les vallées de Fiemme et de Cavalese, se liait avec l'armée principale à Bellune par les gorges du Cordevole et de la Piave; l'autre, réparti le long de la rive gauche de la Noss, depuis son confluent jusqu'à l'Adige, prolongeait son extrême droite à Ponte-di-Legno dans le val di Sole.

Le vice de ce cordon est facile à saisir; il n'est pas nécessaire d'en faire la remarque : ainsi, de ce côté, les Français avaient l'avantage de la position.

Lorsque Bonaparte mit son armée en mouvement, il chargea Joubert de soumettre le Tyrol, regardé avec juste raison, comme un des plus fermes boulevards de l'empire autrichien, et dont la population, prompte à courir aux armes, devait si puissamment seconder les opérations des généraux Kerpen et Laudon. Cette entreprise était délicate, car Joubert avait à lutter contre la rigueur de la saison et des forces considérables. Nous allons voir comment il s'en acquitta.

Passage du Lavis, et marche des Français sur Botzen.

Aussitôt que le centre et la droite de l'armée d'Italie eurent franchi le Tagliamento, Joubert ordonna une attaque contre toute la ligne, mais en la combinant de manière que l'effort principal tombât sur la gauche des Impériaux, qui offrait le point le plus vulnérable. En effet, l'Adige sé-

Delmas et Baraguay - d'Hill
l'Adige par la route de Botz
brigade Belliard passant le
sous le feu des avant - postes
ça contre le corps de Kerpe
plateau de Cembra. Celui - c
gauche presqu'au commenc
fut culbuté après un comba
Michel, d'où il se retira préc
hauteurs dans la direction de
nant Laudon à ses propres for
de l'Adige. Le résultat de ce
environ 2 mille prisonniers,
de canon. Les Tyroliens y épr
une perte considérable.

Joubert profitant de ses a
le lendemain de sa personne
Monnier et Vaux, sur Salurn,
et poussa celle de Belliard pa
zone sur Neumarck

logea l'ennemi des hauteurs de Peza, et le poussa en désordre sur Neumarck, qui fut évacué pendant la nuit. Les deux autres divisions, n'ayant devant elles que des levées tyroliennes soutenues d'un faible détachement de troupes de ligne, continuèrent à s'avancer sans grands obstacles sur la chaussée de Trente à Botzen. Le 22 mars, Joubert, après avoir réuni ses forces près de Neumarck, se porta avec l'avant-garde en reconnaissance aux environs de Santa-Barbara sur la route de Botzen.

Attaque infructueuse de Laudon sur Neumarck.

Tandis qu'il était occupé de ce côté, Laudon, qui cherchait à rétablir ses communications avec Kerpen, arriva à Serviten, et fit attaquer Neumarck par ses troupes légères, soit qu'il eût dessein de gagner la chaussée de Botzen, soit que, ne supposant pas cette ville occupée par un corps aussi considérable, il crût pouvoir l'enlever d'un coup de main. Mais Belliard, devinant son projet, fit débarrasser le pont que Kerpen avait barricadé dans sa retraite, et marcha à la rencontre de l'ennemi avec la 85e qui se trouva sous sa main. Une fusillade très-vive s'engagea à l'instant: les Français repoussèrent successivement les Impériaux de Serviten et de Rungg sur St.-Valentin, où la résistance fut plus opiniâtre. Le combat était encore incertain, lorsque le général Dumas, commandant la cavalerie, débouchant tout à coup du pont de Neumarck, chargea en

Meran. Français rentrèrent le soir à l
sieurs pièces de canon et 8

ccupation e Botzen par les Français. Botzen leur ouvrit ses port
ils y trouvèrent heureusemen
ils avaient le plus pressant be
situation de Joubert se con
pas; car Botzen se trouvant
des vallées principales de l'A
et la première recelant le f
l'insurrection, il fallait les o
Y jeter un simple détachem
voyer à sa perte: y envoye
tière, c'était s'affaiblir en p
Botzen restait en prise d'un a
dans cette position délicate,
environ 5 mille hommes dar
recommandant d'occuper for
observer la vallée de l'Adige,
de son corps, droit sur Claus

taille derrière ce défilé, protégés par de l'artillerie. Les Français se présentèrent le 22 mars, pour le franchir. Le combat fut des plus opiniâtres, et la victoire était encore indécise à la chute du jour, lorsque l'infanterie légère républicaine, tournant les Impériaux par leur droite, parvint avec des peines infinies sur les rochers qui les dominaient, et fit rouler sur eux des blocs de pierre énormes. Joubert, profitant de ce nouveau genre d'attaque, s'avança alors contre le centre à la tête des 12e et 33e de ligne, formées en colonnes serrées. Les Autrichiens n'étant pas de force à résister à cet effort combiné, exécutèrent alors leur retraite, qui fut d'autant plus pénible que la nuit était très-obscure et pluvieuse. Brixen fut occupé le lendemain ; on y trouva, comme à Botzen, des magasins assez considérables.

Levée en masse des Tyroliens.

L'invasion qui menaçait le Tyrol, loin d'abattre ses habitans, réveilla en eux les sentimens les plus patriotiques, et les fit courir en foule aux armes. Le comte de Lehrbach, chargé de régulariser l'insurrection de la province, réussit par des proclamations où le faux se mêlait adroitement à la vérité, à allumer chez ces montagnards, simples et grossiers, la haine du nom français avec la soif de la vengeance. Des troupes innombrables de paysans armés d'excellentes carabines, de fusils de chasse, ou d'instrumens aratoires,

leurs vallées; enfin, celles du
à Laudon, défendaient les ave
jointement avec les troupes d
Ainsi, malgré l'échec qu'i
Kerpen pouvait encore couv
les gorges d'Insbruck, en pr
les hauteurs de Muhlbach à l'e
routes de Sterzing et de Prune
au nord de Brixen; mais il
s'établir à Mittenwald, de lai
Rient à découvert, et de ne g
de l'Eisach sur la route d'Ins

mbat de
enwald.

Toutefois, Joubert ne le lai
dans cette position : il l'attaqu
ques bataillons, fraîchement
du Rhin firent bonne contenan
d'une courte canonnade, l'affai
une charge de la 85ᵉ, que Belli
la droite en colonnes serrées

Embarras de Joubert.

De Sterzing à Insbruck, on compte 16 lieues: la route qui y conduit, passe sur un contrefort du Mont-Brenner, l'un des plus élevés du Tyrol. Cette montagne était désormais la seule barrière qui couvrît le chef-lieu de cette province, et déjà l'on s'attendait que l'armée française allait la franchir; néanmoins Joubert ne se laissa pas éblouir par les attraits d'une conquête inutile autant que dangereuse : gêné par des instructions qui lui indiquaient de baser sa retraite sur Mantoue; alarmé par tous les rapports qui lui parvenaient de Botzen, et voyant les forces tyroliennes se multiplier devant lui, il fallait se résoudre à tout compromettre en restant ainsi divisé, ou à réunir ses forces, soit pour aller joindre l'armée en Carinthie, soit pour revenir sur ses pas. Si du moins il avait eu la certitude que l'armée du Rhin s'avançât de nouveau en Souabe, il aurait pu se flatter que les succès de Moreau attireraient de ce côté une partie des forces qu'il rencontrait sur son passage. Mais dans l'ignorance où il se trouvait également, et des opérations de Moreau et de Hoche, et des victoires remportées à Tarvis par Bonaparte, le parti le plus sûr était de temporiser. Sa position, sans être désespérée, devenait embarrassante : toute la contrée qui l'environnait était en pleine insurrection : il n'avait aucune communication avec les deux armées, dont il devait lier les opérations; une marche en

dont les magasins suffisaien
troupes pendant quelques s

A la vue de la marche r
çais, Kerpen rentra dans S
lendemain son camp à Mauls
Le 31, il y eut un engagem
avant-postes à Unter-Aue,
furent maltraités, et perdire
sonniers. Le 2 avril, ils ren
tative avec plus d'ensembl
Unter-Aue, où il fut repouss
Laudon déboucha sur Terlan
lendemain, il combattit viv
républicaine postée en avant
conduite par Neuperg, offici
d'intelligence, descendit par
Tramin pour s'emparer des c
Français avec Vérone.

Combats de Unter-Aue.

---

(1) Quatre ...

Joubert opère sa jonction avec l'armée d'Italie par la vallée de la Drave.

Sur ces entrefaites, Joubert reçut des nouvelles certaines de la marche de Bonaparte. Le colonel Eberlé, de la 85e, à l'aide d'un déguisement, ayant pénétré dans la vallée de la Drave, et acquis la certitude de ses progrès en Carinthie, il n'en fallut pas davantage pour décider Joubert à opérer sa jonction avec lui par Lienz. Cette opération devenait de plus en plus urgente; car, pendant que Kerpen le tenait en échec sur son front, Laudon, dont les forces s'élevaient déjà à 12 mille hommes, y compris les troupes réglées de son corps, ne devait pas manquer de s'emparer de Botzen. Ce cas arrivant, il eût été très-difficile de passer sur le ventre à une troupe aussi considérable, électrisée par ses succès, combattant avec le courage du désespoir, dans des défilés où la tactique devient souvent inutile.

Le général français ordonna donc d'évacuer Botzen le 4 au matin, et prescrivit à la division Delmas de venir le joindre à Brixen. Ses troupes étant réunies le 5 avril, il se mit en marche de bonne heure pour Pruneken, après avoir brûlé les ponts de l'Eisach, entre Ober-Aue et Aischa. Son arrière-garde défendit encore Clausen et Seeben contre Laudon, atteignit Brixen avant la chute du jour, et se rendit, dans la nuit, à Pruneken. La destruction des ponts de l'Eisach paralysa les forces de Kerpen pendant cette journée. Ainsi, Joubert échappa aux deux corps

quel il fit encore quelques p

Considérations sur situation le l'armée rançaise.

Vingt jours s'étaient à p l'ouverture de la campagne avait perdu, en dix comba armée; le reste découragé, privations, maintenant retir ne paraissait pas en état de p marche victorieuse des Fran ridionale des Alpes était fra plus que la septentrionale à ration présentait des difficult pas insurmontables pour des t d'ardeur, et pleines de confia de celui qui les commandait.

Cependant l'armée était not plus encore par les fatigues ex forcées durant une saison ri les garnisons laissées sur les d tait à peine 45 mille combat

tirés de l'armée du Rhin, menaçaient de rejeter les garnisons françaises en Italie, par les vallées de l'Adige. Des agens envoyés par le gouvernement autrichien dans la Hongrie, y préparaient une levée en masse, que la noblesse se montrait disposée à seconder de tous ses moyens. L'Illyrie, docile à la voix de ses maîtres, se levait; et l'insurrection se propageait jusqu'à Trieste. Enfin, le sénat de Venise, voyant l'armée enfoncée dans les Alpes Noriques depuis Laybach jusqu'à Klagenfurth, faisait des armemens clandestins, et travaillait à soulever le peuple de ses provinces de terre-ferme. Déjà, le provéditeur de Vérone, par une proclamation incendiaire, avait ouvertement excité la population de cette grande ville à une insurrection contre les Français : et le sénat, sous prétexte de comprimer l'esprit de révolte qui s'était manifesté à Bergame et à Brescia, avait fait prendre position sur les bords occidentaux du lac de Garda, à un corps d'esclavons aux ordres du général Fioravanti. Quoique les divisions Victor et Kilmaine, laissées en Lombardie et dans la Marche d'Ancône, fussent plus que suffisantes, avec les légions polonaise et lombarde pour déjouer la politique de ce gouvernement, la situation brillante de Bonaparte n'était que précaire; le moindre revers pouvait la changer. Il fallait se hâter de revenir sur ses pas ou de marcher sur Vienne; il ne balança pas à prendre ce dernier parti.

Prise de Klagenfurth par les Français.

Dès le 29 mars, son armée avança sur la route de Klagenfurth qu'occupait la division Mercantin, dont les avant-postes furent surpris; on leur enleva 200 hommes et 2 pièces de canon. En se repliant en ville ils y semèrent l'alarme, ce qui détermina l'Archiduc à l'évacuer. Bonaparte y établit son quartier-général. Le 30, il le transféra à St.-Veit où l'armée prit position. De Klagenfurth, un corps léger fut poussé dans la direction de Marburg, en longeant la rive gauche de la Drave.

Bonaparte fait des ouvertures de paix.

Mais, en marchant à grands pas vers son but, le général français ne dédaigna pas les moyens qu'offrait la politique pour se tirer d'embarras. C'est sans doute après avoir délibéré sur les circonstances graves où il se trouvait engagé, qu'il se détermina à écrire au prince Charles pour lui faire des ouvertures de paix, et qu'il adressa une proclamation aux habitans de la Carinthie en vue de calmer leurs esprits excités à la fois par tant de motifs puissans à secouer le joug des vainqueurs. Ces propositions pacifiques ne réussirent pas : l'Archiduc, sans les rejeter ouvertement, laissa entrevoir par sa réponse que, malgré ses revers, il tenterait encore le sort des armes, et que dans tous les cas il devait en référer à l'empereur.

Il poursuit sa marche sur Freisach.

En conséquence, l'armée française se mit en mouvement, le 1er avril, pour se porter sur Freisach. A peine était-elle en marche, qu'un aide-de-camp du Prince sollicita une suspension d'ar-

mes de quatre heures. Le court espace demandé prouvait que ce n'était qu'une ruse dont Bonaparte ne serait point dupe. En effet, l'Archiduc, qui occupait le sommet des Alpes Carniques, prévenu qu'une division venant du Tyrol (1), sous les ordres du général Sporck, s'était dirigée à grandes journées par Rattenberg et les vallées de la Salza et de l'Ens dans celle de la Muhr, où son avant-garde était déjà arrivée à la hauteur de Muhrau, aurait voulu gagner quelques heures pour faciliter sa jonction; mais Bonaparte, persuadé qu'une telle demande cachait quelque embarras, pressa le mouvement ordonné sur Freisach.

Combat de Dirnstein ou Neumarck.

La division Masséna, formant tête de colonne, fut le 2 avril en présence de l'armée autrichienne. Celle-ci occupait les gorges de Dirnstein, formées par les montagnes qui s'élèvent en avant de Neumarck, et ferment le vallon où passe la route de Klagenfurth à Vienne. La brigade Lindenau était établie à Guldendorf et Pichlern; le prince d'Orange occupait Aneten et Bad-Aneten, ainsi que le village de Neudeck, qu'on avait retranché au

(1) Il paraît que le détachement de Sporck se trouvait sur la Haute-Piave vers Cortina; et que, pressé entre Joubert et Masséna au moment où celui-ci défit Lusignan, il eut beaucoup de peine à rejoindre l'Archiduc.

avancés des Autrichiens, les
en tirailleurs sur les flancs
premiers succès sont bientôt
de la division Masséna et par
qui accélère le pas pour pre
bat. A la vue des progrès d
général Kaim se porte, avec
rière des villages de Guldend
ce renfort rétablit une sorte d'
qui s'en indigne, réunit les gr
32e de ligne, en forme une co
tête de laquelle il pénètre au
dans Aneten et Bad-Aneten. Le
essaient de les défendre, son
jetés sous les barricades de
oblige Mercantin à abandon
Pichlern pour n'être pas coupé.
attaqué par les grenadiers répu

L'Archiduc, pour assurer leur retraite, fit avancer une brigade de grenadiers, dont la ferme contenance soutint jusqu'à la chute du jour les attaques successives de Masséna. L'armée française bivouaqua sur le champ de bataille, et l'Archiduc profita de la nuit pour opérer sa retraite sur Hundsmarck. Dans ce combat, où la division Masséna seule fut engagée, les Impériaux perdirent 7 à 800 hommes, tués ou prisonniers. On trouva à Neumarck et à Freisach des magasins considérables de subsistances, quoique les Impériaux eussent cherché à les incendier dans leur retraite.

L'armée occupe Scheiffling, et repousse l'ennemi de Hundsmarck.

Il était de la plus haute importance pour le général français d'atteindre promptement Scheiffling, village situé à l'embranchement des routes d'Allemagne et d'Italie : les divisions Masséna et Serrurier s'y portèrent le 3 avril; et le quartier-général y fut transféré le même jour. L'avant-garde de Masséna poussa jusqu'à Hundsmarck, où elle donna de nouveau sur une division d'infanterie autrichienne chargée de couvrir la retraite. Après un combat des plus rudes, celle-ci fut rejetée, partie dans la montagne à droite de ce bourg, partie sur la route de St.-George.

Guyeux est détaché à la poursuite de Sporck.

Bonaparte, instruit à Scheiffling que la colonne de Sporck rôdait encore dans la vallée de la Muhr, lança à sa poursuite la division Guyeux; mais, favorisée par les gens du pays, elle par-

feld et Judenbourg, résolu de
terrain, et d'accélérer sa ma
tale, où, après avoir réuni
son intention était de livrer
sive.

uation cette pitale.

Cependant, la terreur prod
si rapide d'événemens malheur
les esprits. En vain le comte d
neur civil de l'Autriche, s'effc
clamations de relever le coura
de les engager à prendre les a
fense commune; la consterna
les cœurs. Le conseil aulique
sait tout ce qui dépendait de
une digue à l'invasion de B
éloigné des affaires depuis de
pelé au comité de défense. Le
Lauer fut chargé de diriger le
saires pour remettre en état
de Vienne, un peu négligées

établis dans les lignes de Mariahülf. Enfin, la cour et toutes les administrations reçurent ordre de se tenir prêtes à partir pour Prague au premier signal.

Bonaparte s'arrête à Judenbourg où il va concentrer l'armée.

De son côté, Bonaparte après avoir transporté son quartier-général à Judenbourg, le 5, s'était vu dans la nécessité de s'y arrêter pour attendre la réunion de ses forces, qu'il avait trop disséminées en poursuivant l'ennemi sur toutes les directions. A la vérité Bernadotte, qui s'était jeté sur la droite vers Laybach, avait laissé au général Friant le soin de veiller sur Trieste, et se rapprochait du centre en toute diligence par Klagenfurth: mais on concevait de vives inquiétudes sur le sort de Joubert, surtout depuis le retour de Zayonschek; on ignorait encore qu'il fût sur le point d'opérer sa jonction. Tout portait à croire que les armées du Rhin n'avaient point encore franchi le fleuve; et néanmoins, la poignée de braves, que ses succès avait pour ainsi dire entraînée aux portes de Vienne, allait se trouver forcée de livrer la bataille qui devait décider de sa ruine, ou donner la paix à l'Europe!

L'Empereur demande un armistice.

L'heureuse étoile de Bonaparte vint le tirer de cette perplexité. L'empereur, craignant pour sa capitale, chargea les généraux Bellegarde et Merfeldt de négocier. Ils arrivèrent le 7 avril à Judenbourg, et proposèrent un armistice de six

postes de l'aile droite républica
ils se trouvaient le 7, entre Fiur
ligne se prolongeait par Marburg
la Drave, et suivait par Gratz,
delberg, jusqu'à Admont dans la
L'armistice s'étendit également a
sant dans le Tyrol; et il fut
généraux des deux partis règle
qu'ils occuperaient dans cette p
marquera que la ligne de démar
à l'armée française Gratz, Bruck
où elle n'avait pas encore pénétr

Bonaparte, après avoir annon
événement au Directoire, et m
Clarke de Turin, transféra son
à Léoben. Il ne tarda pas à app
du corps de Joubert dans la val
en même temps que les circonstan
qui l'avaient déterminé à quitter

armée
nçaise

L'armée prit alors des canton
néral S...

rissantes villes des états de l'Empereur ; Guyeux s'établit à Léoben; Masséna à Bruck; la division Bernadotte resta campée en avant de St.-Michel: Joubert, échelonné de Villach à Klagenfurth, poussa la division Baraguey-d'Hilliers jusqu'à Gemona, autant pour assurer ses subsistances que pour surveiller les Vénitiens. Victor en marche pour rejoindre l'armée, arrivait à Trévise. L'armée ainsi disposée, se trouvait à même, en cas de rupture, de reprendre aussitôt l'offensive, et de déboucher en quelques marches dans les plaines de Vienne. Sa ligne, qui, peu de jours auparavant, présentait un front immense depuis Brixen jusqu'à Trieste, fut resserrée dans un espace plus étroit, sans cesser de couvrir les grandes communications avec l'Italie. entre en cantonnement.

Des événemens moins prospères s'étaient passés dans le Tyrol et dans les Etats de Venise, à l'instant même où les bases de la paix se traitaient. Mais, afin que nos lecteurs soient à même de juger du véritable état des affaires dans ces contrées, nous reprendrons tout à l'heure les choses d'un peu plus haut.

Signature des préliminaires de paix de Léoben.

Heureusement, cette levée de boucliers des Vénitiens, et les succès des Impériaux dans la vallée de l'Adige, n'apportèrent aucun obstacle à la signature des préliminaires de paix, qui eut lieu le 17 avril au château d'Ekwald près de Léoben, entre le marquis de Gallo et le géné-

de la Savoie et du comté
vinces de l'Empire situées
Rhin, n'étaient point encoi
publique par des décrets
congrès à Berne, pour y tr
rale; 3° la cessation des ho
4° un article secret portai
bardie autrichienne, depui
moyennant une indemnit
de la Terre-ferme vénitien
glio et la Dalmatie-turqu
aurait reçu en échange la
gations de Ferrare et Bolo
forteresses de Palma-Nova,
Porto-Legnago, ainsi que
rone, ne devait se faire à
l'échange des ratifications
6° enfin, l'empereur conser

geuse (1), qu'à l'instant même l'insurrection du Véronais prenait un caractère alarmant, les Tyroliens du corps de Laudon descendaient dans la vallée de l'Adige jusqu'à Bussolengo et dans celle de la Brenta jusque vers Bassano, enfin les Croates avaient enlevé Trieste et poursuivi les détachemens du général Friant jusqu'aux portes de Gorizia. Si la guerre eût continué, ces différens corps, réunis aux Esclavons ou aux mécontens dont le sénat de Venise dirigeait l'armement, et incessamment soutenus par des troupes autrichiennes, eussent compromis les communications de l'armée, pendant qu'elle aurait eu sur les bras les principales forces de la monarchie autrichienne commandées par l'Archiduc. Mais, avant de rendre compte du résultat de ces événemens sur les derrières, il est convenable de jeter d'abord un regard sur les opérations des armées en Allemagne.

---

(1) Nous ne pouvons nous dispenser de donner à nos lecteurs les deux lettres par lesquelles Bonaparte instruisit le directoire des motifs qui le déterminèrent à traiter. (*Voyez* pièces justificatives, n° 1 et 2.)

CHAPITRE LXXII.

Opérations des armées de Rhin-et-Moselle, et de Sambre-et-Meuse, jusqu'à la notification des préliminaires de paix. — Passages du Rhin à Diersheim et à Neuwied.

Situation des deux partis en Allemagne.

Après le départ des vieilles bandes emmenées par l'Archiduc en Italie, les forces des Impériaux sur le Rhin, quoique notablement diminuées, se trouvaient néanmoins encore suffisantes pour soutenir la défensive, s'il y avait eu plus de sagesse dans leur répartition.

Le prince Charles avait regardé comme le complément de son devoir, de tracer à son successeur des instructions lumineuses, sur la conduite à tenir pour conserver ses positions, en concentrant ses forces sur le Haut-Rhin, entre la Suisse et le Necker; mais, soit que le conseil de guerre de Vienne eût adressé au comte de Latour des ordres dans un sens tout opposé, ou qu'il l'eût affaibli par de nouveaux détachemens; soit que le nouveau général en chef crût préférable d'opérer d'après ses propres vues; rien

de tout ce que le prince avait prévu pour la gloire des armées impériales ne fut exécuté ; et, pour la troisième fois, les troupes autrichiennes furent disséminées en cordon sur la rive droite du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorf.

Le comte de Latour se réserva le commandement de l'armée du Haut-Rhin, qui s'étendait jusqu'à Manheim ; son effectif approchait de 40 mille hommes, dont 6 mille de cavalerie ; le général Starray en commandait le centre aux environs de Kehl. Le corps du Bas-Rhin, aux ordres du baron de Werneck, opposé sur la Lahn à l'armée de Sambre-et-Meuse, ne comptait pas moins de 30 mille combattans. Outre ces deux corps d'armée, une réserve d'environ 6 mille hommes d'infanterie et de 3 mille chevaux, cantonnait sur les bords du Meyn, entre Aschaffenbourg et Mayence : cette dernière, commandée par le général Simbschen, paraissait destinée à renforcer les points menacés de la droite ou de la gauche. Les garnisons d'Ehrenbreitstein, Mayence, Manheim et Philipsbourg n'étaient point fournies par l'armée active ; et comme ces places renfermaient à peu près 20 mille hommes, on peut évaluer la totalité des forces impériales, sur le Rhin, à 100 mille combattans, dont 80 mille mille prêts à entrer en campagne.

Celles que les Français avaient rassemblées sur la rive gauche, s'élevaient à plus de 130 mille

hommes, non compris les garnisons qui étaient à la vérité très faibles.

L'armée de Rhin-et-Moselle, dont Moreau conserva toujours le commandement, avait occupé des cantonnemens après la prise de Kehl et de la tête de pont d'Huningue, le long de la rive gauche du Rhin, et par-delà les Vosges jusqu'aux environs de Deux-Ponts : elle comptait dans ses rangs 60 mille combattans.

L'armée de Sambre-et-Meuse, cantonnée depuis Dusseldorf jusqu'à Coblentz, gardait la première de ces places et la tête de pont de Neuwied. Immédiatement après la dispersion de l'armée navale destinée à l'expédition d'Irlande, une partie de l'infanterie qui la composait prit la route du Rhin et vint renforcer l'armée de Sambre-et-Meuse ; en sorte qu'avec les troupes qui la rejoignirent de la Hollande, elle fut portée à 70 mille hommes. Le Directoire en avait confié le commandement à Hoche, dont l'énergie, l'activité, le génie étaient de plus sûrs garans de la victoire, que les observations verbeuses, les promesses dilatoires de Beurnonville.

L'avantage des Français de ce côté, ne se bornait pas à la supériorité du nombre ; ils possédaient en outre deux débouchés importans sur la rive droite du Rhin ; car, quoique les têtes de ponts de Neuwied et de Dusseldorf fussent à l'extrême gauche de la ligne, et fort éloignées de

l'armée secondaire d'Italie, elles offraient cependant un moyen de passer tranquillement le Rhin, lorsqu'on le jugerait à propos.

Préparatifs et projets des Français.

La marche rapide et hardie de Bonaparte au-delà des Alpes Noriques, donnant l'impulsion aux deux armées d'Allemagne, rien ne semblait plus urgent que de la seconder par une diversion: pourtant le passage du Rhin ne fut entrepris que vers le milieu d'avril, tandis qu'il eût fallu diriger les deux armées sur le Meyn dès les premiers jours de mars. Ce mouvement, quoiqu'un peu étendu, eût beaucoup mieux valu que de rester un mois dans l'inaction; il offrait d'ailleurs l'avantage de concentrer les deux armées sur une seule ligne d'opérations, et d'assurer leur marche victorieuse sur Ratisbonne, sans courir le risque d'être battues séparément comme l'année précédente. Ces revers, dus au plan défectueux du Directoire, ne l'éclairèrent point, et il suivit les mêmes erremens, en sorte que la supériorité de ses forces put seule réparer cette faute.

Les armées françaises durent enfin passer le Rhin le même jour à Kehl et à Neuwied, pour diviser l'attention de l'ennemi, et lui causer de l'incertitude dans la direction et l'emploi de ses masses. Néanmoins Hoche effectua son passage le 18 avril, 48 heures avant Moreau, ce qui au reste fut plutôt un bien qu'un mal, puisque le premier avait des débouchés assurés,

... compte d...
en rapportant d'abord le ...
Rhin-et-Moselle.

Passage du Rhin à Diersheim par Moreau.

Le général Moreau, q...
presser l'envoi de tous le...
pour entrer en campagne...
le 17 avril; les préparatifs ...
faits en son absence avec ...
les chefs de l'artillerie et d...
prêt pour l'effectuer le 19.

Plusieurs motifs s'opposai...
tât en face de Kehl, comme...
d'abord, les fortifications...
défense de ce point, ne per...
barquer dans les îles, où l'...
grande surveillance; ensuit...
qui avait mis à sec le bras ...
barquement impossible su...
d'autres circonstances, eû...
avantages par sa proximité...
autre côté, la nécessité d'...

laissant à peine le loisir de reconnaître l'endroit le plus favorable, il fut arrêté que le passage aurait lieu en avant de Kilstett. Quarante bateaux de la rivière d'Ill, portant chacun 70 hommes, un bateau plat pour du canon et des munitions, et 12 grands bateaux de Strasbourg furent destinés pour cette entreprise. Ces embarcations, après avoir déposé l'avant-garde sur la rive droite du Rhin, devaient revenir chercher d'autres troupes sur la gauche, et continuer cette manœuvre pendant qu'on travaillerait à jeter un pont volant à la hauteur de Gambsheim, jusqu'à l'établissement d'un pont de bateaux. (*Pl. XX.*)

Les troupes du centre, cantonnées aux environs de Strasbourg, et destinées à la première attaque, reçurent ordre de se rendre sous divers prétextes près de Kilstett, où un emplacement masqué par une digue, parut propre à couvrir l'embarquement. On régla la marche des divisions de droite et de gauche, de manière à les faire arriver successivement dans la nuit et le jour suivant.

L'attaque principale, d'après les premières dispositions, devait être divisée en trois colonnes; la première à gauche avait l'ordre d'aborder à la lisière du bois de Freystett; la seconde au-dessus de la batterie dans l'île boisée, à l'embouchure du ruisseau de Holchenbach; et la troisième sur une grande île de gravier, séparée

avait en outre l'intention d
l'ennemi par une vive ca
ligne, depuis Brisach jusq

L'attaque principale étai
du matin, et devait précéde
à vingt minutes.

Dans la nuit du 19 au 20
mouvement sur la rive gau
teaux de commerce de la
Colmar jusqu'à Strasbourg
Kilstett. La difficulté de tro
d'une nuit orageuse, une pa
banc de sable que l'on renc
zenau, retarda considérabl
la flotille. Il n'y avait, à ci
que vingt-cinq bateaux re
pour comble de contrariétés,
ne permit pas de s'en servir
embarcations, qu'on dirige
qui n'est pas profond. en ava

mis à flot, l'on fut obligé d'envoyer des détachemens d'infanterie les chercher sur leurs épaules. Ce ne fut qu'à six heures que l'expédition principale se mit en mouvement. Dès-lors plus d'espoir de causer de surprise; depuis une heure et demie, le canon des fausses attaques avait donné l'éveil aux Autrichiens : celle dirigée au-dessus de la batterie de Béclair, par l'aide-de-camp d'Hénin, était parvenue à prendre terre, et leur causait déjà beaucoup d'inquiétude.

La division destinée au principal coup de main, était commandée par Duhesme; les généraux Vandamme et Davoust devaient passer avec les deux premières sections; enfin, au second transport, six bataillons, sous le général Jordy, leur serviraient de réserve.

Toutes les troupes descendent dans l'île Gravier.

La flotille française, en débouchant dans le grand Rhin, se trouva en vue des batteries autrichiennes, qui commencèrent un feu très-vif. Les pontonniers manœuvrèrent avec autant d'audace que de sang-froid; mais, ne pouvant suivre la direction tracée, sans trop s'exposer à la mitraille, ils se dirigèrent vers le gravier indiqué pour le débarquement de la troisième section, où toutes les troupes descendirent.

Duhesme prend Diersheim.

Trois cents Croates qui l'occupaient en furent chassés par Heudelet; et, en même temps que les bateaux retournaient chercher de nouvelles troupes, le général Duhesme, avec les batail-

lons de Davoust, attaqua le village de Diersheim où il devenait urgent de se loger. Cette entreprise échoua : Duhesme y eut la main percée d'une balle en battant la charge avec son sabre, et Vandamme arriva fort à propos pour rétablir le combat. Les deux partis se disputèrent le village et le réoccupèrent deux fois, à mesure qu'ils recevaient quelque renfort de troupes fraîches. A la 3e charge, il resta aux Français, dont la ligne s'étendit alors par sa droite dans la direction de Honau; sa gauche s'appuyait aux digues du Rhin; Diersheim se trouvait à peu près au centre.

Les Autrichiens renforcés attaquent Duhesme.

Vers onze heures, un renfort de 4 mille Autrichiens étant accouru du camp de Boderswihr, Starray se crut en état de culbuter les assaillans dans le Rhin. Cette nouvelle tentative n'eut pas une issue plus heureuse que les deux premières, bien qu'elle fût combinée avec le mouvement d'une colonne qui se dirigea par Honau sur un retour de digue, d'où elle espérait prendre de revers la ligne française. Jordy, avec la 17e légère, repoussa l'attaque de front, tandis que Desaix et Davoust, qui s'étaient aperçus du projet de la colonne de flanc, marchèrent à sa rencontre avec deux bataillons de la 109e, dans un terrain couvert et marécageux, la chargèrent avec impétuosité et la rejetèrent dans Honau, où ils lui firent 200 prisonniers. Desaix reçut à cette occasion une blessure à la cuisse.

Desaix les repousse.

Ils se contentent ensuite de rester sur la défensive.

Après cet engagement, les Autrichiens, profitant des avantages de leur position, s'y tinrent sur la défensive. Ils n'en pouvaient choisir une plus favorable : elle s'étendait le long d'un rideau dont la droite, couverte par le ruisseau de Holchenbach, s'appuyait vers Freystett, et la gauche à Honau. Ce rideau était défendu par quatre batteries, dont le feu concentrique mettait les plus braves hors d'état de franchir le ruisseau.

Starray attaque de nouveau les Français.

Le pont volant, qui fut achevé vers trois heures, ne pouvant passer au-delà de vingt-cinq chevaux, ou une pièce avec son caisson, il était présumable que les Français s'estimeraient heureux de se maintenir jusqu'à la construction du pont de bateaux. Plus leur position devenait précaire, plus il importait aux Autrichiens d'empêcher leur établissement sur la rive droite du fleuve; aussi, dès que ceux-ci eurent reçu les renforts qu'ils attendaient des cantonnemens voisins, le comte de Starray crut devoir faire une quatrième tentative. Il avait alors sous la main environ 11 mille hommes, dont 1,500 de cavalerie et 20 bouches à feu. Les républicains, au contraire, comptaient à peine 8,000 hommes d'infanterie, peu ou point d'artillerie, et pas encore 50 chevaux. En les abordant avec vigueur, il était probable qu'il les jetterait dans le Rhin. Le combat s'engagea par une canonnade, qui démonta le peu de pièces françaises, et réduisit en cen-

adjudans-généraux Drouet
sailli la colonne autrichien
ci, hors d'état de résister
charge, ne tarda pas à êtr
hors du village, après une
les deux adjudans-génér
blessés. Starray, apprécia
artillerie lui donnait, ne
aucun obstacle; irrité de c
le centre avait complèteme
d'instans après, un nouvel e
fut repoussé par Jordy ave
de la 17e.

Tandis qu'on se disputai
ment la possession de Dier
Davoust, voulant profiter
trichiens venaient d'affaibl
renforcer l'attaque du cen
Honau, en traversant la pla
de trois pièces d'artillerie
premiers cavaliers d'

Cependant, le canon autrichien ayant démonté le pont volant, il n'y eut plus de communication à espérer que par le pont de bateaux, dont la construction n'était pas encore commencée. On mit la main à l'œuvre à six heures; et malgré les obstacles des localités et le feu de l'artillerie combiné avec une attaque sur la gauche de la position française, on travailla avec tant de diligence, qu'il fut achevé avant minuit. A deux heures du matin, deux batteries légères, et une brigade de cavalerie y défilèrent, ainsi que l'infanterie de la division Dufour.

Starray, renforcé durant la nuit, assaillit de nouveau les Français.

Le 21 avril, vers sept heures du matin, une lutte non moins opiniâtre s'engagea. Le comte de Starray, ignorant sans doute que le pont fût terminé, et ayant reçu dans la nuit des renforts qui portèrent sa troupe à 14 mille fantassins, 3,000 chevaux et une quarantaine de bouches à feu, résolut d'emporter en même temps Diersheim et Honau.

21 avril.

L'attaque dirigée sur ce dernier village, après avoir obtenu un succès passager, se vit arrêtée par des troupes récemment débarquées; celle contre Diersheim fut beaucoup plus sanglante, sans être plus heureuse. Elle commença par un feu d'artillerie qui, battant à mitraille de front et d'écharpe le principal débouché de ce village, démonta le peu de pièces des Français. L'infan-

terie autrichienne n'en ayant plus rien à craindre, se porta impétueusement sur la gauche du village, où se renouvela une scène de carnage plus terrible que la veille; la 3e légère, soutenue par quelques bataillons de Jordy, arrêta l'ennemi de front, tandis que Davoust, avec les 17e légère et 109e de ligne, débouchait par la plaine sur le flanc de sa colonne. La cavalerie impériale saisit cet instant, et se lança à son tour en pleine carrière sur les bataillons français; mais la brigade de cavalerie républicaine, qui venait de se former près de là, vole, sans calculer son infériorité, au soutien de son infanterie; une véritable mêlée s'engage, les troupes combattent corps à corps; les escadrons de Moreau, ramenés à plusieurs reprises jusque dans les jardins de Diersheim, renforcés à propos par une partie du 9e de hussards, finissent par triompher. Les généraux Starray et Immeus, ayant été blessés, et les Impériaux voyant l'inutilité de leurs efforts par l'arrivée successive des forces républicaines, se décidèrent à la retraite. La réserve de cavalerie sous les ordres de Bourcier, n'ayant pas encore passé le Rhin, on ne put tirer tout le parti désirable de ce premier avantage.

Le gros de l'armée française débouche.

Pendant que ce combat avait lieu, Lecourbe débouchait du pont avec sa brigade. Il fut suivi à peu de distance par la réserve, composée de

sept régimens de grosse cavalerie, qui vinrent se ranger en bataille derrière les villages de Diersheim et de Honau. L'arrivée de ces troupes mit enfin Moreau en état de prendre l'offensive. Il était près de deux heures, lorsqu'il fit à son tour des dispositions pour attaquer sérieusement l'ennemi.

Moreau attaque.

La colonne principale, commandée par Vandamme, eut ordre de marcher au centre entre Lings et Hobine, pendant que Lecourbe se porterait à gauche sur Lintzenheim, et Dufour à droite sur Freystett. Quatre bataillons furent laissés dans le bois de Diersheim, tant pour couvrir le pont que pour servir de réserve.

Les Autrichiens sont entamés dans leur retraite.

Les Impériaux n'ayant commencé leur retraite qu'à la dernière extrémité, n'eurent pas le temps de la couvrir avec soin. Le régiment d'Alton, atteint par le 8e de hussards et le 13e de dragons, fut taillé en pièces ou fait prisonnier. Sa défaite subite imprima à leur mouvement rétrograde le caractère d'une déroute; en un clin-d'œil tous les chemins se trouvèrent couverts de fuyards.

Vandamme, à la tête de la division Duhesme, soutenu de la réserve de cavalerie, dépassa Offenbourg et Gegenbach : les efforts du général O'Reilly pour l'arrêter, devinrent infructueux; cet officier fut pris entre Buhl et Offenbourg, en cherchant à rallier ses escadrons.

Dufour marcha droit sur Korck et Kehl. Des

dragons du 17ᵉ régiment qui éclairaient sa colonne, tournèrent le pont de la Kintzig défendu par de l'infanterie, passèrent cette rivière à gué, un peu au-dessus, et allèrent sommer Kehl, dont la petite garnison se rendit prisonnière. La prise de ce poste assura l'établissement des Français sur la rive droite du Rhin, en leur procurant la facilité de rétablir le pont de bateaux de Strasbourg. Dès que Moreau en fut informé, il donna l'ordre aux généraux du génie Marescot et Boisgérard, d'en presser la construction.

L'armée de Rhin-et-Moselle, à la suite du vigoureux combat qu'elle avait soutenu dans la matinée, et d'une poursuite de huit lieues, passa la nuit un peu disséminée, la droite entre Kehl et Neumuhl, la gauche entre Bischoffsheim et Freystett, l'avant-garde sur la Renchen. Elle avait fait dans cette journée 3,000 prisonniers, pris plusieurs drapeaux et 20 pièces de canon; tous les équipages et une grande partie des chevaux étaient tombés en son pouvoir. La perte des Autrichiens en tués et blessés fut évaluée à 3,000 hommes; les Français n'en eurent guère moins hors de combat dans les journées du 20 et du 21 avril.

Moreau profite de sa victoire, et poursuit vivement.

Moreau, instruit par l'expérience de la campagne précédente, résolut de pousser avec vigueur le corps de Starray, en même temps qu'une division remonterait la vallée de la Kintzig jus-

qu'auprès des sources du Danube, pour forcer à la retraite les corps qui étaient sur le Haut-Rhin; une troisième colonne devait s'emparer du passage du Kniebis, pour donner, au gros de l'armée, la faculté de se porter sur Rastadt, à la rencontre du corps que Latour rassemblait aux environs de Manheim.

Le 22 avril, l'armée s'ébranla au point du jour. Le centre marcha sur deux colonnes: l'une, conduite par Vandamme et suivie de la réserve, s'avança sur Freudenstadt par Nieder-Achern et le Kniebis; l'autre dirigée par Davoust, remonta la vallée de la Kintzig. L'avant-garde de la première rencontra entre Zimmern et Renchen, une arrière-garde autrichienne, qui, ne voulant point s'engager, précipita sa marche par Oberkirch, sur le Kniebis. De son côté, Davoust s'avança sans obstacles jusqu'à Biberach.

L'aile droite, aux ordres de Dufour, marcha sur Ettenheim, en remontant la vallée du Rhin; St.-Cyr, arrivé dans la nuit avec deux demi-brigades, quatre régimens de cavalerie, et deux batteries d'artillerie légère, devait suivre la route du Rhin, s'y rallier à la brigade Lecourbe, et se préparer à agir de concert avec le centre et la réserve.

L'armée française passe la Renchen.

Lecourbe formant son avant-garde, força vers trois heures le passage de la Renchen, défendu par 2 bataillons, 3 escadrons et 6 pièces de ca-

non. Après un léger engagement, les Autrichiens furent défaits et poursuivis jusqu'à Lichtenau, avec perte d'une centaine d'hommes (1).

L'armistice arrête les hostilités.

Pendant que le corps de Starray était ainsi poursuivi, Latour avait rassemblé en toute diligence les troupes cantonnées aux environs de Manheim, et s'était mis en marche sur Rastadt avec 15 mille hommes d'infanterie et 3,000 chevaux. Il espérait recueillir à la hauteur de cette ville ou d'Ettlingen, les débris du corps battu, et livrer bataille aux Français dans la plaine. Moreau, informé de son dessein, avait tout disposé pour le prévenir; mais l'arrivée du courrier porteur des préliminaires de paix, mit fin aux hostilités: l'on expédia contre-ordre aux divisions, et l'armée républicaine garda les positions qu'elle avait le matin.

Ainsi se termina, pour l'armée de Rhin et Moselle, cette campagne de trois jours, qui fit honneur à l'activité et à la bravoure des troupes des deux nations, mais qui, par sa courte durée, laisse à peine entrevoir les résultats qu'elle devait amener.

---

(1) Dans la campagne précédente, Moreau mit 9 jours à pousser jusqu'à Baden, tandis que, dans cette occasion, il franchit le Renchen dès le troisième jour. Cependant il pouvait en 1796 réunir autant de forces contre un corps autrichien beaucoup moins nombreux : preuve de la justesse de nos observations.

Opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Préparatifs. Nouvelle organisation de l'armée.

Le général Hoche, en arrivant à Cologne, donna tous ses soins à la réorganisation de l'armée de Sambre-et-Meuse. Depuis quelques années, la cavalerie avait été éparpillée dans les divisions d'infanterie; le nouveau général en chef la réunit en divisions séparées par armes. Mais, pour éviter un inconvénient, il tomba dans un autre non moins dangereux, en détruisant l'émulation des différentes armes, et les privant de l'appui mutuel qui résulte de leur constitution particulière: il eût tiré de sa cavalerie un plus grand avantage, en admettant des hussards, des chasseurs et des dragons dans chacune de ses divisions, et en donnant à sa réserve de grosse cavalerie quelques escadrons de troupes légères pour l'éclairer.

Quoi qu'il en soit, Ney commanda les hussards, Richepanse les chasseurs, Klein les dragons; la réserve fut mise sous les ordres du général d'Hautpoult. On répartit l'infanterie de l'armée active en 6 divisions; chaque aile se trouva composée de deux divisions d'infanterie et d'une de cavalerie. Les hussards et la réserve de grosse cavalerie furent attachés au centre dont Grenier prit le commandement. L'aile droite fut confiée à Lefebvre, et Championnet obtint le commandement de l'aile gauche.

Cette répartition, préférable à celle des campagnes précédentes, donnait à l'ordre de bataille d'autant plus d'ensemble et de force, que la division Watrin devait servir de réserve d'infanterie jusqu'après les premiers succès, et achever ensuite l'investissement de Mayence, de concert avec une autre laissée à cet effet dans le Hundsruck : la brigade Goulu eut la mission d'investir Ehrenbreitstein : tous ces corps détachés furent mis sous les ordres de Collaud.

L'armée de Sambre-et-Meuse, ainsi organisée, se trouvait dans le plus bel état ; sa cavalerie était nombreuse, son artillerie bien attelée et parfaitement servie. Elle n'attendait que le signal pour entrer en campagne ; et malgré quelques retranchemens élevés pour la contenir, rien ne s'opposait à ce qu'elle débouchât en Allemagne, à la faveur du camp retranché de Dusseldorf ou de la tête de pont de Neuwied.

Situation des Autrichiens.

Les Autrichiens, cantonnés sur les deux rives de la Lahn, poussaient leurs avant-gardes sur la Sieg. Les environs de Neuwied étaient hérissés de batteries et de retranchemens, et Kray, l'un des meilleurs et des plus actifs divisionnaires, commandait un corps assez considérable sur ce point important.

Premières dispositions des deux partis.

Hoche, jugeant convenable d'attirer l'attention de l'ennemi du côté de Dusseldorf pour faciliter au gros de son armée le déboucher de Neuwied,

prescrivit au général Championnet de s'avancer sur la Sieg, et de lancer même son avant-garde au-delà de cette rivière dès le 17 avril. Werneck n'avait qu'une chance favorable; c'était de tomber sur une des ailes de son adversaire au moment où elle s'avancerait; mais il ne pouvait sans danger s'aventurer jusque sur la Sieg en laissant Neuwied derrière lui; et, d'un autre côté, s'il se repliait, la jonction de toutes les forces de Hoche devenait inévitable. Werneck crut trouver un expédient pour se tirer de cette position fâcheuse, en laissant avancer Championnet pour le combattre vers Altenkirchen, et il rassembla, à cet effet, sa droite à Neukirch, le centre à Dierdrof, où il prescrivit à Kray de venir le joindre avec le gros de son corps, se contentant de masquer Neuwied par quelques bataillons. En cas de succès dans cette première tentative, Werneck imaginait avoir assez de temps pour revenir par une marche de flanc, devant Neuwied et empêcher le centre et l'aile droite des Français d'en déboucher. (*Voy. pl. V.*)

L'armée impériale se porte sur Altenkirch et Dierdorf.

D'après ces étranges dispositions, l'armée autrichienne se mit en mouvement, et, le 17 avril, son centre et sa droite arrivèrent dans les positions indiquées. Le jour suivant, l'aile droite s'avança jusqu'à Cropach, afin d'être probablement plus près du point d'attaque. Kray, avec l'aile gauche, devait se mettre en marche pour

Diordorf, dans la nuit du 17 au 13 avril, après avoir laissé 5 bataillons et 6 escadrons devant Neuwied, pour dérober son mouvement.

L'intention de Werneck était de faire prendre en même temps la position de Limbourg à la réserve de Simbschen, qui lui avait été promise par Latour; mais outre l'inutilité d'une réserve aussi éloignée du théâtre où les coups allaient se porter, le général en chef, informé des projets de Moreau pour passer à Kehl, craignit de renforcer le corps qui allait opérer sur la Sieg, aux dépens de celui qui défendait le Haut-Danube, de sorte que le point de Limbourg resta à découvert, et la réserve inutile aux deux armées. Dans la répartition des forces autrichiennes sur la ligne de défense, c'était une faute très-grave; car il fallait se décider promptement à retirer le corps de Werneck derrière la Lahn et même derrière le Meyn, ou bien à le faire soutenir. Le premier de ces partis eût été sans contredit le plus sage : dès qu'on ne l'adoptait pas, Latour aurait dû non-seulement diriger la réserve sur la Lahn, mais encore y détacher une partie des troupes disponibles à Mayence ou à Manheim. De cette manière, réunissant au-delà de 45 mille hommes sur cette rivière, il est probable qu'on en eût défendu le passage avec quelque succès, sans exposer pour cela ces deux places à être investies et dénuées de garnison, puisqu'on avait toujours

une retraite assurée, par Hofheim ou Usingen, sur Mayence et Francfort.

A cette faute qui n'était pas la sienne, Werneck ajouta celle d'étendre son aile droite jusqu'à Siegen, au lieu de la rabattre sur Hachenbourg. On voit par là, qu'avec la volonté de rassembler tous ses moyens pour écraser Championnet, lorsqu'il dépasserait Ukerath, le général autrichien avait disséminé ses 30 mille hommes sur une ligne de 18 lieues d'étendue, menacée au centre par le corps de Championnet, et, à l'extrême gauche, sur sa ligne de retraite, par tout le reste de l'armée française : faute qui eût été très-grave à force égale, mais qui le devenait encore plus par la supériorité numérique des républicains ; car Hoche pouvait aisément déboucher de Neuwied, avec 36 mille hommes, sur les derrières des Impériaux, et causer ainsi la ruine entière de leur petite armée.

Hoche débouche de Neuwied.

En effet, quoique le général français ignorât encore tous les faux mouvemens de son adversaire, il se préparait à exécuter la partie du plan d'opérations qui lui était réservée, et s'était mis en devoir de passer le Rhin, aussitôt qu'il pourrait présumer l'arrivée de sa gauche vers Ukerath.

Le 18 avril, à trois heures du matin, les deux divisions d'infanterie de l'aile droite, précédées des chasseurs de Richepanse, débouchèrent de la tête de pont de Neuwied et se formèrent en

Kray dans les ouvrages, et
pour venir s'y opposer dans

Il chasse Kray de ses retranchemens.

Cependant Werneck, fi
d'accabler Championnet au
et la crainte d'être lui-même
Hoche; sans renoncer tout
projet, jugea prudent de c
donné à Kray de marcher
lonnes de ce dernier retourn
diligence sur Bendorf et A
ques raisons de croire que,
du temps, et s'étayant
avaient eu lieu depuis plus
posa au général républicain
mes, à condition que l'ar
franchir le Rhin, le repassâ
anciens cantonnemens. Cet
trop insidieuse, n'ayant p
Kray se disposa à recevoir le

Vers huit heures du mati
qui avaient débouché de N

tendait en ligne droite, le Zollengers près du Rhin, jusqu'à Heddersdorf, village fortement retranché où elle appuyat son flanc droit ; le front en était couvert, entre ces deux villages, par six redoutes élevées en avant du chemin de Neuwied à Ehrenbreitstein : trois autres redoutes, placées sur le plateau de Heddersdorf, étaient destinées à prendre d'écharpe les troupes qui, après avoir dépassé le chemin d'Ehrenbreitstein, voudraient s'avancer sur celui de Dierdorf. Ces ouvrages bien défilés, palissadés, fraisés, étaient armés de grosse artillerie.

Lefebvre eut ordre de se diriger, avec l'aile droite, sur Bendorf; et Grenier, avec les deux divisions du centre, sur Heddersdorf. Il était difficile que Kray pût résister à une telle masse, et malgré l'avantage que ses retranchemens lui donnaient, le résultat d'un pareil engagement ne pouvait être douteux.

L'attaque de la position eut lieu sur deux colonnes. Lefebvre, après avoir enlevé la dernière redoute de gauche, et nettoyé le village de Zollengers, les dirigea par la plaine sur Bendorf, village couvert par le gros ruisseau de Sayn, derrière lequel les Autrichiens s'étaient repliés: l'infanterie républicaine l'attaqua avec impétuosité, et les troupes impériales opposèrent une résistance assez ferme, mais les chasseurs à cheval de Richepanse les culbutèrent à la suite d'une

charge brillante. Le chef d'escadron Dubois-Crancé, à la tête du 1er régiment, accula un bataillon de Gemmingen et 200 dragons de Latour au défilé du village, et les fit tous prisonniers. Richepanse, après cette charge, se porta avec rapidité sur Montabauer, à la poursuite des fuyards, leur enleva 7 pièces de canon, 5 drapeaux ou guidons, et 50 caissons. Il fut appuyé, dans ce mouvement, par l'infanterie de Lefebvre.

La prise de Heddersdorf ne présenta guère plus d'obstacles. Le général Bastoul, avec neuf compagnies de grenadiers de la division Grenier, soutenues de leurs demi-brigades, marcha sur ce poste sans tirer un coup de fusil, se précipita sur les palissades, et escalada les retranchemens. Les deux extrémités de la position forcées, il semblait que le centre eût naturellement céder : cependant la marche de la division Olivier fut arrêtée par une seule redoute fermée à la gorge, qui opposa la plus vigoureuse résistance, et ne céda qu'au troisième assaut, exécuté vers dix heures, par les 9e légère et 37e de ligne. Cette belle défense facilita à la ligne de Kray les moyens de se mettre en retraite avec ordre. L'audace des manœuvres de Ney ne contribua pas peu au succès de ces différentes attaques : chargé de tourner les redoutes à gauche de Heddersdorf et celles qui battaient les débouchés de la tête de

pont, il exécuta ce mouvement avec autant de précision et d'intrépidité que de bonheur.

Une seule redoute fermée restait à prendre sur la droite; comme elle n'était point dans la direction tracée aux colonnes de Lefebvre, elles l'avaient dépassée sans s'en inquiéter. La division Watrin fut chargée de l'attaquer. Cette redoute, armée de cinq bouches à feu, opposa la plus vive résistance : deux assauts échouèrent; mais au moment où les carabiniers de la division tentaient le troisième, un obus ayant fait sauter le magasin à poudre, ils profitèrent du désordre occasionné par cet accident, pour pénétrer, à l'arme blanche, dans l'ouvrage, où ils firent prisonniers les 150 hommes qui le défendaient.

A peine les retranchemens élevés dans la plaine furent-ils enlevés, que Hoche dirigea son centre contre Dierdorf. Une compagnie d'artillerie légère et les hussards de Ney, en poursuivant les fuyards, atteignirent bientôt le corps de Werneck, qui occupait une position assez avantageuse derrière un ruisseau, qu'il fit mine de vouloir défendre. Le combat s'engagea, mais ne fut pas de longue durée : les hussards français, ayant été soutenus par l'infanterie de Grenier et la réserve de d'Haupoult, les troupes de Werneck prirent la fuite et furent poursuivies l'épée dans les reins par les hussards sur la route de Hachenbourg, jusqu'à la chute du jour.

sonniers, 6 drapeaux, 27
caissons.

Werneck se retire à Neukirch.

Ainsi, en moins de do
Werneck fut renversé, et
une situation critique; il
pour lui de s'opposer à l
française ; mais bien de
il pût rallier ses divisions
tresse, il n'en vit pas de p
il s'y retira, avec le centr
et ordonna à l'aile droite
Hœchstebach, tandis que l'
rait par Mehremberg.

La position de Neukirch
niens pour être tenable; ca
démesurée pour un si faibl
défilé de la Dyle immédiat
eut-on trouvé quelque cha
la réserve de Simbschen.

les demandes réitérées qui en avaient été faites à Latour, se trouvant encore à deux journées de la Lahn, il était présumable que Werneck ne se hasarderait pas à l'attendre.

L'armée française prit position entre Montabauer et Altenkirchen, l'avant-garde au village de Weyerbusch, derrière lequel bivouaquèrent les dragons. La division Watrin s'établit à Heuhenzell, d'où elle détacha quelques bataillons dans la direction d'Ehrenbreitstein.

Les Français le poursuivent.

Le 19 avril, au point du jour, Hoche continua la poursuite; mais, au lieu de couper Werneck de la Lahn en tournant sa gauche par Montabauer et Weilbourg, il alla courir contre sa droite, vers Hachenbourg. La division Olivier, précédée des hussards et suivie de la réserve de cavalerie, se porta sur cette ville, où Championnet s'était rendu d'Altenkirchen. Toutes ces troupes y prirent position : la division Grenier se dirigea sur Molzberg, où elle s'établit.

Ney fit une courte halte à Hachenbourg, et en partit avec ses hussards et quelques bataillons d'infanterie légère pour suivre l'armée autrichienne, dont il atteignit l'arrière-garde à la hauteur de Kirberg. Celle-ci se replia sur Salzberg, après avoir soutenu une canonnade, qui donna le loisir au corps de bataille de passer la Nister et de gagner le camp de Neukirch.

de ses troupes. Les flanqu
rent Limbourg avec tant
gagner les hauteurs de Lin
laissèrent 7 pièces de g
redoutes près de la ville.
d'aller courir à Hachenbo
Lefebvre sur Limbourg, o
eût été le sort des Impériau

Watrin, à l'extrême dro
Humbert sur Nassau, et r
de sa division vers Dietz,
coup férir. De son côté, l
qua les détachemens qui é
Pffaffendorf, et les repou
stein.

Sur ces entrefaites, la
arriva dans la nuit à une lieu
Simbschen, informé que
naient la ville, ne jugea pa

Wernec quitte Neukircl

Cependant Werneck ne se dissimulant plus qu'il avait sur les bras toute l'armée française, et n'entrevoyant aucune possibilité d'attirer à lui sa réserve, prit à peine le temps de se reposer à Neukirch, et battit en retraite à minuit sur Wetzlar. Le gros de son armée suivit la route qui passe à Herborn, dans la vallée de la Dyle, flanqué à droite par une colonne qui eut ordre de se retirer par Greiffenstein, Leun et Braunfels. La brigade Elsnitz dut se rendre de Bruck par Hohensolms à Giessen. L'arrière-garde couronna jusqu'au jour les hauteurs de Hohenroth, échelonnée par quelques bataillons.

Le 20 avril, Lefebvre passa la Lahn, et établit ses divisions en avant de Limbourg, sur les routes de Kœnigstein et de Wisbaden, et les lia par les chasseurs de Richepanse. La division Grenier occupa Weilburg, celle d'Olivier alla camper sur le plateau de Greiffenstein; ses flanqueurs atteignirent ceux des Impériaux à Beitstein, et leur firent des prisonniers. De son côté, Hoche, avec l'aile gauche renforcée des hussards et de la réserve de cavalerie, se mit en mouvement pour attaquer Werneck à Neukirch.

Hoche suit s la Lal

La direction des différentes colonnes françaises indique assez que le projet de leur général était de couper le corps autrichien de Wetzlar, de l'acculer à la Lahn et de le rejeter sur la divi-

sion Grenier. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il était en pleine retraite sur Herborn. Ney, avec l'avant-garde, se mit à sa poursuite, et s'approcha en tiraillant du bois de Roth, où il eut un engagement assez chaud pour débusquer l'infanterie que l'ennemi y avait postée, et qui, n'ayant pu tenir sur le plateau de Hirschberg, se hâta de gagner la route de Wetzlar. C'était ce qu'attendait Hoche; il plaça de l'artillerie sur la hauteur de Fleischbach, qui mit la colonne autrichienne dans le plus grand désordre. Peu d'instans après, les hussards se précipitèrent sur le pont de Sinn, firent 400 prisonniers, et enlevèrent une quantité énorme de voitures de bagages : la nuit seule les força de s'arrêter à Aslar, où ils bivouaquèrent sur les deux rives de la Dyle, entre Berghausen et Wehrdorf; les dragons s'établirent sur la rive gauche, entre Niederscheld et Sechsheller, l'avant-garde de Championnet campa sur les hauteurs de Bircken, le corps de bataille en arrière de Herborn.

ojet du général rançais.

Hoche n'ayant pas culbuté l'armée impériale dans la Lahn, comme il se l'était proposé, résolut de la prévenir sur le Meyn, et prescrivit à Lefebvre de gagner à grandes journées Francfort. Si Werneck persistait à tenir Friedberg, il espérait ainsi le devancer sur la route d'Aschaffenbourg; et, dans le cas où il se fût concentré à Bergen, il comptait le tourner avec l'aile

gauche par Lindheim et Windecken. Toutefois le moment opportun pour couper l'armée impériale de Hanau était passé, et le général républicain ne pouvait se flatter d'y parvenir, qu'en fixant l'attention de son adversaire sur la Haute-Lahn, sans le presser aussi vivement qu'il le fit : encore la chose n'était déjà plus si aisée, attendu que de son côté le général autrichien, sentant tout le danger, venait de donner aux colonnes qui occupaient Giessen et Braunfels, l'ordre de se réunir au corps de bataille à Munzenberg. La brigade Elsnitz qui tenait les hauteurs de Kleyberg, en avant de Giessen, fut chargée de couvrir cette marche.

Sa droite marche sur Francfort

Conformément à ses instructions, Lefebvre porta, le 21 avril, l'aile droite sur Kœnigstein, et prit position en arrière du village et du bois d'Esch; les chasseurs du 16e ayant rencontré 400 hussards de Weczay en cet endroit, leur firent une centaine de prisonniers. Les Impériaux qui lui étaient opposés, se retirèrent partie sur Francfort, partie dans Mayence. Les avant-postes français furent portés au-delà de Kœnigstein. Watrin prit position à Idstein; Grenier resta à Weilburg; Olivier se dirigea par la rive droite de la Dyle sur Wetzlar, que l'arrière-garde autrichienne céda après un simulacre de défense : sa division passa alors la Lahn sur le pont de cette ville, et suivit la route de Francfort jusqu'au débouché du bois de Gros-Rechtenbach.

La gauche attaque Giessen.

Tandis que l'aile droite et le centre se dirigeaient sur le Meyn, Hoche, avec les hussards, l'aile gauche et la réserve de cavalerie, poursuivait le gros de l'armée autrichienne sur la Haute-Lahn. Les hussards amusèrent son arrière-garde sur les hauteurs de Giessen, jusqu'à l'arrivée de la brigade Soult. Celle-ci se préparait à l'attaquer, lorsque Championnet et Salm franchirent la Lahn au gué de Heuchelheim avec deux régimens de dragons et quelques pièces d'artillerie, débouchèrent au grand trot sur la route de Friedberg. La brigade Elsnitz, sur le point d'être coupée à Giessen, se retira en toute diligence. Dès que Ney fut assuré de son mouvement rétrograde, il la poursuivit avec sa vivacité ordinaire. Les Autrichiens, sans s'amuser à défendre la ville, se hâtèrent de prendre la route de Muntzenberg; mais, à peine eurent-ils dépassé le village de Steinberg, que Ney et Salm qui avaient tourné Giessen, chargèrent leur arrière-garde, la mirent en fuite, et lui prirent 400 hommes et deux pièces de canon.

Ney est fait prisonnier.

Informé de la situation critique de son arrière-garde, Werneck revint sur ses pas, et fit prendre position à un gros corps d'infanterie, sur les hauteurs de Gruningen. Ney escarmouchait depuis deux heures avec lui, lorsque l'enlèvement d'une de ses pièces d'artillerie qui s'était aventurée dans la ligne des tirailleurs, le décida à

tenter une charge, où il fut fait prisonnier avec quelques hommes par les hussards de Blanckenstein. La nuit sépara les combattans. Les Impériaux en profitèrent pour mettre la Nidda entre eux et les républicains. La cavalerie de ceux-ci bivouaqua aux environs de Steinbach, gardant les routes de Lich et de Muntzenberg, l'infanterie à Giessen, la réserve en arrière de la ville.

Werneck se concentre à Ilbenstadt.

Werneck, pressé ainsi de deux côtés, jugea prudent de marcher le 22 sur Ilbenstadt; et on ne peut qu'applaudir à cette résolution comme seul moyen capable de le tirer d'embarras, et de mettre sa principale communication à l'abri d'insulte.

Lefebvre marche sur Francfort.

Les républicains suivirent ce mouvement pied à pied; Lefebvre instruit que le corps de Simbschen était toujours à Neuhof, ordonna à Watrin de le repousser dans Mayence, et prescrivit au général Lemoine de se porter, avec sa division et deux régimens de chasseurs, sur Hofheim et Weilbach, tant pour protéger le mouvement du premier que pour éclairer le Meyn depuis Cassel jusqu'à Hœchst. Il se disposa à marcher lui-même sur Francfort, à la tête de sa division et des chasseurs, afin de gagner la position de Bergen et d'y arrêter le corps de Werneck.

Watrin trouva la réserve autrichienne à Wisbaden; mais une charge du 23e de chasseurs suffit

les ponts de la Nidda en
que la cavalerie impérial
disputer le passage; aussitô
les chasseurs attaquèrent
ennemie qui fut enfoncée
et perdit 150 cuirassiers; o
bris jusqu'aux portes de l
mier régiment de chasseu
mêle avec eux.

Mais au moment où la
vée, arriva le courrier p
naires de paix, accompa
de la place même. Lefebvr
à son infanterie à l'embra
de Friedberg, et transmit a
les dépêches qui leur étai
neck, qui se trouvait sur le
avec un corps nombreux
à toute bride d'Ilbenstadt

Nidda, quand la réception des dépêches d'Italie l'engagea à suspendre sur-le-champ les hostilités.

Hoche s'avançant sur Friedberg est arrêté par la paix.

Pendant que l'aile droite s'arrêtait ainsi au milieu de ses succès, par un événement aussi heureux qu'imprévu, Grenier avait pris position à Usingen et Hombourg, Olivier, sur les hauteurs de Niederklée. Hoche, laissant à l'infanterie de Championnet le soin de le suivre, s'était porté en toute diligence, avec une seule demi-brigade, les hussards, les dragons et la grosse cavalerie, dans la plaine de Lich, où son intention était d'attaquer les Autrichiens. Ne les y trouvant pas, il se dirigea sur Friedberg, où il reçut la nouvelle de la signature des préliminaires de paix.

Le lendemain des conférences eurent lieu à Ilbenstadt, pour régler la ligne de démarcation des deux armées, il fut convenu qu'elle suivrait le cours de la Nidda.

On peut dire que la notification de la paix sauva Werneck d'un grand danger; car, au moment où il arrivait avec sa cavalerie devant Francfort, voici quelle était la position de l'armée de Sambre-et-Meuse : Lefebvre, avec environ 18 mille hommes, prenait poste à Rudelsheim; le centre, composé des divisions Grenier et Olivier, fort d'environ 15 mille hommes, était à même de le soutenir d'Usingen, Hombourg et Nieder Klée; Hoche, avec environ 5 mille

chevaux, se trouvait entre Friedberg et Assenheim; Staden était gardé par un bataillon, deux autres allaient être jetés dans Assenheim; enfin, 18 mille hommes, aux ordres de Championnet, pouvaient se porter, en une marche rapide, de Hungen à Lindheim sur la Nidda, où ils se fussent trouvés sur les flancs de l'armée autrichienne.

Bien que cette situation ne fût pas tout-à-fait désespérée, et qu'il restât aux Impériaux une voie de retraite par Wurtzbourg, il eût fallu pour les en tirer sains et saufs, un génie supérieur à celui que le général autrichien déploya à l'ouverture de cette courte campagne.

L'archiduc Charles ayant remis, aussitôt après l'armistice, le commandement de l'armée de Styrie au comte de Terzy, partit sur-le-champ pour revenir en Allemagne, où sa présence ne fut heureusement pas nécessaire. Mais il convient de quitter les champs de la Wétéravie et de la Souabe, théâtres de tant de combats divers, pour nous reporter vers les lagunes de Venise, où une guerre d'une nature toute différente appelle notre attention.

CHAPITRE LXXIII.

Insurrection démocratique dans le Bergamasc et le Brescian. — Réaction oligarchique, révolte de Vérone. — Déclaration de guerre de la France à la république de Venise; troubles et dissolution de cette antique république.

Après avoir rendu compte des opérations de ces armées qui ont conquis, au sein des états héréditaires de l'Empereur, une paix réclamée par les besoins et les vœux des nations belligérantes, nous allons fixer nos regards sur un événement d'un autre genre, et assister à la chute d'une ancienne république, qui, impuissante pour se maintenir au milieu de tant de bouleversemens, cherche vainement de nouveaux étais dans les changemens d'une constitution cimentée par plusieurs siècles, s'écroule enfin et disparaît pour jamais de la carte de l'Europe.

Coup-d'œil sur la constitution oligarchique de Venise.

Mais, pour mettre le leeteur à même d'apprécier les causes de ce grand événement, il convient de jeter un coup-d'œil sur ce gouvernement

sociétés, que la démocratie fut l
de gouvernement adoptée par l
cette république, lorsqu'ils cher
lagunes un asile contre les Ba
tion de la dignité ducale au 7e si
même pas la démocratie de dom
de la république jusqu'en 1248
audacieux Gradenigo, s'empa
et de la législation, changea le g
présentatif en aristocratie héré
époque date l'établissement de c
si compliquée qui, concentrant
sociaux dans une classe privilég
toutes les autres à l'ilotisme polit
plet, dut sa conservation à des
plus violens, que ses principes éta
Un grand conseil permanent, hér
sé de la totalité des patriciens o
dans la capitale, fut investi du p
et du droit de nommer aux magi

seuls admissibles. L'autorité du gouvernement fut confiée à un sénat nommé chaque année par le grand conseil, et chargé de la préparation des lois, des délibérations sur les affaires politiques, de l'administration des finances et de la police intérieure. Le conseil du doge, également à la nomination du grand conseil, veilla à l'exécution des mesures arrêtées par le sénat.

Cette forme de gouvernement ne tarda pas à s'altérer; bien que les patriciens fussent constitutionnellement égaux, il s'établit entre eux des classifications fondées sur l'antiquité et l'illustration de quelques familles, et sur l'inégalité des fortunes. Une tendance oligarchique se faisait sentir par la concentration de tous les emplois de la république, dans un petit nombre de mains. Le sénat, envahi par les familles puissantes, dépouillait graduellement le conseil souverain de ses attributions les plus importantes; et dans cette aristocratie déchue, grand nombre de patriciens, croupissant dans l'indigence, ou vivant d'aumônes publiques, d'espionnage ou d'escroqueries, n'avaient retenu de leurs droits constitutionnels, que le honteux privilége de trafiquer de leurs suffrages pour les emplois dont le sénat leur abandonnait la nomination. De cet état de choses naquit parmi la noblesse *ce mécontentement si dangereux*, selon Montesquieu, *dans une*

services.

Les gouvernemens impop
voir d'autre moyen de se d
qu'ils éprouvent, que de re
nérale ; telle fut la règle de
l'oligarchie vénitienne pour
les conspirations, et se sou
qui menaçaient son existe
dix, investi d'une autorité
responsabilité sur les persor
spécialement chargé de ve
l'Etat; attributions dont il
par le vague des expressio
nent, et par l'étendue de p
cèdent. Dès-lors, toute la
ment passa dans la police, e
velle ne tarda pas à tourner
même, par des altérations p
qu'elle avait reçue pour la n
toujours croissante du con

pations et ses coups d'autorité, donna naissance à l'*Inquisition d'état*; tribunal redoutable, dont l'empire absolu dominait le doge comme le dernier citoyen; délibérant et frappant dans l'ombre, sans autre frein que ses caprices, sans autre vue que d'assurer à l'ordre existant une durée qui, suivant l'expression d'un publiciste, n'était que la perpétuité des abus. Alors le despotisme se crut consolidé, et un autel fut érigé à la crainte. Les récompenses prodiguées à l'espionnage devinrent une ressource pour la noblesse indigente; et la délation, toujours accueillie et encouragée, s'exploita chez ce peuple commerçant comme une branche d'industrie. Cent bouches de fer, nuit et jour ouvertes aux dénonciations anonymes, servaient d'organes aux passions haineuses et vindicatives. Le redoutable décemvirat, affranchi du joug des formalités, prononçait à huis-clos des arrêts de détention ou de mort, exécutés avec le même mystère par les agens de son invincible pouvoir. Docile aux leçons du despote qui abattait dans son jardin les plantes les plus élevées, ce comité de salut public poursuivait de ses soupçons tout ce qui sortait de la sphère commune; aussi n'était-il pas rare de voir un citoyen, dont les services ou les libéralités commandaient l'admiration de la foule, expier sous les plombs ou dans les flots de l'Adriatique, ses talens et sa popularité.

s'appuyait le système oligarcl
à ce système une durée que
politiques obtiennent rareme
quera au nombre des moyens
la défense rigoureuse de parle
de gouvernement. D'ailleurs, u
prévoyante entretenait l'abond
des fêtes publiques, en vivifia
dustrie, attirait sans cesse l'att
titude et la détournait de soins
la licence des mœurs la plus eff
de liberté; le peuple vénitien, sa
sans énergie, s'endormait da
l'Histoire n'offre peut-être rien
la tranquillité dont jouit Veni
siècles; à l'abri des factions e
intestines.

État des pro- Si, détournant nos regards de

saient par des exactions continuelles les patriciens que le Sénat envoyait pour les gouverner. Des troupes étrangères, à la solde de la république, y maintenaient l'obéissance : du reste rien ne s'opposait aux rapines des provéditeurs. Ennemi des droits municipaux et des priviléges des villes, le Sénat n'avait laissé à celles de Terre-ferme, que l'ombre de ces institutions protectrices. La noblesse même avait été dépouillée de ses prérogatives, et le niveau de la servitude égalisait tous les rangs. La classe des nobles de province pouvant devenir redoutable si elle restait unie, le gouvernement, pour l'empêcher de sortir de sa nullité, suivit à son égard la maxime constante d'entretenir des divisions perpétuelles parmi les familles, et de détruire peu à peu les plus puissantes. Gouvernés plus ou moins par la terreur, suivant leur caractère et leur position géographique, les sujets de Venise, Italiens, Esclavons, Grecs, Dalmates, exclus de toute participation au gouvernement, n'étaient unis par d'autre lien social que la force ; et, comme il n'y avait point de patrie commune, il n'y avait point de citoyens.

Cette esquisse de la constitution vénitienne suffira pour faire sentir que si elle avait procuré à la république une supériorité momentanée sur de faibles voisins, à l'époque de la chute de l'empire grec et des guerres civiles d'Italie,

ecadence
e Venise.

décheoir la république de la
avait dû à sa position et à sa sup
la découverte du Nouveau-Mo
de Bonne-Espérance, avaient fa
peuples le sceptre du commer
universelle, sources de sa prosp
accrue d'une partie de l'Italie,
de ses bras de géant le territoir
donnait à craindre pour son i
n'était plus cette république fl
clat fixait les regards de l'Euro
ligue de Cambray unissait cont
états puissans, dont la jalousie e
rendu à sa force; Venise, à l'é
volution française, se voyait n
l'Europe, et n'était connue q
réputation de son gouvernement
sarowitz qui mit fin aux éterne

puis cette époque, le gouvernement borna tous ses soins à demeurer spectateur impassible des événemens, et à éviter tout ce qui aurait pu donner de l'ombrage à ses voisins. Confiant sa sûreté à la jalousie réciproque des grandes puissances et à ces maximes de droit public, toujours invoquées par les états faibles, le Sénat plaça sa politique dans une imperturbable neutralité, que l'on aurait pu prendre pour un amour exclusif de la paix, si les fréquentes épreuves qui exercèrent sa patience sans jamais la lasser, n'eussent démontré que ce système était dû uniquement à la faiblesse et à la timidité.

Cette inertie du Sénat paraît dans tout son jour, lorsqu'en examinant ses forces militaires, l'on trouve qu'il s'était mis hors d'état de faire respecter cette neutralité qu'il affectait de proclamer en toute occasion. Les Vénitiens, étrangers aux découvertes utiles et aux progrès des idées, étaient restés en arrière de la civilisation européenne; l'art même des constructions navales, dans lequel ils avaient été les maîtres des nations modernes, languissait stationnaire à Venise. Les fortifications abandonnées tombaient en ruines; quant à l'armée de terre, elle se composait de 12 à 13 mille hommes d'infanterie, dont moitié environ d'Esclavons, le reste se formait d'Italiens et d'aventuriers de toutes les nations. Le gouvernement n'entretenait aucune cavalerie,

la paix.

Sensation produite à Venise par la révolution française.

Telle était la situation de
volution française éclata. L
du plus antique trône de l'
entendu dans cette ville, et
vernement de son assoupiss
Ce grand événement en fut
conséquences légèrement jug
tocratique se plut à considé
de tout un peuple vers la lib
d'un délire passager dont l'e
ter la fin. Cependant tout p
prochaine, et les circonstan
l'explosion, semblaient devoi
rations politiques et militair
violence menaçant pour les
Le Sénat n'en proclama pas
ment à ses anciennes maxim

ce dernier sentiment dominait dans les conseils ; et se fortifiait par le danger où la France, en butte aux discordes civiles et à une coalition formidable, paraissait devoir bientôt succomber. Non content de livrer passage sur son territoire aux troupes autrichiennes, le Sénat autorisa ses sujets, le 6 octobre 1792, à fournir des armes et des vivres aux Austro-Sardes, et accorda secrètement au roi de Sardaigne un subside de 500 mille ducats. Il refusa de reconnaître la république française et de recevoir son envoyé. Cependant, après diverses alternatives de fortune, la victoire s'étant déclarée pour la France, il songea alors à s'en rapprocher, et consentit, sinon à reconnaître d'abord la république, du moins à établir avec elle quelques relations. Plus tard, Venise envoya un ambassadeur à Paris, et poussa, comme on l'a déjà dit, la condescendance jusqu'à accorder au directoire l'éloignement de Louis XVIII.

Tandis que le Sénat vénitien mettait dans ses relations diplomatiques une irrésolution marquée au sceau de la faiblesse, sa police au-dedans redoublait d'activité pour comprimer l'influence des idées nouvelles ; et tout en protestant de sa neutralité, l'inquisition d'état déployait ses rigueurs contre ceux qu'elle présumait être partisans de la France. Il y avait tout à craindre du mécontentement des provinces de Terre-ferme

de fréquentes insurrections, étai
nement un sujet perpétuel d'i
forma des associations secrètes
des affiliations tous les sectateu
démocratiques, concurent po
ment de leur patrie, des plan
pouvait seul justifier la hardiess

émarche quelques écontens vénitiens ès du comité de salut public.

Dès le mois de juillet 1795,
française était dans la rivière
Brescian se présenta à Villars
république, et au représentan
quels il fit part du complot fo
gouvernement vénitien. Sur l'i
dernier, il se rendit à Paris aup
salut public, auquel il soumit
nonçait comme prête à éclater
insurrection dont tous les moye
binés par les familles Lecchi e
devaient diriger ce mouvement. I

affranchies de la Lombardie et de l'Etat vénitien.

Quoique ce plan n'eût rien de bien engageant dans la situation des choses, il était trop conforme au système de la propagande révolutionnaire, pour n'être pas accueilli; et comme il présentait aux meneurs des facilités imprévues pour une invasion en Italie, il contribua sans doute à suggérer l'idée de porter une armée par la Lombardie et les provinces de Terre-ferme jusque dans les états héréditaires de l'Empereur.

L'invasion excite les bourgeois de Terre-ferme

L'invasion exécutée comme on sait dans la campagne de 1796, amena en effet les Français à occuper presque tous les Etats de Venise. Incapable de défendre seul son territoire, le Sénat, à l'aide des Autrichiens, eût été plus d'une fois à même de l'affranchir, et de faire pencher la balance du côté où il n'avait du moins rien à craindre pour ses institutions. Aux époques de Castiglione et d'Arcole, il eût suffi d'un armement pareil à celui qu'il effectua trop tard, pour décider la tournure de la guerre; mais, tremblant et incertain, il repoussa au moment favorable les projets de l'inquisiteur d'état Pesaro, le seul qui déploya du caractère dans ces événemens. Quand le péril devint plus imminent par les revers multipliés des Impériaux, il recourut à des armemens qui ne pouvaient plus le sauver, et ne sut s'allier franchement ni à la France qui l'en sollicitait,

le Sénat. tirer d'une révolution dans l
ferme. A la veille de s'enga
Noriques et les défilés de l
placer en un mot entre les ar
et la république de Venise
de se tenir en garde contre
dont la conduite ne décélait q
envers l'Autriche, et qui pouv
contre lui, mettre son armée
périlleuse, inquiéter ses derri
en cas de revers les chemins
que les podestats Ottolini à B
nigo à Brescia, faisaient tous
organiser des milices, et bien
armement clandestin des ca
d'autre objet que d'opérer un so
les Français; le général en chef
rait peu pour lui d'être maître

de la population, les moyens de paralyser les démarches hostiles du Sénat. L'adjudant-général Landrieux, chef de l'état-major de la cavalerie, en qui il reconnut un esprit d'intrigue et de ruse propre à seconder ses vues, fut secrètement chargé de correspondre avec les sociétés patriotiques dont nous avons parlé plus haut, et de leur imprimer l'ensemble et la direction convenables, tandis que, pour conserver les dehors de la neutralité, il recommanda à Kilmaine ainsi qu'à tous les autres officiers généraux stationnés en Lombardie et dans les Etats de Terre-ferme, de ne donner ni conseil ni secours aux mécontens (1).

Cependant, sous la protection et l'influence des troupes françaises, toutes les villes du Milanais avaient proclamé la liberté et créé des gouvernemens municipaux; les élémens d'une république lombarde se formaient, le foyer insurrectionnel rapproché des Etats de Venise y lançait des étincelles, qui, tombant sur un ter-

(1) Nous adoptons ici la version d'un homme digne de foi; cependant Bonaparte proposa plus tard au directoire de punir Landrieux comme un fripon, qui avait eu des intelligences avec les autorités vénitiennes en même temps qu'il révolutionnait Brescia; ce qui, sans détruire entièrement l'assertion, la rend du moins douteuse. Il est possible aussi qu'on ait voulu rejeter sur cet officier le blâme du double rôle qu'on lui fit jouer.

français. Une pétition exprim
pulation pour la liberté et la
vince à la république cisalpine
les habitans, et reçut un gran
tures. La souveraineté du pe
proclamée, et l'élection d'une
soire se fit dans le plus grand o
deux membres de ce corps
podestat l'ordre de quitter l
le gouvernement nouveau tr
blique de Milan, le vœu du p
Bergame pour la réunion inc
tion du 12.

Mouvement pareil à Brescia et Créma.

Un mouvement semblable
quelques jours après, mais les
rèrent étrangers, du moins e
centaine de sapeurs de la légion
l'ordre de se rendre de Milan
sant par Brescia qui est l'étape
véditeur Battaja, prévenu pa

cavaliers vénitiens qui, les prenant pour l'avant-garde insurgée, les assaillirent. Les Lombards attaqués se défendirent bravement, prirent 50 chevaux aux Vénitiens, et ramenèrent le reste en désordre jusqu'à Brescia. Les mécontens, profitant de cet instant et de l'apparition des Bergamasques qui arrivaient sur l'autre route, levèrent alors le masque, et s'étant rassemblés à quelque distance de la ville, signifièrent au provéditeur qu'il eût à leur en faire ouvrir les portes ; annonçant qu'ils étaient l'avant-garde d'une armée de Bergamasques, de Cisalpins et de Français, et que la moindre résistance attirerait sur Brescia la plus terrible vengeance. Ce magistrat, intimidé, obéit; et les insurgés, vainqueurs sans avoir combattu, désarmèrent sans résistance un corps de 500 Esclavons qui tenait garnison dans la ville, proclamèrent la liberté et établirent un gouvernement municipal. Ces événemens se passaient en présence des troupes françaises qui n'y prirent aucune part, et se bornèrent à maintenir la tranquillité au milieu de ces scènes de désordre.

L'arrivée d'un corps de troupes françaises à Crêma, y fut, le 28 mars, le signal d'un pareil mouvement. Le podestat ayant donné accès dans la place à un détachement de cavalerie républicaine, celui-ci se saisit d'une porte, et introduit une colonne d'infanterie, suivie d'un certain nombre de patriotes italiens. Bientôt les autorités sont

rapprocha au ministre de Fr
rectoire, et députa à Bonapa
Pesaro et un autre patricien
pouvait compter sur l'assistar
de la république dans la rédu
Le résident de Venise à Mila
insurgés avaient choisi l'adju
drieux pour leur général en ch
même sur cette nomination ; p
qu'il serait plus capable qu'un a
avec le sénat vénitien pour cal
supposant que cet officier pré
médiateur entre la république
à celui de général d'une troup
usurpaient le gouvernement.

Résultat de cette fausse démarche.

Ces démarches tardives n'eu
qu'on s'en promettait: le dire
réponse évasive, en prétexta
les rapports et l'avis de Bo

nent que lui fit la députation en faveur des ɔrovinces de Terre-ferme, foulées par dix mois le réquisitions et de pillage, il demanda au sénat ɪn million par mois pour subvenir à l'approvisionnement de ses troupes, engagées dans les gorges peu fertiles de la Carniole. Lallement, de son côté, peu préparé à la brusque ouverture des Vénitiens, insinua à tout hasard que le moyen le plus sûr de resserrer les liens prêts à se rompre entre les deux états, et de mettre fin aux insurrections de Terre-ferme, était d'opérer à la constitution de Venise les réformes nécessaires pour la mettre en harmonie avec celle de France. Une telle annonce jointe au triste rapport de Pesaro, était un coup de mort à l'oligarchie; aussi cet avis, mis en délibération, fut-il rejeté par le grand conseil à la majorité de 195 voix sur 200.

On se décide donc à prendre des mesures énergiques contre les villes insurgées : de nombreux émissaires prodiguent l'or et les promesses pour opérer dans les campagnes une prise d'armes générale en faveur du gouvernement. Si les espérances du régime démocratique exaltaient quelques têtes des habitans des villes et des nobles lésés, ceux des campagnes, les prêtres, et tout ce qui tenait à l'administration publique, lui étaient opposés. Le choc de pareils intérêts pouvait être long et terrible. A des passions exaltées il faut opposer des passions contraires. Un clergé nom-

Venise se décide trop tard à des mesures énergiques, et soulève les campagnes.

breux mettant son influence aux ordres de l'inquisition d'état, enflamme par des prédications furibondes le zèle de l'ignorant et crédule montagnard. A Vérone, le provéditeur Battaja, excite par une proclamation les sujets restés fidèles, à s'armer contre les Français ou leurs adhérens. Un plein succès couronne ces manœuvres; bientôt toute la population de la rive occidentale du lac de Garda et des vallées de la Sabbia et de la Trompia, réunie à quelques troupes de ligne, sous le général Fioravanti, s'apprête à déboucher dans les plaines du Brescian.

Les patriotes brescians prennent Salo et en sont chassés.

Les démocrates, instigués par les agens français, et informés des mouvemens médités contre eux, se décident à prendre l'initiative et à s'emparer de Salo, place vénitienne sur la rive occidentale du lac de Garda, d'où le provéditeur Zicogna faisait passer les armes et les munitions aux montagnards. Il sort de Brescia pour cette expédition, environ 1200 hommes commandés par un Lecchi, et 4 pièces de canon servies par des canonniers français travestis. Le poste de Tormini qui domine Salo est enlevé, et l'on arrive le 29 mars aux portes de la ville. Les habitans viennent faire leur soumission et livrent des ôtages. Mais pendant ce temps, les montagnards, dociles à la voix de leur syndic, culbutent le détachement laissé à Tormini, et tombent, le 31 mars, sur la troupe de Lecchi, qui, prise à l'improviste,

est bientôt refoulée dans Salo. Tous les Français se font jour; mais 200 Polonais de la légion Dombrowski qui cherchent un refuge dans les maisons avec quelques insurgés, y sont faits prisonniers.

Les paysans menacent Brescia.

Ce premier succès enhardit les montagnards; bientôt ils débouchèrent de toutes les vallées, et vinrent asseoir un camp de 10 à 12 mille hommes à St.-Euphémie, à une lieue de Brescia. L'apparition de l'ennemi n'intimida point ses habitans, qui, dès le premier jour de l'insurrection, avaient armé leurs remparts, et le 4 avril, ils soutinrent une vive canonnade de la part des assaillans.

Mesures du général Kilmaine.

Ces rassemblemens nombreux auxquels le cri de *mort aux Français* servait de ralliement, les Polonais faits prisonniers, une garnison française bloquée dans le château de Brescia, plus encore que les demandes de secours des insurgés Brescians, devaient éveiller la sollicitude des généraux sur la sûreté de leurs troupes évidemment compromises. Lorsqu'on se rappelle d'ailleurs que 8 mille hommes seulement, disséminés entre l'Isonzo et l'Adda, entretenaient la communication de l'armée avec le Milanais, l'on conçoit que leur position commandait de la part de Kilmaine la plus sérieuse attention.

Le général Lahoz marche au secours des patriotes

D'abord il tira des divers dépôts français, polonais et cisalpins stationnés en Lombardie, environ 1,500 hommes dont il confia le comman-

dement au général Lahoz, patriote milanais, qu'il chargea du désarmement des campagnes. Celui-ci ayant prévenu les Brescians du jour de son arrivée, ils combinèrent un effort vigoureux, et à l'apparition de la colonne, ils se jetèrent sur le camp des montagnards. La résistance, quoique vive, ne fut pas de longue durée; ils furent poursuivis jusqu'aux environs de Lonato. Leur défaite eût été complète, si le bruit du passage du Mincio par 3 ou 4 mille paysans véronais n'eût commandé de la circonspection aux vainqueurs.

Il attaque Salo.

Voyant que ces levées se bornaient à garnir la rive gauche du Mincio, Lahoz, après avoir chassé les montagnards de Larezzo à la suite d'un vigoureux engagement où il leur prit trois pièces de canon et quantité de fusils, résolut de marcher sur Salo; mais, craignant d'y essuyer un nouvel échec, il demanda des secours au commandant de Peschiera et au chef de la marine, qui se décidèrent à envoyer le 10 avril devant Salo la flotille française, montée par quelques troupes de terre. A son approche, le commandant de cette flotille somma le provéditeur Zicogna de lui rendre la place, sous prétexte qu'elle était devenue nécessaire aux Français pour s'opposer aux progrès des Autrichiens: sur son refus, la flotille commença à canonner la ville dont les habitans s'enfuirent dans les montagnes.

L'intervention des Français n'était plus un

un mystère, mais on chercha néanmoins à la colorer d'apparences pacifiques. Le lendemain, le commandant de la flotille se rendit à Salo, et déclara que les Bresciens étaient prêts à se retirer, si les habitans voulaient déposer les armes. Bien qu'il offrît de rester comme ôtage, les esprits étaient trop animés, pour ne pas rendre cette proposition infructueuse. Le jour suivant, Lahoz s'avança sur Salo en deux colonnes; quoique la ville fût presque déserte, des tirailleurs en disputèrent les approches : la trahison d'un de leurs pelotons qui se voyant coupé fit feu après s'être rendu, fut la cause ou le prétexte du sac de cette ville.

Laudon repousse les Français de Trente et marche sur Vérone.

Les affaires prenaient ainsi une tournure sérieuse dans les Etats de Terre-ferme, à l'instant même où Joubert laissait le Tyrol à découvert pour faire sa jonction avec l'armée dans la vallée de Klagenfurth, et où Kerpen, suivant ses traces, laissait au général Laudon le soin de balayer le Tyrol méridional du peu de Français qui s'y trouvait. Conformément à ses instructions, ce dernier revint aussitôt sur Bötzen, puis se porta, le 10 avril, sur Trente avec la majeure partie de son corps, tandis qu'une plus faible colonne se dirigeait par la rive droite de l'Adige sur Arco, Riva et Torbole, postes qui tiennent la tête du lac de Garda. Le général Serviez, qui n'avait à lui opposer que 12 à 1300 hommes sur les deux rives, fut battu et dis-

persé ; une partie de ses détachemens s'enfuit sur Brescia, une autre se rejeta sur les postes du général Balland dans la vallée de l'Adige. Bientôt assaillis par un ennemi supérieur, ceux établis le long de la rive orientale du lac de Garda, n'ayant pu gagner Peschiera par Lacize, se réfugièrent à Castelnuovo, où ils furent en partie cernés et faits prisonniers. D'autres gagnèrent Vérone le 16 par la chaussée de Trente sur la rive gauche de l'Adige, en laissant un poste au fort de Chiusa.

Le Sénat de Venise se décide à éclater.

La part que les Français avaient prise au blocus de Brescia, à la prise de Salo, était connue à Venise, et y causait un vif ressentiment. Dès-lors, les préparatifs du Sénat redoublèrent, et il n'eût pas manqué d'éclater ouvertement, si l'approche de la division Victor, qui venait d'Ancône et traversait les Etats de Terre-ferme pour rejoindre l'armée, ne lui en eût imposé. Mais, instruit enfin que les Tyroliens se levaient en masse pour se défendre, et que dans cette province la chaîne de postes laissée pour entretenir les communications du corps de Joubert avec l'Italie, venait d'être détruite et dispersée par le général Laudon qui s'avançait sur la frontière avec un corps de 12 mille hommes, il reprit courage. D'un autre côté, le Sénat, de plus en plus excité par les insinuations du cabinet autrichien, qui ne manquait pas d'augmenter les terreurs en accusant les intentions du Directoire, crut

n'avoir d'autre parti à prendre qu'à presser la levée en masse. Un comité fut établi à Vérone pour assurer par des mesures de police le succès de ces dispositions militaires. L'inquisition d'Etat redoubla de vigilance, et tout ce qui fut soupçonné de quelque partialité pour les Français, expia ce crime dans les cachots ou sous les plombs.

Lettre de Bonaparte au Sénat de Venise qui députe Dona et Justiniani.

Bonaparte, instruit à son tour des événemens de Salo; envoya à Venise son aide-de-camp Junot, avec une lettre pour le Sénat, auquel il réclamait, dans les termes les plus énergiques, une satisfaction éclatante des assassinats commis sur les Français, et le désarmement des campagnes. Cet officier était chargé, en cas de refus, de déclarer la guerre, et d'en faire afficher le manifeste à Venise. Le Sénat répondit avec adresse, éluda le désarmement demandé, n'en continua pas moins ses préparatifs hostiles, et se flatta de faire prendre le change au général français sur ses véritables intentions en lui députant le censeur Dona et l'ancien ministre de la guerre Justiniani, pour lui réitérer de vive voix les protestations d'attachement à la France et de considérations personnelles.

Explosion à Vérone.

Dans ces circonstances critiques les progrès des Tyroliens vinrent précipiter l'explosion, et montrèrent bientôt à découvert la trame préparée de longue main pour envelopper les Fran-

çais, dans une insurrection générale, et ce fut à Vérone que le gros de l'orage éclata.

L'infériorité de leurs forces consistant seulement en 2 mille hommes de troupes pour la garde des trois forts et des portes de la ville, le voisinage du Tyrol d'où le général Laudon pouvait secourir les insurgés, favorisait sur ce point les vues du Sénat. Tandis que des proclamations appelaient aux armes le peuple des campagnes, les prêtres remplissaient de leur fiel, des esprits habitués à leur empire, et ulcérés d'ailleurs par les calamités de la guerre, qui, depuis dix mois, désolait ces contrées. Dès le milieu d'avril, la levée en masse du Véronais fut effectuée, et ne produisit pas moins de 30 mille paysans armés, dont une partie entra dans le chef-lieu, et l'autre cantonna dans les environs. Déjà, sous divers prétextes, 3 mille hommes de troupes italiennes et esclavonnes y avaient été envoyés par le Sénat; tandis qu'au dehors un autre corps de troupes réglées se tenait à portée d'appuyer le mouvement qui se préparait. Le 16, un courrier fut expédié à Laudon pour l'instruire de l'état des choses et lui demander des secours.

Le général Balland se retire dans les forts.

Témoin de ces préparatifs, le général Balland qui commandait la garnison française, se renferma dans les châteaux, ne laissant aux portes de la ville que le nombre d'hommes strictement nécessaire à leur garde; mais en louant cette me-

sure de prudence, l'événement fait regretter qu'elle n'ait point été étendue aux hommes isolés, aux agens de l'administration militaire, et aux 400 malades qui se trouvaient dans les hôpitaux.

Le tocsin y sonne, les Français sont égorgés

17 avril.

Telle était la situation de Vérone, lorsque, le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, après vêpres, le tocsin sonne de toutes parts; on court aux armes: une population furieuse inonde les rues et les places publiques; on se précipite sur les Français épars dans la ville; tout est égorgé sans distinction. Avec le droit des gens, l'humanité est foulée aux pieds. Des monstres envahissent les hôpitaux et massacrent les malades et les blessés. Plusieurs Véronais sont victimes de ces fureurs, et des bandes forcenées parcourent la ville, menaçant de mort les habitans suspects d'inclination pour la France. L'on s'empare des trois portes après avoir fait main-basse sur les sentinelles, on force à capituler les postes qui les gardaient, et toujours altérée de sang, une troupe frénétique, le provéditeur Emili à sa tête, se porte vers les forts dont elle demande l'assaut à grands cris.

Cependant les Français qui les occupaient entendaient avec indignation les cris de leurs compatriotes égorgés sans défense; l'artillerie des trois forts, dirigée contre la ville, lui fit essuyer une si vive canonnade, que le provéditeur ex-

traordinaire et le podestat effrayés, se décidèrent à parlementer. Ces ouvertures déterminèrent le chef de brigade Beaupoil, commandant du château vieux à entrer en conférence pour le rétablissement de la paix; mais à peine se présentait-il à l'entrée du palais, escorté par la garde bourgeoise, qu'il fut assailli par derrière, saisi par les cheveux, désarmé, et ne s'arracha que difficilement des mains des furieux qui menaçaient sa vie. Echappé à ce danger, il conclut avec le provéditeur un arrangement d'après lequel les hostilités devaient cesser de part et d'autre, et la bonne harmonie être rétablie comme auparavant. Le provéditeur s'engageait à licencier les paysans, à remettre les portes de la ville aux troupes françaises et à maintenir la tranquillité. Cette convention n'eut aucun effet, parce que Balland qui n'y avait point participé, refusa de la ratifier. Pour toute réponse il fit signifier au provéditeur qu'il exigeait, dans le délai de trois heures, le désarmement général des paysans et des habitans, le rétablissement des communications, la remise de six ôtages à son choix, enfin satisfaction éclatante pour tous les meurtres commis sur les Français. Ces conditions présentées dans les formes impérieuses d'un ultimatum, étant restées sans effet, les hostilités continuèrent. Le lendemain, les Véronais demandèrent une trêve pour parlementer; mais le général Balland per-

sistant dans les conditions qu'il avait exigées la veille, le feu recommença de nouveau. Le peuple voulait à toute force livrer l'assaut, et ayant repoussé les sorties tentées par les assiégés, l'artillerie des forts lança des bombes, et tira à boulets rouges sur la ville où le feu ne tarda pas à prendre en plusieurs endroits.

Le Sénat envoie des troupes au secours des insurgés.

Le Sénat de Venise, jetant alors le masque, ordonna au provéditeur G. Foscarini d'envoyer de Vicence 2000 Esclavons au secours des Véronais. L'arrivée de ce renfort coïncidant avec l'apparition du comte de Neuperg sur le revers des montagnes, presqu'en face de Vérone, redoubla la fureur des assiégeans, qui se vengèrent des ravages causés par l'artillerie française dans leurs habitations, en égorgeant la petite garnison de la Chiusa, qui avait capitulé faute de vivres.

Les Tyroliens se retirent à la nouvelle de l'armistice.

La joie de ces forcenés fut troublée par la nouvelle de l'armistice et la retraite des Tyroliens qui en fut le résultat; ils se replièrent le 18 sur Rivalta par ordre de Laudon. Cependant l'investissement des forts n'en continua pas moins. Ce que les assiégés avaient désormais le plus à craindre, était la famine, dont ils ressentaient déjà les premières atteintes, lorsque du haut des forts ils découvrirent, le 21 avril, une colonne française. C'était l'avant-garde du général Kilmaine, commandée par Chabran, qui,

... ..., et il
tion à Somma-Campagna, en
des troupes que Kilmaine a
même.

Le général Chabran bat les Vénitiens.

Le général vénitien Montens
avant-postes qu'il avait entre
la route de Peschiera, ne vou
le temps de tenter le passage
sus de Vérone, et résolut de p
Le 22, au point du jour, il l
Croce-Blanca par le corps d'E
avant des murs de Vérone, et
mille insurgés. Le choc fut r
repoussés du village, mis en
plosion de leurs propres caiss
obus français mit le feu, les Esc
par le général Chevalier, fur
ville par la cavalerie de Landri
leur artillerie. Pendant ce tem

ral Balland, en sorte qu'avant la fin du jour, Vérone fut investie sur la droite de l'Adige et sur la partie de la rive gauche qui regarde le Tyrol.

Ces succès étaient bien propres à entretenir le courage des assiégés; mais quelle douce satisfaction n'éprouvèrent-ils pas d'avoir soutenu l'honneur des armes françaises, lorsqu'ils reçurent, le 23, l'avis de la signature des préliminaires de paix. Aussitôt la nouvelle s'en répandit dans Vérone, et y causa une sensation d'autant plus vive, qu'on apprit au même moment que le général Victor, dirigeait en toute hâte sa division, de Trévise, contre la ville insurgée. Alors la jactance et la fureur de ses habitans firent place au découragement et à la terreur. Plus d'espoir d'être secourus par l'Autriche dont les troupes allaient se replier. Toute l'armée française, refluant sur les Etats de Venise, avait de terribles représailles à y exercer. Dans cette position désespérée, les insurgés posèrent les armes, et attendirent en tremblant ce que les vainqueurs ordonneraient d'eux. Balland leur accorda une capitulation, dont les principales dispositions étaient le désarmement général, avant la fin du jour, de toutes troupes de quelque espèce qu'elles fussent; la remise de tous les Français, détenus ou non, qui se trouvaient dans Vérone, l'envoi à la citadelle de 16 ôtages nom-

mément désignés, parmi lesquels se trouvaient l'évêque et les provéditeurs, enfin le paiement de 40 mille ducats de contributions. Ces conditions acceptées sans examen, la division Kilmaine prit possession de Vérone. Le pillage de quelques maisons fut abandonné aux soldats, et trois des principaux habitans, jugés militairement, subirent la peine de mort. Ces rigueurs ne violaient point la capitulation, par laquelle les Véronais s'étaient livrés corps et biens, à la discrétion des vainqueurs.

Un bâtiment français est capturé dans le port de Venise.

Telle fut l'issue de cette insurrection à laquelle on donna le nom de *Pâques Véronaises.* Dans cette intervalle, un événement qui s'était passé à Venise même, servit à manifester les véritables dispositions du gouvernement, et à justifier la politique qui préparait déjà la destruction de la république. Un corsaire français de 4 canons, chassé par des vaisseaux autrichiens, se réfugia le 20 avril dans les eaux de Venise et y mouilla. Sommé par les Vénitiens de lever l'ancre, il se disposait à obéir, lorsqu'il se vit canonné à la fois par le fort St-André et par les galères de la station du Lido ; le capitaine Laugier qui le commandait fut tué, et au même instant des soldats et des matelots de la station ayant abordé son bâtiment, le pillèrent et firent main-basse sur l'équipage. Les Vénitiens affirmèrent pour justifier cet attentat, que Laugier avait tiré sur

les batteries pour forcer le Lido : l'ambassadeur français soutint qu'il n'avait tiré que pour saluer le fort. Deux jours après parut un décret par lequel le Sénat félicitait de leur conduite ceux qui avaient pris part à cet événement, et leur accordait des gratifications.

Conférence remarquable des députés avec Bonaparte.

Malgré ces actes hostiles, le Sénat, par un aveuglement qui caractérise sa politique, se reposait encore sur le succès de la mission des deux patriciens envoyés auprès de Bonaparte. Cet espoir était chimérique ; en effet, ces députés, avant d'arriver à Klagenfurth, avaient appris la conclusion de la paix avec l'Empereur, et l'accueil qu'ils reçurent du général en chef à Gratz et à Leoben, les convainquit que le temps des négociations était passé, le partage des Etats de Venise convenu avec l'Autriche, leur prouva que, n'ayant su ni faire la guerre ni conclure la paix à temps, il fallait s'attendre à recevoir la loi du vainqueur.

Toutefois ces habiles commissaires, feignant une grande confiance dans la générosité française, discutaient encore sur le désarmement et la reddition des prisonniers. Mais, en admettant même qu'il y eût moyen d'arrangement pour des griefs dont on s'accusait réciproquement, Bonaparte ayant stipulé le partage des Etats de Terre-ferme, ne cherchait à son tour que des prétextes plausibles pour leur déclarer la guerre, et, au dé-

» pas entre l'Angleterre et
» clare la guerre. Je viens
» avec l'Empereur ; je pouv
» ai renoncé pour cela. J'a
» vingt barques canonnièr
» d'inquisition , plus de sér
» *pour Venise*. Quand j'av
» Charles , j'ai offert à M.
» la France ; je lui ai offe
» pour faire rentrer dans l'c
» gées. Il a refusé , parce qu
» texte pour tenir la popula
» afin de me couper la ret
» duit : maintenant , si vous
» vous ai offert , je le refus
» veux plus d'alliance avec vo
» de vos projets , je veux vou
» s'agit plus de me tromper pc
» comme vous l'essayez par vo

» lation. Je m'en charge; je la désarmerai malgré » vous. Les nobles des provinces, qui n'étaient » que vos esclaves, doivent, comme les autres, » avoir part au gouvernement; mais déjà ce gou- » vernement est vieux, il faut qu'il s'écroule. »

Cependant, à force d'adresse, les négociateurs parvinrent du moins à différer un éclat, lorsque la nouvelle du massacre de Vérone et de l'enlèvement du navire de Laugier vint rompre une négociation déjà trop prolongée. Tremblant alors qu'on leur demandât compte du sang français, ils prirent le parti de se retirer, après avoir dissimulé dans une note, le mieux qu'ils purent, l'affront fait au pavillon français.

Kilmaine e Victor réunis, soumettent les insurgés.

Tandis que ceci se passait au quartier-général de Bonaparte, Victor ayant opéré sa jonction avec Kilmaine, leurs forces réunies s'élevèrent alors à plus de 10 mille hommes. Quelques engagemens suffirent pour dissiper les rassemblemens d'insurgés dans le Véronais, et, dès le 28, Vicence et Padoue furent occupées par les Français qui bordèrent une partie des lagunes.

Les habitans de quelques vallées bergamasques s'étant soulevés de nouveau à l'instigation des podestats cachés, le général Chevalier fut chargé de les dissiper avec une colonne mobile de 1,800 hommes, qui n'éprouva aucune résistance.

Embarras du Sénat

Les nouvelles que le gouvernement reçut bientôt après, étaient de nature à lui inspirer de

vifs regrets sur sa conduite. L'esprit révolutionnaire ne rencontrant plus d'obstacles, avait franchi l'Adige avec les colonnes françaises. Vicence, Padoue appelés à la liberté par les proclamations de Lahoz, établissaient des municipalités; presque toute la Terre-ferme méconnaissait l'autorité du Sénat, qui n'était plus obéi que dans les lagunes. La nouvelle conférence réclamée à Palma-Nova par les députés Dona et Justiniani, n'avait abouti qu'à fournir l'occasion à Bonaparte d'exhaler son courroux contre la république; car, d'après leurs rapports, il ne semblait respirer que vengeance, et demandait la tête des inquisiteurs d'Etat et de l'amiral du Lido. La terreur s'accrut encore, lorsqu'on eut connaissance du manifeste par lequel il déclarait la guerre.

Ses moyens de défense.

Avec un reste d'énergie le gouvernement eût songé, sinon à faire face à l'orage, du moins à succomber avec honneur; car il lui restait 14 mille hommes de troupes de terre, et 200 galères ou barques canonnières, portant au moins 800 pièces de canon, pour la défense mobile des lagunes, hérissées de nombreuses batteries. De plus, Venise renfermait en outre des armes de rechange, des approvisionnemens de toute espèce, de l'eau douce pour deux mois, et des vivres pour huit. C'était sans doute plus qu'il n'en fallait pour arrêter une armée qui n'avait pas une seule frégate dans ces parages.

Dans des circonstances plus critiques, alors que l'Alviane venait d'être vaincu et pris à Aignadel par Louis XII; que l'empereur Maximilien, allié à la France et au Pape, menaçait la république d'une ruine prochaine; le Sénat dégagea ses peuples de Terre-ferme de tout serment, s'enferma dans les lagunes, décidé à vaincre ou à mourir, réussit par d'habiles négociations à dissoudre une coalition formidable, et brava ensuite les efforts de Maximilien. Mais les hommes étaient bien changés : il ne fallait rien attendre de pareil d'un gouvernement habitué, depuis un siècle, à triompher de ses ennemis par la ruse, et d'ailleurs peu sûr de l'affection de ses derniers sujets.

Il se décide à modifier sa constitution et à désarmer.

Le 1er mai, un comité extraordinaire composé de quarante patriciens fut convoqué par le doge pour aviser aux moyens de sauver la république. Divers projets y furent agités; mais on arrêta enfin en principe que des changemens seraient faits à la constitution de l'Etat, et que deux patriciens, investis de pouvoirs illimités, seraient envoyés auprès du général français pour entrer en négociation. Cette décision, sanctionnée par le grand conseil, fut portée à Bonaparte par les plénipotentiaires qui le rencontrèrent sur le pont de Marghera, et en obtinrent avec peine une suspension d'armes de six jours.

Cette trève n'était pas une grâce, puisque

l'armée française n'était pas encore réunie ; néanmoins le Sénat la considéra comme telle : elle lui eût laissé le temps de réfléchir sur le parti à prendre, si des rapports qui lui firent suspecter la fidélité des soldats Esclavons et des matelots de l'escadre, n'eût porté le découragement dans son sein.

Dans une première séance le grand conseil décréta, le 4 mai, l'arrestation des inquisiteurs et du commandant du Lido ; il autorisa en outre les deux plénipotentiaires à stipuler les conditions relatives à une réforme dans la constitution, et tout ce qui serait nécessaire pour opérer une réconciliation entre les deux républiques. Ces deux points accordés, le renvoi des Esclavons semblait ne devoir souffrir aucune opposition ; cependant, par cet esprit de politique qui domina le gouvernement jusqu'à la dernière heure, il fut mis jusqu'à trois fois en délibération, et ce n'est que le 8 mai qu'ils furent payés de leur solde arriérée et embarqués pour la Dalmatie.

L'armée française évacue la Carinthie, s'approche de Venise.

Pendant la suspension d'armes, l'armée française revenant sur ses pas à grandes journées, s'établit en face de Venise, de la manière suivante. Victor céda Padoue à la division Masséna, Vicence et Bassano au corps de Joubert, pour aller s'établir dans la Polesine à Rovigo ; Baraguay d'Hilliers, au centre, occupa Mestre et Conégliano;

dotte cantonna à Motta-Sacile et Pordenone ; la cavalerie du général Dumas à Trévise ; tandis que sur les derrières, Augereau, revenu de Paris, remplaça Kilmaine dans le commandement des troupes à Vérone. Ainsi, plus de 45 mille hommes se trouvaient concentrés et prêts à agir en cas que le gouvernement, réduit au désespoir, voulût user de ses dernières ressources.

Négociations avec Condulmero.

Toutes ces précautions ne servaient qu'à augmenter l'angoisse des sénateurs qui, voyant la trève expirée, craignirent de n'en pas obtenir la prolongation, et autorisèrent le général Condulmero, commandant des Lagunes, à traiter de leur soumission à des conditions qu'ils désespéraient eux-mêmes d'obtenir.

Il n'était pas facile en effet de concilier les intérêts de l'armée française avec l'existence d'un gouvernement qui avait donné si récemment des preuves de duplicité. Les hostilités avec l'Autriche pouvaient recommencer ; et, dans cette supposition, que devait-on attendre du Sénat vénitien, sinon une guerre à mort ? D'un autre côté, comment négocier avec un gouvernement dont on demanderait l'entier anéantissement comme première condition du traité. Bonaparte était plus capable que tout autre de trancher de pareilles difficultés : en employant tour à tour la ruse et la terreur, il parvint à faire

décider que l'autorité serait confiée désormais à des hommes nouveaux, personnellement dévoués à la république française. Jamais la propagande n'avait eu de résultats si heureux, ni mieux sanctionnés par l'opinion générale. Il n'en fut pas de même des trames qui mirent fin à l'existence de Venise.

Traité de Milan.

Mais revenons à cette première négociation. Immédiatement, après la conférence de Marghera, le général en chef était parti pour Milan où les commissaires vénitiens le suivirent ainsi que le ministre de France; et là il fut conclu un traité de paix, dont voici les principales dispositions.

« Le grand-conseil abdique la souveraineté » qui doit résider dans la réunion des citoyens. » Une division française sera introduite dans » Venise, pour y maintenir l'ordre jusqu'à l'éta- » blissement du nouveau gouvernement. Les in- » quisiteurs d'état, le commandant du fort St.- » André et l'amiral du Lido, seront jugés sans » délai comme auteurs des Pâques Véronaises et » de l'assassinat commis dans le port de Venise, » sur le capitaine Laugier et son équipage. Tous » les autres Vénitiens sont amnistiés par le di- » rectoire exécutif. »

Des articles secrets stipulaient en outre une contribution de six millions, la cession de trois vaisseaux de guerre et de deux frégates, indé-

ndamment de la remise de 20 tableaux et de
o manuscrits.

Ce traité imposé par la force à la faiblesse, ns la participation du directoire qui, ce jour-seulement, ordonnait à l'ambassadeur vénitien : quitter Paris par suite des rapports du massacre de Vérone, n'obtint pas même son entière :écution. Les événemens se précipitaient alors 'ec une telle rapidité, qu'au moment où l'on ipulait à Milan le renversement de la constituon aristocratique, elle s'écroulait à Venise ıx acclamations du peuple. Il y avait dans cette ıétropole, comme dans les provinces, un parti ombreux, décidé à profiter de la présence des rançais pour changer le gouvernement et seouer le joug d'une odieuse oligarchie. L'autoté précaire du Doge et des magistrats devint npuissante pour contenir des passions si longmps comprimées, et que les agens français raient tant d'intérêt à faire éclater. Des démorates ardens se groupèrent autour du secréıire de la légation française Villetard, qui, en absence du ministre, crut pouvoir prendre ır lui de se mettre à leur tête, et d'imprimer la direction au mouvement. Le décret du énat qui annonçait des modifications dans le ystème constitutionnel, sans en fixer l'époque i l'étendue, était loin de satisfaire les révoluionnaires : leurs prétentions s'en étaient accrues

Révolution à Venise.

avec leur audace. Le 9, deux de ces hommes se rendent au comité extraordinaire, et y déposent une note rédigée, disent-ils, sous la dictée du secrétaire de légation. C'était un plan complet de révolution, où l'on indiquait comme moyens propres à prévenir de grands malheurs, 1° la formation d'une municipalité provisoire, qu'on substituerait sur-le-champ aux autorités existantes; 2° le rétablissement de la démocratie; 3° l'occupation de Venise par les troupes françaises. Un pareil acte, qui n'était revêtu d'aucun caractère d'authenticité, ne méritait sans doute nulle confiance; telle était cependant la détresse du gouvernement et la terreur qu'inspirait le parti populaire, que ce projet, présenté sous les auspices d'un agent subalterne et dans les formes les plus insolites, fut regardé comme une volonté de Bonaparte, et accueilli par le comité comme un ordre auquel il ne pouvait se dispenser de déférer. Les dispositions contenues dans la note de Villetard furent donc adoptées sans modifications, et transformées en projet de loi qui devait être soumis, après un délai de quatre jours, à l'assemblée générale des patriciens.

Le grand conseil abdique.

Le 12 mai, le grand conseil fut convoqué, et, sur la proposition du Doge, au milieu de l'effervescence des passions contraires, d'une agitation toujours croissante dans la ville et de la terreur qu'elle inspirait aux patriciens pour leur sûreté,

ce corps décréta à la presqu'unanimité des voix qu'il se démettait de la souveraineté.

Réaction oligarchique

Cette lutte orageuse où l'esprit démocratique portait les derniers coups à une oligarchie expirante, ce passage subit d'un gouvernement renversé à un autre non encore établi, devait produire de graves excès chez un peuple que tout portait à la licence. L'absence d'une autorité répressive ouvrit la carrière à mille désordres; les oligarques ne s'étaient vus qu'en frémissant arracher leurs droits usurpés; l'anarchie pouvait leur offrir quelques chances favorables; de grandes richesses, un antique patronage exercé sur les basses classes, leur parurent des moyens suffisans de contre-révolution. Tout à coup une foule de gondoliers soudoyés, qu'anime l'appât du pillage, arbore l'étendard de St.-Marc, se répand dans la ville, proférant des imprécations forcenées. Les promoteurs de la révolution sont assaillis et leurs maisons pillées. D'un autre côté les démocrates, en apprenant la délibération du Grand-Conseil, se livrent à la joie de leur triomphe, et arborent les couleurs républicaines; des groupes nombreux des deux partis inondent les rues, se heurtent, se mêlent, en viennent aux mains; le désordre est au comble, et Venise est en proie aux horreurs de la guerre civile. C'est au milieu de cette anarchie qu'on élit la municipalité provisoire de 60 membres, et le premier acte

de son administration est d'appeler dans Venise les troupes françaises, dont l'intervention pouvait seule offrir une sauve-garde aux personnes et aux propriétés.

Les Français appelés par les démocrates, entrent à Venise.

Dans la nuit du 16 mai, le général Baraguay-d'Hilliers, préparé depuis plusieurs jours pour cette opération, s'embarqua avec 3 mille hommes, descendit sans obstacle, et prit possession sur-le-champ de l'arsenal, de la place de St.-Marc, du pont de Rialto, de l'entrée du Lido et autres postes. Par une bizarrerie toute particulière à la diplomatie de ce temps-là, un général républicain se hâta de mettre le séquestre sur toutes les propriétés russes, au moment où l'empereur Paul semblait renoncer aux alliances formées contre la France; démarche d'autant plus imprudente, qu'on avait mille motifs de ménager le caractère irascible de ce prince.

Le peuple, encore frappé du danger auquel la ville venait d'être exposée, ne sut s'il devait recevoir les Français en libérateurs ou en ennemis: le calme de la stupeur succéda à l'effroi de l'anarchie, et les espérances d'un meilleur avenir, aveuglant la multitude, lui dissimulèrent le malheur d'avoir perdu l'indépendance.

Résultats de cet événement.

La tranquillité ainsi rétablie par la présence des baïonnettes étrangères, permit de procéder avec un certain ordre à l'établissement du nouveau système. Les prisons de l'inquisition d'état

furent démolies, et le livre d'or brûlé en cérémonie au pied de l'arbre de la liberté.

La municipalité de Venise, affectant de se substituer à l'autorité du grand conseil, voulut se prévaloir de l'ancienne suprématie de la métropole, pour rallier à son administration les provinces de Terre-ferme; mais ces prétentions fondées sur la nécessité d'empêcher le démembrement de l'Etat, furent rejetées par toutes les villes qui, agissant chacune sur un plan séparé, ne reconnaissaient plus de gouvernement central, et n'obéissaient qu'à leurs magistrats. Bien qu'un conseil général de députés de toutes les provinces fût ensuite convoqué sous le nom de département, il ne fut jamais assemblé : la dissolution du lien social, jointe aux charges de la guerre, tarit les sources de la fortune publique, et il devint impossible de faire face aux dépenses les plus urgentes. On eut en vain recours à la spoliation des trésors du duc de Modène; on ne trouva chez le dépositaire que 1800 mille francs, dont le vainqueur s'empara.

En attendant, les Français ne perdaient pas un instant pour s'approprier les faibles ressources de ce célèbre arsenal de St.-Marc, sur la dépouille duquel ils avaient fondé de si grandes espérances, et qu'ils trouvèrent dans le délabrement. On eut mille peines à mettre en mer deux vaisseaux de 64, trois bricks et quelques bâtimens de trans-

port qui devaient porter à Corfou un corps de 600 Vénitiens et 1500 Français sous les ordres de Gentily, chargé de prendre possession de cette place, sous prétexte de faire reconnaître la constitution dans les Sept-Iles. On ne fut pas moins étonné de n'y trouver que cinq vaisseaux de 74, deux de 64, un de 58, six frégates et onze galères, et encore la plupart étaient, par leur vétusté, hors d'état de tenir la mer.

L'amiral Brueys reçut l'ordre du ministre Truguet d'appareiller de Toulon avec six vaisseaux, pour aller recueillir cet héritage, qu'il fut plus difficile d'emmener que de s'approprier. Cette escadre française mit à la voile avec toute la célérité possible; et ne pouvant s'approvisionner faute de temps et de moyens, elle vint au milieu de juillet, porter à Corfou, puis à Venise, un surcroît de consommation pour la solde et les vivres, dont ces deux ports, aussi bien que l'armée, manquaient également. Cette surcharge, qui retomba sur la municipalité, redoubla son embarras.

Au milieu des anxiétés qui résultaient de cette situation et de l'incertitude du sort réservé à Venise, les sociétés populaires s'avisèrent de voter la réunion à la république cisalpine, et de forcer la municipalité à suivre leur exemple; mais il n'était plus au pouvoir de ce peuple de fixer les bases de son existence politique.

Enfin, le traité de paix signé à Campo-Formio

le 17 octobre, vint lui révéler le partage de son territoire entre la France, l'Empereur et la république cisalpine.

Pour ne pas trop anticiper sur les événemens, nous reviendrons sur cette transaction, après avoir rendu compte de la révolution de Gênes, des négociations entamées à Udine et à Lille, puis des nouvelles commotions intérieures qui menaçaient la république victorieuse.

CHAPITRE LXXIV.

Révolution démocratique de Gênes. — Négociations de Passeriano, et traité de Campo-Formio, entre l'Empereur et la République Française. — Organisation de la République Cisalpine. — L'Angleterre envoie de nouveau Malmesbury en France. — Négociations de Lille. — Paix avec le Portugal.

En signant la paix de Léoben, les deux partis furent animés, selon toute apparence, d'un même sentiment: celui de mettre fin à une lutte cruelle qui les avait entièrement épuisés.

Le directoire, apprenant coup sur coup la signature des préliminaires, l'insurrection du Tyrol et celle des pays vénitiens, ne put méconnaître le service signalé que Bonaparte venait de rendre à la république; mais le danger une fois disparu, la politique tracassière de Rewbell prévalut de nouveau dans ses délibérations.

Convention pour traiter

Le cabinet autrichien, encore frappé de la terreur que l'apparition des armées républicaines au revers du dernier chaînon des Alpes avait

définitivement sans congrès.

répandue dans Vienne, devait souhaiter la conclusion d'une paix définitive, pour s'assurer la mise en possession des indemnités qui lui étaient dévolues.

En vain le cabinet de Londres promettait de ne poser les armes qu'après avoir obtenu la restitution de la Belgique : il fallait, pour la reprendre, passer sur le corps à 200 mille hommes victorieux; et le cabinet de Vienne ne s'en sentait pas les forces. Et qu'importait, après tout, à la Maison d'Autriche de se consumer en vains efforts pour qu'Anvers ne restât pas à la France; quand on pouvait échanger les Pays-Bas, si éloignés des Etats héréditaires, contre de riches pays limitrophes, avec d'excellens ports sur l'Adriatique ?

On doit croire que ces puissantes considérations entraînèrent en effet le cabinet de Vienne, puisque ses plénipotentiaires, réunis à Montebello avec le général Bonaparte, convinrent de traiter d'abord de la paix définitive, sans attendre le résultat du congrès de Berne (1). Cette stipulation entrait trop dans les vues manifestées en toute occasion par le directoire, pour qu'il ne

---

(1) Le duc de Gallo signa, le 24 mai, cette convention, et, quoique Thugut ne l'ait pas approuvée, on peut croire qu'elle ne fut pas arrêtée contre la teneur des instructions données à ce négociateur.

s'empressât pas d'y adhérer. Malheureusement, dans l'intervalle, le cabinet de Londres, auquel l'Empereur avait notifié les préliminaires, lui fit sentir l'imprudence d'entrer seul en discussion avec un général victorieux, et le détourna de sa première résolution.

L'Autriche et la France élèvent également de nouvelles prétentions.

La paix définitive ainsi reculée, l'ambition assiégea bientôt les deux parties contractantes, en laissant entrevoir à chacune, dans les négociations ultérieures, la possibilité d'obtenir des conditions plus avantageuses. L'Autriche se flatta, sinon de recouvrer la totalité de ses possessions en Italie, du moins d'en obtenir de plus amples indemnités; et, de son côté, le directoire espéra acquérir Mantoue pour la république cisalpine.

Démonstrations hostiles.

Ce changement subit de dispositions des deux partis pouvant remettre, après de vaines conférences, la décision des points contestés au sort des armes, l'Empereur, comme le directoire, songèrent à prendre une attitude imposante sur le théâtre présumé des prochaines hostilités. Pour le cabinet de Vienne, ce n'était pas chose aisée : car il fallait à la fois rétablir les finances, et se créer une armée, sans subsides de l'Angleterre. Mais l'affection et le dévouement de ses sujets, et le crédit alors assez soutenu de son papier-monnaie, lui offraient des ressources pour ainsi dire inépuisables. L'Empereur ne tarda pas à réorganiser une armée de 70 à 80 mille hommes

sur les frontières de la Carinthie. Un camp de 25 mille hommes fut placé à Gorizia; l'on établit plusieurs têtes de pont sur l'Isonzo. En même temps, la côte de l'Adriatique, depuis Duino jusqu'à Trieste, fut hérissée de batteries. Capo-d'Istria, Piramo, Citta-Nova et Rovigo-d'Istria furent mis en état de défense. On dirigea une partie des levées hongroises sur les frontières de la Dalmatie, tandis que l'autre forma dans les plaines de la Moravie un corps imposant d'observation. D'un autre côté, les préparatifs ne se faisaient pas avec moins d'activité en Allemagne: la garnison de Vienne, les dépôts restés à Prague, ainsi que les levées générales des pays héréditaires, allèrent renforcer en toute hâte les armées qui se trouvaient sur le Rhin et le Meyn. Partout on voyait se former des magasins; et jamais, depuis le commencement de la guerre, le cabinet n'avait pris des mesures plus justes pour assurer le succès des opérations de ses armées. Quelque fût, au reste, le voile dont il chercha à couvrir ces immenses préparatifs, il ne put en dérober l'entière connaissance aux Français, qui, d'un moment à l'autre, s'attendaient à voir arriver le prince Charles à Gorizia, quoiqu'il eût fait filer ses équipages à l'armée d'Allemagne.

Le directoire exécutif, déjà désuni, impuissant pour le bien, entravé d'ailleurs par les conseils législatifs, et tout occupé de la lutte qu'il venait

d'engager contre eux, abandonna au général en chef de l'armée d'Italie le soin de tenir tête à l'orage, se bornant, pour assurer ses derrières et ses flancs, à employer le temps des négociations à bouleverser, par des machinations révolutionnaires, tous les pays qui, comme le Piémont, Gênes, la Toscane et l'Etat ecclésiastique, avaient échappé à la loi du vainqueur.

Soit que Bonaparte, après un mûr examen de ses ressources, jugea téméraire d'ouvrir la campagne, soit qu'il fût jaloux de conserver une réputation jusqu'alors intacte, ou qu'enfin il sentit le prix d'ajouter à la gloire des armes le beau rôle de pacificateur, il affecta un grand désir d'accélérer la marche des négociations. Il prit, à la vérité, toutes les mesures pour n'être pas attaqué à l'improviste, concentra ses troupes dans l'Etat de Venise, fit fortifier Palma-Nova et Osoppo, pivots présumables des opérations ultérieures, approvisionner toutes les places sur ses derrières, et renforcer les garnisons des îles de l'Adriatique, mais crut devoir déployer de la modération dans ses entrevues avec le duc de Gallo. Une pareille conduite, dictée par la prudence, lui réussit ; et il en résulta la convention déjà mentionnée de Montebello.

Cet acte stipulait que le traité définitif serait conclu et ratifié par l'Empereur et le directoire, avant l'ouverture des négociations avec

l'Empire ; qu'on le tiendrait secret, et ne le soumettrait à la ratification du corps législatif, qu'au moment convenu par les deux parties contractantes. Les négociations entre l'Empire et la république française devaient s'ouvrir, le 1er juillet suivant, à Rastadt, sans l'intervention d'aucune autre puissance ; mais cette dernière s'engageait à accepter la médiation de l'Empereur pour les traités à conclure avec ses alliés ; et si celui-ci jugeait à propos de les appeler au congrès de Rastadt, la France était également libre d'y amener les siens.

Fermentation à Gênes.

Tandis que Bonaparte se flattait ainsi d'avoir fait un pas vers la paix définitive, les agens clandestins du directoire sappaient à coups redoublés le trône du roi de Sardaigne, et faisaient écrouler l'antique aristocratie de Gênes.

Constitution de cette république.

Cette république, qui joua un si grand rôle dans le moyen âge, fut, à son origine, comme toutes celles d'Italie, gouvernée démocratiquement. Quatre ou cinq consuls de la commune, élus chaque année par le peuple, exerçaient le pouvoir exécutif. D'autres magistrats, sous le titre de consuls des plaidoyers, étaient les juges suprêmes de l'Etat, qui se trouvait divisé en sept quartiers, formant chacun une compagnie. Dans certaines occasions, et sur la demande de celles-ci, on nommait douze ou quinze correcteurs des lois ; et ce collége exerçait le pouvoir législatif.

A l'ombre de cette constitution, les Génois jouirent de plusieurs siècles de liberté; car, comme la reconnaissance les portait à choisir leurs consuls parmi les gentilshommes qui les avaient protégés contre les empereurs; ils trouvaient dans le rang de ces magistrats une sauve-garde contre la turbulence démocratique. Cependant, ce fut elle qui porta la première atteinte à la tranquillité, en élevant, en 1339, Simon Boccanegra à la dignité ducale. Ce doge, en écartant des affaires les anciennes familles nobles, pour favoriser les plébéiens distingués par leurs talens et leur courage, fit naître des dissensions intestines, qui mirent plus d'une fois la république à deux doigts de sa perte. Dès-lors, on compta à Gênes des nobles et des citoyens, des Guelfes et des Gibelins, des grands et des petits bourgeois. Chacun épousa les intérêts de sa faction; en sorte que, le plus souvent, le seul point d'honneur les mettait aux prises. Les nobles Génois, non moins ambitieux que ceux de Venise, ne visaient point à dominer par l'effet d'une usurpation lente et méthodique. Humiliés d'être confondus dans un sénat sans influence, en butte à la rivalité des plébéiens, ils voulaient gouverner despotiquement, parce qu'ils avaient des châteaux-forts, des vassaux et des partisans. En moins d'un siècle, Gênes, dans l'impuissance de mettre un frein à la fureur des factions, se donna tour à tour, et

plusieurs fois, aux rois de France, à l'Empereur et aux ducs de Milan.

Touché des malheurs de sa patrie, et honoré de la confiance de Charles-Quint, à qui Gênes s'était livrée, André Doria entreprit de réconcilier les esprits irrités, en réformant la constitution. D'abord, on supprima la loi qui réservait les premières magistratures aux citoyens de l'ordre populaire et aux Gibelins : et, après avoir déclaré égaux en droits, tous les anciens propriétaires et contribuables, on créa ces derniers gentilshommes, et on força les anciennes familles nobles à les adopter. Le classement singulier des citoyens en vingt-huit familles, en étouffant les anciennes divisions, en fit éclater d'autres entre l'ancienne noblesse et la nouvelle, entre ces deux classes et le peuple exclu du gouvernement; en sorte qu'après un demi-siècle de guerres civiles, les anciennes familles reprirent leurs noms. Le Sénat fut formé de 400 membres, renouvelés d'abord chaque année, et où les nobles furent d'abord admis alternativement, puis exclusivement, lorsque l'aristocratie devint plus concentrée.

Ce premier Sénat ou grand conseil élisait le doge, les huit conseillers de la seigneurie et les huit procureurs de la commune, dont les offices étaient bisannuels, et qui formaient entr'eux le gouvernement. Il nommait aussi un autre Sénat de cent membres, qui fut, plus tard, porté à 200.

Enfin, on établit cinq censeurs suprêmes pour inspecter ces magistratures, surveiller la marche constitutionnelle des autorités, et assurer leurs rapports mutuels.

Bien que cette réforme ne fût favorable qu'à un certain nombre de familles auxquelles elle réservait la souveraineté, les Génois l'approuvèrent. Mais, lorsque l'enthousiasme eut fait place à la réflexion, les citoyens sentirent l'étendue de leur perte; et la dépendance où la famille du libérateur avait placé l'Etat vis-à-vis des Espagnols, favorisant encore l'oligarchie par les préjugés nobiliaires que nourrissait l'orgueil de Philippe II, des murmures décélèrent bientôt le mécontentement du peuple. Un homme moins porté peut-être à lui rendre ses droits, qu'excité à la vengeance contre le neveu d'André Doria, le comte de Fieschi, résolut de tirer parti de ces dispositions pour renverser le gouvernement aristocratique ; et il y serait parvenu, si la mort ne l'eût surpris au moment où la fortune couronnait son entreprise. Son exemple enhardit les ambitieux; et, comme le mécontentement du peuple allait croissant, il y eut bientôt guerre ouverte entre les nobles et les plébéiens. En vain le pape, le roi d'Espagne et l'empereur, pour étouffer ces dissensions, modifièrent la constitution rédigée sous l'influence de Doria; le remède fut pire que le mal: ils augmentèrent les priviléges

des nouveaux nobles, au détriment des droits des autres citoyens. La république resta divisée en deux factions, dans l'une desquelles on comprenait 170 familles inscrites au livre d'or, et ayant le droit de siéger au conseil. A la tête de l'autre se trouvaient 450 familles décorées de prélatures, de fiefs, de commanderies ou autres seigneuries. Les longues habitudes d'un gouvernement populaire, et le respect commandé par de beaux souvenirs, furent dès-lors les seules entraves à la marche de l'aristocratie génoise. Mais, si elle fut moins exclusive qu'à Venise; si de temps à autre des hommes nouveaux eurent accès au conseil, il n'est pas moins vrai que l'extinction des anciennes familles accrut prodigieusement l'influence des survivantes, en aggravant la condition du peuple. Le cercle de la puissance se rétrécit d'année en année; en sorte que la république, à son déclin, n'avait plus l'ombre d'institution démocratique (1).

Élémens d'une révolution démocratique.

Ce coup-d'œil sur les vicissitudes et les révolutions de Gênes, indique assez que les idées d'égalité n'y étant point entièrement étouffées, les principes de la révolution française y avaient trouvé beaucoup de partisans. Les relations avan-

---

(1) Cet aperçu est extrait de l'Histoire des républiques d'Italie, par S. Sismondi, ouvrage aussi remarquable par son exactitude que par sa profondeur et sa philosophie.

tageuses de commerce, la protection dont la France couvrait cet état, depuis près d'un siècle, contre la Sardaigne et la Maison d'Autriche, étaient autant de motifs qui rattachaient les Génois à la république. Mais si la majorité des négocians et des citoyens éclairés suivait de ses vœux les Français dans la lutte qu'ils soutenaient contre la coalition; les membres les plus influens du gouvernement, feudataires de l'empereur, du roi de Naples ou du roi de Sardaigne, auraient voulu restreindre des relations qui ne pouvaient maintenant que devenir funestes à leurs priviléges. Toutefois, l'esprit d'indépendance qu'accompagne toujours l'esprit de commerce, neutralisa en quelque sorte leurs intentions; et l'on a vu, surtout dans la campagne de 1795, avec quelle adresse les négocians génois, bravant les défenses du gouvernement, les menaces des coalisés, et les mauvais traitemens de Nelson ou de Dewins, ravitaillèrent plusieurs fois l'armée républicaine stationnée sur les crêtes de l'Apennin. Mais, parmi les partisans de la réforme du gouvernement, il y avait encore des nuances: le plus grand nombre, composé de cette partie de la noblesse exclue de l'administration, de beaucoup de négocians, d'artistes, de gens de loi, eût voulu opérer cette révolution sans secousse et sans l'intervention des Français; mais la minorité, composée de gens pour ainsi dire étrangers à Gênes,

voulait une révolution complète. C'était les jacobins du pays, dirigés tantôt par la famille Serra, qui aspirait depuis long-temps à s'emparer du pouvoir à la faveur des troubles; tantôt par les agens clandestins du directoire. Aucune considération n'était capable d'arrêter leur résolution. A sa tête, on voyait le jeune Lodi, l'un des plus riches propriétaires de Gênes; Philippe Doria, un des roués de cette famille si célèbre; Isolabella, neveu du ministre autrichien; l'ex-moine Cuneo, et une foule d'avocats et de médecins: tous gens à talens, à systèmes, humiliés de leur nullité actuelle, et prêts à tout entreprendre pour en sortir.

D'après ces dispositions des esprits, on sent combien il était difficile au gouvernement de tenir une conduite qui pût plaire également à ses sujets et aux parties belligérantes. On se rappelle combien de reproches et de menaces il essuya en 1794 et 1795 de la part des alliés pour avoir favorisé les Français. Dans la campagne suivante, la république, à son tour, fit des reproches au Sénat de sa partialité envers les alliés. Enorgueilli de ses victoires, le directoire, toujours prêt à imiter le loup de la fable, saisit le premier prétexte pour lui intenter querelle. La révolte d'Arquata, la prise de la frégate *la Modeste* dans le port de Gênes, de *l'Impérieuse* dans le golfe de la Spezzia, l'agresion de la batterie de la Lanterne contre le

lougre *le Léonidas*, le bannissement des familles patriciennes dévouées à la France : telles furent les griefs qui, dès le mois de juillet, avaient déterminé le directoire à recommander à Bonaparte de châtier cette république. Si l'apparition de Wurmser ne l'eût obligé à tenir ses forces concentrées, il est probable qu'à cette époque il eût envoyé un détachement à Gênes, demander satisfaction de ces prétendues insultes qui étaient bien plus l'ouvrage des Anglais que celui du Sénat. Bonaparte se contenta de démarches menaçantes et d'une demande d'argent.

Clubs atriotiques.

Quoique le gouvernement eût prohibé l'introduction des journaux étrangers, un certain nombre de négocians et d'autres citoyens, abonnés en secret à tous les papiers français, se réunissaient chaque jour chez l'apothicaire Morando, fournisseur de l'armée française, pour en faire la lecture. Là, on commentait tous les écrits politiques du temps : les victoires des armées républicaines entretenaient l'exaltation des esprits; et l'on portait envie au sort de la Lombardie et aux Légations ecclésiastiques, appelées à la liberté par un vainqueur généreux. Soit que le Sénat n'osât sévir contre cette espèce de club, de peur d'aigrir des hommes disposés à la révolte, soit qu'il le méprisât assez pour n'en concevoir aucune inquiétude, ou qu'enfin, il se flattât d'éviter une révolution en temporisant; aucune recherche

ne fut ordonnée contre ses membres, qui eurent bientôt quantité d'affiliés.

Intrigues des agens français.

Cependant, comme ces nouveaux zélateurs des doctrines démocratiques n'aspiraient qu'à obtenir sans violence une part dans les affaires publiques, le directoire fit échauffer leur zèle par des agens déguisés, inconnus même à son ambassadeur. La ville de Gênes, devenue l'entrepôt des munitions de guerre de l'armée d'Italie, était remplie d'employés français, qui, de bonne foi ou autrement, croyaient se rendre recommandables en attisant le feu de l'insurrection. A les entendre, le directoire leur confiait ses secrets; ils disposaient de la force armée : et, plus puissans que Bonaparte même, ils promettaient secours et assistance à tous ceux qui, épris d'un beau feu pour la liberté, chercheraient à secouer le joug de l'oligarchie. Les discours insidieux des uns, les forfanteries et le bavardage des autres, produisirent bientôt tout l'effet que le directoire en attendait : les démocrates génois les plus tièdes s'indignèrent contre le gouvernement, et il ne fut plus question que de le renverser.

Première rixe entre les deux partis.

Quand les esprits sont en effervescence, il faut peu de chose pour mettre une population en mouvement. Souvent elle se soulève sans plan et sans but fixe, et c'est ce qui arriva dans cette circonstance, où les démocrates génois levèrent

l'étendard de l'insurrection avant d'avoir calculé leurs forces et leurs moyens. Le bruit s'étant répandu que des jeunes gens des principales familles de Gênes devaient se réunir, le 8 mai, sur la place de l'Aqua-Sola, hors de la ville, pour simuler dans une partie de barres la défaite des républicains par les royalistes; Doria et Isolabella, à la tête d'une foule de plébéiens, résolurent d'empêcher cette partie. Ils s'arment de toutes pièces; s'emparent, le jour désigné, de la promenade, et y établissent un jeu de ballon. Les acteurs du jeu de barres arrivent à leur tour, et se mettent en devoir de tracer leur camp; mais les joueurs de ballon fondent sur eux; les mettent en fuite après un combat assez opiniâtre, et les poursuivent si vivement, que, sans la protection de la garde de la porte de l'Aqua-Sola, ils eussent été assommés sur place.

Deux patriotes sont arrêtés.

Cet événement, en apparence peu important, eut des suites très-graves. Chacun dans Gênes prit parti pour les vainqueurs ou pour les vaincus, selon son opinion politique: et comme deux des premiers avaient été arrêtés et conduits en prison, les démocrates craignirent que le Sénat ne les déférât à la justice. Telle était aussi son intention; mais, comme dans le moment il régnait une grande fermentation, ses poursuites furent différées, et deux de ses membres nommés pour consulter l'ambassadeur de France, sur

les mesures propres à maintenir la tranquillité publique. Cette démarche décélait moins de prudence que de faiblesse; car c'était avouer en quelque sorte que l'ordre dépendait de ce ministre étranger. Toutefois, on n'eut pas lieu de se repentir d'abord de cette marque de confiance: Faypoult calma les esprits irrités.

On réclame l'intervention de Faypoult.

Mais le Sénat, ni l'ambassadeur de France ne se félicitèrent long-temps de leur triomphe. Ce dernier ayant fait illuminer quelques jours après son hôtel, à l'occasion des préliminaires de paix, des groupes de Génois, où figuraient quelques Milanais et des employés français, après avoir parcouru la ville en chantant la Marseillaise, se réunirent sur la place de Spinola vis-à-vis l'hôtel de la légation française, et députèrent leurs chefs à Faypoult, pour l'inviter à réclamer auprès du gouvernement la mise en liberté des deux jeunes prisonniers; ce qu'il leur promit.

Insurrection

Le lendemain, il se disposait à soumettre au gouvernement la demande tumultueuse qui lui avait été faite la veille, lorsque le corps des cadets donna inopinément le signal de l'insurrection, en se rendant à la parade, au son de l'air *ça ira!* Cet air produisit à Gênes le même effet qu'à Paris dans sa nouveauté: il électrisa tous les démocrates, qui se joignirent à la troupe. Quelques Français et des Milanais, applaudissent à cet élan. Mais il n'est bientôt plus question de défiler

une simple parade : le corps d'insurgés, grossi d'une foule de citoyens, se divise et s'empare des portes principales de la ville, du môle, de l'anse des galères. Partout, les troupes de ligne sont désarmées; et des soldats, des officiers, se mêlent individuellement aux insurgés. Le bagne est ouvert aux forçats.

A peine ces coups de vigueur sont portés, que l'abbé Cuneo et le bernardin Ricorsi marchent à l'hôtel de la légation française, à la tête de deux à trois cents personnes, et engagent l'ambassadeur à les accompagner au palais, pour faire admettre les demandes qu'ils voulaient, disaient-ils, présenter au Sénat, au nom du peuple génois. Faypoult, un peu embarrassé, répond que le caractère dont il est revêtu ne lui permet pas de se rendre à leur désir; mais qu'il emploiera volontiers son intervention auprès du gouvernement, pour éviter l'effusion de sang. Les députés se rendent, en le quittant, chez l'apothicaire Morando, l'arrachent de son lit, et l'entraînent avec eux dans une maison qui devint alors le foyer d'où émanèrent tous les ordres insurrectionnels.

Le gouvernement génois perd la tête.

L'explosion fut si prompte et si menaçante; que le gouvernement, étourdi, n'osa plus faire usage des moyens qui lui restaient pour comprimer la révolte. Se méfiant d'ailleurs autant de la troupe de ligne que de la milice bourgeoise, il n'eut pas honte de déclarer à Faypoult, par

une députation de cinq patriciens, qu'il ne comptait plus que sur lui pour apaiser les insurgés, bien que l'apparition d'une escadre française de cinq bâtimens devant la rade de Gênes, dût lui donner des soupçons sur la connivence de ce ministre. Quoi qu'il en soit, tant de soumission lui valut du moins l'éloignement de l'escadre, qui fit voile pour Toulon.

Quelque patriciens mettent à tête d'u mouveme contre-rév lutionnai

Tandis que le Sénat avouait ainsi sa nullité, quelques nobles, furieux de la mollesse de leurs collègues, prennent la résolution d'opposer aux démocrates la lie du peuple, entretenue à Gênes dans des idées de superstition très-favorables à leurs vues. Quelques heures, deux ou trois milliers de ducats, suffirent pour ameuter autour du palais cinq à six mille domestiques, portefaix ou charbonniers, déterminés à commencer la contre-révolution. D'abord, ils demandèrent à grands cris des armes que le Sénat, agité par la crainte et l'espoir, n'osa ni leur donner ni leur refuser. Les portes de l'arsenal enfoncées, ils s'arment jusqu'aux dents, se répandent dans toutes les rues, et en viennent aux mains avec les patriotes, qui, dans cette attaque imprévue, voyant leur infériorité, soit pour en imposer aux contre-révolutionnaires, soit pour engager les Français à finir ce qu'ils avaient commencé si mal-adroitement, prirent aussitôt la cocarde tricolore. Cette ruse leur fut plus nuisible qu'utile;

car elle indisposa Faypoult, qui sentit qu'elle tendait à rejeter l'odieux de cette révolte chanceuse sur sa nation; et, d'autre part, les détachemens d'artillerie logés au faubourg de St.-Pierre-d'Aréna, ne recevant d'aucune autorité compétente l'ordre de sortir de leurs quartiers, abandonnèrent les démocrates à la fureur des charbonniers, qui ne connut plus de bornes.

Faypoult s'interpose dans ces querelles, et obtient des concessions.

Durant cet intervalle, Faypoult, conformément aux intentions du gouvernement, va trouver les insurgés à la loge Banchi, et les engage à nommer des députés pour s'entendre avec un pareil nombre de sénateurs délégués par le doge, sur les mesures de sûreté générale à prendre dans la circonstance. Leur élection ne souffrit pas de difficulté. On nomma l'abbé Cuneo, les médecins Mongiardino, Figari et Vacarezzo, avec l'apothicaire Morando; mais on ne voulut point les laisser aller au palais, si le gouvernement n'envoyait six patriciens en ôtage. Faypoult eut même beaucoup de peine à obtenir la suspension des hostilités, jusqu'à la réponse du Sénat. Celui-ci, sur l'exposé des faits, éludant la demande incidente des insurgés, nomma aussitôt une commission pour préparer, de concert avec les cinq députés ci-dessus, *les changemens à opérer dans la forme du gouvernement.*

Les patriciens dispersent le club.

Tandis que ceci se passait au palais, les contre-révolutionnaires avaient gagné du terrain. Le

oge de Banchi avait été assaillie et prise, les nsurgés délibérans, mis en fuite. Morando et plusieurs autres meneurs n'avaient échappé à une mort certaine, qu'en se réfugiant à l'hôtel de la légation française, qui fut aussitôt cerné et menacé par la multitude. Faypoult, en sortant du palais pour aller porter à la loge Banchi le décret du Sénat, est arrêté, couché en joue; et eût été sans doute assassiné, si le patricien Serra ne lui eût fait un rempart de son corps. Cette circonstance l'obligea à revenir sur ses pas, et à prendre une escorte pour rentrer à son hôtel.

Il y trouva Morando et plusieurs autres meneurs plus morts que vifs, auxquels il rendit un peu de courage par la lecture du décret du Sénat: mais il fallait le publier, et ce n'était pas un acte exempt de péril. On espère y parvenir avec une escorte: vain espoir! le tumulte redouble; la troupe est dissipée; et les démocrates, chargés de cette commission, sont traînés par les cheveux en prison. Les attroupemens qui entourent l'hôtel de la légation deviennent plus insolens; et, bien que gardé par un poste de 50 hommes, ils parlent de le forcer. Faypoult, ne voyant plus de sûreté pour lui, demande alors au gouvernement d'assurer sa sortie de Gênes: il s'y refuse, et double la garde de son hôtel. La nuit se passe en messages de l'ambassadeur au Sénat, du Sénat à l'ambassadeur. Finalement,

il déclare que l'autorité du gouvernement est entièrement méconnue, et qu'il n'a d'espoir de la ressaisir qu'après la dispersion des démocrates. En effet, il n'y eut un peu de relâche que le lendemain vers huit heures du matin, quand les contre-révolutionnaires furent maîtres de toutes les portes.

Le gouvernement reprend courage et veut se défendre.

Alors, loin de proclamer les décrets rendus la veille par peur, le gouvernement, trop fier d'une victoire éphémère remportée sans lui, se hâta d'ordonner aux citoyens de rapporter les armes à l'arsenal, et de respecter les personnes et les propriétés des étrangers. Mais l'on se battit encore toute la matinée sur les môles, aux portes St.-Thomas et St.-Bénigne, et principalement au Ponte-Réale, où Philippe Doria fut tué. Le pillage des maisons françaises et de leurs adhérens continua. Le commissaire de la marine, vieillard respectable, est traîné par les cheveux au fort de la Lanterne; la maison du consul de France est assaillie à coups de fusil : le calme ne se rétablit à la chute du jour, que lorsque le Sénat eut fait enfin un appel à la milice bourgeoise.

Faypoult réclame les détenus.

L'abbé Cunéo, des Français, des Cisalpins qui avaient pris part à l'émeute, ayant été arrêtés, soit en flagrant délit, soit par suite des recherches actives de la police génoise, Faypoult réclama vivement, le 23 mai, leur élargissement; mais le gouvernement, délivré de la crainte, répondit d'une manière évasive à ses instances;

et l'espèce de neutralité que ce ministre avait gardée au fort de la crise, abusant le Sénat au point de lui cacher la main de l'étranger dans la révolte, il se flatta, non-seulement de faire exemple des prisonniers de quelque nation qu'ils fussent; mais aussi de contenir à l'avenir les démocrates du dedans, en déployant l'appareil de la force, et étendant l'insurrection aux vallées du Bisagno et de la Polcevera. Cette conduite gâta sa victoire, et précipita sa chute. Faypoult y démêla l'intention probable de l'accuser plus tard des menées de quelques individus; et, indigné de ce procédé, n'en réclama qu'avec plus de hauteur les prisonniers.

Le Sénat en réfère au gouvernement et à Bonaparte.

Fatigué de ses notes itératives et pressantes, le gouvernement lui répond que, pour un objet de cette importance, il faut rassembler le petit conseil. Celui-ci, après un premier examen, renvoya l'affaire à une seconde séance; et finit par lui notifier qu'il en référait au directoire et au général Bonaparte. Il avait effectivement dépêché au premier les patriciens Rivorola et Assereto.

L'affaire était en bonnes mains, et ne pouvait être décidée que contre le Sénat; car, comme nous l'avons dit plus haut, la révolte n'était que l'effet de machinations ténébreuses du directoire; et le général en chef trouvait une trop belle occasion de renverser ce gouvernement oligarchique, pour la laisser échapper. Le Sénat de Gênes avait

des torts apparens envers l'ambassadeur de France; mais ces torts provenaient de faiblesse. S'il eût attendu l'issue des événemens, nul doute qu'il lui eût été facile de se justifier: mais, après avoir en quelque sorte rendu la république française garante du premier décret qui promettait au peuple des changemens dans la forme de la constitution par l'intervention de son ministère, quel prétexte pouvait-il alléguer pour en différer l'exécution? L'espoir qu'il mit assez sottement en la justice du directoire, ne tarda pas à être déçu. Celui-ci n'eut pas grande peine à trouver des prétextes pour éluder la réception des deux députés génois, jusqu'au moment où la chute du gouvernement qu'ils représentaient, annula leur mission.

Le général français se prononce contre lui.

Bonaparte, après avoir envoyé un de ses aides-de-camp prendre connaissance des choses, exigea du doge, pour préliminaires, l'élargissement de tous les Français compromis, le désarmement de la populace, et l'arrestation de tous les nobles provocateurs de la contre-révolution. On s'aperçut trop tard du mauvais choix de l'arbitre. Le petit conseil convoqué accorda, comme on s'y attend, la liberté des Français; promit d'effectuer le désarmement, et éluda le troisième article, en vertu duquel Faypoult requérait l'arrestation des deux inquisiteurs d'état et du patricien François-Marie Spinola.

Le ministre de France, feignant un vif mécontentement, demanda alors ses passe-ports. Le Sénat tenta vainement de l'arrêter, en résignant le pouvoir, et chargeant trois de ses membres de faire à la constitution, de concert avec Bonaparte, toutes les réformes nécessitées par le changement du système politique de l'Italie. Cette nouvelle concession n'aboutit qu'à obtenir un délai de deux heures, pendant lequel l'arrestation des trois patriciens désignés par Faypoult, fut décrétée.

Nicolo Cattaneo, l'un d'eux, s'étant échappé de son hôtel où il était gardé à vue, fut saisi le lendemain dans le quartier de Portorio, où il s'efforçait de soulever la populace, en répandant de l'or. Cette circonstance qui aurait dû rassurer les démocrates, les alarma au point d'en faire émigrer un grand nombre à Milan et à Nice. Ce fut sous ces sinistres auspices que la députation chargée de conférer avec Bonaparte, partit pour Milan, où Faypoult ne tarda pas à la suivre.

Cependant, la réorganisation de la garde nationale, décrétée, dès le principe de l'insurrection, s'opérant avec trop de lenteur, et les réformes promises dans l'administration, étant différées sous divers prétextes, les démocrates perdirent patience, et forcèrent, le 5 juin, le Sénat à adjoindre cinq nouveaux députés à la junte pro-

visoire, qui, déjà arbitre des affaires civiles, fut en outre investie par les colléges, du pouvoir de juger militairement quiconque porterait atteinte à la tranquillité publique et aux propriétés.

Convention entre Bonaparte et les députés du Sénat.

Ceci se passait sans que l'on sût ce qu'arrêterait Bonaparte à Milan. Tous les regards se fixaient sur lui : les membres de l'ancien gouvernement tremblaient d'être victimes d'une réaction démocratique; les négocians, les artistes, les artisans, craignaient que le médiateur ne fît de trop grandes concessions à la noblesse, dont la hauteur leur avait donné tant de sujets de plainte. C'est au milieu d'espérances et de vœux si contraires, que, le 8 juin, le Doge reçut la convention arrêtée entre les députés du gouvernement, le général français et le ministre Faypoult.

Changement de constitution

Ce pacte singulier, où la république française paraissait comme médiatrice entre l'ancien gouvernement et le peuple génois, renfermait douze articles. Le premier reconnaissait que la souveraineté résidait dans la réunion de tous les citoyens : le pouvoir législatif devait être confié à deux conseils représentatifs; composés, l'un de 300, l'autre de 150 membres; le conseil exécutif, à un Sénat de 12, présidé par le Doge. Celui-ci et les sénateurs étaient à la nomination des deux conseils. Jusqu'à l'installation du nouveau gouvernement, l'autorité fut confiée à

une commission de 22 membres, présidée par le Doge actuel.

Cette forme de gouvernement n'était point appropriée aux mœurs et aux localités du pays de Gênes. En effet, il n'était guère possible à cette petite république d'avoir une représentation de 450 membres non payés, sans substituer l'aristocratie de la richesse, la pire de toutes, à celle qu'on venait d'abattre. Mais Bonaparte s'en inquiétait peu: il regardait la Ligurie comme une annexe indispensable à la France, et, en faisant ces changemens à sa constitution, il visait moins à améliorer son sort, qu'à la forcer de solliciter un jour sa réunion.

Quoi qu'il en soit, le lendemain, le Petit-Conseil ratifia la convention de Montebello, à la pluralité de 57 voix contre 7. Dès ce moment, le Petit-Conseil et les colléges cessèrent toutes fonctions, et laissèrent l'autorité au Doge et à la commission provisoire.

Bonaparte nomme un gouvernement provisoire.

Rien ne disait, dans la convention de Milan, que Bonaparte dût nommer les membres du gouvernement provisoire: mais il n'était pas habitué à faire les choses à demi, et s'empressa de le composer de gens connus par leur engouement pour les doctrines démocratiques. Le 13 juin, le Doge fut requis d'en convoquer les membres.

Les désordres continuent.

Quoiqu'il régnât de la fermentation parmi le bas peuple, dont partie se trouvait encore

armée, cette révolution s'opéra avec calme, et le soir, les démocrates allèrent prendre au palais le livre d'or, qui fut brûlé sur la place de l'Aqua-Verde. Le lendemain, un décret du gouvernement provisoire abolit la noblesse et la féodalité ; les armoiries furent brisées sur toutes les portes des hôtels, et, comme ces mouvemens ne sont jamais exempts d'excès, des mains sacriléges osèrent briser les statues colossales de ces Doria qui avaient fait jadis l'honneur du nom génois.

Dès ce moment, la commission législative s'occupa sans relâche de préparer la constitution et les lois organiques. D'un autre côté, Bonaparte qui, dans tous ces bouleversemens ne songeait qu'à se procurer des auxiliaires, chargea le général Duphot d'organiser l'état militaire de ce pays, qui venait d'être fixé à 6 mille hommes sur le pied de paix, toutes armes comprises.

Efforts des patriciens pour soulever les campagnes.

Cependant les oligarques, sentant qu'ils allaient être déchus pour jamais de leurs priviléges, travaillaient les gens simples et crédules des campagnes du Levant, en alarmant leurs consciences. Le comité contre-révolutionnaire, pour échapper à la police génoise, avait placé son siége à Pise, d'où émanaient toutes les instructions à ses agens. Le consul sarde à Gênes, favorisait ces menées, en faisant répandre une copie, falsifiée à Turin, de la prochaine consti-

tution, dont un article portait expressément l'abolition de la religion catholique. En vain le gouvernement, prévenu de ces symptômes de troubles, envoya des prêtres rassurer les habitans; le zèle de ces nouveaux missionnaires échoua complètement. Le 3 septembre, le tocsin sonna dans la vallée de Bisagno, et toute la population virile, conduite par les curés et les syndics, se porta dans la plaine, où elle fut bientôt renforcée des habitans des villages voisins.

Duphot repoussé par les insurgés.

Le général Duphot, qui avait eu beaucoup de peine à former des anciens corps de la république, six bataillons de ligne peu sûrs (puisqu'ils se composaient en grande partie de vagabonds), alla à la rencontre des rebelles, avec une colonne mobile de 15 à 18 cents hommes. Le combat ne dura pas long-temps; une partie des insurgés se retira sur Sarzano, le plus grand nombre dans la vallée de Polcevera. Mais ce succès fut trompeur; car, dans la nuit du 4 au 5 septembre, les paysans de cette vallée s'étant levés au nombre de 10 à 12 mille, s'emparèrent du fort de l'Eperon et de la seconde enceinte de Gênes. Duphot qui comptait pouvoir dissiper ce second rassemblement comme le premier, fut forcé de rentrer en ville après une courte reconnaissance. Son retour causa la plus grande consternation à Gênes; et si les patriciens, qui avaient fomenté l'insurrection,

avaient su la diriger, nul doute qu'ils ne se fussent rendus maîtres de la ville: mais personne n'ayant poussé la multitude plus avant, elle ouvrit l'oreille aux propositions que lui fit le gouvernement provisoire, par l'intermédiaire de l'archevêque. D'abord, elle ne demanda que l'exercice de la religion catholique: mais, à mesure qu'elle s'aperçut de la faiblesse du gouvernement, elle devint plus exigeante; et, après vingt quatre heures de pourparlers, elle insista sur le rétablissement de l'ancienne constitution. Dès-lors, les conférences furent rompues, et la force dut en décider.

Renforcé à temps, il les disperse.

Dans l'intervalle, Duphot, qui avait rassemblé environ 2,500 hommes de troupes régulières, s'était rendu maître de plusieurs points de la côte. Une partie des habitans de la rivière du Ponent, partisans du nouvel ordre de choses, étaient accourus au secours des Génois; et le danger de subir le sort d'une ville prise d'assaut, réveillant les patriotes les plus tièdes, la garde nationale fournit 3 à 4 mille hommes qui, de concert avec les troupes de ligne sous la conduite de Duphot et de plusieurs autres officiers français, assaillirent les positions des insurgés, et les en chassèrent après un combat vigoureux, dans la matinée du 6.

Pendant que ceci se passait sous les murs de Gênes, les habitans de Sarzano furent maintenus

dans l'obéissance par le député Marc Federici. Ceux de Fontana-Buona s'étaient portés sur Chiavari, et se disposaient à venir renforcer les insurgés de la Polcevera, au nombre de 3 à 4 mille : mais la nouvelle de la défaite de ces derniers refroidit leur enthousiasme, et ils se retirèrent dans leurs foyers. A la vérité ils reprirent les armes quelques jours après, aux instigations des Durazzo, des Pallavicini, des Spinola et des Doria ; mais le général Duphot ayant reçu quelques renforts de Tortone, dispersa les rebelles, en faisant parcourir le pays à des colonnes mobiles, qui prirent des ôtages parmi la noblesse, et livrèrent leurs prisonniers à une commission militaire.

Installat du gou vernem définiti

Cet effort de l'oligarchie expirante fut le dernier. Le nouveau gouvernement génois fut installé : et le ministre Faypoult, en entretenant adroitement l'équilibre entre les intrigues de l'aristocratie et l'exaltation des démocrates, maintint pendant plus de six mois, une tranquillité qu'il était bien difficile d'espérer après un tel bouleversement.

Troubl dans le Etats d Venise

Il n'en fut pas tout-à-fait de même dans les Etats de Venise, où plusieurs insurrections éclatèrent encore, particulièrement dans l'arrondissement de Settecommuni et de Luziara, où le général Belliard eut à combattre et à sévir contre de nombreuses troupes de paysans. La capitale

même s'agitait, et un complot ourdi par Spada, tendait à y exciter un soulèvement.

Suite des négociations avec l'Autriche.

Tandis que ces choses se passaient dans l'intérieur de l'Italie, les négociations de Montebello, transférées à la fin de juin à Udine, se traînaient avec une lenteur désespérante. Le retour de M. de Merfeldt avait changé toutes les bases de la convention du 24 mai. L'Autriche persistait à vouloir deux congrès pour les affaires générales et la paix de l'Empire; elle se plaignait aussi des révolutions démocratiques de Venise et de Gênes, faites postérieurement aux préliminaires.

Le cabinet de Vienne, informé des trames ourdies en France par le parti royaliste pour s'emparer de l'autorité, sentit l'avantage qu'il pouvait en retirer en gagnant du temps. Si ce parti triomphait, il était probable qu'il serait plus coulant avec ses anciens alliés; sa chute au contraire devait renouveler, selon toute apparence, la guerre civile en France, et fournir l'occasion de reprendre la Lombardie: qui sait même si l'on ne songea pas à reprendre Milan, après s'être fait céder Venise?

En attendant, s'il faut s'en rapporter à l'interprétation donnée par un directeur, Thugut, jaloux de connaître les vues de ses adversaires, proposa de régler, par des conventions secrètes, le sort de l'Italie et de l'Allemagne. Le directoire,

ne s'apercevant pas du but de cette insinuation, développa ses prétentions sans finesse. En vain Carnot et Barthélemy auraient voulu qu'on ne s'écartât pas, dans le traité définitif, des bases des préliminaires : leurs représentations furent inutiles; il fallut plier sous la majorité. Toutefois, Carnot trouva dans l'ambition de ses collègues l'occasion d'appuyer un projet, dont on trouve la première trace dans la correspondance de Bonaparte, et qui aurait pu faire passer une partie du commerce de l'Amérique entre les mains de la république. Le général en chef ayant assuré que Peschiera et Pizzighetone formeraient à peu de frais des boulevards suffisans pour la république cisalpine et balanceraient Mantoue; ce directeur proposa de renoncer à cette place, et de donner la Romagne au duc de Parme, en échange de la Louisiane et de la Floride que Charles IV aurait volontiers cédées à la France, pour procurer un établissement solide à l'Infant-duc. Cette heureuse idée méritait d'être appréciée : elle eût intéressé le roi d'Espagne aux affaires d'Italie; et la république y eût gagné des positions militaires excellentes dans le golfe du Mexique. Mais, différentes causes et surtout l'obstination que mit la majorité du directoire à conserver Mantoue, firent échouer cette négociation avant qu'elle eût été sérieusement entamée.

Les mois de juillet et d'août se passèrent en

ben : se réservant de recourir
l'on ne tombait pas d'accord da
particulières. Ces propositions
trop évidemment qu'il ne vou
temps. Cependant, Bonaparte
Passeriano, près d'Udine, o
feldt, le duc de Gallo et le b
traitèrent de leur côté au not

Nouvelles in-tructions de Talleyrand.

Sur ces entrefaites, Talle
placé Charles Delacroix, sig
ministère en adressant de
tions aux négociateurs fran
affectant de s'en tenir aux
cherchaient à rejeter les pré
che loin de l'Italie, afin de le
magne; combinaison assez sag
nise, et garanti la républic
voisinage dangereux (1); c

par une déclaration solennelle datée de Pyrmont, venait de consentir au principe des sécularisations. Mais dans le cas où ce changement n'eût pas été admis, on recommandait d'insister pour obtenir Mantoue, comme boulevard nécessaire à la sûreté de la république naissante.

Les plénipotentiaires français réclamèrent donc la Belgique, les provinces de l'Empire sur la rive gauche du Rhin, et la Lombardie y compris Mantoue. Ils offrirent en compensation les provinces vénitiennes sur la rive gauche de l'Adige, outre les deux évêchés de Passau et de Saltzbourg.

Alors, le cabinet autrichien, loin de se contenter des indemnités promises à Leoben, demanda, de son côté, non-seulement tous les Etats de Terre-ferme de Venise, mais aussi les îles Ioniennes et les trois légations, affectant de renoncer à toute indemnité en Allemagne.

Ces prétentions rendirent le directoire plus exigeant à son tour. Il déclara que l'Isonzo formerait les limites de la république cisalpine et des états héréditaires de l'Empereur; ce qui eût restreint les indemnités de ce dernier à l'Istrie et à la Dalmatie, en lui laissant néanmoins la faculté de chercher d'autres compensations en Allemagne. Dans ce contre-projet, la France se réservait les îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Cérigo, Tine, etc., ainsi que Butrinto, Preveza, Larta et

Vonizza, qui dépendaient de l'Albanie vénitienne.

Ainsi l'on n'avait jamais été plus loin de s'entendre, et comme l'observe le profond historien qui nous a retracé la chute de Venise : « Plus » d'une fois dans le cours de ces négociations, » les deux partis semblèrent avoir oublié leurs » inimitiés, pour ne s'occuper que d'un objet, » celui d'arranger leurs différens aux dépens » d'autrui. Les abandons de territoires étrangers » étaient proposés sans pudeur, acceptés sans » remords : on offrait des provinces sur lesquelles » on n'avait aucun droit ; et la discussion se ré» duisait à des calculs de statistique. C'était l'im» portance des acquisitions qu'on examinait, et » non pas leur légitimité. »

Organisation de la république cisalpine.

Malgré cette facilité à prendre et à donner, on exigeait beaucoup pour soi, tout en prétendant mettre un frein à l'ambition des autres : et jamais on n'avait paru plus près d'une rupture ; car le directoire, loin de se désister de ses demandes, espéra obliger l'Autriche d'y souscrire, en hâtant l'organisation des pays conquis. La république transpadane fut réunie à la république cisalpine ; et celle-ci eut un gouvernement modelé sur celui de la république française : un directoire de cinq membres exerça le pouvoir exécutif, et deux conseils devinrent dépositaires du pouvoir législatif. L'état

militaire, fixé à 20 mille hommes, fut d'abord porté à 12 mille, sur lesquels 6 à 8 mille entrèrent immédiatement en ligne. Ces mesures, auxquelles les directeurs français attachaient tant d'importance, n'auraient cependant point atteint leur objet, si, d'un côté, Bonaparte, piqué de n'avoir pas tous les secrets de la majorité du directoire, n'avait négocié avec froideur, en attendant l'acceptation de la démission qu'il avait offerte; et que, de l'autre, la journée du 18 fructidor, en trompant les espérances du baron de Thugut, ne l'eût averti du danger d'une rupture.

L'Angleterre envoie Malmesbury à Lille.

Le cabinet de St.-James, dans l'incertitude de ce qu'il pouvait espérer de celui de Vienne, se décida à envoyer de nouveau Malmesbury en France, pour y renouer des négociations. Il n'en fallait pas moins pour arracher l'Angleterre au péril qui la menaçait. Tout, dans ce moment semblait conjurer sa perte : la Russie renonçait à prendre une part active à la guerre; l'Autriche allait conclure sa paix séparée; la banque suspendait ses paiemens; les flottes anglaises s'insurgeaient; et Bonaparte causait autant d'effroi à la nouvelle Carthage, que Scipion à l'ancienne. Pitt ébranlé, jugea enfin qu'il était temps de traiter avec la France. Malgré le caractère d'animosité qu'avait pris la guerre, il ne lui parut point si difficile de poser les bases d'une négociation. L'Angleterre, en rendant la moitié des

colonies qu'elle avait conquises sur la France et ses alliés, donnait une preuve de modération, et conservait encore assez d'ascendant pour ressaisir à la première occasion la suprématie à laquelle elle aspirait. De son côté, le directoire, s'il était raisonnable, devait s'estimer heureux de sauver l'édifice colonial qui menaçait ruine, et d'obtenir le temps de se créer une marine. En conséquence, le ministre de George III se décida à demander de nouveaux passe-ports pour lord Malmesbury; et, après les formalités d'usage, ce rusé négociateur arriva en effet à Lille le 4 juillet; le directoire nomma, pour conférer avec lui, l'ex-directeur Letourneur, Maret et Pleville-Lepeley.

Proposition des Anglais.

La discussion s'engagea sous de meilleurs augures que l'année précédente; car il n'y fut pas question des objets débattus avec si peu de succès, à Paris, par le ministre Charles Delacroix. Comment l'Angleterre aurait-elle pu, en effet, exiger la restitution de la Belgique, quand la république venait d'en obtenir la cession de la part de l'Empereur? Les propositions faites cette fois par le cabinet de St.-James, étaient de nature à mériter le plus mûr examen. Affectant de ne traiter que les affaires des puissances maritimes, il ne fit nullement mention des conquêtes de la France: seulement, l'Angleterre réclamait, à titre de compensation, l'île de la Trinité récemment conquise

sur les Espagnols, et l'important poste du cap de Bonne-Espérance. C'était beaucoup, sans doute ; mais l'Angleterre restituait les deux tiers de ce qu'elle occupait par le droit de la guerre, et cet abandon prouvait de la modération.

La grande différence entre ces ouvertures et celles du mois de novembre précédent, résultait sans doute autant des revers qui venaient de forcer l'Autriche à une paix séparée, que des changemens survenus dans les relations avec la Russie depuis l'avénement de Paul Ier au trône. Un seul article de ces propositions, le deuxième, présentait quelque chose de louche et de fallacieux, en rappelant les traités de Riswick, de Nimègue, d'Utrecht, d'Aix-la-Chapelle, de Versailles, et leur donnant pleine vigueur pour tout ce qui ne serait pas positivement détruit dans le traité proposé. Cette clause, trop générale, était susceptible d'engendrer mille difficultés. Par exemple, la Belgique, cédée à l'Autriche en vertu du traité d'Utrecht, n'étant pas spécialement reconnue à la France par l'Angleterre ; celle-ci pouvait lui en contester un jour la possession. Il eût été plus naturel de stipuler clairement les articles de ces anciens traités dont on entendait maintenir la valeur; pure formalité de rédaction, si les deux partis eussent été de bonne foi.

Le directoire prolongea durant tout le mois d'août d'inutiles débats, sous prétexte de con-

batave, des secours proj
auxquels on s'exposerait,
uniquement dans leur i
faite pour la forme, quan
mirent un obstacle invinc

Le Portugal signe un traité qui n'est pas ratifié.

Dans ces entrefaites, le
ques tentatives pour se ra
Soumis à l'influence angl
bonne n'avait point profi
l'Espagne lui avait ménag
et une sorte d'état hosti
qu'alors avec la républi
Paix, cédant aux sollicit
approcher des troupes de
dure pour le décider à la
du Brésil redoutât de voir
le rapprochement des de
à décider de son sort,
venir un plus grand mal

fixé jusqu'à présent. Il cédait à la France une partie de la Guyane portugaise, et devait rendre le cabinet de Lisbonne au système de neutralité, en annulant les stipulations honteuses de celui de 1703. Nous verrons plus tard les obstacles qui s'opposèrent à son exécution.

Pendant que ces opérations diplomatiques tenaient les esprits dans une pénible incertitude, les affaires intérieures de la France se rembrunissaient de plus en plus; mais, avant de jeter les yeux sur ce qui se passait à Paris, il importe, pour l'intelligence des faits, de rendre compte des événemens maritimes qui appartiennent à cette période.

CHAPITRE LXXV.

Affaires maritimes et coloniales. — Plans de campagne des puissances belligérantes. — Bataille navale de St.-Vincent.—Insurrection des flottes de Plymouth et du Nôre. — Tentative de débarquement sur les côtes de Cornouailles. — État des Antilles. — Les Anglais enlèvent l'île de la Trinité aux Espagnols, mais échouent à Porto-Ricco et à Ténériffe. — Bataille navale de Camperduyn. — Affaires aux Indes Orientales.

Projet pour réunir à Brest les flottes combinées.

LES tristes résultats de l'expédition de Hoche ne firent qu'ajourner les projets du directoire sur l'Irlande ; et, tandis qu'on se réjouissait en Angleterre du désastre de l'escadre républicaine, l'infatigable Truguet s'occupait des moyens de remettre en mer une flotte plus formidable que la première. Son but était toujours le même : il voulait attaquer la puissance anglaise en Europe comme en Asie, et reconquérir pour les alliés de la république, les importans établissemens que la guerre leur avait enlevés. La coopération assurée de l'Espagne et de la Hollande lui pro-

mettait de brillans succès; mais il avait besoin, pour frapper de grands coups, que les forces maritimes de l'une et l'autre de ces puissances vinssent se réunir à l'escadre de Brest. Les négociations entamées dans cette vue eurent tout le succès désirable. On vit presqu'en même temps sortir une flotte considérable de Carthagène, et l'amiral Ryntics rassembler une escadre hollandaise au Texel. L'Espagne surtout aurait pu mettre un poids décisif dans la balance, si l'organisation et la discipline du personnel de la marine eussent répondu au nombre de ses vaisseaux, et si l'or du Pérou et du Mexique leur eût procuré dans les chantiers une meilleure construction. Ces bâtimens de haut-bord, objets de l'orgueil et de la prédilection des marins espagnols, étaient, pour la plupart mauvais marcheurs, et demandaient pour être manœuvrés des officiers plus habiles et plus braves que ceux qui les montaient.

Dispositi des Angl pour l'empêch

Toutefois, la réunion de tant de moyens dans la Manche, eût menacé sérieusement l'Angleterre; l'Irlande ne tenait plus à elle que par un fil. Il n'y avait pas un instant à perdre pour détourner un péril si imminent: l'amirauté donna l'ordre à l'amiral Duncan de surveiller le Texel; lord Bridport alla bloquer la rade de Brest; Jervis fut chargé d'observer les mouvemens de la flotte espagnole.

Ce dernier, après l'évacuation de la Corse en octobre 1796, alla mouiller à l'embouchure du Tage, où il passa l'hiver dans l'incertitude de la destination de l'armée de Brest, qu'on disait généralement être pour le Portugal. Mais informé des préparatifs qui se faisaient dans les ports de Cadix et de Carthagène, et craignant que les Espagnols ne lui échappassent, l'amiral anglais mit à la voile dans les premiers jours de février, et vint croiser sur les côtes sud-est du Portugal avec dix vaisseaux de ligne.

ortie de la flotte pagnole.

L'armée navale espagnole, forte de 27 vaisseaux et de 10 frégates, venait de quitter Carthagène. Don Joseph de Cordova qui la commandait, instruit de la faiblesse de son adversaire, crut trop facilement à la victoire; et, au lieu d'entrer à Cadix, se dirigea droit vers le cap St.-Vincent, où il espérait le rencontrer.

s Anglais attaquent lgré leur fériorité.

L'amiral Jervis, renforcé la veille par cinq vaisseaux que le contre-amiral Parker avait amenés d'Angleterre, lui épargna la moitié du chemin. Le 14 février au matin, les deux escadres furent en présence à 8 milles environ du cap St.-Vincent. Jervis forma aussitôt la sienne sur deux lignes, et s'avança à toutes voiles sur les Espagnols qu'il atteignit à onze heures. Ceux-ci négligeant les précautions les plus simples, naviguaient sans ordre. A l'approche du danger, ils tentèrent quelques manoeuvres pour

se réunir ; mais Jervis ne leur en laissa pas le temps : il traversa leur flotte ; et, ayant réussi à séparer neuf vaisseaux, il se jeta sur les plus voisins du centre qu'il écrasa de toutes ses forces, avant que le reste de l'escadre pût les secourir. Nelson, secondant avec une rare vaillance ces heureuses dispositions, se précipita au milieu des Espagnols, et s'engagea avec quatre bâtimens bien supérieurs aux deux qu'il commandait. Parmi ceux-là se trouvait *la Sainte-Trinité* de 136 canons, montée par l'amiral Cordova. Le commodore anglais, secondé par Collingwood et Trowbridge, fixa bientôt la victoire, en enlevant successivement à l'abordage les deux vaisseaux qui serraient de plus près le sien. D'un autre côté, l'amiral étant du nombre de ceux que les Anglais avaient enveloppés, il n'y eut plus d'ordre, plus de signaux : et chaque capitaine, au lieu de se porter au feu, ne songea qu'à la sûreté du bâtiment qu'il commandait. Les Anglais s'emparèrent de deux vaisseaux de 112 canons, un de 80, et un de 74. *La Trinité* faillit éprouver le même sort : elle avait déjà arboré le pavillon blanc ; mais elle échappa, parce que le capitaine du *Victory* prit cette lâcheté pour une ruse de guerre, et ne l'envoya pas amariner.

Retraite d. Espagnol

Les dix-huit vaisseaux qui n'avaient pas été engagés, auraient pu changer la face de l'affaire;

mais l'énergie manquait aux capitaines espagnols: réunis en conseil de guerre, tous, à l'exception de deux braves, opinèrent pour la retraite, qui s'effectua aussitôt dans le port de Cadix. Les Anglais n'eurent sur toute leur flotte que 350 hommes hors de combat, dont le quart de l'équipage de Nelson. La perte seule des quatre vaisseaux capturés fut de 500 tués ou blessés. Parmi les morts se trouva le chef d'escadre, don Francisco Vanthuysen, marin d'origine hollandaise, qui avait acquis de la réputation dans la guerre d'Amérique.

bservations tions ctiques.

Les Anglais remportèrent cette victoire, comme celle d'Ouessant, pour avoir percé la ligne ennemie; car, nous le répétons, le premier talent d'un général est de paralyser une partie des forces de son adversaire, pour tomber avec toutes les siennes, sur le point qui lui offre de plus grandes chances de succès. Jervis triompha par l'application du principe qui guida Bonaparte à Montenote et à Castiglione; sur mer comme sur terre, les mêmes résultats sont produits par les mêmes causes.

ésultats le cette ataille.

La victoire du cap St.-Vincent délivra le gouvernement de toute inquiétude du côté de l'Espagne: aussi, répandit-il sa munificence sur tous les officiers qui avaient contribué à lui procurer ce triomphe. L'amiral Jervis reçut le titre de comte de St.-Vincent; l'intrépide Nelson fut ré-

compensé par l'étoile de l'ordre du Bain, et le grade de contre-amiral (1).

Blocus bomba ment Cadi

Après ce honteux échec, l'escadre espagnole n'osa plus sortir de Cadix, où bientôt ses équipages furent dévorés par les maladies. Pour porter un dernier coup au commerce de l'Espagne, Nelson reçut ordre de s'établir avec cinq vaisseaux de ligne auprès de Rota, à l'entrée du golfe de Cadix, qu'il tint étroitement bloqué depuis le 2 avril, en vue de toute la flotte, et il poussa l'audace jusqu'à écrire à l'amiral Cordova, « qu'à dater de ce jour, il ne sortirait et » n'entrerait aucun vaisseau à Cadix sans sa per- » mission, attendu qu'on devait considérer le » golfe comme entièrement bloqué. »

Le découragement des Espagnols était si grand, qu'ils ne firent aucun mouvement pour tirer vengeance de cette insolente bravade.

---

(1) Horace Nelson, fils d'un ministre du St. Evangile du comté de Nordwich, âgé alors de 39 ans, s'était embarqué dès l'âge de 13 ans, malgré la faiblesse de sa complexion. Il avait acquis la réputation d'un vaillant soldat aux siéges de Bastia et de Calvi en Corse, où il perdit un œil. Il fut envoyé aux généraux Devins et Beaulieu pour concerter les opérations dans la rivière de Gênes; mais ce fut principalement au combat de St.-Vincent, qu'il établit sa réputation dans la marine. A un coup-d'œil sûr, à une excellente théorie de la guerre, il joignait une présence d'esprit et un courage admirables. S'il n'avait terni sa gloire à Naples par des cruautés dégoûtantes, la postérité l'eût regardé comme un héros : elle ne lui accordera que le titre de grand capitaine.

Plus tard la chose devint difficile : Jervis renforcé de cinq à six vaisseaux de premier rang et d'un nombre proportionné de frégates, menaça même de reprendre l'empire de la Méditerranée, nonobstant l'évacuation déjà ordonnée de Porto-Ferraïo et de l'île d'Elbe.

En vain, le cabinet de Madrid envoya Massaredo pour réorganiser la grande flotte : les ressources s'épuisaient, le moral était affecté, et les Anglais mirent le comble à la terreur en faisant les apprêts du bombardement de Cadix, dès les premiers jours de juillet. Alors le danger réveilla un peu la marine espagnole : Massaredo fit avec activité et intelligence les dispositifs de défense. Une nombreuse flotille de canonnières fut opposée avec succès aux bombardes anglaises, et bien qu'elles parvinssent à jeter quelques projectiles jusque dans Cadix, elles furent enfin repoussées.

ébarquement de ndits sur la côte ngleterre

Tandis que la flotte du comte de St.-Vincent maîtrisait ainsi la marine espagnole, lord Bridport et l'amiral Duncan surveillaient Brest et le Texel, où certains mouvemens précurseurs faisaient appréhender d'un moment à l'autre de prochaines sorties. Mais quelqu'étroit que fût le blocus de Brest, il s'en échappait de temps à autre quelques bâtimens légers, dont l'apparition sur les côtes d'Irlande entretenait l'espoir des insurgés et les alarmes du gouvernement anglais. Le 22 février, deux frégates, *la Résistance* et *la Con-*

stance, parurent dans la baie de Pembroke, et jetèrent sur la côte 12 à 13 cents hommes. Ce débarquement causa à Londres la plus vive sensation. On commença à ne plus regarder comme chimériques les projets de descente annoncés par le directoire; et toutes les relations commerciales demeurèrent suspendues, jusqu'à ce qu'on apprît la faiblesse du corps mis à terre, et son dénuement absolu de munitions et d'artillerie.

Ce débarquement, composé de bandits et de quelques compagnies de troupes de ligne, n'était qu'un essai, fait à dessein d'attirer l'attention du ministère anglais vers un point sur lequel on n'avait aucun projet. On en eut bientôt la preuve; car les deux frégates, après avoir mis à terre les troupes qu'elles portaient, firent voile pour retourner à Brest. Malheureusement pour elles, deux bâtimens anglais supérieurs les rencontrèrent à l'entrée de la rade, et les capturèrent après un combat d'une demi-heure.

Cette tentative, malgré son issue, indiquait assez que la victoire de Jervis n'avait point tiré l'Angleterre de péril: elle en courait même de plus grand que ses adversaires ne pensaient; car l'amirauté, loin de pouvoir renforcer la croisière de Brest comme les circonstances l'exigeaient, en fût empêchée par des événemens d'une nature toute particulière, qui faillirent porter, sans le concours de la France, le coup le plus funeste à la puissance britannique.

Insurrection menaçante sur la flotte de Portsmouth

L'élévation successive du prix des subsistances, avait obligé le parlement d'augmenter la solde des troupes de terre. Cette disposition dans laquelle la marine n'était pas comprise, causa sur tous les vaisseaux un mécontentement général. Les têtes commencèrent à s'échauffer, et l'insurrection éclata enfin, dans les premiers jours d'avril. Lord Bridport, qui commandait 16 vaisseaux de ligne dans la rade de Portsmouth, se disposait à mettre à la voile pour aller établir une croisière devant Brest, lorsque les équipages se révoltèrent, s'emparèrent des magasins, désarmèrent les troupes de la marine, et ne voulurent reconnaître l'autorité des officiers, que pour ce qui concernait les détails journaliers du service. Deux députés de chaque vaisseau se rendirent à bord du *Royal-Georges*; et, après s'être constitués en assemblée générale dans la chambre du conseil, ils signèrent une adresse au parlement pour lui demander une augmentation de paie: « Attendu, disaient-ils, que depuis le règne » de Charles II, sous lequel les ordonnances de » la marine avaient été rendues, toutes les choses » nécessaires à la vie avaient augmenté d'un » tiers. » Cette adresse fut suivie, le 18 avril, d'une seconde requête à l'amirauté, dans laquelle ils protestèrent de leur soumission aux lois et de leur fidélité au trône. *Le Romney*, vaisseau de 50 canons, fut chargé de ce message, et reçut

l'injonction d'en rapporter aussitôt la réponse.

Lord Howe transige avec les rebelles.

Le premier lord de l'amirauté, le comte Howe, fut envoyé à Portsmouth pour étouffer cette émeute. Il promit aux matelots une gratification d'un mois de solde : après s'être porté garant auprès d'eux, que le gouvernement ferait droit à leurs demandes, tout rentra dans l'ordre. Mais bientôt la sédition, qu'on croyait apaisée, se réveilla avec plus de force quand les équipages s'aperçurent qu'aucune des promesses de lord Howe ne recevait d'exécution. Ils venaient d'être instruits que quatre vaisseaux mouillés à Plymouth, imitant leur exemple, avaient suspendu leurs officiers, et adressé au gouvernement une pétition semblable à la leur. Forts de cette coopération, ils s'insurgèrent de nouveau le 7 mai, au moment où lord Bridport donnait le signal de départ, et nommèrent des députés, qui devaient se réunir à bord du *London*. Le contre-amiral Colpoys qui commandait ce vaisseau, non-seulement refusa de les recevoir, mais fit tirer sur les rebelles. Cet acte de fermeté rendit furieux les chefs de l'insurrection. Le *London*, entouré par le reste de l'escadre, fut obligé de se rendre après une courte résistance : on le conduisit à Ste.-Hélène, où il fut question de traduire le contre-amiral devant un conseil de guerre composé de matelots. Cette violence en imposa aux autres capi-

taines, qui laissèrent arborer le pavillon insurrectionnel sans résistance.

Cependant le Roi, inquiet de ces soulèvemens, dépêcha, le 11 mai, lord Howe vers la flotte insurgée. Après avoir entendu de nouveau les griefs des matelots, il transigea avec eux. Les équipages des quatre vaisseaux qui étaient à Plymouth, obtinrent les mêmes conditions, et vinrent se joindre à la flotte principale, qui, forte de 21 vaisseaux de ligne, mit enfin à la voile le 17 mai, pour aller former le blocus de Brest.

Insurrections au Texel et au Nôre.

L'esprit d'insurrection s'était aussi manifesté à cette époque dans la flotte de l'amiral Duncan. A la vérité, sa fermeté en imposa aux mutins; et il réussit à la conduire à sa croisière du Texel. Mais le succès avec lequel ces deux émeutes avaient été calmées, ne tira pas le ministère d'embarras; car, presqu'au même moment, la flotte du Nôre, à l'embouchure de la Tamise, s'insurgea avec les symptômes les plus effrayans. Les prétentions de ses équipages surpassaient de beaucoup celles des marins de Portsmouth. Un matelot du *Sandwich*, nommé Richard Parker, homme doué d'un grand courage et de beaucoup de moyens naturels, se mit à leur tête, sous le titre de *Président de la république flottante*, et forma sur-le-champ le blocus de l'embouchure de la Tamise, avec les vaisseaux qu'il commandait. Après avoir coupé ainsi toute communica-

tion entre Londres et le golfe de Nôre, il expédia un aviso aux bâtimens de l'amiral Duncan, pour leur apprendre le mouvement qui venait de s'opérer, et les inviter à se joindre à lui; ce qu'ils firent l'un après l'autre.

Mesures énergiques du gouvernement.

Quelle que fût la grandeur du péril, le ministère ne montra pas de faiblesse. Convaincu que l'indulgence qu'il avait eue pour l'insurrection de l'escadre de Portsmouth, avait augmenté l'audace des factieux, il se prépara à les punir. Mais, avant d'en venir à des moyens extrêmes, il crut devoir prévenir la flotte du danger où la malveillance l'entraînait, et la somma de rentrer dans le devoir. Cette proclamation n'obtint aucun effet; les matelots la tournèrent en ridicule, et redoublèrent leurs préparatifs hostiles. Le gouvernement sentit qu'il n'y avait plus à balancer, et que les mesures énergiques pouvaient seules arrêter ce désordre. L'accès de la terre fut interdit aux équipages, et on ne laissa arriver aucunes provisions à l'escadre. Plus de cent pièces de canon de gros calibre furent mises en batterie tant sur les côtes de Gravesende et de Medway, qu'au fort de Tilbury. La ville de Sheerness, menacée par les rebelles, fut occupée par un corps de 4,000 hommes, sous les ordres du général Gray; une chaîne de chaloupes canonnières ferma l'entrée du port; et l'on fit construire des fourneaux à rougir les boulets, pour chauffer l'escadre insurgée.

Effet de l'insurrection à Londres.

Les premières nouvelles de cette révolte causèrent d'abord de vives alarmes dans Londres; mais les mesures vigoureuses du gouvernement ramenèrent bientôt la confiance : tous les armateurs, marins et commerçans de cette grande cité jurèrent de ne point recevoir la loi de matelots révoltés. Le parlement, auquel un message royal donna connaissance de l'insurrection, le 2 juin, déploya la plus grande énergie : les membres de l'opposition furent les premiers à provoquer des mesures de rigueur. « Cèderons-nous » à des soldats indisciplinés, dit Shéridam? Non, » sans doute; car un instant de faiblesse nous coûterait trois siècles de prospérités ». Un bill défendit d'entretenir aucune communication avec les équipages des vaisseaux révoltés, et déclara les marins rebelles, non-seulement privés de leur solde et gratification, mais aussi déchus des avantages de l'hôpital de Greenvich et de la caisse de Chatam, sans préjudice des peines plus graves qu'ils encouraient par la révolte.

Ces résolutions du parlement, loin de décourager les rebelles, portèrent leur exaltation au comble. Le 6 juin, l'escadre se forma devant le port de Sheerness sur une seule ligne, avec les vaisseaux les plus forts sur les ailes. Cependant, le lendemain, les principaux meneurs adressèrent une seconde pétition au Roi, dans un style plus mesuré, dont ils exigeaient la réponse

dans 54 heures. « Si au bout de ce délai, ajou- » taient-ils, on n'accueillait pas notre récla- » mation, nous étonnerons la nation ». Les mutins n'obtinrent pas de cette démarche le succès qu'ils en espéraient : la mission de l'officier qui en était chargé, aboutit à des pourparlers, dont le ministère profita pour semer sourdement la division parmi les équipages. Il y réussit si bien, que la mésintelligence éclata à bord même du *Sandwich*, et qu'il fut question de livrer au gouvernement les députés qui s'y trouvaient réunis.

Les révoltés désunis se soumettent.

Le 9 juin, au soir, deux vaisseaux coupèrent les câbles de leurs ancres, et abandonnèrent la flotte, qui fit sur eux un feu très-vif. Cet exemple fut suivi, quelques heures après, par un autre. Le 13, trois vaisseaux et deux frégates, renonçant encore à la cause des révoltés, furent se mettre sous la protection du canon de Sheerness, sans que le reste de la ligne fit le moindre effort pour les en empêcher. Le lendemain, la défection de plusieurs autres bâtimens qui se retirèrent dans la rivière de Medway, réduisit à cinq le nombre des vaisseaux de ligne qui restaient au Nôre : finalement, le 15, ces derniers baissèrent le pavillon d'insurrection. Richard Parker, dont l'amirauté avait mis la tête à prix, fut saisi à bord du *Sandwich*, et condamné à mort avec douze des principaux chefs. Environ

vingt autres matelots parvinrent à se soustraire au châtiment qui les attendait, en gagnant le port de Calais. Ainsi finit cette crise, sans amener aucune catastrophe pour l'Angleterre.

Causes de ces séditions.

Des gens qui ont voulu apercevoir dans tous les événemens de ce siècle, des effets du système de propagande, ont prétendu que le directoire ne fut pas étranger à ces insurrections; d'autres se contentent de les présenter comme l'œuvre naturelle des dogmes démocratiques. Mais on est fondé à croire que les uns et les autres sont également dans l'erreur, et que ces soulèvemens n'eurent d'autre cause qu'un mécontentement relatif à la solde. Il est même probable que le directoire n'en fut instruit qu'après la sédition apaisée : car, avec quelques agens adroits, de l'argent et des promesses, il eût pu facilement attirer à lui des équipages qui devaient tout craindre de la sévérité des lois anglaises.

Il est au reste digne de remarque, qu'en moins d'une année, les deux gouvernemens les plus puissans de l'Europe furent sur le point d'être frappés au cœur par les instrumens mêmes de leurs triomphes : l'Angleterre par la révolte de ses flottes, et la république française par l'insurrection de l'armée d'Italie.

Elles s'étendent aux stations des colonies.

Au reste, les ports de la Grande-Bretagne ne furent pas seuls témoins de pareilles scènes. Elles se renouvelèrent dans presque toutes les stations

maritimes. Aux Indes orientales, l'équipage de *l'Hermione* massacra ses officiers, et fut se mettre sous la protection des Espagnols. Un vaisseau de la compagnie des Indes ayant apporté au cap de Bonne-Espérance la nouvelle de la révolte de la flotte du Nôre, celle de l'amiral Pringle manifesta l'intention de l'imiter; et il fallut toute la vigueur de cet officier, pour la contenir dans l'obéissance.

Nouveaux projets de débarquer en Irlande.

Pendant que l'Angleterre échappait ainsi à de si grands dangers, Truguet et Hoche travaillaient de concert à lui porter des coups plus sûrs. Le premier poussait avec ardeur les réparations de la flotte de Brest, et l'autre, de son quartier-général de Cologne, négociait avec les Hollandais, afin d'obtenir les fonds dont le ministre avait besoin pour compléter son armement. Brûlans du désir de renverser la puissance colossale de l'Angleterre, ces deux généraux étaient parvenus à faire passer dans l'âme des directeurs une partie du feu qui les animait. Les Irlandais unis étaient en mesure de seconder une descente; et, dès le mois de mai, ils avaient envoyé à Paris un certain Lewines, en qualité de plénipotentiaire de l'union. Mais alors le directoire était occupé d'une affaire plus importante: méditant dans l'ombre la journée du 18 fructidor, il venait d'arrêter aux environs de Paris une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, destinée pour

Ils sont renversés par le 18 fructidor.

l'armée d'Angleterre. Truguet étranger au complot, éclata en plaintes : le gouvernement qui le craignait, lui retira le porte-feuille de la marine, pour le confier aux mains débiles de Pléville-le-Peley ; la mort de Hoche, qui suivit de près le 18 fructidor, plongea dans l'oubli un projet qui promettait de si beaux résultats. Afin de mieux persuader à la nation que le conseil des Cinq-cents avait été le principal obstacle à la paix, le directoire se hâta d'ordonner le désarmement de la flotte. Cette mesure impolitique fut trop bien exécutée, et tandis que l'escadre batave, parfaitement équipée et déjà chargée des troupes de débarquement, n'attendait plus que le signal du départ, on licenciait avec violence les équipages de celle de Brest. Le directoire poussa l'impéritie jusqu'à donner l'ordre de mettre en vente, sous prétexte d'économie, une quantité considérable de frégates et de bâtimens de transport.

Opérations des Hollandais.

Le cabinet de St.-James, certain de retirer des fautes de ses ennemis, plus d'avantages que n'auraient pu lui en procurer ses flottes, tourna alors toute son attention vers la Hollande, l'unique puissance maritime capable désormais de lui donner quelques inquiétudes ; des instructions plus pressantes furent envoyées en conséquence à l'amiral Duncan.

La flotte hollandaise n'avait été bloquée pen-

dant une partie de l'été, que par le vaisseau que montait cet officier, et deux frégates; les autres bâtimens avaient été rejoindre, comme nous l'avons dit plus haut, les insurgés de la station du Nôre. Mais Duncan ayant continué de faire ses signaux comme s'il avait toujours une escadre nombreuse sous ses ordres, l'amiral hollandais fut dupe de sa ruse, et ne profita point de cette circonstance pour gagner le port de Brest. Lorsque la sédition fut apaisée, Duncan réunit ses vaisseaux et reprit sa croisière; mais l'équinoxe l'ayant forcé de rentrer à Yarmouth pour s'y réparer, il chargea le capitaine Trollope d'éclairer les mouvemens de l'ennemi.

L'amira Dewinte sort du Texel.

Quoique privés des conseils de Truguet, dont l'ascendant dirigeait toutes leurs opérations maritimes, les Hollandais se montrèrent néanmoins jaloux de justifier le sacrifice que le directoire affecta de faire à leur considération, lorsqu'il rompit les négociations de Lille. Espérant qu'un succès naval ranimerait le cabinet du Luxembourg, et l'engagerait à reprendre le projet qui avait été le principal but de l'alliance, ils ordonnèrent à l'amiral Dewinter de débarquer ses troupes, et de sortir du Texel à la rencontre des Anglais. La flotte batave était forte de 15 vaisseaux de ligne, dont 4 de 74, et de 11 frégates, briks ou cutters, portant en tout 988 pièces de canon et 6,775 hommes.

Il est battu à Camperduyn par Duncan.

L'amiral Duncan reçut, le 9 octobre, l'avis du mouvement des Hollandais : il se hâta de lever l'ancre, et fit voile avec une telle précipitation, qu'il laissa à terre beaucoup d'officiers et de matelots. Son escadre était composée de 16 vaisseaux de ligne, deux frégates, une corvette, quatre cutters et un lougre, portant ensemble 1,066 pièces de canon et 8,315 hommes d'équipage. Duncan, craignant que les Hollandais ne voulussent l'éviter, prit, dans la nuit du 10 au 11 octobre, une position telle qu'ils ne pouvaient rentrer dans le Texel sans combattre. Prévenu à huit heures du matin qu'ils étaient sous le vent, il fit aussitôt le signal de leur donner la chasse, et bientôt les deux escadres furent en présence. L'amiral anglais fit diminuer de voiles, pour avoir le temps de réunir ses vaisseaux, et ne tarda pas à découvrir les côtes de Hollande entre Camperduyn et Egmont, à environ neuf milles sous le vent de la flotte hollandaise.

L'amiral Dewinter avait donné à ses capitaines l'ordre de se serrer le plus possible ; mais la violence du vent contraria ses intentions. Comme ses vaisseaux, d'un échantillon inférieur, tiraient généralement moins d'eau que ceux des Anglais, il avait le dessein de s'approcher des côtes, où les bas-fonds, en gênant la manœuvre de l'ennemi, auraient fourni l'occasion de le combattre avec avantage. Mais Duncan devinant son ad-

versaire, s'avança vent-arrière pour percer la ligne hollandaise et l'attaquer de manière à ce que chacun de ses vaisseaux abordât celui qui lui serait opposé, en se plaçant entre la terre et lui. Le vice-amiral Honslow, à la tête de la première division, rompit l'arrière-garde batave et engagea le combat. *Le Vénérable*, que montait l'amiral Duncan, perça le corps de bataille; et la seconde division attaqua l'avant-garde. L'engagement devint général; et des deux côtés l'on déploya la plus rare bravoure. Dewinter, avec son vaisseau amiral, *la Liberté*, eut à soutenir le choc de trois bâtimens ennemis, et tomba sous le feu d'un quatrième, en voulant éviter *l'Hercule* sur lequel un incendie venait d'éclater. Malgré l'habileté de ses mouvemens et la valeur de son équipage, il eut bientôt toutes ses manœuvres supérieures abattues, et ne put faire aucuns signaux. Loin de perdre courage, il tenta de se faire jour pour se jeter à la côte ou rejoindre le reste de son escadre; mais un cinquième vaisseau anglais acheva de l'accabler. Après une heure et demie d'un combat aussi inégal, il perdit tous ses mâts et fit eau de toutes parts. Quoique grièvement blessé, Dewinter continua cependant sa belle résistance; et lorsqu'il amena son pavillon, il lui restait à peine six pièces en état de tirer, et les deux tiers de son équipage se trouvaient hors de com-

bat. L'amiral anglais se hâta de l'envoyer prendre et de le conduire sur son bord, qui était tellement maltraité, que le jeu continuel des pompes pouvait seul le sauver d'un naufrage imminent.

Résultats de cette bataille

Partout la fortune se déclara contre les Hollandais. *Le Vassenaer*, *le Harlem*, *le Delft*, *le Jupiter* et *l'Egalité* tombèrent au pouvoir de l'ennemi, ainsi que *l'Hercule*, qui, après avoir heureusement échappé à l'incendie en coupant ses mâts, fut entraîné en dérive au milieu des Anglais. La victoire de ceux-ci eût été plus complète, et la plupart des vaisseaux hollandais couraient risque d'être pris ou coulés à fond; mais la flotte de Duncan ne tirant plus que neuf brasses, et n'étant éloignée que de cinq milles de la côte, elle fut obligée de se retirer. Cette victoire coûta cher aux Anglais: presque tous leurs navires étaient désemparés; et un coup de vent les força de gagner les ports d'Angleterre. Les vaincus en profitèrent pour sauver leurs débris: le contre-amiral Storry se retira dans le Texel avec 13 bâtimens; le contre-amiral Bloys de Trélong rentra dans la Meuse avec quatre autres.

Cette bataille navale fut une des plus remarquables de la révolution. Quoique les Hollandais eussent plus de bâtimens, ils étaient réellement plus faibles en artillerie et en équipages,

Ils se battirent avec une valeur qui rappela les plus beaux temps de leur république. Dewinter s'y couvrit de gloire, et ajouta une nouvelle illustration au pavillon des Tromp et des Ruyter. Les Anglais rehaussèrent leur triomphe, par les honneurs qu'ils lui rendirent : hommage d'autant plus mérité, que quelques voix contemporaines s'élevèrent pour affirmer qu'il eût été vainqueur, sans la conduite douteuse d'un de ses lieutenans.

Cette victoire mettant donc hors de combat l'escadre hollandaise, comme l'escadre espagnole l'avait été au printemps, le cabinet de Londres oublia l'espèce d'affront qu'on venait de lui faire par le renvoi de Malmesbury, et la rupture des négociations de Lille. Il fut bientôt tout-à-fait rassuré sur les entreprises ultérieures du gouvernement français ; car il n'était guère probable que la flotte de Brest parût seule dans l'Océan. Le ministère témoigna sa reconnaissance à l'amiral Duncan, en lui accordant le titre de vicomte de Camperduyn. Outre cette récompense honorifique, il reçut soixante mille livres sterling pour sa part des prises faites sur les Hollandais.

Regrets tardifs d directoir

Les malheurs de l'Espagne et de la Hollande rejaillissaient sur la France ; et c'était en vain qu'elle prétendait relever sa marine au moyen des

débris de celle de Venise. Le traité de Campo-Formio, en lui livrant, comme nous allons le voir, les îles du Levant, neuf vaisseaux de ligne, douze frégates, autant de corvettes et quelques galères, n'apportait qu'une faible compensation à ce qu'elle venait de perdre en une seule campagne. En effet, la plupart de ces bâtimens étaient encore sur les chantiers : il fallait d'énormes dépenses pour achever leur gréément et leur armement ; et l'on n'était point sûr de les ramener de Venise ou de Corfou, puisque le pavillon anglais dominait de nouveau dans la Méditerranée.

Le directoire dut alors faire d'amères réflexions sur les variations de sa politique ; et la noble défense des Hollandais lui montra de quelle utilité lui eussent été de pareils auxiliaires. Poussé par le génie entreprenant de Bonaparte, il recommença, il est vrai, ses préparatifs maritimes ; mais l'occasion fut perdue sans retour. Ses nouveaux efforts ne servirent qu'à lui démontrer l'absurdité de sa conduite antérieure : il fallut racheter à grands frais les bâtimens abandonnés à la cupidité des agioteurs ; et l'on put à peine réunir une faible partie de ces équipages, que, trois mois auparavant, l'on avait licenciés violemment, sans leur payer la totalité des sommes qui leur étaient dues. Découragés par la mauvaise foi du gouvernement, la plupart de ces marins refusèrent

de répondre à son appel, et prirent parti dans la marine marchande, ou restèrent obstinément dans leurs foyers.

Après avoir détaillé les événemens maritimes qui eurent lieu en Europe, portons maintenant nos regards sur ce qui se passait dans les autres parties du monde.

Événemens à St.-Domingue.

A Saint-Domingue, un seul fait militaire remarquable signala cette année : le général Desfourneaux, secondé par le colonel du génie Vincent, parvint à détruire le poste des Vallières, d'où les Anglais fomentaient ce qu'ils nommaient la Vendée de St.-Domingue. A cette époque Toussaint développa ses vues ambitieuses; et le renvoi presque forcé de Santonax et de Lavaux, comme membres du conseil des Cinq-cents, fut accompagné de circonstances qui durent ouvrir les yeux à la métropole, sur le mépris qu'on affectait pour son autorité dans ces contrées. Les Anglais voyaient de jour en jour leur influence se restreindre dans l'ouest et le sud, où l'imprudente incorporation des Cipayes noirs de l'infâme Lapointe avec les soldats de Pralotto et les blancs orgueilleux que l'aristocratie égarait, causa un mécontentement général. Une douzaine de bataillons, amalgame bizarre de Français renégats, de noirs et de soldats britanniques, abîmés par les fièvres, défendaient encore le môle Saint-Nicolas et le Port-au-Prince,

tremblans d'y être bientôt forcés par les redoutables moyens dont Toussaint et Rigaud disposaient alors.

Prise de la Trinité par Abercromby.

Les armes britanniques furent plus heureuses dans les autres parages du golfe mexicain. Le 12 février, une escadre de cinq vaisseaux de ligne, d'autant de frégates et d'un grand nombre de transports, mit à la voile de la Martinique, sous les ordres de l'amiral Harvey, et parut le 16 devant l'île de la Trinité, l'une des Antilles, aussi intéressante par sa fertilité que par sa situation à l'entrée du golfe. Les Espagnols avaient dans ses ports quatre vaisseaux et une frégate; mais *le Damas*, de 74, étant tombé au pouvoir de l'ennemi, ils se hâtèrent d'incendier les autres bâtimens. L'île ne fit qu'une faible résistance: le 18, sa garnison composée de 600 hommes, et 1,700 marins des vaisseaux brûlés, se rendit prisonnière de guerre, et fut conduite à la Martinique.

Il échoue à Porto-Ricco.

Un succès aussi prompt et si peu espéré, détermina les Anglais à de nouvelles entreprises contre les colonies espagnoles. Leur première attaque fut dirigée contre Porto-Ricco, la dernière des grandes Antilles. L'amiral anglais appareilla, le 8 avril, avec un corps de troupes commandé par le général Abercromby, et arriva le 17 en face de Porto-Ricco, où, le jour suivant, il débarqua 3 mille hommes.

Cette ville est située au nord de l'île qui porte

son nom, dans une presqu'île qui ne tient à la terre que par une langue très-étroite : un château ferme ce passage, et défend en même temps l'entrée de la baie. Les Espagnols avaient, en outre, construit deux redoutes dans l'isthme, et placé des chaloupes canonnières pour en éloigner l'ennemi. Les Anglais attaquant du côté de l'ouest, furent contraints, pour s'approcher de la ville, de cheminer le long de l'isthme. Ils cherchèrent vainement à s'ouvrir un passage : les Espagnols repoussèrent toutes leurs tentatives ; et, soutenus par le feu meurtrier des forts et des chaloupes, les forcèrent de renoncer à leur entreprise. Abercromby, moins heureux que le célèbre Anson, se borna alors à bombarder la ville du côté du sud ; mais voyant enfin que ses bombes ne produisaient aucun effet à cause du grand éloignement, il se rembarqua le 30 avril avec ses troupes, non sans avoir perdu quelques centaines d'hommes, tués, blessés ou prisonniers.

Nelson est repoussé à Ténériffe.

Une expédition tentée par le contre-amiral Nelson, dans le mois de juillet, contre l'île de Ténériffe, n'eut pas un succès plus heureux. Dès le 28 mai, la frégate anglaise, *la Minerve*, s'était emparée, dans les eaux de Santa-Cruz, de la frégate française, *la Mutine*, qui cinglait vers l'Ile-de-France. Cette prise, faite au moment où la plus grande partie de l'équipage du bâtiment

capturé était à terre, enhardit les Anglais, et leur fit croire qu'ils n'éprouveraient pas grandes difficultés à se rendre maîtres de Santa-Cruz. Ces dispositions se fortifièrent encore, lorsque l'amiral Jervis apprit qu'un vaisseau des Philippines, richement chargé, venait d'entrer dans le port de cette ville. L'expédition fut bientôt résolue. Nelson mit à la voile le 15 juillet, avec une escadre de quatre vaisseaux de ligne, trois frégates et un cutter, et alla jeter l'ancre à quelques milles nord de Santa-Cruz. Les Espagnols n'avaient alors qu'environ 2 mille hommes de milice mal armés, 300 hommes du bataillon des îles Canaries, et 150 de l'équipage de *la Mutine* et d'un autre navire français. Ces derniers s'étant offerts à contribuer à la défense de l'île, on leur confia la garde des forts de San-Miguel et de Passo-Alto, qui flanquent le môle de Santa-Cruz.

Une première tentative échoue.

La première attaque des Anglais eut lieu le 22, et fut dirigée contre ces points. Pendant que Nelson, avec ses vaisseaux, les canonnait vigoureusement pour attirer leur attention sur lui, les trois frégates débarquèrent les troupes, qui se portèrent sur les hauteurs pour tenter l'escalade. Mais les républicains les reçurent avec un feu si vif de mitraille et de mousqueterie, que leur attaque échoua, et qu'elles furent contraintes de se rembarquer, après avoir perdu quelques hommes.

Dans la seconde il est encore plus maltraité.

Au lieu de renoncer à une entreprise qui n'offrait plus de chances de succès, puisque les Espagnols étaient sur leurs gardes, Nelson renouvela une tentative avec toutes ses forces. Le 24 juillet au soir, le cutter *le Fox*, et toutes les embarcations de l'escadre portant environ 1100 hommes, reçurent ordre de se tenir prêts. Le projet du contre-amiral était d'éviter les forts, et de s'emparer du môle, d'où il se dirigerait sur la grande place qui est à l'entrée de la ville. Il s'était muni d'échelles pour escalader les forts, lorsqu'il serait maître de Santa-Cruz. A onze heures, la flotille anglaise se mit en mouvement, et arriva, avant deux heures du matin, auprès du môle. L'obscurité de la nuit avait jusqu'alors dérobé sa marche aux Espagnols; mais au moment où les Anglais se disposaient à débarquer malgré le feu de 40 pièces de canon, une forte rafale dispersa les canots, et en brisa plusieurs à la côte. Quelques-uns, au nombre desquels se trouvait celui de Nelson, parvinrent cependant à gagner le môle, et à s'en emparer; mais les Espagnols s'étant ralliés sous la protection de leur artillerie, chargèrent à leur tour les Anglais, et les rejetèrent en désordre sur leurs embarcations. Des 250 hommes qui avaient pénétré sur le môle, peu se retirèrent sains et saufs. L'amiral Nelson qui dirigeait cette attaque, eut le bras droit emporté d'un boulet de canon. Dans le même mo-

Nelson a un bras emporté.

ment, un boulet atteignit le cutter au-dessou de la flottaison, et le coula à fond ; il ne se sauv qu'une partie de son équipage.

Présence d'esprit de son lieutenant.

Cependant la division de la flotille comman dée par le capitaine Trowbridge, après avoi manqué le môle dans l'obscurité de la nuit, par vint à débarquer au sud des forts ; mais à pein avait-elle mis à terre 350 hommes, que la vio lence du vent la submergea entièrement. Privé de tout moyen de retraite, Trowbridge se dirige sur-le-champ sur la grande place dans l'espoi d'y rencontrer Nelson, et prit poste dans l'é glise de St.-Dominique. A quatre heures du ma tin, ne recevant aucune nouvelle du reste de l'expédition, il se détermina à tenter un dernier effort pour s'emparer de la citadelle ; mais les Espagnols avaient barricadé les rues, et placé partout des troupes et du canon. Lorsque les Anglais voulurent sortir de l'église, ils furent attaqués à la baïonnette par les Français, et rejetés dans leurs positions. Dénués de vivres et de munitions, sans espoir d'être secourus, ils n'avaient que l'alternative de mourir les armes à la main, ou de se rendre à discrétion. L'intrépidité et la présence d'esprit de leur commandant les tira de ce mauvais pas : il proposa au gouverneur espagnol de se rembarquer avec ses soldats, sous condition que l'escadre n'entreprendrait plus rien contre Santa-Cruz; menaçant,

en cas de refus, d'incendier la ville. Le général Guitiriz, intimidé, eut la faiblesse de signer cette capitulation : en sorte, qu'au lieu de mettre bas les armes, les Anglais furent transportés à bord de leur escadre, sur des bâtimens espagnols. Cette entreprise, exécutée avec trop peu de moyens, coûta 400 marins à l'Angleterre.

Affaires aux Indes orientales.

Une expédition, dirigée contre Manille, par la compagnie des Indes, sortit de Madras dans le mois d'août. Mais une tempête violente dispersa l'escadre anglaise, et l'obligea de rentrer toute désemparée.

Une division française, composée de frégates seulement et commandée par le contre-amiral Sercey, qui croisait aux environs de l'Ile-de-France, fit des prises considérables sur le commerce anglais, et eut le bonheur d'échapper à toutes les poursuites des escadres ennemies. Son chef, moins heureux, accusé par les agens du directoire que la colonie venait de rejeter de son sein, fut destitué pour n'avoir pas voulu déployer la force contre l'administration qui s'opposait au régime de Santonax.

Sur le continent indien, un orage se formait contre la compagnie anglaise, dont Tipoo-Saëb, Scindiah et Zeman-Schah conspiraient la ruine. Nous n'entrerons point ici dans des détails qui nous forceraient à reprendre les choses de fort loin, et dont la place est naturellement assignée

au chapitre où nous traiterons de l'expédition d'Egypte. Il est temps de reprendre le fil des négociations entamées à Udine; nous jetterons ensuite un coup-d'œil sur celles de Lille, et sur les événemens de l'intérieur, qui remettaient chaque jour l'existence de la république en problème, malgré la valeur de ses légions et les talens des généraux qui les guidaient.

CHAPITRE LXXVI.

Affaires de l'intérieur. — Lutte du Directoire contre le Corps législatif. — Journée du 18 fructidor et ses suites. — Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Traité de Campo-Formio avec l'Autriche. — Influence de ce traité sur les affaires politiques. — Troubles du Piémont et de la Valteline. — Rupture avec le Portugal. — Formation de l'armée d'Angleterre.

Les victoires des armées de la république, en forçant l'Autriche à la paix, n'imposèrent point silence aux factions. La constitution de l'an 3 avait laissé tant d'obscurité sur la division des pouvoirs, que chacun d'eux, par une tendance irrésistible, cherchait à empiéter sur les attributions de l'autre. Le renouvellement annuel par tiers du corps législatif, mettait en mouvement tant de passions et d'intérêts opposés, que l'époque des élections semblait devoir être marquée par une secousse au profit de la faction dominante.

Mésintelligence entre le directoire et le corps législatif.

Le directoire, entouré de la confiance des armées, appréciant toute l'étendue de ses moyens, et souffrant impatiemment le frein que le corps législatif opposait à son pouvoir, épiait l'occasion de se débarrasser de cette tutèle incommode.

Il n'y avait rien là que de naturel; car, mettant même l'ambition personnelle des gouvernans à part, il faut convenir que le pouvoir exécutif, placé par la nature de ses attributions à la tête des intérêts nationaux, et connaissant par une expérience journalière, les besoins des différentes branches du service public, tend sans cesse à influencer les lois dont il tire toute sa force, ou qui peuvent le gêner dans la direction du timon de l'Etat.

Avantages des deux conseils.

Les deux conseils s'appuyaient sur l'opinion publique, qui déjà s'était fortement prononcée. Le régime révolutionnaire, encore appesanti sur la France, rappelait au peuple ses anciennes institutions : les mots magiques de liberté et de gloire ne suffisaient plus pour fasciner les yeux, que les massacres et les proscriptions avaient dessillés. Un malaise général faisait sentir le besoin de repos : aussi, le désir de la paix, énergiquement exprimé par le corps législatif, lui concilia-t-il la faveur populaire.

Cette paix, réclamée à grands cris par le peuple français, les meneurs du directoire la craignaient comme l'époque probable du terme de leur autorité. La gloire et les succès brillans des généraux les inquiétaient : ils redoutaient les comparaisons, et surtout l'ambition d'hommes énergiques, accoutumés à commander aux troupes, et peu disposés à se dessaisir de leur

pouvoir. Ces dispositions percèrent dans un message adressé aux conseils sur la situation des finances de la république. La réfutation qu'en fit Barbé-Marbois, et le rapport de Pastoret sur l'état des relations avec les puissances étrangères, dévoilèrent les intentions secrètes des directeurs. L'impression produite par ces deux discours fut telle, qu'on chargea sur-le-champ une commission de présenter un projet de loi pour limiter les droits du directoire sur la paix et la guerre.

Ces rapports pleins d'aigreur, mirent les deux pouvoirs en état d'hostilité. Leurs partisans, prévoyant une lutte prochaine, commencèrent à serrer leurs rangs, et formèrent deux clubs distincts, connus sous les noms de Clichy et de Salm. Un observateur impartial aurait eu de la peine à déterminer les motifs de leur opposition, en ne considérant que les élémens qui les composaient: des deux côtés on trouvait des hommes probes, que l'intérêt public, selon leur manière de l'envisager, ralliait au corps législatif ou au directoire; les meneurs seuls avaient d'autres intentions. Le général Pichegru, nommé au conseil des Cinq-cents par son département, était un des coryphées du premier.

Depuis le châtiment des complices de Babœuf, les royalistes avaient repris courage. A l'approche des élections de l'an 5, ils manœuvrèrent avec

tant d'adresse, qu'ils influencèrent presque tous les choix : ils n'échouèrent que dans un petit nombre de départemens, où les démagogues, au contraire, parvinrent à faire élire les anciens partisans de la Montagne. L'entrée de ce second tiers au corps législatif procura aux premiers une majorité qui leur eût assuré la victoire, s'ils avaient mis plus de prudence dans le choix de leurs moyens; mais ils ne dissimulèrent pas assez leurs vues, et, fiers de leur supériorité, ils voulurent tout emporter d'emblée.

Exclusion de Barrère des conseils. Rappel des députés exclus le brumaire.

L'ouverture de la session fut signalée par des actes qui prouvèrent au directoire tout ce qu'il avait à redouter. Barrère, ce fougueux orateur du comité de salut public, condamné à la déportation, avait été réélu par le département des Basses-Pyrénées. La question d'indignité fut élevée contre lui, et résolue affirmativement par une grande majorité. Jusque-là le mal n'était pas grand; mais le décret qui maintint son bannissement, rappela dans l'assemblée tous les députés qui en avaient été exclus par la loi du 3 brumaire.

Cette mesure, en jetant dans les conseils des hommes de parti, les mit tous deux dans la dépendance des meneurs du club de Clichy, qui, sous les apparences de la justice et de la modération, travaillaient sourdement à organiser la contre-révolution.

D'abord, ils commencèrent par susciter des

ennemis au directoire; et la chose fut d'autant plus facile, que, formé de cinq membres de la Convention, leur conduite aux diverses phases de la révolution, donnait prise à la critique. L'immoralité de Barras, l'avarice et la rudesse de Rewbell, l'indolence de Réveillère, l'inflexibilité de Carnot, la facilité de Barthélemy, furent tour à tour l'objet de leurs sarcasmes et de leurs reproches. Bien plus, ils surent ressusciter des préventions et des haines parmi les directeurs, en mettant adroitement aux prises l'amour-propre de chacun d'eux

Il eût fallu être aveugle pour ne point voir l'orage. Le directoire avisa long-temps aux moyens de le détourner. Les avis étaient partagés. Carnot et Barthélemy, successeur de Letourneur, répugnaient à toutes les mesures inconstitutionnelles. Leurs collègues, moins scrupuleux, formèrent alors une espèce de triumvirat déterminé à tout pour se débarrasser de ceux qui leur disputaient l'autorité.

De bons esprits des conseils qui voyaient dans cette opposition le germe de nouvelles dissensions, séparèrent leur cause de celle du club de Clichy, et négocièrent auprès du directoire le renvoi de plusieurs ministres, contre lesquels la tribune avait retenti de dénonciations fondées; mais cette négociation, qui devait être le gage présumable de la réconciliation des deux pouvoirs,

Révoluti dans l ministèi

échoua par l'intrigue de la sirène de Legendre, qui tenait alors Barras dans ses filets. Ce directeur, dont la voix était indispensable pour former majorité avec celles de Carnot et de Barthélemy, promit d'abord de voter ce renvoi; mais, bientôt endoctriné par cette femme trop célèbre, il se joignit à Rewbell et Réveillère, pour remplacer les ministres qui jouissaient de la confiance publique, et conserver ceux qui l'avaient perdue. Tout le ministère fut renouvelé le même jour, à l'exception des départemens de la justice et des finances: et ce qu'il y eut de particulier dans ce bouleversement, c'est que Delacroix perdit le porte-feuille des affaires étrangères sur la réquisition de la baronne de Staël, qui l'arracha des mains de Barras pour le remettre à Talleyrand, en souvenir d'anciennes liaisons. A la place de Petiet, Rewbell appela au ministère de la guerre son compatriote Scherer, sous l'administration duquel il se commit tant de dilapidations.

Dès-lors, tout espoir de rapprochement s'évanouit; et, sous prétexte de préparer des moyens de défense, le directoire et le corps législatif préludèrent, chacun de leur côté, à de véritables attaques. Leurs ressources n'étaient pas égales; car le premier disposait des baïonnettes, et le second, au contraire, n'avait qu'une force morale, puisée dans la constitution.

Le corps législatif venait de rapporter la loi

qui condamnait à la déportation les prêtres réfractaires. Ce premier pas, bien qu'il annonçât un juste retour à la modération, servit de signal à une foule de journalistes, pour commencer les hostilités contre le directoire. Sûrs de trouver des défenseurs dans les conseils, ils ne se contentèrent pas de censurer ses actes, ils déversèrent à pleines mains le ridicule sur chacun de ses membres, et augmentèrent ainsi le mépris qu'inspiraient des directeurs, dont le gouvernement n'avait encore fait ressortir aucune grande qualité.

Division dans le Directoire. Origine du Triumvirat.

L'alarme fut sonnée au Luxembourg, et aussitôt on commença à faire jouer les fils qui devaient amener la catastrophe. Carnot, dont la popularité mettait un si grand poids dans la balance, devint odieux à Barras et à Rewbell, parce qu'il voulait sincèrement la paix, avec plus de modération et de justice dans l'administration intérieure. Ces sentimens s'accordaient peu avec ceux de ses collègues, tourmentés de la soif du pouvoir et des richesses. On résolut donc de s'en débarrasser à tout prix. Barras, pour en venir plus facilement à bout, le présenta aux démocrates comme ayant conduit l'affaire du camp de Grenelle et fait élever les échafauds de Vendôme. Dès-lors il passa dans l'esprit des uns comme un transfuge vendu aux royalistes, tandis que les autres le crurent fermement uni de volontés et de principes avec ses collègues.

Ce premier pas fait, les meneurs du directoire favorisèrent l'ouverture des clubs jacobins, fermés depuis long-temps. Enfin, pour attacher plus sûrement l'opinion générale à leur cause, ils fabriquèrent ou retirèrent des cartons de la police, une lettre de Louis XVIII aux Français, dans laquelle ce prince les invitait à secouer le joug de leurs tyrans, et à se rappeler les siècles de gloire et de bonheur dont ils avaient joui, en vivant sous la religion et le gouvernement de leurs pères.

Réaction royaliste dans le midi.

Cette pièce, vraie ou fausse, souleva de nouveau les passions. Dans le midi, le terrorisme royal se montra sans voile : des bandes d'assassins, soi-disant royalistes, se répandirent dans le Languedoc et la Provence. Le paiement des contributions fut suspendu ; l'action des lois paralysée ; les acquéreurs de biens nationaux poursuivis par le poignard des égorgeurs ; enfin, le désordre devint bientôt si grand, que tous les individus qui avaient pris part à la révolution, furent obligés, pour sauver leur vie, de se réfugier dans de grandes villes, telles qu'Aix, Orange, Marseille, Toulon.

Adresses des armées au directoire.

Ces excès, rendus encore plus odieux par les rapports des agens du directoire, firent regarder au peuple la proclamation du Prétendant comme le manifeste d'une grande conspiration tramée contre ses libertés, et il se disposa d'avance à applaudir à toutes les mesures que prendrait

le gouvernement pour la faire avorter. Ce fut aux armées surtout que ces idées, grandies encore par l'éloignement, se manifestèrent de la manière la plus énergique. Le directoire reçut des adresses de toutes les divisions : elles contenaient, outre les protestations de dévouement à la république, des accusations et des menaces contre les conspirateurs de Clichy et la majorité du corps législatif qui suivait la même bannière.

Nous ne rappellerons pas ici les expressions virulentes et inconstitutionnelles de ces adresses : on les trouve consignées dans tous les journaux du temps. Mais cet accord d'opinions qui les avait dictées, prouve assez qu'elles avaient été commandées par les triumvirs à Bonaparte et à Hoche, de l'opinion desquels ils étaient certains.

En vain on a cherché à nier la coopération effective du premier à la journée du 18 fructidor, en alléguant la correspondance amicale qu'il entretenait avec Carnot, dans le sein duquel il semblait épancher ses chagrins domestiques. Bonaparte avait envoyé à Paris son aide-de-camp Lavalette, avec la mission spéciale de l'informer de l'état des affaires ; et certes, s'il eût eu la moindre confiance en Carnot, aurait-il prêté les mains à la dissolution des conseils ? N'est-il pas probable, au contraire, que, pressentant son élévation, il saisit avidement l'occasion d'écarter une partie des obstacles qu'il pouvait rencontrer?

nière dérisoire, en rejetant sur un commissaire des guerres, l'irrégularité de l'itinéraire des troupes qu'il dit être destinées pour l'ouest; et, néanmoins, après quelques contre-marches, elles furent cantonnées dans les environs de Paris.

Mesures des conseils.

A ces actes d'hostilités réelles, le corps législatif ne put opposer que des décrets. Il prit d'abord la résolution prudente de faire fermer les clubs jacobins, qui s'étaient rouverts sous le titre de cercles constitutionnels; mais il échoua dans les coups qu'il voulut porter successivement à Barras et à Réveillère, en s'informant de l'âge du premier lors de son entrée au directoire, et en discutant le mode de constater la démence d'un directeur ou d'un représentant. Il était un moyen plus sûr de déjouer les triumvirs, c'était de s'occuper de la réorganisation de la garde nationale. Pichegru la proposa, mais sa motion fut ajournée; parce qu'on ne crut pas la circonstance assez grave, pour s'en occuper toute affaire cessante.

Le directoire les signale comme royalistes.

Le directoire, de son côté, ne négligeait aucun moyen de fortifier la haine du peuple, en lui montrant dans ses ennemis les fauteurs de la royauté. La police étant parvenue à obtenir de Duverne de Presle, agent de Louis XVIII, des révélations sur l'existence d'un complot pour le rétablissement des Bourbons, les triumvirs les rendirent publiques, afin de convaincre les plus

incrédules des dangers de l'Etat. Berthier ayant envoyé, vers la même époque, le porte-feuille de d'Antraigues saisi à Venise, ce fut un coup de fortune, qui servit merveilleusement leurs desseins. Ils recueillirent avec soin toutes les pièces qui constataient les relations de Pichegru: et, quoiqu'elles remontassent à l'époque où il commandait l'armée du Rhin, ils les rattachèrent aux circonstances du moment, et s'en servirent utilement, pour justifier aux yeux de la nation la violence du coup d'état qu'ils méditaient.

Ils se laissent endormir par de feintes protestations.

Quoique sur le point de frapper ses adversaires, le directoire usa d'artifice pour éloigner d'eux l'idée du danger. Les mouvemens de troupes, joints à quelques phrases sinistres, donnèrent en vain l'éveil au corps législatif; il se laissa endormir par le discours que prononça le président Réveillère, en recevant les drapeaux conquis par l'armée d'Italie: « Le directoire, » disait-il, ne reconnaîtra d'autorités que celles » que la constitution a créées; et il ne les recon» naîtra, que dans la ligne qu'elle leur a tracée. » Il n'oubliera pas qu'elle doit régner également » sur tous; et que l'autorité qui se place au» dessus d'elle, a par cela seul cessé d'être lé» gitime. » Etonnante hypocrisie, de rappeler ainsi le respect dû à la constitution, au moment où l'on se proposait de la violer avec tant d'effronterie!

Le corps législatif touchait au bord du précipice, et n'avait encore pris aucune mesure efficace pour se défendre. La commission des inspecteurs de la salle étendait à la vérité ses pouvoirs à force de décrets : mais, semblable à celle *des Douze* avant le 31 mai, toutes ses mesures étaient paralysées, soit par l'apathie d'un certain nombre de membres, soit par l'opposition des autres. Bien plus, les conseils n'avaient pas encore donné à leur garde, l'organisation désirable : il lui aurait fallu un chef dont le nom pût en imposer ; Kléber, Desaix et Serrurier, peu flattés d'un pareil commandement, l'ayant refusé, il était resté au chef de brigade Ramel, officier peu connu de l'armée.

En révolution comme en guerre, celui qui prend l'initiative est toujours le plus près du succès. Les conseils ne sentirent pas assez cette vérité, et perdirent en délibérations un temps précieux. La station d'une armée dans le cercle tracé par la constitution, autour du lieu des séances de l'autorité législative, démontrait assez les sinistres projets du directoire. Mais l'opposition, quoiqu'en majorité, se composait d'élémens trop hétérogènes : on y voyait des royalistes absolus et des constitutionnels avec des républicains mécontens. Son union avec la minorité directoriale qui eût centuplé sa force, n'était pas aisée, car Barthélemy paraissait vouloir rester

neutre au milieu des partis, et Carnot, dont l'énergie eût pu donner une impulsion victorieuse, refusa de se mettre à la tête du mouvement, parce qu'il croyait apercevoir les royalistes derrière le rideau. Willot et quelques autres députés courageux proposèrent de mettre le directoire hors la loi, et de faire sonner le tocsin pour marcher avec le peuple contre lui, dans le cas où il voudrait opposer résistance. Pichegru ne demandait qu'une poignée d'hommes déterminés pour s'emparer du Luxembourg, et y arrêter les triumvirs. Ces divers projets furent rejetés comme indignes de la majesté des conseils : on craignait de violer la constitution ; et l'on se borna à décréter l'organisation de la garde nationale. L'exécution instantanée de cette mesure aurait pu remédier à tout ; mais, par une fatalité inconcevable, on la renvoya au jour même qui devait éclairer le triomphe directorial. Ce jour-là aussi, Vaublanc devait faire un rapport foudroyant contre les triumvirs, et l'appuyer de preuves irrécusables, de manière à faire croire que des dispositions répressives et vigoureuses seraient enfin adoptées.

Journée du 18 fructidor.

Le directoire, averti des projets du lendemain, ne perdit pas un instant. Le prétexte d'un exercice général dans la plaine de Mont-Rouge, couvrit le mouvement des troupes : et, dans la nuit du 17 au 18, celles qui se trouvaient à Vincennes

et à Meudon, pénétrèrent dans la capitale, et occupèrent avec de l'artillerie les principales places et tous les ponts de la Seine. A quatre heures du matin, au signal convenu, elles se rangèrent en bataille sur le quai, face aux Tuileries; les salles des deux conseils furent investies, ainsi que les appartemens des directeurs Carnot et Barthélemy. Augereau se présente à la grille du pont tournant, et somme les grenadiers de la garde de l'ouvrir. Les efforts de Ramel sont vains; la grille est forcée; il est arrêté, et le général pénétre dans la salle du comité des inspecteurs, où Pichegru, Willot, et plusieurs autres députés, délibéraient tumultueusement sur les mesures à prendre dans la conjoncture. Tous furent arrêtés, malgré la plus vive résistance.

Après cette facile expédition, Augereau se rendit dans les salles des conseils, où une grande partie des députés se trouvait déjà réunie; il leur signifia, de la part du directoire, l'ordre de s'assembler à l'Odéon et à l'Ecole de médecine. Siméon, président des Cinq-cents, refusa d'y obtempérer et prononça la dissolution de l'assemblée. Le conseil des Anciens plus résigné, parut d'abord se rendre à l'invitation impérative du directoire; cependant à midi, un certain nombre de députés conduits par Pastoret, se présentèrent de nouveau aux Tuileries, et sommèrent la garde de les laisser passer. Pour toute

réponse, l'officier commandant le poste les chargea avec sa compagnie, et n'eut pas de peine à les disperser. Pendant qu'Augereau dirigeait l'expédition militaire, le ministre de la police Sottin, avait lancé ses agens à la recherche de tous les individus dont le directoire voulait se débarrasser. Ces sbires pénétrèrent chez les imprimeurs, dont ils brisèrent les presses et saisirent les papiers; d'autres couvrirent les murs d'une proclamation annonçant la découverte d'une conspiration royaliste, ou de placards dévoilant à la fois les prétendus périls du directoire, et les intrigues de Pichegru, d'Imber-Colomès et consorts.

Déportation des opposans.

Les triumvirs n'étaient pas d'accord sur le sort de leurs victimes. Le ministre Sottin appuyé par Rewbell et La Réveillère, opinait pour les faire fusiller sur-le-champ; Barras proposa la déportation, qui fut enfin décidée. Ils ne perdirent pas un instant pour revêtir de la sanction des conseils, cette inconstitutionnelle et barbare mesure. Réduits à une minorité jacobine, les Cinq-cents adoptèrent, presque sans examen, la loi dite de salut public qui leur fut présentée : les Anciens hésitèrent quelques instans à l'approuver; mais le directoire menaça, et elle ne tarda pas à être promulguée. Cette loi étrange, ordonnant la déportation des directeurs Carnot et Barthélemy, de 11 membres du conseil des Anciens, de 42 de celui des Cinq-cents, et

d'une foule de simples citoyens, investissait les triumvirs de pouvoirs extraordinaires, annulait les élections de 48 départemens, prononçait enfin la peine de mort contre quiconque parlerait de rétablir la royauté, et contre les émigrés non rayés définitivement, qui dans le délai de 15 jours, ne seraient pas sortis du territoire de la république. Elle autorisait en outre le directoire à déporter les prêtres réfractaires, et à nommer à toutes les fonctions, celle de député exceptée.

Le directeur Barthélemy, Pichegru, et 16 autres proscrits, la plupart législateurs, furent les seuls que cette loi atteignit. Enfermés dans des voitures destinées au transport des plus vils malfaiteurs, traités de la manière la plus barbare, ils furent conduits à Rochefort, et peu après embarqués pour Cayenne : presque tous les autres parvinrent à s'échapper, et furent attendre dans l'étranger, que la chute des oppresseurs mît un terme à leur exil.

Ainsi, à l'aide de ténébreuses machinations, il suffit à trois directeurs, de l'assistance de quelques bataillons, pour opérer la dissolution du corps législatif, mutiler le pouvoir exécutif, se rendre maître des tribunaux, et anéantir pour ainsi dire en un clin-d'œil les trois pouvoirs constitutionnels. Tous les partis comptèrent des victimes dans cette catastrophe : on entassa pêle-mêle dans

les mêmes cachots, et les agens de Louis XVIII, et ceux qui les avaient poursuivis avec le plus d'acharnement.

La stupeur des conseils et leur lâche condescendance aux ordres du directoire, indignèrent tous les gens de bien. Législateurs imprévoyans, ils ne sentirent point qu'en proscrivant leurs collègues, ils détruisaient toutes les garanties de leur inviolabilité, et substituaient l'empire de la force à celui des lois : en voyant un républicain aussi sincère que Carnot, condamné comme royaliste, chacun demeura convaincu que le salut public avait servi de voile à d'infâmes intrigues et à des vengeances personnelles.

Merlin et François de Neufchâteau entrent au directoire.

Le triumvirat ayant atteint son but, Augereau réclama avec hauteur la dépouille d'un des directeurs proscrits, en récompense de son utile coopération. Mais Barras, qui craignit de se voir éclipsé par cet audacieux général, indiqua aux conseils Merlin et François de Neufchâteau, ministres obséquieux de la tyrannie directoriale, qui lui furent donnés pour collègues. Augereau éclata en reproches, et le directoire étourdi de ses apostrophes, ou pénétré du danger de le laisser plus long-temps à Paris, se hâta de lui enlever le commandement de la 17e division militaire, pour l'envoyer à l'armée d'Allemagne. Hoche, appelé dans la capitale sous prétexte de prendre le portefeuille de la guerre, mais en effet pour

s'aboucher avec les triumvirs au sujet du coup d'état du 18 fructidor, averti de leurs projets liberticides dans un entretien qu'il eut avec Carnot, fut humilié du rôle qu'on lui réservait : mais, forcé à certains égards envers la cotterie de la baronne de Stael, s'il n'osa s'expliquer ouvertement vis-à-vis de son bienfaiteur, du moins fit-il connaître son mécontentement à Barras, en retournant la nuit même à l'armée, sans prendre congé de lui. Sa mort qui arriva peu de temps après, et les discours étranges que tint ce directeur sur les observations de Hoche, font penser que ce général emporta dans la tombe des secrets de la plus haute importance. D'un autre côté Moreau, qui jusqu'alors ne s'était prononcé ni pour ni contre le directoire, n'eut pas plutôt connaissance des événemens du 18 fructidor, qu'il éleva la voix contre Pichegru son ancien ami, dont il dévoila la trame. Toute la France fut étonnée d'une révélation aussi impolitique qu'inutile, les amis de Moreau en contestèrent l'authenticité, les honnêtes gens la désapprouvèrent ; et le gouvernement ne lui en tint pas compte, car il lui retira le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle. Ainsi, le général qui refusa de se prêter au coup d'état, comme celui qui voulait attendre les événemens pour se déclarer, furent enveloppés dans la catastrophe qui sappa jusque dans ses bases la constitution de l'an 3.

Résultats du 18 fructidor.

Après le 18 fructidor, le gouvernement représentatif ne fut plus qu'un fantôme : le corps législatif devint, pour le directoire, une machine à décrets ; et la tyrannie fut organisée sous un voile constitutionnel. Le gouvernement, pour instruire la nation des causes qui avaient nécessité le 18 fructidor, fit publier un rapport de Bailleul, qui lui-même avait été un des principaux agens directoriaux. Les pièces justificatives du coup d'état se bornaient aux papiers relatifs à Pichegru. Bailleul, à défaut de preuves, trouva des ressources dans sa dialectique. « Ici, disait- » il, a existé une vaste conspiration, pour faire » tomber les choix du peuple sur de mauvais » citoyens. Il est constant que ces mauvais ci- » toyens, dans les différentes fonctions qui leur » ont été confiées, ont suivi la marche indiquée » par les agens de la conspiration ; qu'ils ont » tenu leur langage, assisté à leurs rassemble- » mens ; que le complot était sur le point d'écla- » ter. Il est donc évident qu'ils sont enveloppés » dans la conjuration, quoiqu'on ne puisse pas » dire de chacun qu'il a fait telle ou telle chose, » ni indiquer le rôle dont il était chargé. »

C'était convenir que l'arbitraire avait remplacé la justice ; et que, sur de simples soupçons, le pouvoir exécutif avait été mutilé, les conseils, décimés. Telle était en effet l'impudence du directoire, qu'un de ses écrivains à gages, en fai-

sant l'apologie de sa conduite, osa dire qu'*en révolution la justice baisse ses balances devant le parti vainqueur; qu'elle en écrase les vaincus.*

Lois d'exception

La journée du 18 fructidor avait ôté tout espoir de rapprochement entre le parti modéré, qui voulait une liberté basée sur des institutions raisonnables, et les triumvirs qui fondaient leur prééminence sur une espèce de retour au régime de la terreur. Les plus fougueux démagogues devenaient désormais les uniques soutiens sur lesquels Barras, Rewbell et Merlin pussent compter : entraînés autant par leur penchant que par la nécessité d'assurer le triomphe d'une faction dont ils s'étaient constitués les chefs, ils ne pensaient à rien moins qu'à renouveler l'horrible loi des suspects. Déjà Boulay de la Meurthe avait proposé la déportation ou le bannissement de tous les nobles et parens d'émigrés, quand la clameur publique força le gouvernement à changer cette proposition violente en une suspension de l'exercice de leurs droits politiques.

Mesures fiscales.

La réaction, qui avait eu pour antécédent des querelles de finances, fut suivie de mesures fiscales de mauvais augure. Les triumvirs ne furent pas plutôt certains de la victoire, qu'ils peignirent, dans un message aux conseils épurés, l'embarras du trésor. Le temps des discussions était passé pour ceux-ci : ils adoptèrent pour ainsi dire sans examen, tous les plans de finances qui

leur furent présentés. Le droit de passe sur les routes fut décrété, la loterie rétablie, et le droit de timbre étendu aux feuilles périodiques. Enfin les conseils abordèrent la question délicate de la dette publique reconnue sur le grand-livre, et se décidèrent à proclamer une banqueroute positive, en décrétant que les deux tiers des sommes inscrites, seraient remboursés en bons au porteur, admissibles seulement en paiement de biens nationaux; l'autre tiers fut consolidé sur un nouveau grand-livre institué à cet effet. Cette mesure violente porta un coup mortel au crédit; car, nonobstant les nombreux abus qui s'étaient introduits sous la Convention dans ses inscriptions, souvent données en paiement au lieu d'assignats, on s'était plu à considérer la dette comme sacrée et devant un jour porter l'intérêt ordinaire.

La banqueroute est prononcée.

Cette banqueroute et l'augmentation de revenus votée, les services publics n'en marchèrent pas avec plus de régularité. Un horrible gaspillage se glissa dans toutes les administrations, et empêcha non-seulement de solder l'arriéré, mais encore de faire face aux dépenses courantes.

Rupture d négociations ave l'Angleter

L'esprit de despotisme et de vertige qu'on remarque dans l'administration intérieure, ne donne pas une idée favorable de la modération du directoire dans ses relations avec les puis-

sances étrangères; et la négociation avec l'Angleterre fournit bientôt la preuve qu'il ne fallait rien attendre de bon de sa politique.

Soit que Maret, Pléville-Lepeley et Letourneur parussent trop modérés, soit qu'il fallût des instrumens plus dociles pour brusquer la rupture méditée, ces négociateurs furent remplacés immédiatement après le 18 fructidor par Treillard et Bonnier. Dès ce moment on vit se succéder les notes les plus absurdes. On exigeait du diplomate anglais qu'il déclarât pour ainsi dire la teneur de ses instructions; on voulait qu'avant d'entrer en discussion, il consentît à rendre aux trois puissances maritimes tout ce que l'Angleterre avait pris : ce qui fermait la porte à la moindre compensation, et à tout débat ultérieur. Vainement Malmesbury observait qu'il avait les pouvoirs les plus étendus, mais qu'il ne devait compte de ses instructions qu'à son gouvernement, et qu'on en connaîtrait la teneur par la nature même des cessions qui seraient mutuellement consenties. Rewbell, plus disposé à imposer des traités à coups de sabre qu'à les discuter, donna 24 heures à Malmesbury pour aller chercher le plein-pouvoir de se soumettre à tout ce qu'il plairait au directoire d'ordonner; procédé d'autant plus déplacé, qu'il s'adressait à une puissance capable d'en tirer vengeance. Cette diplomatie, digne de Robespierre, ne manqua

pas son effet. Malmesbury partit le 16 septembre pour Londres, et laissa cette fois l'Europe dans la persuasion que le cabinet de St.-James était plus modéré que celui du Luxembourg.

États-Unis.

Le refus du directoire de reconnaître l'envoyé Pinckney avant que les Etats-Unis eussent adhéré à ses demandes, ne donna pas seulement une nouvelle preuve de son exagération, il lui aliéna encore en pure perte ces alliés naturels. Le nouveau président Adams, répondit avec raison qu'on n'intimait pas des ordres à une nation indépendante comme à une colonie, et qu'il était impossible de traiter lorsqu'on débutait par repousser le négociateur. Le directoire, de son côté, persistait à prendre les mesures les plus hostiles : il rappela son envoyé à Philadelphie, et délivra des lettres de marque pour courir sur les navires américains. Sa conduite fut telle qu'elle excita les plaintes les plus sérieuses à la tribune des deux conseils. Cependant, le président des Etats-Unis, voulant ôter tout prétexte de mécontentement personnel envers son ambassadeur, confia à trois commissaires la tâche délicate de s'expliquer avec le gouvernement français, et d'applanir les difficultés qui menaçaient de brouiller deux peuples si étroitement liés par leurs intérêts.

Négociations avec l'Autriche.

La marche traînante des négociations avec l'Autriche, autorisait tous les soupçons sur la

bonne foi des deux partis. Le directoire s'éloignait de plus en plus des bases des préliminaires; et l'Empereur, cédant à l'influence de Thugut, n'était guère plus ferme dans ses projets.

Le 18 fructidor n'annonça d'abord d'autre changement du côté de la France, que le rappel de Clarke, et la remise pure et simple des négociations à Bonaparte. Le directoire s'obstinait à ne point ratifier l'alliance avec la Sardaigne, comme si ce traité dût soustraire une victime à son insatiable ambition; il ne voulait pas non plus céder Venise, de crainte de concourir à l'accroissement maritime de l'Autriche, quoiqu'il eût d'abord consenti à cette cession dans l'espoir d'obtenir Mantoue. Ses prétentions allaient jusqu'à vouloir reléguer la maison impériale derrière l'Isonzo.

Bonaparte donne sa démission.

Bonaparte, mécontent de se voir sans cesse contrarié, blessé de différentes démarches qui dénotaient la méfiance du directoire, donna sa démission le 25 septembre, peu de jours après avoir notifié aux plénipotentiaires que, si la paix n'était pas signée le 1er octobre, il ne négocierait plus que sur la base de l'état de possession actuelle des deux puissances.

Dans l'incertitude du résultat qu'amènerait pareille déclaration, il chercha à détacher la Bavière et le Wirtemberg de l'Autriche, en y envoyant sous divers prétextes le général Desaix,

que la curiosité avait attiré en Italie. Mais, entouré d'agens autrichiens, il fut impossible à cet officier de réussir dans sa mission.

L'arrivée de Cobentzel donne plus d'activité aux négociations.

Cependant la députation impériale, mise au pied du mur à l'instant où elle recevait la nouvelle du 18 fructidor, dépêcha en toute hâte le général Meerfeld à Vienne. L'Empereur, jugeant qu'il ne fallait plus compter sur une réaction royaliste, le renvoya sur-le-champ conjointement avec le comte de Cobentzel, munis d'instructions plus positives.

Depuis cette époque, les négociations allèrent grand train. Ce n'est pas que l'Autriche se montrât d'abord plus coulante : loin de renoncer à Mantoue, que les préliminaires lui assuraient, elle demandait Venise et les légations, ou bien la ligne de l'Adda. Bonaparte indigné, lui contesta même la Dalmatie et Raguse, dont elle avait déjà pris possession. Le directoire ne s'en tint pas à ces menaces : tout en donnant plein pouvoir à son négociateur, il lui déclara formellement que son ultimatum était de reléguer l'Autriche derrière l'Isonzo; et de la revoyer, pour ses indemnités, aux sécularisations en Allemagne (1); circonstance qui semblait rendre la rupture inévitable.

Ultimatum peu pacifique du directoire.

Dans cet intervalle, le directoire réfléchis-

(1) Pièces justificatives, n° 2.

sant sur le danger d'accorder la démission au général qui avait tant contribué par ses victoires à la signature des préliminaires, ne crut pas s'abaisser en lui expédiant un agent pour entrer en explication avec lui. Tout ce qui lui avait été refusé obstinément, lui fut accordé. L'armée d'Italie fut renforcée de trois demi-brigades et d'un régiment de cavalerie; plus de 8 mille réquisitionnaires vinrent compléter les cadres de son infanterie : on lui assura aussi une remonte de 1,600 chevaux; on soumit le traité d'alliance offensive et défensive avec le Piémont à la ratification des conseils : enfin le directoire, pour donner à Bonaparte une preuve de sa condescendance, alla jusqu'à réformer Kellermann, et rappeler de Naples l'ambassadeur Cacault, contre lesquels il avait témoigné quelques sujets de mécontentement.

Bonaparte se décide à signer la paix à Campo-Formio.

Mais le général en chef n'avait pas attendu l'effet de toutes ces résolutions : encouragé par la mission secrète de Bottot, et certain d'obtenir la sanction du directoire sur lequel il espérait désormais exercer une plus grande influence, il résolut de ne point s'arrêter aux instructions du ministère. Après les simulacres d'usage, et des prétentions élevées à dessein d'atteindre plus facilement le but désiré, il se décida brusquement à terminer, sans attendre plus ample autorisation.

Plusieurs raisons contribuèrent à lui faire

sentir le prix du temps. Bien que l'armée d'Italie fût dans un état florissant, et qu'elle eût une bonne base d'opérations dans Osoppo et Palma-Nova, la saison était déjà trop avancée pour ouvrir la campagne en Carinthie; d'un autre côté, l'on risquait de perdre tous les avantages de l'initiative, en laissant à l'Empereur le loisir de réorganiser ses forces durant l'hiver. D'ailleurs, la position des armées respectives mettait beaucoup d'équilibre dans les chances. Les Autrichiens étaient près de leur centre de puissance, à portée de leurs magasins et de leurs dépôts; sans inquiétude pour leurs flancs, couverts d'un côté par la Croatie ou la Hongrie, et de l'autre par le Tyrol; provinces toutes belliqueuses et disposées à seconder leurs opérations au premier signal. Les Français au contraire avaient tout à craindre pour leurs derrières, sur lesquels Naples qui épiait l'occasion de satisfaire sa haine. Venise qui n'aspirait qu'à se débarrasser d'un voisinage odieux, et le roi de Sardaigne à qui la non-ratification du traité d'alliance dévoilait tous ses dangers, auraient pu fondre de concert. Peut-être aussi que la rupture du directoire avec l'Angleterre, la mort subite de Hoche, l'incohérence des plans adoptés par le gouvernement en cas de guerre, firent un devoir à Bonaparte d'être moins exigeant, et de consentir à la double cession de Venise et de Salzbourg. Aussi, le

17 octobre, au moment où l'on s'attendait à voir recommencer les hostilités, la paix fut-elle signée à Campo-Formio.

Conditions du traité.

Le traité se composait de vingt-cinq articles patens (1), dont les clauses principales portaient la confirmation des cessions de la Belgique et de la Lombardie, le consentement donné aux limites du Rhin et des Alpes. Les Etats de Venise étaient assurés à l'Autriche jusqu'à la rive gauche de l'Adige, avec la place de Vérone et un arrondissement déterminé. Les provinces de Brescia et de Bergame, situées sur la rive droite, furent dévolues à la république cisalpine; les îles Ioniennes, à la France.

Quatorze articles secrets, plus importans en quelque sorte que le traité, spécifiaient les limites de la république et les abandons de territoire qui devaient en résulter. L'Empereur promettait de ne point soutenir l'Empire germanique, si la diète se refusait aux cessions sur la rive gauche du Rhin; la libre navigation de ce fleuve et de la Meuse était promise; la France consentait à ce que l'Autriche acquît le pays de Salzbourg, et reçût de la Bavière l'Innviertel et la ville de Wasserbourg sur l'Inn. L'Autriche cédait le Frickthal pour être remis à la Suisse;

(1) Voyez pièces justificatives, n° 3.

les fiefs impériaux pour la Ligurie; et le Brisgaw au duc de Modène. La France s'engageait à rendre les états prussiens entre la Meuse et le Rhin. Des indemnités étaient promises en Allemagne aux princes dépossédés sur la rive gauche de ce fleuve, de même qu'au Stathouder. Enfin, l'article VII laissait entrevoir que bien d'autres partages pouvaient encore avoir lieu, en stipulant *que, si l'une des puissances contractantes faisait des acquisitions en Allemagne, l'autre en ferait d'équivalentes.*

Un traité glorieux termina ainsi cette guerre mémorable, provoquée par les violentes déclamations des Girondins, allumée par le déchaînement de toutes les passions qui agitaient alors l'Europe, alimentée enfin par les instigations des agens de l'Angleterre. Ce ne fut à la vérité qu'un armistice, parce que les mêmes passions continuèrent d'exercer leur empire dans les transactions des Etats : la paix aurait été plus durable, si la justice et la modération eussent été mieux consultées. La réunion de la Belgique à la France n'était en effet qu'une juste compensation de la perte de St.-Domingue et des conquêtes faites par les autres puissances, en Pologne ou dans les deux Indes. L'Autriche fut amplement dédommagée de ses sacrifices par l'acquisition des Etats de Venise, du Salzbourg et de la Gallicie : en un mot, toutes les grandes

puissances européennes se trouvaient dans un *état relatif*, peu différent de celui de 1789. Le directoire ne tarda guère à prouver qu'il n'était point satisfait de ces brillans résultats; et ses ennemis ne lui cédèrent peut-être rien en ambition.

On le blâme en France.

Quoique ce traité fût plus avantageux à la république que les préliminaires de Léoben, puisqu'il lui assurait Corfou et les Sept-Iles de l'archipel Ionien, l'on ne manqua pas de critiquer les doubles avantages concédées à l'Autriche sur l'Inn et l'Adriatique; sous prétexte qu'ils excédaient ceux des préliminaires, et paraissaient des équivalens supérieurs à ce que l'Empereur pouvait prétendre après six campagnes malheureuses. (1) Ce n'est pas que, maître de Venise, il pût créer aussi facilement une marine, et s'emparer, au détriment de la France, du commerce du Levant, comme les détracteurs du traité l'ont avancé : l'occupation de Corfou et de toutes les îles vénitiennes par cette dernière, opposait un obstacle insurmontable à de tels projets. En effet, cette acquisition ne donnait pas seulement à la France un poste militaire et maritime important, et

(1) L'Autriche céda à la France, dans les Pays-Bas et la Lombardie, environ 3 millions et demi d'habitans. Elle en acquit au contraire, 3 millions 400 mille, tant à Venise qu'à Salzbourg; et au moins autant par les provinces polonaises. Ainsi le vaincu profita plus à cette guerre que le vainqueur.

plus de facilité pour le commerce du Levant; elle lui fournissait encore des huiles pour les savonneries de Marseille, qui, tous les ans, en achetaient considérablement à l'étranger; elle promettait l'exploitation des bois précieux de la côte d'Albanie pour les chantiers de Toulon. Les avantages politiques n'étaient pas moins palpables: la république, maîtresse désormais de l'Adriatique, se mettait en contact plus direct avec l'empire Ottoman; considération importante, si le cabinet du Luxembourg avait su resserrer l'antique alliance avec la Porte, au lieu d'en convoiter les dépouilles.

Faute commise envers la Turquie.

Des esprits habitués à voir les choses de haut, eussent désiré qu'il fît entrer dans son partage la forteresse de Cattaro, et autres postes à la convenance des Turcs, pour les leur céder en échange d'une île de l'Archipel, et de la faculté de naviguer dans la Mer-Noire. « Si cette mer, » disaient-ils, cessait d'être fermée aux acheteurs, le commerce de la Russie qui a pris une » fausse direction vers le Nord, suivrait sa pente » naturelle: tôt ou tard, il ne peut manquer de » prendre son cours vers le bassin où tous les » grands fleuves de ce pays aboutissent; c'est à » la France, qui peut dominer dans la Méditer» ranée, de lui ouvrir ce débouché. Cette idée » avait été saisie par les Vénitiens, lorsqu'en » 1775, ils proposaient un traité de commerce

» à la Russie. La France en la réalisant, aurait » trouvé le triple avantage d'étendre sa naviga» tion, d'augmenter sa marine, et de s'enrichir » d'un trafic qui occupe dans la Baltique quatre » mille vaisseaux anglais. »

Loin de mettre à profit des vues si profondes, le gouvernement français ne négligea rien pour donner à ces acquisitions dans la mer Ionienne toute l'apparence de préparatifs hostiles contre l'empire Ottoman. Des discours imprudens dévoilèrent des projets gigantesques, sur lesquels nous aurons occasion de revenir. En dernière analyse, un port incessamment bloqué et d'un entretien onéreux, devint l'unique fruit de la destruction de cette antique république.

Stupeur des Vénitiens en apprenant ce traité.

Les conditions du traité qui décidèrent de sa ruine totale, ne tardèrent pas à se répandre dans Venise. Bien que les stipulations de Léoben eussent déjà transpiré, les deux partis qui se disputaient le gouvernail, s'étaient également flattés, sinon de conserver l'intégrité du territoire, du moins de sauver l'indépendance de la métropole. Le parti démocratique surtout, trop confiant dans les promesses de Villetard, se berçait de l'espoir d'intéresser la France à sa conservation, par l'attachement sincère qu'il lui vouait. Il avait cru qu'il en serait quitte pour céder quelques provinces de Terre-ferme, sauf à être indemnisé au-delà du Pô. Cette idée

était d'autant plus naturelle, que Venise conservait des droits incontestables sur la Romagne, arrachée à son domaine par l'ambitieux Jules, à l'époque de la ligue de Cambrai. La nouvelle de la dissolution entière de la république, fut donc pour tous un véritable coup de foudre. Les patriciens qui n'auraient dû l'imputer qu'à leur faiblesse, trouvèrent plus simple d'en rejeter l'odieux sur le parti opposé. Tandis que le désespoir des démocrates s'exhalait en protestations impuissantes, ils eurent la douleur de voir les Français s'emparer des restes de la marine vénitienne, démeubler l'arsenal, et envoyer à Paris les chevaux de bronze conquis par Dandolo à Constantinople.

Malgré les griefs de la France contre la république de Venise, la manière dont la première trempa dans ce partage, sera difficile à justifier aux yeux de la postérité. Elle trouva des censeurs aussitôt qu'elle fut connue ; plusieurs voix s'élevèrent au sein même de la représentation nationale, pour accuser le directoire. Mais avant le 18 fructidor on regarda ces déclamations comme un résultat de l'opposition royaliste ; et plus tard les bienfaits de la paix, après laquelle on soupirait, étouffèrent des clameurs qui devaient en effet céder aux puissantes considérations de l'intérêt général.

La paix définitive avec l'Empereur, en con- Influence de

ce traité sur les affaires politiques.

solidant la république cisalpine, donna un puissant point d'appui à la France, pour achever de bouleverser l'ancien système de l'Italie. Alliée naturelle des républiques cisalpine et ligurienne, on sent qu'elle devait intervenir dans tous les différens avec leurs voisins : or les occasions de brouille ne manquaient point. Ces deux nouveaux états, convaincus de leur faiblesse, brûlaient de s'agrandir. Gênes rappelait avec orgueil que la Ligurie s'étendait autrefois au nord jusqu'au Pô, et à l'est jusqu'à l'Arno, qui la séparait de l'Etrurie. D'un autre côté, la république cisalpine désirait que l'Adda la séparât de la Suisse, jusqu'à son entrée dans le lac de Como, ce qui n'eût pu se faire sans enlever la Valteline aux Grisons. La contiguité des provinces réclamées par l'une et l'autre; la conformité de langue, de religion, de mœurs ; les rapports de leurs moyens et besoins réciproques; tels étaient les motifs allégués à l'appui de leurs prétentions. Si le directoire eût sérieusement songé à la régénération de l'Italie, il eût senti que, pour affermir le système politique, il eût fallu, avant de révolutionner la Toscane et Rome, former du nord de l'Italie, un seul, ou tout au plus deux états vigoureux (1). Bien loin de là, il accueillit l'idée

(1) Le projet séduisant de faire une seule puissance de l'Italie,

de former à peu près autant de républiques qu'il y avait de petits états ; comme s'il eût craint de perdre son influence sur une confédération moins nombreuse, et que son intention eût été d'en multiplier les membres, afin de les dominer plus aisément.

Troubles en Piémont.

Le roi de Sardaigne, qu'on parlait de détrôner au moment même où l'on reconnaissait avoir le plus pressant besoin de son alliance, ne pouvait échapper à sa destinée, alors qu'il devenait un auxiliaire inutile. On inonda ses provinces d'une foule d'intrigans lombards, brescians, génois et français : on entoura ses frontières de détachemens commandés par les plus intrépides démagogues. Ceux-ci, prêchant partout les charmes de l'égalité, et les avantages de détrôner un prince pour partager les dépouilles de sa cour, trouvaient dans les petites villes du Piémont, quelques prolétaires disposés à les écouter. Asti surtout donna l'exemple, en arborant l'étendard de l'insurrection, et se déclarant indépendante. Partout, les exhortations à la révolte étaient érigées en dogmes politiques ; et la France, qui

---

est sans doute plus chimérique encore que celui de rallier l'Allemagne à une loi commune. Dix états souverains, renfermant des peuples de caractère et de mœurs divers, habitués à voir leur centre de puissance et leur capitale au milieu d'eux, ne pourraient jamais former qu'un faible état fédératif, sujet à des dissensions éternelles, et sans cesse envahi par ses voisins.

pouvait être grande et heureuse après la paix de Campo-Formio, ne fomenta autour d'elle que troubles et divisions.

Depuis plusieurs mois, une agitation sourde se manifestait à Turin, des conjurés menaçaient d'arrêter le Roi ; et ce prince, convaincu qu'on attenterait tôt ou tard à sa personne, crut devoir pousser la prudence jusqu'à nommer un conseil pour administrer le royaume en cas d'événement.

Telle était, à la fin de 1797, la situation des divers états de l'Italie. La paix ne devait point fermer pour eux les blessures de la guerre : les nouveaux comme les anciens, tourmentés par les factions, ruinés par les Français, sans force pour résister aux mal-intentionnés du dedans, et incapables de tenir tête aux ennemis du dehors, paraissaient destinés à trouver leur fin prochaine dans les déchiremens de l'anarchie.

La Suisse et les Grisons sont inquiétés.

La Suisse devint à son tour l'objet de l'ambition directoriale. Déjà Mengaud avait été envoyé à Berne, pour demander l'éloignement du résident anglais Wickham. Sa mission ne se bornait pas là : il se dirigea successivement sur Zurich et Bâle, en vue d'y nouer quelques intrigues pour faire intervenir la France dans une révolution, comme on venait de le pratiquer à Venise et à Gênes. D'un autre côté, Bonaparte demandait au Valais, passage pour les

troupes de son armée qui retournaient en France, et proposait d'établir aux frais de la république, une grande route par le Simplon ou le St.-Bernard. Les glaces perpétuelles, les horribles amas de rochers qui ceignent les Grisons, ne purent les soustraire à la turbulente activité des diplomates républicains. C'était un torrent qui menaçait de tout détruire : dans sa marche vagabonde, il s'avançait vers les Ligues-Grises, qui furent bientôt livrées aux horreurs d'une dissension intestine par suite de la demande formée par les Valtelins, leurs sujets, de composer une quatrième ligue. Mais cet événement, qui eut des conséquences si graves pour le repos du corps helvétique, mérite que nous prenions les choses d'un peu plus haut.

Contestation au sujet de la Valteline.

La Valteline, seigneurie de cinq bailliages qui s'étend au revers méridional des Alpes, consiste dans la vallée supérieure de l'Adda depuis sa source jusqu'à son entrée dans le lac de Como. Les Grisons, qui avaient originairement conquis cette petite province sur les ducs de Milan, en jouissaient paisiblement depuis que François Ier la leur avait garantie, et ils lui conservèrent presque tous ses priviléges. Elle avait son conseil particulier, et ne se trouvait soumise qu'à trois podestats, dont l'administration était scrupuleusement examinée par des syndics nommés à cet effet.

On voit par là que cette suzeraineté n'était

point oppressive : mais, dans un temps où les mots d'*indépendance* et de *liberté* sonnaient si fréquemment et avec tant de charmes à toutes les oreilles, il était difficile que la Valteline, voisine du Milanais, ne cherchât pas à secouer le joug de ses maîtres. Si sa faiblesse lui laissait peu d'espoir de former un état indépendant, on lui fit entrevoir du moins celui de s'agréger à la république cisalpine. Les Valtelins, instigués à la fois par les agens français et lombards, en adressèrent directement la demande à Bonaparte, motivée sur ce qu'ils avaient été anciennement détachés du Milanais, auquel des rapports de langue, de religion, de commerce, les attachaient bien plus qu'aux Suisses (1).

Émancipation de cette province.

Le général français auquel les Grisons députèrent le patricien Planta, proposa d'admettre la Valteline comme quatrième ligue, et offrit sa médiation, pourvu qu'on lui envoyât des commissaires à sa convenance.

Les chefs du gouvernement de Coire nommèrent ces députés, et en référèrent au conseil des communes pour l'émancipation. Mais ce projet ayant été rejeté, et les instructions données aux

(1) Le général en chef avait depuis long-temps envoyé son aide-de-camp Leclerc, pour sonder les dispositions de ces peuples ; et on ne croit pas qu'il fut étranger à ces demandes.

commissaires leur prescrivant de ne rien consentir qui pût blesser l'union héréditaire avec l'Autriche; ils refusèrent leur mission. Le général Murat, choisi comme médiateur, ne les voyant pas paraître, se prononça en faveur des Valtelins; décision que le général en chef confirma le 10 octobre en déclarant leur incorporation à la république cisalpine.

Bonaparte, non content d'émanciper ainsi les sujets des anciens alliés de la France, songea dès-lors à tirer vengeance de la résistance de ceux-ci. Il y avait dans les trois ligues environ 800 officiers et soldats retirés du service de France; et qui, depuis le licenciement de 1792, sollicitaient en vain la pension à laquelle ils avaient droit. Bonaparte fit passer des fonds pour la payer, et s'acquit ainsi leur reconnaissance. Bientôt, ses émissaires leur inspirèrent des défiances contre le gouvernement, et parvinrent à en former un parti favorable aux Valtelins. Ce parti, se sentant soutenu par les troupes françaises cantonnées dans la vallée de l'Adda, redoubla d'audace, et conspira ouvertement contre le gouvernement. Le 1er décembre l'explosion éclata. Les chefs et les membres des Ligues-Grises, assemblés extraordinairement à Coire pour délibérer sur les moyens de conserver leurs conquêtes, furent déposés et gardés à vue. Le congrès général de toutes les communes se réunit,

vota l'admission de la Valteline comme quatrième ligue, et envoya son président à Bonaparte pour lui offrir toute satisfaction, et lui annoncer qu'une commission était chargée de la recherche des coupables: soumission désormais inutile, puisque la réunion de la Valteline à la Cisalpine venait d'être décidée.

Faute commise à cette occasion.

La France modérée et raisonnable n'avait aucun intérêt à cette usurpation sur le corps helvétique, dont les résultats se font sentir aujourd'hui d'une manière funeste. En effet, la république française, sûre alors de l'amitié des Suisses, ne devait pas donner à un état d'une existence aussi précaire que la Cisalpine, des droits qui pouvaient revenir un jour aux anciens possesseurs de la Lombardie. La Valteline réunie aux Grisons, fermait l'accès de la Suisse du côté du Tyrol, diminuait l'influence de l'Autriche sur les vallées helvétiques, garantissait la frontière cisalpine, et couvrait parfaitement la ligne des troupes françaises appelées à combattre sur l'Adige. En réunissant cette province à un état ci-devant autrichien, c'était établir un contact direct entre le haut Tyrol et les communications de l'armée française, ouvrir la route du Tonal et du Bréglio par Sondrio sur Milan; enfin, donner la clef des Alpes rhétiennes à l'Autriche si jamais elle rentrait en possession de la vallée de l'Adda.

Demêlés avec le Portugal.

Le Portugal se ressentit aussi de l'effet de la paix continentale sur l'orgueil du directoire. Le prince du Brésil ne s'était pas empressé de ratifier le traité conclu par le chevalier d'Aranjo: le prince de la Paix, comptant peu sur l'heureuse issue des conférences d'Udine, ou cherchant peut-être à induire en erreur la cour de Lisbonne, la rassurait sur les démonstrations de l'Espagne en Estramadure; tandis que d'un autre côté lord St.-Vincent, mouillé dans le Tage et maître du fort St.-Julien, menaçait de bombarder sa capitale. Le prince du Brésil, ne voyant donc dans cette transaction que des sacrifices en pure perte, refusa d'y souscrire. Cependant, à la nouvelle de la paix avec l'Autriche, le cabinet de Madrid changea de ton, et le Portugal pressé de nouveau, se décidant à ratifier le traité, envoya à son ministre une somme considérable en diamans pour expier ce retard. Le directoire à son tour ne voulut rien entendre, et, moins humilié d'une mystification passagère dont on lui donnait satisfaction, qu'alarmé, dit-on, des révélations que le chevalier d'Aranjo aurait pu faire sur la cupidité de deux de ses membres, il fit arrêter ce ministre contre le droit des gens, et le retint prisonnier jusqu'au moment où il le fit conduire hors de France.

Menaces faites à la Turquie.

La Porte ottomane ne fut pas à l'abri de sa fureur envahissante. Déjà Monge, dans un dis-

cours d'apparat adressé au directoire lors de la présentation des drapeaux conquis par l'armée d'Italie, parlait d'un acheminement à la liberté de la Grèce et à l'expédition d'Egypte, dont Bonaparte avait entretenu le gouvernement dès les conférences d'Udine. L'ambassadeur turc à Paris, instruit de ces étranges déclamations, demanda ce qu'il devait en penser : on lui répondit que Monge n'ayant aucun caractère public, le gouvernement ne pouvait être responsable de ses sorties ; l'ambassadeur, en feignant de se contenter de cette interprétation, avertit le Divan de se tenir en garde contre la République.

La bonne foi et la politique n'ont sans doute jamais marché d'un parfait accord ; mais, dans aucun temps on ne foula aux pieds les traités avec autant d'audace, que le directoire durant les premiers mois qui suivirent la paix avec l'Autriche. En réfléchissant sur la présomption avec laquelle il attaqua tous les intérêts européens, on serait tenté de croire qu'un traité secret lui assurait la participation de la cour de Vienne ; car on ne peut imaginer que le triumvirat ait cru tout oser impunément, sans rompre les engagemens de Campo-Formio, et sans exciter la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse même, à intervenir de nouveau dans les affaires du Continent.

Formation de l'armée d'Angleterre

Le directoire ne fut pas plutôt certain de la ratification du traité par l'Empereur, qu'il se hâta

de tourner ses vues du côté de l'Angleterre. Soit qu'on espérât en imposer au cabinet de St.-James, par la menace d'une descente, soit qu'on voulût fixer ses escadres dans la Manche, et détourner leur attention des mers de l'Inde, on ordonna la formation d'une armée d'Angleterre, dont le commandement fut confié à Bonaparte. Elle se composait de vingt-deux régimens d'infanterie, et de quelques-uns de cavalerie, avec un état-major nombreux. Pour donner plus d'appareil à ces démonstrations, Joubert fut envoyé à La Haye afin de déterminer la république batave à faire tous ses efforts pour remettre en mer une nouvelle escadre. Truguet nommé ambassadeur en Espagne, se chargea d'insister auprès de la cour d'Aranjuez sur la nécessité d'équiper au plutôt une flotte capable de venger le pavillon espagnol, si fort humilié au combat de St.-Vincent. Enfin les ports de Brest et de Toulon reprirent quelque activité pour réparer les imprudentes réformes ordonnées par le successeur de ce ministre.

Dispositions pour le congrès de Rastadt.

Cependant, avant de rien entreprendre au-delà des mers, il importait d'assurer la paix continentale. Le congrès de Rastadt ne pouvait guère s'ouvrir qu'au commencement de l'année suivante. La note impériale à la diète de Ratisbonne, du 1er novembre, une fois notifiée à tous les princes, il s'agissait encore de nommer les ministres, de rédiger leurs instructions, et de

leur laisser le temps d'arriver. D'ailleurs, la mort du roi de Prusse, Frédéric Guillaume II, pouvait amener une révolution complète dans le système politique du Nord, et exercer une grande influence au congrès. Ce prince, qui termina le 16 novembre une carrière plus bizarre que glorieuse, laissait, il est vrai, un successeur d'un caractère loyal et pacifique; mais il était à craindre que, faute d'expérience dans les affaires dont on l'avait tenu éloigné, il ne fût entraîné par la force des événemens. Quoi qu'il en soit, on jugea avantageux de confier à Bonaparte le soin de présider la légation française, composée de Bonnier et de Treilhard; son nom était en effet le plus grand épouvantail des ennemis de la république, et personne ne pouvait mieux que lui conclure un traité, où il s'agissait moins de négocier d'utiles alliances, que de commander des sacrifices à des puissances de second rang.

onvention militaire avec Autriche.

Avant tout, il fallait néanmoins s'assurer la possession de Mayence, et l'abandon d'Ehrenbreitstein et de Philipsbourg aux troupes électorales, autrement la paix séparée avec l'Autriche eût été encore problématique. Bonaparte se rendit donc à Rastadt, où sa mission ne tarda pas à être remplie; le 1er décembre, il signa, avec les comtes de Cobentzel et de Latour, une convention militaire, qui déterminait le mode d'évacuation des places cédées réciproquement par les parties con-

tractantes. Il fut stipulé que les troupes autrichiennes se retireraient dans les Etats héréditaires, et passeraient l'Inn avant le 25 décembre; que la garnison de Mayence passerait le Rhin le 30; qu'au 10 janvier, cette place pourrait être investie et assiégée par les Français, si la garnison électorale n'en faisait pas la remise immédiate; que Manheim, Ehrenbreitstein, Ulm, Philipsbourg, Ingolstadt et Wurtzbourg seraient évacués le 20. Les troupes françaises et cisalpines devaient, à la même époque, remettre le pays de Venise et les places fortes d'Italie, désignées par les articles secrets. Il fut en outre arrêté qu'avant le 8 décembre, les plénipotentiaires autrichiens notifieraient à la diète la résolution de leur souverain de faire sortir son armée du territoire de l'Empire.

Brillante réception de Bonaparte à Paris.

Bonaparte, débarrassé de ce soin, et ne voyant pas jour à un prompt arrangement avec la confédération germanique, partit aussitôt après pour Paris, laissant à ses collègues le soin d'assister à l'ouverture du congrès, et d'en suivre la marche. Il avait rendu de trop éclatans services à la France, pour ne pas y être accueilli avec transport. Les détails de la réception brillante que le gouvernement lui fit, sont trop étrangers au but de cette histoire, pour y trouver place. Le public, plus sincère peut-être que le directoire, rivalisa avec lui pour accabler le héros

pacificateur de témoignages de reconnaissance, d'amour et de respect.

Cependant, averti par différentes lettres anonymes, et plus encore par les leçons de l'histoire, le conquérant de l'Italie ne se dissimulait point l'envie que lui portaient quelques directeurs. En vain, sous l'habit modeste de membre de l'Institut, affectait-il de se dérober à l'attention publique; il n'échappait pas plus aux jalouses observations de ses ennemis, qu'à l'insatiable curiosité de ses admirateurs. Excité par Talleyrand et par une foule de savans avides du merveilleux, il résolut enfin de se mettre lui-même à la tête de l'expédition d'Egypte qu'il avait conseillée. Barras la désapprouvait, pensant que l'Inde, où il avait servi, ne valait pas les hasards d'une telle entreprise. Rewbell aurait préféré créer des petites républiques autour de lui pour y dominer à son gré. Merlin, Réveillère et François de Neufchâteau décidèrent, dit-on, cette fatale course, qui remit en question les destinées de la France et les résultats de six ans de victoires.

Mais je m'écarte de mon sujet : hâtons-nous d'y rentrer, en passant au récit de la campagne de 1798.

LIVRE XIII.

CAMPAGNE DE 1798.

SOMMAIRE.

Le congrès de Rastadt, loin de fixer les destinées de l'Europe, est bientôt réduit à un rôle secondaire. — L'Angleterre isolée, mais fière de ses succès sur les Espagnols et les Hollandais, s'apprête à soutenir une lutte à outrance. — La Russie décidée à prendre une part plus sérieuse à la guerre, reçoit Louis XVIII à Mittau, et prend l'armée de Condé à son service. — Frédéric-Guillaume III en montant sur le trône de Prusse, persiste dans le système de neutralité de son père.

État de l'Orient. — Démarches de Tippo-Saïb, pour obtenir des secours de la France, et former une coalition contre la compagnie britannique. — Progrès de la puissance de Scindiah, qui rétablit le gouvernement des Marattes dans le Mogol, et domine sur le royaume de Poonah. — Son armée, organisée successivement par Deboigne et Peyron, et dirigée par des aventuriers européens, devient de plus en plus redoutable. — Le gouvernement français ignorant ces événemens, mais cédant aux avis de plusieurs conseils, décide une expédition en Egypte, pour y fonder une colonie, soutenir ses anciens alliés dans l'Inde, ou rétablir du moins un commerce direct avec ces riches contrées par la Méditerranée et la Mer-Rouge.

Au moment où cette expédition imprudente entraîne l'élite de l'armée sur ces rivages lointains, le gouvernement foule aux pieds tous les traités, en envahissant la Suisse, Rome et le Piémont.

Changement démocratique en Hollande. — Troubles à Rome. —

Assassinat de Duphot. — Entrée des Français au Capitole. — Proclamation de la république romaine.

Trames ourdies pour exciter une révolution en Suisse. — Les Vaudois réclament leurs droits sous la garantie de la France. — Bâle demande une nouvelle constitution. — Entrée d'une division de l'armée d'Italie à Lausanne. — Energie de l'avoyer Steiger. — Préparatifs de défense des Bernois ; ils font des concessions. — Négociations fallacieuses de Brune à Payerne. — L'armée du Rhin, qui depuis deux mois a fait occuper l'Erguel, prend Soleure : les Vaudois et Brune s'emparent de Fribourg. — Combat de Fraubrunnen et de Neueneck. — Prise de Berne. — Division de la Suisse en plusieurs républiques. — Réunion de Genève à la France. — Insurrection des troupes républicaines à Rome et à Mantoue. — Mouvement de la populace de Vienne contre Bernadotte, qui part sans obtenir satisfaction.

Les élections de l'an VI excitent des troubles en France. — Le directoire persiste dans ses démarches hostiles envers les Etats-Unis ; il inquiète les villes anséatiques. — Traités d'alliance avec les républiques cisalpine et ligurienne. — Convention avec le roi de Sardaigne, pour l'occupation de la citadelle de Turin. — Proclamation de la république helvétique, une et indivisible. — Refus des petits cantons d'en faire partie : Schawembourg les attaque ; résistance vigoureuse de ces républicains.

Le trésor bernois sert à presser l'expédition d'Egypte. — Départ de la flotte de Toulon. — Prise de Malte, à l'aide des intelligences que Poussielgue y a ménagées. — Nelson se met à la poursuite de l'escadre républicaine, qu'il ne rencontre pas d'abord. — Débarquement des Français à Alexandrie. — Nelson, revenu sur ses pas, détruit l'escadre à Aboukir. — Bonaparte défait les Mameloucks à la bataille des Pyramides, et s'empare du Caire. — Desaix poursuit les Beys dans la Haute-Egypte. — Les Anglais, prévoyant ces succès, portent de nombreux renforts dans l'Inde.

Événemens maritimes en Europe. — Les Français tentent vainement de s'emparer des îles St.-Marcouf ; et les Anglais, débarqués près d'Ostende, y essuient une défaite totale. — L'Irlande s'insurge : les Français y jettent un corps de 1,500 hommes sous le général Humbert, qui, après une résistance honorable, est

forcé à mettre bas les armes. — Une autre escadre portant 3 mille hommes, sous le général Hardy, est prise dans la traversée. — Lord Cornwallis, envoyé dans cette île avec des forces imposantes, la soumet entièrement.

État des Antilles. — Scission déplorable à St.-Domingue. — Le général Hédouville, envoyé par le directoire en qualité de gouverneur, est forcé par Toussaint à se rembarquer.

Conférences de Selz entre la France et l'Autriche, relativement aux changemens survenus depuis le traité de Campo-Formio. — Suite des négociations de Rastadt.

CHAPITRE LXXVII.

Coup-d'œil sur la situation de l'Europe. — Ouverture du congrès de Rastadt. — Révolution démocratique en Hollande. — Invasion et révolution de la Suisse. — Combat de Neueneck. — Prise de Berne. — Troubles intestins en Suisse, au sujet de la constitution présentée par le directoire. — Proclamation d'une république helvétique. — Réunion de Genève à la France. — Invasion des Etats romains par les Français. — Création de la république romaine. — Insurrection des troupes à Rome et à Mantoue. — Troubles en Corse. — Insulte faite à l'ambassadeur de France à Vienne.

Le traité qui venait d'être signé à Campo-Formio, semblait devoir être le gage d'une paix durable entre la France et l'Autriche. Les peuples réclamaient à grands cris le repos dont six années de guerre ou d'agitations intestines leur faisaient sentir l'impérieux besoin : et le cabinet de Vienne, consolé de l'humiliation de ses armes par l'acquisition de Venise, eût peut-être re-

noncé à être plus long-temps l'instrument de l'Angleterre, si la crainte de la propagation des principes révolutionnaires ne lui eût fait envisager la paix comme une trêve, pendant laquelle il devait se préparer à rentrer bientôt en lice.

L'Autriche en laissant bloquer Mayence par le général Hatry, et retirant furtivement ses troupes le 28 décembre pour faciliter aux Français l'entrée de ce boulevard de la Germanie, avait donné un gage suffisant de ses dispositions pacifiques. Les stipulations de Campo-Formio lui présentaient en effet assez d'avantages pour que le cabinet impérial ne recourût pas légèrement à la chance douteuse des combats, si le directoire ne lui donnait pas de justes griefs, ou de puissans motifs d'alarmes.

C'est ce qui ne tarda pas d'arriver. La France, en proie aux convulsions d'une politique aussi violente dans ses moyens que vague dans ses combinaisons, jouissait peu des bienfaits de la paix. Sourdement agitée par la réaction du 18 fructidor, privée de tout crédit par une législation monstrueuse et la banqueroute qui avait suivi cette journée, la république cumulait fautes sur fautes : un gaspillage honteux absorbait tout, et le directoire ne savait plus désormais avec quelles dépouilles entretenir ses nombreuses armées; comme s'il eût pris à tâche de rendre

sa perte plus certaine, il condamnait encore à un honorable exil les hommes qui avaient élevé la France au faîte de la gloire, bien que leurs services devinssent de plus en plus indispensables pour la mettre à l'abri des dangers que ses injustes agressions amoncelaient autour d'elle.

Empire. L'Empire germanique soupirait après le repos; et les princes dont il était composé attendaient sans défiance les décisions du congrès de Rastadt; car la plupart ignoraient encore que leur ancien protecteur fût d'intelligence avec le directoire, pour partager leurs dépouilles.

Prusse. Frédéric-Guillaume III, en prenant les rênes de la Prusse, professa des principes de philantropie, de modération, et de loyauté, garans certains du bonheur des nations dans les temps calmes, mais faibles préservatifs contre les bouleversemens politiques. Une armée bien rétablie, des finances restaurées, et le caractère du roi, lui assuraient une grande influence sur les cabinets de l'Empire : fidèle néanmoins à son système de neutralité, il repoussait les suggestions de l'Angleterre, et semblait ne vouloir augmenter sa puissance qu'en laissant affaiblir ses voisins et s'entourant d'alliés naturels.

Russie. Le successeur de Catherine II, vaquait encore en silence à l'administration de son vaste empire. Arbitre de la Suède par les rapports qui existaient entre lui et Gustave IV; craint de la Prusse,

et flatté par l'Autriche ; il ne pouvait plus se dissimuler que le temps était venu de prendre une part active aux affaires du midi de l'Europe. L'Angleterre ne négligeait aucun moyen de le mettre dans ses intérêts, en s'attachant le petit nombre de conseillers intimes, capables d'exercer quelque influence sur un prince aussi passionné. Les agens britanniques ne manquaient pas d'argumens pour l'entraîner ; la prépondérance que la France acquérait en Morée par la possession de Corfou, l'expulsion des consuls russes de Venise, furent bientôt suivies de griefs plus puissans. Quoique l'asile donné à Louis XVIII à Mittau, et l'admission de l'armée de Condé à la solde russe, fussent dans le principe des actes de pure générosité, on ne tarda pas à s'apercevoir que Paul ne demandait qu'une occasion de rentrer dans le système de Catherine, dont il s'était un moment écarté.

L'Espagne, toujours gouvernée par le même favori, persistait dans son alliance avec la France ; mais les désastres de sa marine, la ruine de son commerce, étaient les seuls fruits qu'elle eût jusqu'alors recueillis d'un changement tardif de système. Espagne.

Le Portugal, pâle satellite de l'Angleterre, se voyait tout à l'heure abandonné à lui-même : le renvoi du chevalier d'Aranjo et le traité de Campo-Formio, le laissaient exposé à la vindicte Portugal.

du directoire, qui déjà ordonnait d'assembler une armée à Perpignan, sous les ordres d'Augereau, soit pour envahir réellement la Lusitanie, soit pour lui imposer des conditions plus dures que le traité du 10 août.

Italie.

L'Italie paraissait tranquille; mais ce repos était celui d'un volcan. Les aristocraties de Gênes et de Venise, bien que renversées, s'agitaient dans l'ombre : Naples, effrayée du sort de ses voisins, et entraînée par la reine et Acton, se rattachait de nouveau à l'Angleterre : le trône pontifical, miné par l'esprit du siècle et les intrigues de la France, menaçait ruine de toutes parts; déjà ses plus belles provinces, au mépris des foudres de l'Eglise, s'étaient constituées en république anconitaine : la république cisalpine s'agrandissait avec une rapidité inquiétante pour ses voisins : enfin le Piémont, entouré de gouvernemens démocratiques qui y soufflaient leurs doctrines, éprouvait déjà tous les avant-coureurs d'une révolution.

République batave.

En Hollande, un pendant du 18 fructidor venait de transférer l'autorité entre les mains des démocrates les plus prononcés, et d'assurer ainsi l'influence du directoire français. Le cabinet du Luxembourg voyait avec inquiétude le parti modéré pencher vers l'aristocratie et maîtriser en quelque sorte les décisions de l'assemblée nationale batave : craignant qu'elle n'entraînât le

gouvernement dans quelque résolution contraire aux intérêts de la France, il résolut d'augmenter la démocratie de ses institutions, et de faire abolir le système fédératif qui avait prévalu malgré lui. L'envoyé Noël fut rappelé, et l'ex-ministre Delacroix fut chargé de cette opération, de concert avec le général Joubert qui commandait l'armée d'occupation.

L'assemblée hollandaise venait de rendre quelques décrets, contre lesquels 43 de ses membres avaient protesté. C'est à cette minorité que s'adressa Delacroix, pour venir à bout de ses projets; et après avoir réussi à les lui faire adopter, il en fixa l'exécution au 22 janvier. Dans la nuit, les généraux Joubert et Daendels firent prendre les armes à la garde nationale et aux troupes de la garnison : les barrières furent fermées; et les 43 députés dévoués à la France, rassemblés à l'hôtel de Harlem, ordonnèrent l'arrestation de six membres de la commission diplomatique, et de 22 représentans. Cette opération terminée, ils se rendirent au lieu ordinaire des séances de l'assemblée, où les autres députés s'étaient déjà réunis. La salle fut entourée par les troupes; et là, sous l'influence des baïonnettes, les signataires de la protestation se rendirent maîtres des délibérations. Après avoir fait sanctionner les mesures extraordinaires de la nuit par leurs collègues, ils n'eurent pas de peine à obtenir d'eux

l'adoption des changemens résolus. L'assemblée nationale se constitua en assemblée législative; et annula tous les règlemens des Etats-Généraux qui la régissaient. Le système fédératif fut aboli; et la république batave, déclarée *une et indivisible*. Les autorités provinciales se changèrent en autorités administratives : enfin l'on décréta que le pouvoir exécutif serait confié, comme en France, à un directoire de cinq membres. La séance, dont on accorda les honneurs à l'ambassadeur Delacroix, fut terminée par le serment de haine au stathoudérat, au fédéralisme et à l'aristocratie : dix députés qui refusèrent de le prêter furent à l'instant cassés.

Ainsi, s'acheva sans effusion de sang, cette révolution, à qui la journée du 18 fructidor avait servi de modèle. Plus tard, quand l'appareil militaire qui avait intimidé les représentans eut disparu, beaucoup d'entre eux donnèrent leur démission, et désavouèrent la part qu'ils avaient prise à ces événemens.

Turquie. Une malheureuse destinée semblait frapper à l'envi tous les états qui n'avaient point participé à cette guerre; Venise, pour n'avoir pas su se décider contre la France, venait de disparaître du rang des puissances. La Porte, pour avoir résisté à toutes les insinuations des ennemis de la république, et proposé même sa médiation, voyait ses provinces de Morée menacées de pro-

pagande; la Romélie, la Servie et la Valachie en proie aux attaques de Passwan-Oglou; enfin ses possessions d'Afrique et de Syrie, à la veille d'être envahies, bien que le directoire lui renouvelât les assurances de la plus étroite amitié.

Angleterre.

Le cabinet de Londres persuadé, par le peu de succès de la mission de Malmesbury à Lille, qu'il fallait se résigner à rendre ses conquêtes, ou à pousser une guerre à outrance, sentait néanmoins tout l'intérêt qu'il avait à intervenir dans les négociations de Rastadt. Il eût conservé ainsi son influence dans les affaires du continent; et, persuadant en même temps au peuple qu'on ne négligeait aucune occasion de se procurer une paix honorable, on le disposait à tous les sacrifices pour l'obtenir. Malgré les succès maritimes de l'Angleterre et l'accroissement de son commerce, les préparatifs qui se faisaient dans les ports de Hollande, de France et d'Espagne, un emprunt forcé progressif de 80 millions spécialement destiné aux frais d'une descente, et l'activité qui régnait dans les chantiers ennemis, ne laissaient pas de lui causer de vives inquiétudes. Le ministre Dundas fut autorisé à requérir autant de milices que les circonstances l'exigeraient, et à prélever d'abord le nombre d'hommes nécessaires pour compléter 13 à 14 régimens qui n'avaient presque plus que des officiers. Afin de faire face aux dépenses

qu'allaient occasionner l'augmentation de l'armée et les fortifications élevées sur différens points de la côte, un impôt fut mis sur les maisons, les fenêtres, les horloges, de même que sur les valets, les chevaux, les chiens, et les équipages de luxe.

Politique du directoire.

Le directoire exécutif, au lieu de profiter de sa réconciliation avec l'Autriche pour consolider les institutions naissantes de la France, semblait, au contraire, chercher à se créer de nouveaux ennemis. Sa politique altière traitait ses alliés comme des sujets; et partout ses émissaires cherchaient à soulever les peuples contre leurs gouvernemens. On eût dit que son zèle révolutionnaire aspirait à démocratiser l'Europe, pour mieux la dominer. Jamais époque, cependant, n'avait été aussi favorable pour rendre la France heureuse et puissante, car ses conquêtes étaient légitimées par un traité; mais la prospérité éveille l'ambition, et celle-ci enfante des projets gigantesques. C'était peu pour le directoire d'avoir donné à la république française des frontières naturelles; il voulait aussi lui former une ceinture d'états, qui en éloignât pour jamais l'ennemi. Grâces à ses victoires, il avait déjà érigé à sa droite les républiques ligurienne et cisalpine; à sa gauche, la république batave. Il lui manquait au centre, un état qui pût pour ainsi dire former le nœud de son système fédératif;

et il comptait trouver dans la Suisse un boulevard inexpugnable, propre à dominer en même temps l'Allemagne et l'Italie.

Ses vues sur la Suisse

Séduit par tant d'avantages, il eût été naturel que le directoire cherchât à étendre son influence en Helvétie; mais, peu habitué aux ménagemens, il trouva plus commode de l'envahir, sans s'inquiéter si cette infraction aux traités n'équivaudrait pas à une déclaration de guerre contre l'Europe entière, qui avait tant d'intérêt à s'y opposer.

Il crut sans doute en imposer à l'opinion générale, par des prétextes d'une nature toute particulière : « La coalition, disait-il, s'est moins » formée contre la France, que contre les prin- » cipes de la révolution. A la vérité, la paix » vient d'être signée : mais la haine que leur » vouent les Souverains n'est pas moins active; » et les chicanes diplomatiques qu'opposent » l'Empereur et l'Angleterre à la conclusion de » la paix générale, en prouvant qu'ils ne cher- » chent que l'occasion d'une rupture, démon- » trent la nécessité d'*établir un juste équilibre* » *entre les états démocratiques et les monarchi-* » *ques*. Or, la Suisse, cet antique refuge de la » liberté, foulée aux pieds par une insolente » aristocratie, ne peut conserver plus long-temps » la forme de son gouvernement, sans priver

» la France d'une partie des ressources, et de » l'appui qu'elle serait en droit d'en attendre » sous un autre régime, en cas que la guerre » vienne à se rallumer. »

Ainsi, il fallait tout l'aveuglement du directoire, pour que la peur même le portât à des invasions, et qu'il comptât parer à des dangers imaginaires, par des mesures violentes qui devaient attirer sur lui la haine des états les plus pacifiques.

Importance de la neutralité de la Suisse.

La question de la neutralité de la Suisse se rattache en effet aux plus hautes combinaisons de la politique européenne : l'Empire, l'Autriche, la France et l'Italie, y ont un égal intérêt. Sans cette neutralité, la ligne du Rhin n'est plus pour tous les partis, qu'une vaine barrière : les Alpes ne mettront plus obstacle à l'invasion de la France ni de l'Italie. Voudrait-on inférer de là, que chacun eût été intéressé à s'emparer d'un pays si important? Ce raisonnement serait absurde. La France, maîtresse de Strasbourg et de Mayence, possédait tous les avantages de la ligne du Rhin envahissant la Suisse, elle se les arrachait elle-même. Si le sort incertain des armes lui était un jour contraire, l'immense supériorité acquise par la république devenait illusoire : la moindre victoire des Autrichiens sur les rives de l'Aar leur eût ouvert l'accès du Jura, et permis d'atta-

quer le sol français, par le seul point vulnérable de sa frontière.

En portant nos regards du côté de l'Italie, nous trouvons les mêmes combinaisons : supposé la Suisse neutre, la France, maîtresse de Mantoue, de Pizzighetone, et disposant de toutes les places du Piémont, avait un avantage très-marqué sur les Impériaux, réduits pour tout appui aux murs de Vérone et aux remparts de Palma-Nova. Détruisez le prestige de cette neutralité ; le moindre succès obtenu en Suisse par une armée impériale, n'eût-il pas fait tomber toute la défense de l'Italie, et contraint l'armée française à rétrograder, pour arrêter l'ennemi aux confins du Dauphiné ou sur les bords du Rhône?

Ces résultats étaient tellement palpables, que, si jamais la France, dans ses anciennes limites, avait pu convoiter la Suisse comme point offensif, elle aurait dû tout faire pour en consacrer la neutralité, depuis qu'elle-même se trouvait en possession de la Lombardie et des places du Rhin.

La position du moment était donc loin de motiver une agression odieuse ; mais les intérêts permanens d'une politique sage et prévoyante l'interdisaient bien plus encore. Si les Français étaient entrés en Suisse pour en faire la conquête et s'y fixer définitivement, on eût compris un

pareil motif, qui, sans légitimer l'usurpation, la rendait au moins plausible (1).

Mais comment espérer que l'Europe sanctionnât jamais un pareil accroissement? Dès que la chose était impossible, quel intérêt pouvait-on trouver à détruire le repos de ces vallées, où parmi des milliers de partisans, l'on démêlait à peine quelques ennemis dans les familles patriciennes? Quel avantage, de se compromettre envers toute l'Europe, et d'appeler la Russie et la Prusse à prendre part à la coalition, sans autre but que de propager la démocratie dans deux ou trois cantons et de la renverser dans plusieurs autres? Etait-ce pour lever 18 mille auxiliaires, qu'on eût plus facilement obtenus par le simple renouvellement des capitulations?

Faute que les Français commirent en la violant

Le directoire commit donc une erreur fatale, en imaginant consolider la position militaire de la France, par l'occupation passagère des montagnes helvétiques : on peut dire hardiment qu'il s'affaiblit au contraire en raison de l'extension démesurée que cela donnait à sa défense. Car ce n'est pas seulement l'augmentation d'une étendue circulaire de près de 100 lieues qu'il faut

---

(1) Il ne faut pas oublier que l'auteur fait ici une supposition dans l'intérêt français. Comme Suisse et soldat, il n'hésitera jamais à se dévouer pour l'indépendance de son pays.

considérer ici; c'est la contiguité permanente d'une ligne qui, de Venise, court par Trente et Constance, jusqu'aux marais de la Frise et à la mer du Nord. Cet espace étant coupé en deux par la masse des Alpes, si l'on neutralisait ce centre, il en résulterait que chacune des fractions, isolée en elle-même, offrirait une ligne d'opérations entièrement indépendante. On pourrait dès-lors choisir sur chacune des ailes le point stratégique le plus convenable à ses opérations, sans s'inquiéter de ce qui se passerait aux accessoires. Par exemple, la gauche appelée à couvrir le Rhin s'attacherait particulièrement à l'espace entre Strasbourg et Mayence, sans craindre que l'ennemi se portât sur ses extrémités, le long de la mer ou de la ligne neutre. On peut en dire autant de la droite chargée de protéger la Lombardie; car toute sa défense se concentrerait sur l'excellente ligne du Mincio ou de l'Adige.

Mais en comprenant le territoire suisse dans le front d'opérations, dès-lors tout se trouve lié, depuis l'Adriatique, jusqu'aux bouches de l'Yssel : et dans cette étendue de 300 lieues on s'attachera à tout couvrir, parce que l'ennemi pourra tout attaquer. La ligne de l'Adige, comme celle de Strasbourg à Mayence, n'y seront plus que des fractions secondaires, dont la défense et l'attaque seraient subordonnées à ce qui se

passerait à quelques lieues plus loin. La Suisse elle-même, flanquée par la Souabe et l'Italie, devra être gardée partout, si le sort des combats attire les deux partis sur ses frontières. Celui qui l'occuperait, réduit à s'y défendre, serait obligé de couvrir Bâle comme Schaffhouse, Rheineck comme le St.-Gothard, et le Simplon aussi bien que le Mont-Cenis, sans être dispensé pour cela d'avoir des forces imposantes sur le Rhin et le Pô. Ainsi la puissance qui se trouverait réduite à la défensive, ayant ses armées morcelées en vingt corps, donnerait prise partout à un ennemi actif et entreprenant, qui, par la rapidité de ses mouvemens, saurait multiplier ses forces assaillantes.

En effet, la campagne suivante ne manqua pas de prouver que, si les saillans de Schaffhouse et du Simplon offrent quelques avantages stratégiques pour un simple passage, c'était une faute inouïe pour la France, aussi bien que pour l'Autriche, de comprendre la Suisse comme champ d'opérations, dans un plan de campagne (1). Si

(1) Les réflexions qu'on vient de lire ne s'accordent pas avec l'opinion émise récemment à la tribune par un officier général, dont nous respectons autant le noble caractère que les talens. Un écrivain célèbre lui a déjà répondu dans une brochure, intitulée: *De la Suisse dans l'intérêt de l'Europe.* Notre but étant uniquement de retracer l'état des choses en 1798, nous ne saurions nous livrer à des débats qui se rapportent au temps présent, et nous

cette vérité n'était pas démontrée par les événemens de 1799, on en trouverait une preuve dans la conduite de Napoléon en 1805 et 1809 : il respecta ce territoire, que son titre de médiateur et sa toute-puissance lui eussent permis de fouler impunément, mais que son propre intérêt lui commandait de laisser intact. Quelqu'appréciateur qu'il fût des avantages de deux ou trois débouchés, il sut les subordonner aux calculs de la politique; et prouva qu'on trouve toujours une route pour manœuvrer sur les communications de l'ennemi, sans fouler aux pieds les liens nationaux, et sans bouleverser les rapports des différens états européens. Quoi qu'on en pense, il est temps de quitter une digression que notre cadre historique n'admet pas dans toute son étendue; et nous nous hâtons de revenir aux projets du directoire.

Projets sur Rome et l'Egypte

En attendant que ses vues sur la Suisse eussent acquis leur maturité, il se préparait à renverser le gouvernement pontifical, et à enlever l'Egypte à la Porte. Si la première de ses entreprises n'offrait pas beaucoup de difficultés, la seconde exigeait de grands préparatifs. Tout était en mouvement dans les ports de l'Océan et de la

renvoyons nos lecteurs à cet intéressant ouvrage : le motif tout patriotique qui l'a dicté lui méritera l'estime du législateur dont il combat les assertions.

Méditerranée; et le rassemblement d'une armée sur les côtes de la Manche, tenant l'Angleterre et l'Europe dans l'attente d'une prochaine descente, cachait la véritable destination assignée à l'escadre de Toulon, dont Brueys, de retour de Corfou, venait de prendre le commandement.

Jusqu'aux mesures de finances dénotaient l'intention de porter le théâtre de la guerre au sein des îles Britanniques, et l'emprunt forcé de 80 millions, spécialement affecté aux frais d'une descente, ne fut sans doute qu'une ruse pour mieux donner le change à l'ennemi. En attendant l'exécution de ces menaces dont l'Angleterre ne se laissait point intimider, on faisait une guerre active à son commerce : dès le 4 janvier une saisie générale de toutes les marchandises manufacturées dans les trois royaumes, eut lieu simultanément d'un bout de la France à l'autre.

Le voyage de Bonaparte hâte l'explosion.

Cependant cette expédition d'Egypte, décidée depuis deux mois, était entravée par l'extrême pénurie des finances. Bonaparte instruit dans son voyage de Milan à Rastadt, que le gouvernement de Berne possédait un trésor de 30 à 40 millions, et n'ignorant point les intentions du directoire à l'égard de la Suisse, leva tous ses scrupules, et lui conseilla d'en hâter l'exécution (1). L'entreprise

(1) Il n'est pas probable, comme beaucoup de gens l'ont dit, que le besoin d'argent pour l'expédition d'Egypte ait été le prin-

une fois résolue, on ne manqua pas de raisons pour la colorer des apparences de la justice; car déjà des publicistes gagés n'avaient d'autre tâche que de justifier les usurpations et les folies du directoire. Mais avant d'entrer dans le détail de cette injuste agression, dont pourtant il résulta quelque bien pour les sujets des Suisses, il ne sera pas hors de propos de donner une idée de la ligue helvétique, telle qu'elle existait alors sous l'empire de ses vieilles constitutions.

Etat des canton suisses.

Le gouvernement des cantons suisses était, de toute l'Europe, celui dont l'action se faisait le moins sentir au peuple. L'économie, la justice et l'indulgence, étaient les bases de son administration (1). Chaque canton se gouvernait séparément; et les liens fédératifs n'avaient pour but que la garantie mutuelle de leur indépendance. Les habitans des campagnes, bons et laborieux, tiraient de leur industrie ou de l'agri-

---

cipal motif de l'invasion de la Suisse : car, au fait, rien n'eût empêché les Bernois de mettre leur trésor en sûreté : mais on est fondé à croire que l'appât de cet argent en accéléra l'exécution, et qu'on voulut d'un même coup s'assurer d'un capital précieux, et dominer en Helvétie.

(1) Bien que l'auteur, d'origine vaudoise, se fasse gloire d'avoir concouru à l'émancipation de son pays, il se fera un devoir de rendre justice à qui de droit : quand les intérêts sont satisfaits, l'esprit de parti doit se taire, et un Bernois qui défend son pays, a des droits à l'estime, comme un Vaudois qui veut être citoyen.

culture la source de leur bien-être. Satisfaits de leur sort, ils ne cherchaient pas à l'améliorer; et jusqu'alors ils étaient restés paisibles spectateurs des révolutions politiques. De bons esprits désiraient cependant la réforme de quelques abus dans plusieurs branches de l'administration : les pouvoirs des baillifs, les droits exclusifs des habitans des capitales, l'extension des priviléges des patriciens, leur paraissaient devoir être limités par de nouvelles lois; mais ils voulaient que ces améliorations se fissent peu à peu, sans secousses, et surtout sans intervention étrangère. Tout en conservant leur attachement à des institutions dont une expérience de quatre siècles avait prouvé la bonté, leur esprit républicain envisagea avec d'autres yeux que le reste de l'Europe, les changemens que la révolution avait apportés dans le gouvernement français. Et, il faut le dire, les idées d'égalité sont plus naturelles à de petites contrées, qui, étrangères aux grands débats européens, n'ont pas besoin d'autant de force pour soutenir au dehors la prépondérance que recherche une grande nation. Les intérêts et les amours-propres mis plus souvent en contact, et sujets à des froissemens journaliers, rendent, chez un peuple peu nombreux et simple, les priviléges exclusifs plus insupportables; surtout quand ceux-ci, loin d'être l'apanage de quelques familles illustrées par d'émi-

nens services, sont usurpés par la bourgeoisie entière d'une ville, et deviennent la source de prétentions ridicules.

Intérêts particulier des pays réunis.

En effet, si plusieurs des cantons suisses vivaient en général heureux et satisfaits sous les lois qu'ils s'étaient données eux-mêmes, il n'en était pas ainsi dans quelques provinces réunies plus tard par les chances de la guerre, et qui n'avaient pu prendre part au pacte primitif. Sous la dénomination de sujets, flétrissante chez les peuples républicains, les habitans étaient privés de tous droits politiques, sans que leur fortune ou leur naissance pût les arracher à cette exclusion.

Nous avons déjà indiqué les intérêts que cet ordre de choses avait créés dans le pays de Vaud : les villes de l'Argovie, la Thurgovie, les bailliages mixtes, les bailliages italiens, étaient dans le même cas. Les campagnes du canton de Zurich, réduites à peu près au même sort, ajoutaient encore à ces griefs celui d'un monopole odieux, qui concentrait dans les mains du négociant du chef-lieu, la vente et l'achat de tous les produits de l'industrie.

Les Vaudoi réclament leurs droit garantis pa la France.

A plusieurs reprises les Vaudois, plus entreprenans, avaient élevé la voix pour réclamer, sinon leur indépendance, du moins la restitution de leurs droits naturels : mais les magistrats de Berne, ne les considérant que comme des sujets rebelles, avaient comprimé leurs plaintes, et

puni des fers ou du bannissement les patriotes qui avaient osé demander justice. Quand l'infortune prend sa source dans de si nobles causes, elle excite l'intérêt; et la France victorieuse accueillit ces illustres exilés. Un comité secret s'organisa à Paris : le frère du général Laharpe, qui en était un des principaux membres, dans un essai sur la constitution du pays de Vaud, réclama pour son pays les droits que lui avait enlevés l'oligarchie bernoise. Suivant lui, l'acte de cession souscrit par le duc de Savoie en 1564, en faveur de Berne, stipulait expressément sous la garantie du roi de France, que le pays de Vaud, gouverné depuis long-temps par des états nationaux sous la présidence d'un bailli-ducal, conserverait tous ses priviléges. C'était remonter bien haut, pour trouver des sources équivoques de droits imprescriptibles; mais le directoire n'y regarda pas de si près : il accueillit les députés vaudois avec bienveillance; et, en sa double qualité d'héritier de Charles IX et de Philibert-Emmanuel, sous le règne desquels le traité s'était conclu, il promit le redressement de leurs plaintes.

Effet de cette démarche.

Cette réclamation produisit en Suisse une forte sensation : elle excita les habitans des campagnes à soutenir leurs droits, et fit apercevoir différens abus dont une longue habitude avait dissimulé l'existence. La publication de quelques

écrits politiques vint encore augmenter la déconsidération du gouvernement; et, dans plusieurs contrées, l'esprit public se prononça hautement pour une réforme. Quelques gens sages proposèrent alors au sénat de Berne, de calmer cette fermentation par des concessions populaires : mais ces patriciens jaloux de leur autorité, loin de se montrer disposés à faire le sacrifice de quelques priviléges, imprimèrent au contraire au gouvernement, une rigueur qui ne servit qu'à lui susciter de nouveaux ennemis.

Intrigues d'Ochs.

A cette époque, Bonaparte traversa une partie de la Suisse en se rendant au congrès de Rastadt. Ce voyage, dont le but évident était de connaître l'opinion, réchauffa le zèle des mécontens et augmenta leur nombre. Les victoires du général, et les créations républicaines qui en résultèrent, avaient enflammé tous les esprits. Aussi, à son passage à Lausanne, les Vaudois se pressèrent autour de lui, et le proclamèrent le restaurateur de leur prochaine liberté. A Bâle, il eut une longue conférence avec le tribun Ochs, partisan zélé des projets de réforme, homme d'esprit, très-propre à conduire une intrigue: il ne lui fut pas difficile de le déterminer à se rendre à Paris, pour se concerter avec le directoire.

Les Français s'emparent de l'Erguel.

Ochs s'entendit bientôt avec un gouvernement enivré de ses succès, et avide de propagande:

ils s'accordèrent à projeter l'établissement d'une république une et indivisible, qu'ils regardaient comme plus favorable aux intérêts de la France, que le régime fédératif. Si le désir de donner plus de force à sa patrie, en centralisant dans une autorité commune les intérêts de 13 cantons divisés de mœurs et d'opinion, avait été le seul mobile d'Ochs, la Suisse lui devrait des regrets; mais on a lieu de croire que la soif du pouvoir l'emporta chez lui sur l'amour du pays. Quoi qu'il en soit, cet agent sans mission convint avec le directoire que l'on commencerait par s'emparer de Bienne, de l'Erguel et du Munsterthal, agrégés à la confédération, sous la suzeraineté de l'évêque de Bâle, chassé de ses états par Custine en 1792. Il fut décidé aussi qu'on exciterait les bailliages italiens à imiter l'exemple du pays de Vaud; enfin, que la république française prendrait sous sa protection tous les individus qui chercheraient à se soustraire à la domination des cantons aristocratiques. L'agent Mengaud, accrédité comme chargé d'affaires, reçut l'ordre d'inonder la Suisse d'écrits révolutionnaires, de favoriser la formation des clubs, et de promettre aux novateurs de prompts secours d'hommes et d'argent.

Sensation de cet événement à Berne.

La première hostilité contre la ligue helvétique, fut la prise de possession de l'Erguel. Cinq bataillons tirés de l'armée du Rhin, et comman-

dés par l'adjudant-général Bonnamy, y ayant pénétré le 15 décembre, s'emparèrent sans résistance des vallées de Moutiers et de St.-Imier. Plusieurs membres du conseil souverain de Berne, à la tête desquels on remarquait l'avoyer Steiger, tentèrent alors d'ouvrir les yeux à leurs collègues; et démontrèrent en vain que le seul moyen d'échapper aux projets destructeurs du directoire, était de prendre une initiative vigoureuse; d'appeler tous les cantons aux armes, et de repousser les Français du territoire qu'ils avaient envahi. La majorité rejeta ces mesures comme trop dangereuses, et se flatta de tout concilier par des négociations. Les avis timides sont toujours spécieux : aussi dans cette occasion prévalurent-ils au Sénat.

L'avoyer Steiger veut les attaquer.

A la vérité, les vallées helvétiques n'étaient plus ce sol classique des vertus héroïques, inspirées par l'amour de la liberté : elles n'avaient plus de ressemblance avec ce pays pauvre, dont l'habitant ne possédait jadis qu'une chétive cabane et son courage. L'industrie, qui recherche toutes les contrées populeuses où la main-d'œuvre s'obtient à bas prix, avait envahi jusqu'aux vallées les plus sauvages. Les descendans des vainqueurs de Sempach étaient transformés en tisseurs de mousselines, qui le cédaient peu à celles dont se couvrent les Nababs de l'Indostan. L'industrie, l'esprit d'ordre, le commerce,

avaient amené l'aisance : et si des lois somptuaires repoussaient un luxe dangereux, il n'en est pas moins vrai que le peuple, un des plus aisés qu'il y eût en Europe, avait perdu son antique austérité, source de ses vertus guerrières. Cependant, le souvenir de la gloire passée animait encore plusieurs contrées; et, aux noms de Guillaume Tell et de Morgarten, bien des Suisses électrisés se croyaient invincibles dans leurs montagnes.

Désunion des cantons.

Quoi qu'il s'en fallût de beaucoup que les milices suisses montassent à 200 mille hommes, comme le pensait Frédéric-le-Grand; et que les temps fussent bien changés, où la victoire dépendait du choc impétueux d'une masse armée de piques et bardée de fer, on peut croire que la lutte eût été longue et sanglante, si les cantons avaient unanimement accepté la proposition de Steiger. Mais l'esprit de parti qui divise tout, devait armer parens contre parens, canton contre canton, paralyser les uns, et épouvanter les autres. Tout ce que Berne pouvait espérer, était de retarder sa chute, jusqu'à ce que l'Allemagne entière, indignée et menacée, volât à son secours. Les autres cantons, différant d'opinions aussi bien que de formes de gouvernement, étaient loin de regarder le danger comme imminent. Cependant, sur la demande de Berne et de Fribourg, on nomma par-

Ils assemblent une diète.

tout des députés qui se réunirent à Arau, pour y débattre les intérêts communs et pourvoir à la défense générale.

Déclaration hostile du directoire.

Pendant que cette diète cherchait son salut dans de vaines délibérations, le directoire se disposait à soutenir, par les armes, les prétentions du pays de Vaud. Le 17 décembre, le ministre des relations extérieures avait reçu l'ordre de faire un rapport sur la pétition du comité insurrecteur; et le 30, l'envoyé Mengaud signifia au sénat de Berne un arrêté du directoire, portant que « les membres du gouvernement de Berne et » de Fribourg répondraient personnellement de » la sûreté individuelle et de la propriété des » habitans du pays de Vaud qui se seraient » adressés ou pourraient s'adresser encore à la » république française, pour réclamer sa média» tion, en exécution des anciens traités, à l'effet » d'être maintenus ou réintégrés dans leurs » droits. » Peu de jours après (4 janvier), Mengaud, informé que la régence de Berne paraissait déterminée à ordonner le rassemblement des milices, la somma avec hauteur de déclarer quelles étaient ses intentions envers la république.

Approche des troupes françaises.

Cette invitation insolite fut appuyée par la marche d'une division de l'armée d'Italie, forte de 8 à 10 mille hommes, qui traversa la Savoie, sous la conduite de Menard, lequel vint placer son quartier-général à Ferney-Voltaire. En même

temps, le général Monnier, qui commandait une brigade dans la république cisalpine, reçut l'ordre de se porter sur les confins des bailliages italiens, afin de soutenir les mouvemens que pourraient faire les mécontens. Le directoire de cette république fut invité à fraterniser avec eux, et à y répandre avec profusion les écrits libéraux.

Insurrection du pays de Vaud.

Ces mesures militaires produisirent le plus grand effet dans le pays de Vaud. L'insurrection prit dès-lors un caractère général. En vain le conseil de Berne envoya-t-il une commission pour ramener les esprits et faire prêter un nouveau serment de fidélité, la bourgeoisie de Lausanne s'y refusa, et engagea plusieurs autres villes à l'imiter. Les députés, en butte aux insultes et aux menaces des habitans, n'y purent rien obtenir, et se retirèrent, après avoir vu les patriotes s'emparer du château de Chillon.

Effroi de la diète.

La plupart des cantons auraient sans doute regardé l'insurrection du pays de Vaud comme un démêlé particulier du canton de Berne, si une note intempestive de l'agent Mengaud n'eût semé la défiance et la consternation dans toute la Suisse. On a vu au chapitre précédent que l'émancipation des habitans de la Valteline avait donné lieu à une révolution démocratique dans les Grisons. Quelques familles patriciennes sollicitaient sourdement l'intervention de l'Empereur

contre leurs concitoyens. Le chargé d'affaires de France, en ayant eu avis, crut prévenir le mal, en signifiant à la diète d'Arau que si les Autrichiens mettaient le pied dans les Grisons, les Français y entreraient aussitôt de leur côté. Dès-lors, l'effroi glaça tous les cœurs, et chacun s'égara en conjectures. Les uns crurent que l'Empereur et la République française avaient arrêté à Campo-Formio le démembrement de la ligue helvétique, comme celui de la république de Venise. Les autres, ne virent dans la médiation du directoire au sujet de l'émancipation du pays de Vaud, qu'un prétexte pour envahir la Suisse. Mais le plus grand nombre attendit avec anxiété le dénouement d'un drame où l'existence politique du corps helvétique était évidemment compromise, et tout ce qu'on put faire fut d'envoyer des députés au congrès de Rastadt, pour obtenir une intervention favorable de la part des principales puissances d'Allemagne.

Les Bernois rassemblent des troupes.

C'est dans cette circonstance, que le sénat de Berne justement alarmé, prit le parti tardif de déployer sa force, et ordonna le rassemblement d'un corps de 20 mille hommes. Tous les bailliages allemands, surtout ceux de l'Oberland, répondirent à son appel. Le commandement de ce corps fut confié au colonel Weiss, connu par quelques écrits philosophiques, mais qui était loin de convenir à ce poste important.

Admirateur de la révolution française, il professait des opinions dont l'influence devait se faire sentir sur ses opérations militaires; aussi avait-il été porté au commandement par les intrigues du parti démocratique. On voyait dans le colonel, opposé à l'avoyer Steiger, un homme modéré, un négociateur estimé à Paris, et plus capable qu'aucun autre de désarmer le directoire, dans les négociations qu'il entamerait.

Faiblesse de Weiss.

Après avoir réuni quelques troupes, Weiss se rendit à Lausanne, et perdit plusieurs jours en vains pourparlers avec les insurgés. Ceux-ci, s'apercevant qu'il ménageait les Français, invitèrent le général Menard à entrer sur le territoire vaudois. Il se mit aussitôt en marche, et vint camper entre le lac et le mont Jura. Au premier bruit de l'approche des troupes françaises, Weiss évacua précipitamment Lausanne, et se retira à Yverdun. Son départ fut le signal de la révolution : les baillifs expulsés, les caisses publiques saisies, l'arbre de la liberté planté sur toutes les places, la cocarde verte arborée par les habitans; tout cela fut l'ouvrage de quelques heures pour le gouvernement provisoire, qui s'installa le 27 janvier.

Evénemens de Thiérens.

Le même jour, Menard envoya sommer le général Weiss d'évacuer entièrement le pays de Vaud; mais, en arrivant au village de Thiérens, le parlementaire fut attaqué par les paysans ar-

més. Deux hommes de son escorte furent tués; et lui-même ne parvint à s'échapper qu'avec beaucoup de peine. Il revint en toute hâte porter à son général la nouvelle de cette agression inopinée, que les patriotes imputèrent au machiavélisme des Bernois, et dont ceux-ci accusèrent à leur tour la perfidie révolutionnaire de Mengaud (1).

Les Français occupent le pays de Vaud.

Menard mit aussitôt ses troupes en mouvement, et porta son quartier-général à Lausanne, où des proclamations apprirent à l'armée et aux Vaudois l'attentat dont deux Français venaient d'être victimes. Le colonel Weiss, épouvanté des suites probables de cette affaire, et ne se croyant pas en état de résister à l'attaque des Français, abandonna Yverdun et se replia sur Morat. C'en était fait de Berne, si Menard, profitant de la stupeur générale, eût marché sur-le-champ contre cette ville. Mais satisfait d'avoir forcé l'ennemi à évacuer le pays de Vaud, et manquant d'ailleurs d'instructions précises pour commencer les opérations, il attendit à Lausanne les ordres du directoire.

---

(1) Cette affaire de Thiérens est encore une énigme; on l'attribua avec quelque apparence de raison à Mengaud; les Bernois avaient trop intérêt à donner satisfaction sur un pareil accident pour ne pas s'empresser de le faire. On voulait un prétexte pour agir hostilement, et à défaut d'autre, on prit celui-là.

Ochs et Mengaud révolutionnent Bâle et l'Argovie.

Pendant que les Français, entrant en libérateurs dans le midi de la Suisse, y proclamaient la liberté et l'égalité, Ochs et Mengaud, au nord, dirigeaient l'esprit public. Bâle était le foyer de toutes les machinations révolutionnaires : les clubs patriotes prêchaient ouvertement l'insurrection ; et, comme depuis long-temps, la liberté n'existait plus dans une grande partie de la Suisse que pour certaines familles, ils faisaient grand nombre de prosélytes. La faiblesse des principales autorités augmenta l'audace de Mengaud. Il se rendit à Arau, escorté seulement de six hussards, et y arbora le drapeau tricolore. Les députés des cantons réunis n'osèrent protester contre cette violence. Au lieu de concentrer les pouvoirs, et de mettre à la tête de la ligue helvétique un chef capable de donner une impulsion vigoureuse à la défense commune, ils se contentèrent de renouveler le pacte fédéral, et de régler les contingens à fournir par chacun. Encore l'influence du parti novateur était si grande, que chaque député en signant le traité, cherchait déjà les moyens d'en éluder les conditions.

Mouvemens en Argovie.

La présence de la diète n'en avait pas imposé aux mécontens de l'Argovie. Arau était devenu le centre d'activité de leurs manœuvres. A peine l'assemblée fut-elle dissoute, que cette ville se déclara en insurrection, et que Zoffingen, Bruck, Lenzbourg imitèrent son exemple.

Le Sénat de Berne se décide à des concessions

Ces mouvemens furent d'abord réprimés par l'arrivée de quelques bataillons : mais les mêmes dispositions éclatant à la fois à Fribourg, à Soleure, à Schaffausen, dans le Bas-Valais, le Sénat de Berne se flatta de calmer l'agitation et de satisfaire le gouvernement français, en accordant quelques concessions au parti démocratique. Il statua en conséquence que les villes et les campagnes nommeraient des députés pour aviser de concert aux changemens commandés par les circonstances. Les nouveaux élus, au nombre de 52, furent réunis le 2 février au grand conseil. D'accord avec eux le gouvernement bernois, bien qu'il annonçât la ferme résolution de repousser toute influence étrangère dans ses arrangemens intérieurs, s'empressa de proclamer l'égalité politique des citoyens, et de promettre des changemens aux institutions existantes. Une commission fut nommée pour rédiger le nouvel acte constitutionnel ; mais les fauteurs de l'oligarchie, qui ne se soumettaient qu'à regret à ces innovations, dans l'espoir que de nouveaux incidens viendraient les annuler, firent fixer à un an le terme où le travail de la commission serait présenté.

Elles n'atteignent pas leur but

Prises de bonne foi, ces mesures auraient pu tout calmer ; mais les deux partis se méfiaient trop l'un de l'autre pour que cela se passât paisiblement ; d'ailleurs la France visait à un résultat

bien différent. Dans le fait, celui-ci ne satisfit personne ; c'était trop pour les uns, et trop peu pour les autres : les partisans du régime aboli prétendirent que les magistrats n'avaient aucun droit de détruire un gouvernement dont ils n'étaient que les premiers sujets ; et les mécontens se plaignirent que les réformes devinssent illusoires, par le retard qu'on apportait à leur exécution. Ainsi, au lieu de rien concilier, les opérations des députés occasionnèrent de nouveaux désordres, symptômes manifestes d'une guerre civile. Dans quelques districts, les paysans réclamèrent à main armée le maintien de leurs institutions. En Argovie, à Zurich, à Bâle, à Schaffhouse, ils méprisèrent les concessions et refusèrent leurs contingens. A Bâle, surtout, la bourgeoisie ne garda plus de mesure : la régence fut cassée, l'égalité proclamée ; et cette ville menaça de se séparer de la confédération helvétique.

Conditions impérieuses du directoire.

Le Sénat de Berne avait communiqué au directoire le plan de réforme résolu par le décret du 3 février ; mais, loin d'être désarmé par tant de soumission, celui-ci lui signifia par Mengaud que la république française se lassait d'éprouver tant de résistance à l'exécution de la volonté générale. Il exigea, outre la suppression immédiate de toute espèce d'autorité, l'établissement d'une commission provisoire de gouvernement, dont les anciens membres des conseils seraient

exclus. Ces propositions jointes à l'entrée des Français à Bienne, déconcertèrent la politique des Bernois : ils sentirent qu'il fallait se préparer à la guerre, ou rentrer dans la classe de simples citoyens. Leur choix ne pouvait être douteux : bien différens des patriciens de Venise et de Gênes, ils n'étaient point dégénérés jusqu'à oublier la gloire de leurs ancêtres ; et tout en défendant d'injustes priviléges, ils sentirent qu'ils avaient à soutenir l'honneur du nom suisse, rejetèrent d'une voix unanime cette transaction, et votèrent au contraire les mesures nécessaires pour résister. L'établissement d'une commission de haute police, chargée de rechercher et punir les fauteurs du système de réforme, d'étouffer les réclamations des corporations, de dissiper les rassemblemens, d'imposer silence à tous les mécontens, fut suivie de préparatifs plus sérieux. Bientôt après, le Sénat décréta une levée en masse ; et il espéra, à la faveur des souvenirs de Laupen, de Morat et de Granson, réussir à faire prendre les armes contre les Français.

Les Bernoi indignés s préparent à la guerre

Cependant, pour tenter encore la voie d'un accommodement, le jour même où le Sénat érigeait cette commission de haute police, il fit adresser au directoire, par les membres dont l'attachement à la France était connu, une note où, après avoir protesté de leur dévouement à la république, ils se plaignaient de l'irruption

des Français dans le pays de Vaud, et le suppliaient de les retirer, afin qu'ils pussent licencier les Suisses accourus sur la frontière pour défendre l'intégrité de leur territoire.

Le directoire déclare ses projets de république une et indivisible.

Le directoire, pour toute réponse, développa alors le véritable but de son invasion. C'eût été trop peu pour lui d'obtenir l'émancipation du pays de Vaud, de renverser l'oligarchie bernoise, et de s'emparer de ses trésors : il voulait encore constituer la confédération helvétique, d'une manière plus analogue au système politique qu'il avait adopté. L'envoyé Mengaud distribua à pleines mains un projet de constitution en trois langues, qui formait de la Suisse, de ses alliés et de ses sujets, une république de 22 cantons, une, indivisible et démocratique, calquée en tous points sur celle de France.

Cette constitution, offerte aux différens partis comme l'ancre de salut, fut accueillie avec joie par quelques cantons ; mais Berne, qui en craignait peut-être trop les conséquences, pressa tous les autres de joindre leurs efforts aux siens pour faire tête à l'orage. Soleure et Fribourg, qui n'y voyaient pas moins de risques, armèrent avec activité. Zurich les imita quoiqu'avec difficulté. Les petits cantons ne restèrent pas en arrière, parce qu'ils se virent menacés de perdre leurs sujets italiens, leurs institutions

populaires et leur individualité. Si les Bernois avaient autant ressemblé aux Romains que Montesquieu le pense, ils eussent sans doute accepté le gouvernement central, sûrs de jouer le principal rôle dans la nouvelle république; car Berne eût récupéré en dignité, en force et en richesses, ce qu'elle eût perdu dans ses bailliages, ses priviléges et les prérogatives de quelques familles patriciennes.

Armement des Bernois

Quoi qu'il en soit, le Sénat de Berne parvint à mettre 25 mille hommes sur pied. Il confia le commandement de cette armée au général d'Erlach, ancien colonel au service de France, patricien connu par la haine qu'il vouait aux nouvelles doctrines; bien que sa carrière n'offrît aucun fait d'armes éclatant, on lui reconnaissait un noble caractère et des talens; dans son état-major figurait le major Gross, qui s'était signalé en Hollande par la belle défense de Grave.

Position de leur armée

D'Erlach partagea son armée en trois divisions de 6 à 7 mille hommes chacune. La première et la plus nombreuse, sous les ordres du général Andermatt, occupait l'espace compris entre Fribourg et le lac de Morat; quelques centaines de Vaudois réfugiés formaient ses avant-postes. La seconde, avait pour chef le quartier-maître général Graffenried, et campait entre la ville de Buren et le pont de la rivière de Thiele. La troisième, commandée par le colonel Watteville,

tenait à la précédente, et couvrait Soleure. L'aile gauche était garantie par un corps de 2 mille flanqueurs qui se prolongeait jusqu'aux montagnes de Sanen, situées à l'extrémité orientale du lac de Genève; un second corps de 4 à 5 mille hommes, formé des autres contingens, devait servir de réserve. Enfin des garnisons occupaient Soleure et Fribourg.

Si l'armée bernoise eût attaqué sur-le-champ les Français séparés en deux divisions qui communiquaient difficilement entre elles, il est probable qu'elle les eût accablées l'une après l'autre; une première victoire eût rallié au gouvernement tous les esprits flottans, et entraîné la majorité des cantons, qui, dans l'impossibilité de reculer, eussent fait de plus grands efforts pour conserver leur indépendance; mais un tel parti n'entrait pas dans son système exclusivement défensif.

Brune remplace Menard et amuse les Bernois par des négociations.

Cependant le général Brune ayant remplacé Menard appelé en Corse, se hâta de réunir ses troupes sur la frontière de Fribourg et du pays de Vaud, qui joignit à sa division un corps auxiliaire de 4 mille hommes. Cette petite armée cantonna entre le château d'Aigle et Avenches; le quartier-général fut établi à Payerne. Brune avait obtenu du directoire, que le général Schawembourg viendrait le renforcer avec 12 mille hommes de l'armée du Rhin; mais ces troupes étaient

encore loin, et ne pouvaient entrer en ligne que du 15 au 20 février. Sentant donc le danger de sa position, il envoya un agent à Berne, faire des ouvertures de paix. Le Sénat ne vit pas le piége, et prit cette démarche pour une marque de modération ou de faiblesse. Il accepta les propositions avec joie; et, bercé par le fol espoir d'éviter la guerre, il députa deux de ses membres au quartier-général de Payerne, pour conclure un arrangement dont les bases devaient être la restitution de Bienne et de l'Erguel, l'évacuation du pays de Vaud, et la retraite de l'armée française à 12 lieues des frontières suisses.

Brune reçut fort bien les sénateurs; mais les articles proposés étaient trop en opposition avec les vues du directoire, pour qu'il pût les admettre. Il allégua la nécessité d'en référer à son gouvernement; et offrit, en attendant sa réponse, un armistice de 15 jours, auquel les députés consentirent. Si les régences de Berne et de Fribourg eussent profité de ce répit pour concentrer leurs troupes, presser l'arrivée des renforts, et régulariser leur plan de défense, le retard des hostilités eût encore tourné à leur avantage. Elles se bornèrent à fortifier les passages de Neueneck, de Laupen et de Guminen. Cette position qui se compose d'une colline rocailleuse et très-escarpée, dont le pied est baigné par la Sarine, leur parut de nouvelles Thermopyles; flanquée par

la ligne de l'Aar, elle semblait en effet inexpugnable tant que les Français n'auraient pas forcé le passage de cette rivière, qui ne le cède au Rhin ni pour le volume de ses eaux, ni pour sa vélocité. Dès que Schawembourg fut arrivé dans les environs de Bienne, il concerta avec son collègue une attaque générale pour le 1er mars, terme de l'expiration de l'armistice. La division de l'armée du Rhin fut chargée de forcer le pont de Buren avec sa droite, pendant que sa gauche, s'emparant de Soleure, porterait quelques troupes sur la route de Berne. La brigade Rampon devait occuper Morat, puis emporter ou tourner le passage de Guminen. Enfin, l'attaque de Fribourg fut confiée au général Pigeon, avec deux bataillons d'infanterie légère, la brigade vaudoise et les paysans fribourgeois insurgés.

Bâle et Zurich s'offrent pour médiateurs.

Pendant que les généraux français arrêtaient leurs dernières dispositions, le Sénat de Berne, flottant entre la crainte et l'espoir, inquiet du peu de succès que promettait sa députation à Rastadt, prenait chaque jour les résolutions les plus contraires. En vain les gouvernemens de Bâle, Zurich et Lucerne voulurent se rendre médiateurs, ils n'avaient point assez d'ascendant sur le directoire ni sur les oligarques de Berne, pour préserver la Suisse d'une crise où elle devait perdre son indépendance.

Révolutions successives dans le système des Bernois.

Témoin du peu de fixité que présentaient les délibérations des conseils, l'armée commençait à crier à la trahison. Le général d'Erlach, usant de l'ascendant que lui donnait son rang, se rendit à Berne avec 80 officiers qui siégeaient parmi les sénateurs, et dont l'ardeur militaire devait rassurer les membres pusillanimes. A l'aide d'une telle majorité, il obtint aisément l'autorisation d'attaquer les Français à l'expiration de la trève : mais à peine avait-il quitté la capitale pour donner ses derniers ordres, que le parti temporiseur, grossi des mécontens, révoqua ses pouvoirs, suspendit les conseils, et ordonna la formation d'une régence provisoire.

Ultimatum injurieux de Brune.

Une députation fut envoyée à Brune, pour l'instruire de la révolution qui venait de s'opérer. On espérait qu'en accordant tout ce qu'avait exigé le directoire, le général n'aurait plus de prétexte pour agir hostilement. Sa réponse désabusa les crédules bernois, car il exigea le licenciement immédiat de l'armée, pour preuve qu'on s'en remettait à la loyauté française, et ne promettait sûreté et protection qu'à ces conditions. Une telle proposition révolta des patriciens, en qui l'honneur national était loin d'être éteint. Le général d'Erlach fut autorisé de nouveau à combattre; il parcourut tous les postes, harangua les troupes, et arrêta son plan d'attaque. Ses trois divisions, subdivisées en douze petites colonnes,

Projet d'attaque de d'Erlach.

devaient assaillir en même temps l'armée française sur tous les points. Le colonel de Buren reçut l'instruction de se prolonger par sa droite, pour tourner la gauche de Schawembourg. La direction de Graffenried fut marquée sur Bienne, et le colonel Watteville demeura chargé de forcer les positions d'Avenches et de Payerne. Le colonel Tscharner, avec environ 2,500 hommes, partant d'Ormont et d'Aigle, devait pousser jusqu'à Vevay, pour inquiéter les derrières des Français. Toutes ces colonnes avaient ordre de se mettre en marche dans la nuit du 1er au 2 mars. En même temps, 1,500 Zuricois, 1,200 Lucernois, et environ 1,200 montagnards des petits cantons, arrivés dans les environs de Berne ou en route pour s'y rendre, auraient soutenu le centre et la droite. Mais le Sénat envoya contre-ordre, dans l'intention sans doute de faire de nouvelles propositions à Brune ou à Schawembourg.

Les Français s'emparent de Soleure et Fribourg.

Les Français en profitèrent; et, suivant les dispositions arrêtées de longue main entre eux, Soleure et Fribourg furent attaqués en même temps. Le 2, avant le jour, Schawembourg s'étant emparé du château de Dornach, fit surprendre le village de Lengnau sur la route de Bienne à Soleure. Les deux tiers du bataillon qui le gardait, étant tués ou pris, le reste se retira en désordre. Après avoir disposé le gros de ses troupes

de manière à tenir en échec la division qui gardait Buren, Schawembourg se porta à la tête de 3 à 4 mille hommes sur Soleure. Cette ville, quoiqu'environnée d'une enceinte bastionnée en maçonnerie de granit, n'étant pas encore armée, se rendit à la première sommation : cette funeste circonstance, livrant au vainqueur un superbe pont sur l'Aar, fit tomber la défense de cette imposante rivière.

Au même instant, Fribourg ceinte d'un simple mur crénelé, tombait aussi au pouvoir de Brune. Le général Pigeon, chargé de l'enlever, envoya un parlementaire aux magistrats pour les exhorter à ne pas tenter une défense inutile, et leur accorda quelques heures, pour faire sortir la garnison bernoise. Mais s'apercevant qu'on profitait de ce délai pour la renforcer des habitans des campagnes voisines, il ordonna de mettre en batterie quelques pièces qui enfoncèrent une des portes, et firent brèche à la muraille. Les troupes bernoises se voyant sur le point d'être forcées, et voulant épargner à la ville les horreurs d'un assaut, se retirèrent, après avoir enlevé toute l'artillerie de l'arsenal, et distribué aux paysans de la levée en masse les fusils qui s'y trouvaient.

D'Erlach se replie sur Fraubrunnen.

La prise de Fribourg et de Soleure, en découvrant les flancs de l'armée suisse, détermina la retraite de sa droite. Le général d'Erlach con-

centra ses forces dans les postes de Fraubrunnen, Guminen, Laupen et Neueneck. Ce mouvement rétrograde acheva d'exaspérer les soldats, qui déjà indignés de l'abandon de deux villes importantes, ne virent plus que des traîtres dans leurs généraux. Le corps de Buren, composé des milices de l'Argovie, se débanda entièrement, et celui du centre s'insurgea contre ses chefs. La division Watteville opéra seule sa retraite en bon ordre sur les points qui lui avaient été assignés. Le gouvernement provisoire de Berne mit le comble au désordre, en ordonnant, le 3 mars, le landsturm (insurrection générale). Ce décret donna la mesure de la détresse publique; les troupes se révoltèrent, abandonnèrent leurs positions, et massacrèrent plusieurs officiers. Les contingens des cantons, qui étaient restés en observation, regagnèrent leurs foyers. L'avoyer Steiger et le général d'Erlach parvinrent cependant à calmer cette multitude furieuse. L'armée reprit les postes qu'elle devait garder, mais se trouva diminuée de moitié.

Dispositions de Brune pour passer la Sarine.

Morat avait été évacué par les Suisses, dans la soirée du 2 mars. Le général Rampon y entra avec sa brigade, et fit détruire l'ossuaire, élevé en mémoire de la défaite des Bourguignons sous Charles-le-Téméraire. Le même jour, Schawembourg poussa ses troupes légères sur Aarberg.

Le 4, Brune fit vivement canonner Laupen et

Guminen, par la brigade Rampon, en vue de donner le change à l'ennemi, sur l'attaque sérieuse qu'il projetait contre Neueneck. En effet, la prise de ce poste ouvrait la route de Berne, et permettait de tourner les autres passages : aussi, les principaux efforts furent-ils dirigés contre ce point.

Graffenried venait d'y remplacer le colonel Stettler qui avait été tué ; et, malgré la confusion et le découragement qui régnaient dans cette division, il se flattait non-seulement de défendre ce poste le lendemain ; mais aussi de se porter en avant, et de repousser les Français dans le pays de Vaud.

Sa droite est repoussée à Neueneck.

Le 5 mars, à une heure du matin, les troupes de Pigeon passèrent la Sarine, et se précipitèrent sur Neueneck, en même temps qu'elles assaillirent les retranchemens ébauchés en arrière du village. L'attaque fut si brusque, que les premiers postes de milice bernoise se dispersèrent dans la forêt, sans qu'on pût parvenir à les rallier. Cependant Graffenried, toujours maître de la grande route de Berne, ayant reçu vers neuf heures un renfort de 1,500 hommes, rétablit le combat. Il débusqua d'abord les Français qui s'étaient logés dans le bois au-dessus de Niederwangen, et les chassa successivement, jusque sur les hauteurs de Neueneck. Là, favorisée par l'épaisseur du bois et par son artillerie, la bri-

gade Pigeon se défendit avec opiniâtreté; néanmoins, après quatre heures d'un combat sanglant, elle fut obligée d'abandonner sa position, de repasser la Sarine pour n'être pas précipitée dans le ravin, et d'effectuer sa retraite sur les hauteurs en arrière, laissant plus de 400 hommes et plusieurs pièces de canon sur le champ de bataille.

Schawembourg bat d'Erlach à Fraubrunne

Mais, tandis que la fortune souriait à Graffenried, et que sa division s'établissait avec orgueil à Neueneck, le sort de Berne venait d'être décidé par la division Schawembourg. Après la prise de Soleure, elle s'était portée sur la route de Berne : les 3 à 4 mille hommes qui défendaient le village de Fraubrunne, ayant été délogés et mis en fuite après un combat opiniâtre, elle arriva devant le corps principal, commandé par le général d'Erlach. Sa position, où jadis les Suisses avaient triomphé du Sire de Coucy, pouvait passer pour inexpugnable; sa droite s'appuyait à des rochers presqu'inaccessibles; sa gauche, à des marais et à des bois; des abatis couvraient la route qui traverse au centre un long défilé.

Ainsi protégé, le général bernois comptait bien arrêter les Français. Schawembourg fit tourner la position par les ailes. Quelques compagnies parvinrent à gravir les rochers, tandis qu'une demi-brigade traversa les marais. Dès-

lors, assaillis sur leurs flancs et canonnés en front par une nombreuse artillerie, les Suisses se virent forcés de plier pour éviter une destruction totale; mais, en se retirant, ils combattirent encore dans le Grauholz, qu'ils défendirent avec plus de bravoure que d'intelligence. Leur valeur tenait du désespoir : des vieillards, des femmes et des enfans venaient partager les dangers; et tous semblaient refuser de survivre à leur défaite. L'avoyer Steiger donnant l'exemple, combattit aux premiers rangs.

Il s'empare de Berne.

D'Erlach tenta encore de ramener la victoire sur le plateau qui se trouve aux portes de Berne. C'était le cinquième combat qu'il soutenait contre les Français depuis le matin. Son dernier effort fut inutile : chargées sur un terrain découvert, par deux régimens de cavalerie, et mitraillées par l'artillerie légère, ses milices inexpertes, qui ne formaient plus qu'une cohue confuse, ne pouvant tenir tête à des bandes aguerries, furent dispersées, et obligées de chercher un refuge dans la ville.

Située dans une presqu'île entourée de trois côtés par l'Aar, et fortifiée régulièrement sur le seul front accessible, Berne quoiqu'à l'abri d'un coup de main, était peu susceptible d'une longue défense, et devait surtout craindre un bombardement. Le désordre qui régnait dans les troupes rendait toute résistance aussi impossible qu'inu-

tile. Au moment où les hussards français, passant l'Aar à la nage, allaient tourner la ville, des députés vinrent proposer une capitulation, qui fut accordée ; et à deux heures, Schawembourg entra dans cette capitale, après avoir promis de respecter les personnes et les propriétés.

La nouvelle de la reddition de Berne ayant forcé à la retraite les troupes qui gardaient Laupen et Guminen, Brune continua sa marche sans obstacles, opéra sa jonction dans la nuit du 5 au 6, avec la division Schawembourg, et prit alors le commandement en chef.

Les milices bernoises s'insurgent et massacrent leurs chefs.

Les débris de l'armée suisse se dispersèrent d'eux-mêmes ; la plupart rentrèrent dans leurs foyers : d'autres gagnèrent les montagnes de l'Oberland, et y restèrent en armes. Des excès déplorables signalèrent cette dissolution ; plusieurs plébéiens bernois répandus dans les bataillons de milices, plus disposés à seconder le parti démocratique, qu'à se sacrifier pour les patriciens, persuadèrent aux troupes qu'elles avaient été indignement trahies. La fureur des soldats ne connut plus de bornes : deux adjudans-généraux, qui ramenaient la colonne de Guminen, furent enveloppés et mis en pièces. D'Erlach cherchait à gagner le territoire des petits cantons, lorsque, reconnu à Munzingen, il fut massacré à coups de haches et de baïonnettes.

Steiger se réfugie en Bavière.

L'avoyer Steiger, âgé alors de 70 ans, avant de se retirer en

Bavière, traversa en litière les montagnes de l'Oberland, et descendit à Stanz pour exciter les petits cantons à se montrer dignes de leurs ancêtres.

Élémens de troubles qui restent en Suisse.

La prise de Berne portait un coup funeste, mais non décisif, à l'antique corps helvétique. A la vérité, les Français démeublèrent l'arsenal, s'emparèrent du trésor, firent planter l'arbre de la liberté, et recevoir la constitution de Mengaud : toutefois dans l'intérieur des Alpes, où le respect pour les vieilles institutions, l'isolement des affaires étrangères, avait jusqu'alors formé un amalgame heureux de peuples régis par des lois et des moeurs si peu analogues aux projets du directoire, une pareille catastrophe devait faire sentir des contre-coups, et l'occupation des vallées principales semblait n'être que le premier acte du terrible drame qui devait bouleverser ce pays. Avec tant d'énergie, des désirs si impérieux, des besoins et des intérêts si différens, il était impossible qu'une fois le lien principal de la confédération relâché, l'on s'accordât jamais sur aucun point : les petits peuples assujettis, voulaient l'indépendance; les citoyens des villes, l'égalité; ceux des capitales, leurs priviléges. Ici, l'on se déclarait pour l'ancien régime; là, pour le nouveau; ailleurs, on rejetait l'un et l'autre. La démocratie la plus absolue était toujours chère aux petits cantons; l'oligarchie avait

pour soutien quelques familles riches et puissantes : enfin, le fanatisme et l'esprit de l'ancienne confédération repoussaient de concert le nouvel ordre de choses; et ses partisans mêmes étaient près de se déclarer contre les Français, dont l'influence trop marquée commençait à donner de l'inquiétude.

Troubles du canton de Zurich.

Ainsi, dans plusieurs cantons, la chute de Berne et la présentation de la constitution furent suivies de troubles intestins. A Zurich, où la jalousie des paysans contre les bourgeois s'était souvent manifestée, deux pouvoirs se disputaient déjà l'autorité. Un comité représentant les campagnes s'érigea à Kusnacht, et déclara la guerre à la régence provisoire de Zurich. Ce comité, sûr d'être soutenu par les Français, ordonna des arrestations, et mit une force armée sur pied. Déjà, les deux partis s'observaient depuis quelques jours, lorsque, le 6 mars, le bruit se répandit à Zurich que l'ennemi arrivait aux portes: tous les citoyens coururent aux armes, ne sachant si c'étaient leurs compatriotes ou les Français. Vers six heures du soir, les députés de la moitié du canton, constitués en assemblée nationale, signifièrent à la régence provisoire de remettre dans le délai de six heures ses pouvoirs entre les mains de l'assemblée du canton, et de recevoir une garnison de mille hommes. On ignorait alors, à Zurich, que Berne eût succombé;

et, comme, peu d'heures auparavant, cette ville avait donné avis des efforts qu'elle préparait pour le maintien de ses priviléges, la bourgeoisie de Zurich résolut de ne pas faire moins pour la conservation des siens. Huit cents hommes sortirent à l'instant de ses murs, et allèrent prendre une position d'observation sur les bords du lac. Du reste, on se disposa à repousser la force, par la force; mais le retour du député qui avait été envoyé à Berne, ayant annoncé le sort de cette ville, et signalé les nombreux rassemblemens de paysans qui se formaient à Meilen, refroidit bientôt ce zèle. L'on entra en pourparlers avec l'assemblée de Kusnacht, et l'on signa un arrangement, en exécution duquel Zurich reçut une garnison de mille paysans, et s'engagea à tenir sur pied un pareil nombre de bourgeois pour les besoins éventuels. La régence provisoire déposa ses pouvoirs entre les mains d'un nouveau conseil, composé d'un quart de bourgeois et de trois quarts d'habitans des campagnes. Brune et l'agent Mengaud ayant appris cette révolution, différèrent alors d'envoyer des troupes à Zurich.

Lucerne se soumet.

Le canton de Lucerne en se soumettant à des conditions semblables obtint la même faveur. Il parvint ainsi à dissiper la méfiance des paysans contre les bourgeois qu'ils accusaient de les avoir vendus à la France.

Résolution des petits cantons.

A l'instant où Berne tombait sous les coups de Schawembourg, les députés des cantons de Schwitz, Uri, Underwald, Zug et Glaris, se réunissaient à Brunnen avec ceux de St.-Gall, de Thurgowie, de Sargans et du Rhinthal, pour délibérer sur l'acceptation de la constitution. Le résultat de cette conférence, où le fanatisme exerça autant d'influence que l'amour de la liberté, ne pouvait être douteux. Elle fut rejetée à l'unanimité; et une adresse vigoureuse le fit connaître à Brune. « Les petits cantons, disait-elle, » avaient, depuis plusieurs siècles, une république basée sur la liberté et l'égalité : ne possédant au monde d'autres biens que leur religion et leur indépendance, d'autres richesses » que leurs troupeaux, leur premier devoir » était de les défendre. »

Brune veut diviser la Suisse en trois républiques

Ces obstacles inattendus, qu'il eût été si facile de prévoir, donnèrent alors à Brune l'idée de former de l'ancien corps helvétique plusieurs républiques indépendantes. Suivant le nouveau projet du général, le pays de Vaud jusqu'à Niddau, le canton de Fribourg, le pays de Sanen, le Siebenthal, l'Oberland, le Valais et les bailliages italiens, pays situés sur les revers opposés des deux chaînes des Alpes, et de trois langues différentes, auraient formé un même corps de nation sous le nom de république rhodanique : les petits cantons en auraient formé un autre

sous le nom de Tellgau; enfin, on eût composé du reste de la Suisse la troisième république.

Ce plan, qu'Ochs et Laharpe avaient originairement écarté, était reproduit par deux intrigans, appuyé par le résident français à Sion, et par les menées de Genève, qui espérait conserver son indépendance et peut-être accroître son territoire au milieu de ces changemens politiques.

Situation critique de Genève.

La position de Genève à cette époque justifiait assez ses démarches. Depuis la fin de 1797, elle se trouvait comme dans un état de blocus; un arrêté du directoire interdisait toute communication de la France avec cette ville; et, depuis l'entrée de la division Brune dans le pays de Vaud, elle n'avait plus de relations avec la Suisse. Essentiellement commerçante, il ne lui restait d'autre parti à prendre pour éviter la famine, que de se jeter entre les bras des Français: le résident Félix Desportes, ne négligeait aucune occasion de l'y pousser.

Sous le double rapport militaire et commercial, la réunion de ce petit état était très-avantageuse à la république. Assise sur le Rhône, qui la sépare en deux parties, non loin du confluent de l'Arve dans le fleuve, Genève, dont l'enceinte est baignée par le lac, était susceptible d'en maîtriser la navigation, et de devenir à la fois un grand dépôt pour la frontière des Alpes et de l'Helvétie, et un boulevard qui eût couvert l'Ain

et le plat pays du Mont-Blanc. Autant la France trouvait son compte à s'en saisir; autant Genève devait le craindre. Si la réunion se fût opérée en lui conservant ses magistratures, ses lois et ses franchises, comme tant d'autres se sont pratiquées, la petite république eût acquis, à la vérité, de grands avantages commerciaux, au prix d'une indépendance éphémère; mais la manie de donner des lois uniformes à toute la terre, dominait trop le directoire, pour qu'il prît la peine de calculer ce qu'il perdrait en froissant les intérêts d'une cité essentiellement marchande et spéculatrice. Genève, annexée à la France sous le rapport politique et militaire seulement, en conservant ses institutions aurait peut être joui de quelque prospérité (1). Genève, préfecture, soumise à la conscription et au système fiscal de la France, devait regretter le passé, et saisir la première occasion de s'émanciper. Aussi, les politiques Genevois penchaient pour la création d'une république rhodanique, dont ils espéraient fixer la capitale chez eux.

(1) Ces réflexions ne peuvent s'appliquer qu'à l'état précaire de Genève en 1798 : aujourd'hui que cette ville fait partie intégrante de la Suisse, tout est changé. Son sort étroitement lié à celui de l'Helvétie lui offre de nouveaux intérêts, lui impose de nouveaux devoirs. Elle doit être décidée à vaincre ou à mourir pour son indépendance, toutes les fois que celle-ci sera menacée, et que la Suisse partageant les mêmes sentimens, s'apprêtera à la soutenir.

Vives récl mations d Vaudois contre le projet de Brun

Cependant l'érection de cet état qui semblait à leur convenance, déplut au pays de Vaud, dont l'assemblée réclama vivement au directoire et à Brune l'exécution du premier projet d'organisation territoriale de la Suisse. La voix des Vaudois retentit dans le Luxembourg sans toucher le directoire : trop fier de ses succès, ou trop occupé de l'expédition d'Egypte, de ses élections et du congrès de Rastadt, il laissa à Brune le soin de concilier des intérêts si opposés; imitant en cela le sénat romain, qui renvoyait les démêlés des provinces conquises au tribunal de leurs proconsuls.

Brune s'en tint à son dernier projet : seulement, pour témoigner quelques égards aux Vaudois et aux Bâlois, il désigna Lausanne et Bâle pour capitales des républiques rhodanique et helvétique, réservant à Genève un sort désormais facile à prévoir.

Lecarlier est charg d'organis la Suisse

Toute la Suisse, à l'exception des petits cantons, murmurait contre le bouleversement du corps helvétique. Laharpe qui désirait de bonne foi des réformes salutaires et un gouvernement plus fort, indigné d'être l'instrument involontaire du malheur de son pays, sentit la nécessité de représenter au directoire les funestes conséquences de ce projet. L'on indisposait gratuitement les Suisses, en enlevant à la France le résultat qu'elle attendait de la destruction de l'an-

cien gouvernement, car il n'y avait ni unité, ni confédération, dans les trois républiques qui remplaçaient la ligue helvétique. Les directeurs furent frappés de cette imprudence; mais, pour la réparer, ils en commirent une autre, en chargeant, au mépris du droit le plus sacré des nations, l'ex-conventionnel Lecarlier d'organiser constitutionnellement l'Helvétie. Ce nouvel arrêté dessilla les yeux des plus chauds partisans des Français, qui s'étaient flattés jusqu'alors de les voir quitter incessamment la Suisse. Dès-lors, ils demeurèrent convaincus que l'indépendance de leur patrie était perdue sans ressource, et qu'assimilée en tout aux républiques batave et cisalpine, elle serait tenue sous la tutelle forcée d'un corps auxiliaire étranger.

Quoi qu'il en soit, on se consola de l'acte du directoire par l'usage que son délégué en fit; car, alors, la présence de 30 mille baïonnettes le dispensait de tous égards. Sur l'invitation de Lecarlier, les représentans des cantons d'Argovie, Bâle, Berne, Fribourg, Léman, Lucerne, Oberland, Schaffhouse, Soleure et Zurich, se rendirent à Arau, où ils proclamèrent, le 12 avril, sous la protection d'un corps d'élite français, *la république helvétique, une, indivisible* et *démocratique.*

Genève est réunie à la France.

Sur ces entrefaites, Genève, dont l'anxiété était parvenue au dernier période, renonça à

tout espoir de conserver son indépendance, et prit le parti de solliciter sa réunion à la France, qu'elle prévoyait ne pouvoir éviter. Une commission fut nommée pour examiner le projet rédigé à l'instigation de Desportes; mais comme on la choisit parmi les patriciens, elle le rejeta à l'unanimité. Cette résistance irrita le directoire, qui envoya le général Girard avec 1,500 hommes prendre possession de la ville. Le Sénat signa alors par crainte, l'acte qu'il refusait avec raison; et, le 28 avril, Desportes reçut pour la république le serment de fidélité des magistrats. Ils mirent toutefois à leur soumission, les conditions les plus favorables, entr'autres l'exemption de levées d'hommes jusqu'à la paix générale, et la conservation au profit des habitans, des fonds et édifices publics.

Résultats l'invasi de la Sui

Ainsi finit le premier acte d'un drame sanglant, où la politique tour à tour altière, cupide et versatile du directoire, parvint à dissoudre les liens d'une confédération amie, qui couvrait la plus faible frontière de France. L'Europe, étonnée de l'audace de cette entreprise, garda, pour l'instant, le plus profond silence; mais, dès-lors, tous les hommes d'état prévirent la chute d'un gouvernement qui ne prenait pour règle de sa conduite que ses caprices, et qui prétendait régir toutes les nations avec la baïonnette.

L'inaction de l'Autriche dans ces graves cir-

constances ne dut pas moins surprendre ; elle s'attendait sans doute à voir prolonger la lutte, et à y être appelée ensuite en libératrice; rôle préférable sans doute à une intervention forcée. Le hasard et le départ de l'expédition d'Egypte firent tourner à son avantage la lenteur de ses décisions et le mystère de sa politique.

cheuse
uation
affaires
Pape.

Tandis que la confédération helvétique voyait ainsi détruire du même coup son indépendance et ses vieilles constitutions, le Pape, chancelant sur le St.-Siége, après avoir cherché à s'y maintenir avec l'assistance du roi de Naples, en fut chassé par le directoire, du moins, sur des motifs plus spécieux.

Pie VI ne cherchait qu'une occasion favorable de rompre le traité de Tolentino arraché à sa faiblesse. Les cours de Naples et de Vienne applaudissaient à cette intention, et si elles ne s'engagèrent pas formellement à le soutenir, du moins est-il certain qu'elles lui en laissèrent entrevoir la possibilité. Déjà il avait appelé au commandement de ses troupes le général autrichien Provera, dont l'ambassadeur Joseph Bonaparte n'obtint le renvoi qu'avec beaucoup de peine. Cette résistance indisposa le directoire : toutefois le grand âge du souverain Pontife et le délabrement de sa santé trouvèrent grâce devant lui, et il résolut d'attendre sa mort, avant d'ériger les Etats romains en république. Jugeant nécessaire

néanmoins de disposer les esprits à un changement de gouvernement, il y envoya des agens secrets qui travaillèrent avec tant d'activité, que les cris de liberté se firent entendre de toutes parts.

Fausses mesures de son ministère

Les ministres du Pape, instruits, dit-on, que le peuple de la capitale méditait un mouvement, se déterminèrent à le laisser éclater, afin de trouver dans sa répression, un moyen de dégoûter les Français de pareilles tentatives : cette conduite hasardeuse et peu apostolique n'eut pas le résultat que le St.-Siége espérait.

Insurrection. Assassina de Dupho

Le 27 décembre, le palais de l'ambassadeur fut entouré par la populace, aux cris de *Vive la république romaine!* Les séditieux, parés de cocardes tricolores, réclamaient l'appui de la France. Plusieurs individus signalés comme espions du gouvernement, mêlés parmi eux, les excitaient de la voix et du geste. Joseph Bonaparte accompagné de plusieurs officiers, les somma de se retirer; mais, au même instant, les troupes papales ayant forcé la juridiction de l'ambassade, débouchèrent de tous côtés, et firent feu sur les mutins. Le général Duphot s'élança au milieu des troupes pour les arrêter; il fut massacré, et l'ambassadeur aurait éprouvé le même sort, si la fuite ne l'eût dérobé aux coups des assassins. Cette scène tragique dura cinq heures, pendant lesquelles les ministres romains ne

prirent aucune mesure pour tirer la légation française de l'horrible position où elle se trouvait. Leur complicité, dont on aurait peut-être douté, se manifesta par le silence obstiné que le cardinal Doria opposa aux réclamations itératives de Joseph Bonaparte, qui prit enfin le parti de se retirer à Florence.

Berthier reçoit l'ordre de marcher sur Rome.

L'assassinat de Duphot eut des suites plus graves que celui de Basseville : les troupes qui rentraient en France reçurent ordre de rétrograder; et Berthier, qui commandait l'armée d'Italie, celui de marcher sur Rome. D'après les instructions que le directoire lui transmit, ce général ne devait lancer son manifeste qu'à Macerata, pour épouvanter le Pape et l'engager à prendre la fuite. Il lui était recommandé de favoriser secrètement les provinces de Pesaro, d'Urbin et de Sinigaglia, dans leurs projets de réunion avec Ancône. Dans le cas où Rome eût été occupée par un corps considérable de troupes napolitaines, l'intention du directoire était que Berthier négociât pour obtenir la partie des états romains, en-deçà de l'Apennin, et la province de Perugia. Enfin, s'il était démontré qu'on ne pût prévenir l'armée napolitaine à Rome, le général était autorisé à conclure un accommodement avec le Pape, en lui imposant la condition de reconnaître la république anconitaine, et la réunion à cet état, des provinces sus-mentionnées.

Berthier ne perdit pas un instant pour faire ses préparatifs, il donna au général Serrurier le commandement supérieur de toutes les troupes stationnées sur la rive gauche du Pô, pour s'opposer aux Autrichiens, en cas qu'ils voulussent s'immiscer dans les affaires de Rome. Six mille Cisalpins ou Polonais furent placés à Rimini, pour couvrir la république cisalpine. Le général Rey prit le commandement d'un corps de réserve qui s'établit à Tolentino, devant le débouché d'Ascoli, et tint les communications des Apennins entre Tolentino et Foligno. Huit demi-brigades d'infanterie et trois régimens de cavalerie, formant à peu près 18 mille hommes, furent dirigés sur Ancône, où le général en chef arriva le 25 janvier 1798. Après avoir réuni ses troupes, et laissé dans cette ville le général Dessoles avec des forces suffisantes pour contenir le duché d'Urbin toujours prêt à se révolter, il continua sa marche sur Rome. Cervoni commandait l'avant-garde, et Dallemagne le corps de bataille. Les troupes légères ne rencontrèrent d'autres ennemis qu'un gouverneur papal, qui fut enlevé à Lorette avec 200 hommes; et le 10 février, l'armée française arriva devant l'ancienne capitale du monde.

Dispositions de ce général.

Cette ville était dans la consternation. Les envoyés du Pape, après avoir tenté vainement de désarmer la colère directoriale, sollicitèrent

l'assistance du cabinet de Naples; mais l'aspect des forces imposantes rassemblées sur les frontières, enchaîna sa bonne volonté. Ainsi, privé de tout appui, abandonné de ses conseillers qui avaient pris la fuite, le Pape, trop instruit pour compter sur la générosité de la république, se prosterna aux pieds des autels pour implorer l'assistance divine, et obtenir la conservation de son pouvoir temporel.

Il occupe le château St.-Ange et excite une révolution.

La prise de Rome n'eût offert aucune difficulté; mais, conformément à ses instructions, Berthier se contenta de faire occuper le château St.-Ange, et tint son armée campée hors des murs. Il ne devait y entrer que comme allié de la république romaine, et jusque-là les fondateurs de cet état se tenaient prudemment cachés. Enfin, le mouvement insurrectionnel eut lieu, le 15 février : le peuple se réunit au Campo-Vaccino,

Le Pape, dépossédé, est relégué en Toscane.

prononça l'abolition du gouvernement sacerdotal, et envoya une députation au général français, pour lui annoncer qu'il venait de recouvrer ses droits. Berthier fit alors son entrée triomphante, aux acclamations d'une populace ivre de joie et de licence; puis signifia au Pape l'ordre de se retirer en Toscane, où ce vieillard vénérable ne tarda pas à éprouver des vexations aussi blâmables qu'inutiles.

Insurrection des

Pendant qu'on travaillait ainsi à régénérer Rome, les ennemis de la république qui cher-

chaient tous les moyens d'expulser les Français de leurs conquêtes, fomentèrent partout la révolte, et cherchèrent à affaiblir la discipline, en détruisant les liens d'estime et de confiance qui attachaient les soldats à leurs chefs. On ne peut se dissimuler que la conduite de quelques généraux ne favorisât les menées de ces émissaires: l'amour de la gloire ne fut pas toujours leur mobile, et des exactions scandaleuses souillèrent souvent leurs lauriers. troupes françaises.

Berthier avait ordonné, à Rome, la saisie de toutes les propriétés anglaises et des émigrés français; mais le directoire l'ayant nommé chef d'état-major de l'armée d'Angleterre, Masséna, qui le remplaça, confia l'exécution de cette mesure à des agens peu fidèles, qui, soutenus par quelques officiers, organisèrent un affreux brigandage. Les palais et les hôtels furent dévastés; et tout ce que l'exécution de l'onéreux traité de Tolentino avait laissé de richesses dans Rome, devint la proie de leur cupidité. Exactions qui en furent la cause.

Cependant l'armée française, dont la présence couvrait tous ces désordres, languissait dans un dénuement absolu. La solde était arriérée de plusieurs mois; l'habillement ruiné; le soldat sans chaussure. Les agens de l'ennemi, profitant de l'incurie du directoire, qui laissait périr ses troupes de besoin au milieu de l'abondance, présentaient aux soldats le tableau de leur misère,

et par opposition, celui de l'aisance dont jouissaient les corps cisalpins. Ils leur désignaient les généraux comme des perfides, ne songeant qu à leur fortune, et s'appropriant des contributions, qui devaient assurer le bien-être et la subsistance de l'armée. Ces insinuations, adroitement ménagées, firent une impression profonde sur des hommes irascibles et justement indignés.

Le 24 février, les officiers des corps stationnés à Rome, se réunirent pour dénoncer les déprédateurs au directoire, et invoquer contre eux la sévérité des lois. Un homme d'un caractère moins entier que Masséna, eût facilement calmé cette effervescence; mais ce général, dont la conduite à Padoue et dans l'état de Venise, n'avait pas été d'ailleurs sans reproche, somma l'assemblée de se dissoudre; et sur son refus, voulut faire sortir de Rome la plus grande partie des troupes. Les officiers s'opposèrent, en corps, à cette mesure; ce qui l'obligea à se retirer à Ancône, et à remettre le commandement de l'armée au général Dallemagne.

Révolte du peuple à Rome.

La populace romaine, qui, peu de jours auparavant, avait accueilli les Français avec des transports d'allégresse, donna dans cette circonstance une preuve de sa mobilité, en les attaquant au moment de leur désunion. Heureusement, Dallemagne rassembla quelques troupes, et dissipa la foule qui marchait contre le château

St.-Ange. Murat sortit en même temps avec une colonne mobile de cavalerie pour réduire la population de Velletri et de Castel-Gandolfo, qui s'était levée spontanément pour donner la main aux révoltés de Rome: son apparition étouffa la rébellion à son principe. Cette diversion des Romains et le départ de Masséna calmèrent l'exaltation des troupes ; et bientôt elles rentrèrent dans l'obéissance. Dallemagne, débarrassé de toute inquiétude de ce côté, porta une attention sévère sur les malversations qui avaient occasionné tant de murmures : des officiers et des administrateurs désignés par la clameur publique, furent livrés aux tribunaux, et leur juste châtiment prouva aux habitans de Rome que l'armée désavouait le brigandage dont ils avaient été victimes.

Émeute à Mantoue.

Peu de jours avant ces événemens, une scène à peu près semblable eut lieu à Mantoue, où les régimens de la garnison prirent les armes sans officiers, avec l'intention de rentrer en France. Déjà même ils commençaient à briser les portes de la ville, lorsque le général Miollis vint à bout de les apaiser, en prenant l'engagement formel de faire acquitter la solde arriérée, et de renouveler l'habillement et la chaussure.

Soulèvemens en Corse.

Un mouvement insurrectionnel d'une nature différente eut lieu en Corse à cette époque. Dans les premiers jours de janvier, quelques com-

munes du Golo, séduites par des émigrés ou des prêtres réfractaires, mirent en campagne un corps de 5 à 600 hommes. Le général Vaubois déclara sur-le-champ ces cantons en état de siége, et chargea le général Casalta d'étouffer l'insurrection. Au lieu de marcher avec tout son monde contre les révoltés, cet officier se contenta d'envoyer une cinquantaine d'hommes s'emparer du pont du Golo. Ce faible détachement ayant été enlevé, Casalta se trouva cerné. Ce premier succès enhardit les rebelles, et augmenta considérablement leurs bandes, à la tête desquelles se montrèrent alors les anciens chefs paolistes : une espèce de manifeste déclara qu'ils ne s'insurgeaient que contre l'administration départementale. Vaubois, ayant reçu, le 8 janvier, un renfort de 1,500 hommes, augmenta la garnison de St.-Florent, ravitailla le château de Corte, et prit toutes les précautions nécessaires, pour empêcher l'insurrection de gagner le Liamone.

Menard envoyé avec des renforts soumet l'île.

Cependant un second échec, éprouvé par les troupes républicaines près de Lento, doubla les forces des révoltés. Les districts de Nebbio et de Casilica se déclarèrent pour eux ; et si dans cet instant l'Angleterre leur eût envoyé les secours promis, l'île entière se fût soustraite de nouveau à la domination française. Le directoire ouvrit enfin les yeux sur le danger que courait la Corse ; il y envoya le général Menard avec

quelques demi-brigades, et peu de jours suffirent pour dissiper les rebelles et faire rentrer dans l'obéissance les provinces insurgées.

Bernadotte, envoyé à Vienne, y essuie un affront.

Tant de succès et si peu mérités, enflèrent l'orgueil du directoire. Déjà il croyait dominer partout, quand l'insulte faite à son ministre à Vienne, rabattit un peu sa jactance. Il y avait envoyé Bernadotte autant pour hâter le rétablissement des communications diplomatiques, que pour s'expliquer relativement aux invasions de l'Etat romain et de la Suisse. Le 13 avril, les habitans de Vienne ayant été autorisés, malgré ses représentations, à célébrer l'anniversaire de l'armement de leurs volontaires en 1796, il imagina de célébrer de son côté la commémoration de la victoire remportée sur eux par l'armée française, et arbora en signe de fête le drapeau tricolore, au-dessus de la porte de son hôtel. Une raillerie aussi amère irrita tous les esprits, la populace s'ameuta devant l'hôtel de la légation, en força les portes, arracha et brûla le drapeau républicain, se répandit dans les appartemens, et y commit mille désordres.

Bernadotte, indigné du peu d'égards qu'on eut pour son caractère, quitta Vienne le lendemain, malgré les démarches du gouvernement autrichien, pour le déterminer à rester. L'exemple encore récent de Rome, et la politique tranchante du gouvernement français, faisant crain-

dre qu'il ne voulût point admettre d'excuse pour une insulte aussi grave, les amis de la paix regardèrent une rupture avec l'Autriche comme inévitable. Mais le directoire pour la première fois montra quelque modération, de peur sans doute d'être obligé de charger Bonaparte du soin de tirer vengeance de cet affront. Il crut, en dévorant une injure, éloigner la guerre qu'il venait de déclarer à toute l'Europe, par les usurpations qu'il s'était permises depuis le traité de Campo-Formio.

CHAPITRE LXXVIII.

Troubles occasionnés par les élections de l'an VI. — Suite des affaires intérieures de la Suisse ; résistance des petits cantons. — Conférences de Seltz. — Conduite du Directoire à l'égard des États-Unis et des villes anséatiques. — Traités avec les républiques cisalpine et ligurienne. — Convention avec la Sardaigne. — Marche du congrès de Rastadt.

L'ÉPOQUE approchait où le directoire avait besoin, pour se maintenir, de déployer toute son activité et son astuce. Les Jacobins, enhardis par l'influence acquise depuis la journée du 18 fructidor, crurent que le renouvellement du nouveau tiers du Corps législatif allait leur procurer une victoire décisive. A Marseille, à Strasbourg, à Metz, et dans un grand nombre d'autres villes, les partisans de la terreur se montrèrent avec audace, et annoncèrent hautement leurs projets subversifs.

Le directoire, en s'apercevant de la hardiesse

d'une faction qu'il avait jusqu'alors caressée, sentit la nécessité de la réprimer pour n'en être point victime; mais, si l'opinion des gens de bien, d'accord cette fois avec le gouvernement, regardait avec effroi les projets de ces hommes pervers, il paraissait néanmoins difficile d'y mettre obstacle; car d'un côté régnaient la lassitude et la défiance, compagnes inséparables des révolutions fréquentes; tandis que de l'autre, l'exaltation naturelle des Jacobins, entretenue par les discours des clubs et les pamphlets des feuilles quotidiennes, réveillait en eux des idées de haine et de vengeance. Ainsi donc le directoire, livré à lui-même, fut réduit pour sortir de ce danger, à employer de nouveau l'arbitraire, en faisant fermer tous les cercles politiques. Cette mesure, pour être efficace, aurait dû être accompagnée de la censure sur les journaux; mais la licence de la presse ne pouvant être réprimée sans le concours des deux conseils, où la faction jacobine avait déjà de nombreux adhérens, elle produisit plus de mal que de bien, et porta l'exaltation dans les esprits. Partout, les brigues les plus honteuses, les menaces, les voies de fait même, furent employées de part et d'autre pour s'emparer des bureaux et maîtriser les élections. Le résultat de toutes ces menées eût introduit dans le conseil des hommes passionnés des deux partis.

Le moment des demi-mesures était passé : le directoire, exagérant le péril qui menaçait la république si l'on permettait l'entrée du Corps législatif aux nouveaux députés, provoqua l'examen scrupuleux de toutes les nominations. Après de violens débats, une loi cassa, le 11 mai, une partie des élections, et y substitua des députés au choix du directoire. En reconnaissance de ce service, celui-ci permit au Corps législatif de vérifier la nomination de Treilhard, successeur de François de Neufchâteau, que le sort avait désigné pour sortir. Etroitement lié avec Merlin de Douai, et partageant les mêmes principes, ce nouveau directeur ne devait amener aucune variation dans la marche des affaires.

Cette secousse ayant maintenu pour quelques instans la domination exercée sur les conseils par le directoire, celui-ci tourna alors ses regards sur les événemens de l'extérieur, qui, malgré les apparences, n'allaient pas toujours au gré de ses désirs. L'invasion de la Suisse surtout lui préparait de nombreux ennemis.

Suite des affaires de Suisse.

Nous avons vu, au chapitre précédent, qu'après les sanglantes scènes où la guerre et l'anarchie déployèrent toutes leurs fureurs, l'Helvétie avait été déclarée une et indivisible ; et la nouvelle constitution proclamée à Arau le 12 avril 1798. Mais l'assemblée était loin d'être complète. On n'avait pu y réunir que les députés de dix can-

tons ; et les autres se trouvaient encore incertains sur le parti qu'ils prendraient, ou décidés à repousser par la force, les lois que la force voulait leur imposer. Les Grisons qui devaient former le canton de Rhétie, attendaient le cours des événemens et les décisions de Vienne et de Paris, avant de se prononcer. Les bailliages italiens, peu empressés de s'agréger à cette république helvétique, déchirée par des convulsions intérieures, et soumise à la verge de l'étranger, penchaient à se donner à la Cisalpine. Dans le Valais, où l'on avait adopté avec chaleur les principes de la révolution, l'enthousiasme diminuait de jour en jour, et le fanatisme en profitait pour développer l'esprit de résistance. Enfin, les petits cantons démocratiques repoussaient de toutes leurs forces une constitution qui, loin de leur apporter la liberté, ne pouvait que restreindre celle dont ils jouissaient.

Les sentimens les plus exaltés enflammaient tous les cœurs. L'amour de l'indépendance montrait en perspective les trophées de Sempach et de Næfels ; et le fanatisme religieux indiquait la Vendée comme un grand exemple à imiter. De quels efforts ne devaient pas être capables ces petits peuples pleins d'énergie, animés des passions les plus fortes, et favorisés par les obstacles sans cesse renaissans, du terrain le plus difficile de l'Europe ? Si les Français de

l'ouest avaient arrêté plusieurs années les armées nombreuses de la république, dans les bois, les vallons et les haies du Poitou, quel serait le terme de la résistance de ces peuplades plus belliqueuses, combattant au milieu des Alpes, et parmi les glaciers, les torrens et les précipices dont la Suisse est remplie? Les auteurs de pareils calculs oubliaient que la Vendée était peuplée de 5 à 600 mille habitans, secondés par 2 millions de Bretons, tandis que les petits cantons réunis forment à peine une population totale de 80 mille individus de tout sexe et de tout âge, sur lesquels on n'en compte que 8 à 10 mille en état de combattre. Pour justifier leurs espérances patriotiques, il eût fallu que la population virile des cantons occupés, se réfugiât dans les Alpes, avec la ferme résolution de venger la défaite de Fraubrunnen.

Les petit cantons refusent d'accepter constitutio

Les prêtres profitèrent néanmoins de leur influence dans les cantons catholiques, pour entraîner ceux des habitans qui balançaient encore : ils mirent de leur côté la puissance de l'opinion, en rétorquant contre les Français les mêmes principes de liberté et d'égalité que le directoire voulait étendre en répandant des flots de sang. Ils représentèrent les novateurs comme des ennemis de toute religion ; et sommèrent le peuple de défendre celle que lui avaient transmise ses pères.

Leurs déclamations obtinrent un plein succès: une assemblée populaire fut convoquée le 9 avril à Untervalden, pour l'acceptation ou le rejet de la nouvelle constitution ; les délibérations s'ouvrirent par la plantation d'une croix. Les sermons des prêtres persuadèrent sans peine la multitude simple et crédule, et le rejet fut prononcé à l'unanimité. Dans toute la partie orientale de la Suisse, même rejet accompagné de semblables particularités. A Schwitz, on fut encore plus loin : les habitans, fanatisés par les moines du célèbre couvent d'Einsiedeln, jurèrent d'immoler sans pitié tous ceux qui seraient porteurs de la constitution proscrite. Les cantons de Sargans, Turgowie et St.-Gall, quoique formés d'anciens sujets, adoptèrent les sentimens des cantons démocratiques, et se joignirent à eux. Cet esprit d'opposition fit des progrès rapides, et réagit bientôt sur les contrées qui avaient accepté le nouveau pacte, principalement sur Lucerne.

Contributions imposées par les Français.

Peut-être, néanmoins, que tout se fût borné à des protestations, si le directoire français, qui ne perdait pas de vue le principal but de son invasion, n'eût exigé des contributions énormes, dont le poids parut d'autant plus lourd que les Suisses n'avaient jamais été soumis qu'à des impôts très-modérés. Les anciennes régences des cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne

et Zurich, furent imposées à 15 millions pour les frais de la guerre. Sur cette somme, Berne seul devait acquitter 6 millions. Ces demandes exorbitantes étaient indépendantes de 19 millions déjà payés en lettres-de-change ou en numéraire, ainsi que d'une valeur de 5 millions trouvée dans les arsenaux. Ces trésors étaient la principale source du bien-être de tous les cantons ; et on les enlevait à la Suisse, au moment où l'entretien de l'armée française et la nouvelle administration intérieure, bien plus coûteuse que l'ancienne, lui imposaient de plus grands sacrifices. Epuisé par les réquisitions, et privé de ses ressources publiques, comment ce malheureux pays aurait-il soutenu un pareil fardeau ?

Persévérance des petits cantons.

Le commissaire Lecarlier cherchait cependant, par ses discours flatteurs, à écarter tous les soupçons et à dissiper la méfiance ; son éloquence fallacieuse était impuissante pour ramener des esprits ulcérés. En vain, disait-il aux petits cantons, « nous ne voulons que votre tran» quillité, et n'avons d'autre but que votre union » avec le reste de la Suisse. » Ces peuples simples, mais sensés, refusaient d'ajouter foi à ces protestations amicales, après avoir vu le directoire repousser avec mépris les énergiques réclamations qu'ils lui avaient adressées. Puisque le gouvernement français violait ainsi à leur égard les droits les plus sacrés des nations, pou-

vaient-ils espérer plus de justice de ses agens? Un arrêté du général Schawembourg vint bientôt ajouter à leurs griefs : par sa proclamation du 13 avril, il défendait toute communication entre les cantons dissidens et la république helvétique : menaçant des peines les plus sévères quiconque serait convaincu d'avoir entretenu des relations commerciales avec les cantons démocratiques, ou qui tenterait d'y faire passer des subsistances. Le terme de cette prohibition était l'acceptation pleine et entière de la constitution. Une mesure aussi rigoureuse envers un pays qui manque de débouchés, devait exaspérer tous les esprits, et précipiter la crise. Aussi, les habitans des montagnes, qui n'ont d'autres ressources que leurs échanges de denrées avec les contrées voisines, coururent aux armes pour briser les injustes barrières qu'on mettait à leur commerce. Dès l'origine de la révolution, il s'était manifesté dans différentes parties de la Suisse un mécontentement, qui s'était graduellement affaibli par l'espérance d'obtenir un mieux prochain. Mais, quand on vit qu'on ne pouvait jouir de la liberté qu'au prix des plus durs sacrifices, les murmures recommencèrent et éclatèrent jusque dans les cantons occupés par l'armée française. Plusieurs de ceux même qui avaient accepté la constitution, se prononcèrent avec vigueur contre la disposition arbi-

traire de Schawembourg : non-seulement ils prirent les armes pour s'en affranchir, ils se réunirent même aux cantons voisins pour défendre leur indépendance, et délivrer, s'il était possible, la patrie du joug étranger.

Les agens étrangers les y encouragent.

Il paraît qu'à cette époque le cabinet britannique eut quelque influence sur les affaires de l'Helvétie : du moins est-il certain qu'aussitôt après la prise de Berne, Pitt déclara en plein parlement qu'il était encore temps de mettre à exécution ses plans relatifs à la Suisse. Il était entretenu dans ses espérances par Mallet-Dupan, qui faisait alors de fréquens voyages à Zurich, pour se concerter avec les mécontens.

Ils veulent prendre l'offensive.

Les petits cantons s'étaient donnés pour chefs les colonels Paraviccini et Aloys Reding (1), tous deux sortis des services capitulés, doués d'un grand courage et de quelques talens militaires. Excités par la voix impétueuse de la multitude délibérante, ces deux officiers résolurent de profiter du disséminement des troupes françaises, fortes au plus de 20 mille hommes, et cantonnées dans les cantons aristocratiques, pour marcher sur Lucerne et Zurich. Après s'être emparés de ces deux villes, leur projet

---

(1) Le premier commandait le régiment des Gardes-Suisses au service de Hollande dans les campagnes de 1793 et 1794 ; le second avait servi en Espagne.

était de tomber sur Arau, pour y renverser le directoire et le corps législatif de la nouvelle république; afin de provoquer une contre-révolution, que les dispositions connues des habitans leur montraient comme certaine.

Ils marchent sur Zurich et Lucerne.

Ils rejoignirent donc les troupes déjà rassemblées pour la défense de leur territoire sur les frontières de Lucerne et de Zurich; et le 28 avril, ils marchèrent en deux colonnes sur cette dernière ville, qu'ils menacèrent ainsi des deux côtés du lac. L'une s'établit sur la rive gauche, à Richtenschwil; l'autre occupa, sur la rive droite, le bourg de Rapperschwil, et poussa ses avant-postes jusqu'à Feldbach. Le 29, un autre rassemblement se dirigea sur Lucerne, et se plaça autour de cette ville, de manière à intercepter toutes les communications. Un officier fut alors envoyé à l'avoyer Ruttimann, pour le sommer d'ouvrir ses portes dans une heure. La municipalité, qui n'avait que 400 hommes à opposer à plus de 4 mille assaillans, désespérant d'ailleurs de recevoir des secours assez prompts, se décida à capituler. Il fut convenu que Lucerne serait occupé par les troupes démocratiques; que les relations commerciales avec les petits cantons seraient rétablies; et que le peuple serait libre de choisir sa constitution et ses alliés. Les vainqueurs exigèrent en outre qu'on leur livrât un certain nombre de pièces de canon, et frappè-

rent une contribution de guerre de 25 mille francs en numéraire, indépendamment d'une pareille valeur en grains.

Excès commis à Lucerne.

Les insurgés attendirent à peine la signature de la capitulation pour entrer en ville; mais, au lieu du nombre déterminé qui devait l'occuper, la totalité de la colonne s'y précipita. On vit alors à quels excès peuvent entraîner le fanatisme et l'esprit de parti. Ces paysans simples et hospitaliers, qui, pendant plusieurs siècles, n'avaient vu dans les Lucernois que des frères et des alliés fidèles, ne les considéraient alors que comme des factieux, qui, par leur alliance avec les Français, étaient devenus leurs plus cruels ennemis. Aussi, traitèrent-ils Lucerne en ville prise d'assaut. Après avoir pillé plusieurs maisons, abattu l'arbre de la liberté, et forcé les portes de l'arsenal, où il ne resta que ce qu'ils ne purent enlever, ils menaçaient encore d'attaquer l'hôtel-de-ville, et de massacrer les membres de la régence. Cependant le désir de mettre leur butin en sûreté, l'emporta sur leur rage: ils quittèrent la ville, ne laissant qu'un détachement pour la garder. Cette garnison fut bientôt obligée d'en faire autant: privée de munitions, et menacée à tout moment d'une révolte des habitans, elle hâta sa retraite au bruit de l'arrivée des Français. Les montagnards regagnèrent Kusnacht à l'extrémité septentrionale du lac de Lucerne, non sans menacer

cette malheureuse ville de revenir bientôt la réduire en cendres.

Les Français les attaquent.

Le général en chef de l'armée d'Helvétie, informé de cette irruption, mit sur-le-champ plusieurs colonnes en marche, pour refouler les insurgés dans les montagnes. L'une, commandée par le général de brigade Jordy, arriva inopinément devant Zug, et s'en empara le 30 avril, quoiqu'il y eût déjà 3 mille paysans réunis : après les avoir désarmés, on les renvoya dans leurs foyers. Cette expédition terminée, Jordy se porta sur Lucerne et Kusnacht qu'il occupa le même jour.

Combats de Mellingen et de Raperschwil.

Une autre colonne, sous les ordres du général Nouvion, marcha en même temps sur Zurich. Deux mille insurgés voulant lui disputer le passage de la Reuss à Mellingen, furent repoussés; et la cavalerie française leur sabra quelques hommes. Arrivé près du lac, Nouvion subdivisa sa troupe en deux colonnes qui s'avancèrent par les deux rives : celle de gauche, soutenue par les paysans Zuricois, atteignit près de Feldbach les insurgés des petits cantons, qui furent culbutés jusqu'aux portes de Raperschwil, après un engagement assez vif. Le général Nouvion se disposait à attaquer ce bourg, lorsque les habitans firent annoncer qu'ils se rendaient. Les troupes françaises avancèrent sans défiance ; mais à l'instant où elles allaient franchir la porte, elles

reçurent, presqu'à bout portant, le feu d'un bataillon d'Unterwalden qui n'entendait pas capituler. Le combat recommença avec fureur : les Français furent d'abord obligés de reculer, mais ayant reçu quelques renforts, ils chassèrent enfin l'ennemi de Raperschwil.

Combat de Richtenschwil.

La subdivision qui s'avançait par la rive droite du lac, forte seulement d'un millier d'hommes, commandés par l'adjudant-général Freyssinet, arriva sans obstacle jusqu'auprès de Richtenschwil, que défendait un corps de 4 mille paysans. Malgré la disproportion de ses forces, Freyssinet, plein de confiance dans les avantages de la tactique et de la discipline, n'hésita pas à ordonner l'attaque. Il détacha une centaine d'hommes pour s'emparer d'une hauteur qui dominait la position des Suisses. Pendant qu'on se battait avec acharnement sur ce point, ces derniers dirigèrent une colonne par les bords du lac, pour écraser avec de l'artillerie le flanc gauche des Français, manœuvre imprudente qu'ils eussent dû payer cher. Freyssinet marcha à leur rencontre ; mais, malgré tous ses efforts, il fut rejeté sur un village où il avait placé une petite réserve avec du canon. Assailli dans ce dernier poste, il courait risque d'y être forcé, lorsque l'arrivée d'un renfort de 400 hommes lui donna le moyen de changer de rôle, et de repousser l'ennemi de position en position. La mise hors

de combat du colonel Paraviccini décida les paysans de Glaris et de Sargans à abandonner le champ de bataille; mais ceux de Schwitz, loin d'être intimidés par cette retraite prématurée, continuèrent à se battre pendant six heures avec une valeur digne d'un meilleur sort, puis se retirèrent en bon ordre sur Schindeleggi. L'on vit, dans cette circonstance, à quel degré d'exaltation peut pousser le fanatisme de la religion et de la liberté; un prisonnier, sommé d'accepter la nouvelle constitution pour sauver sa vie, s'y refusa, et tomba sous les baïonnettes : une vingtaine de paysans renfermés dans une ferme, refusèrent quartier, et préférèrent périr dans les flammes.

Le 2 mai, Freyssinet poussa Reding jusqu'à la Sil, et le lendemain, sur Einsiedeln. Un petit corps d'insurgés qui en défendait les approches, se fit hacher en pièces sans pouvoir l'arrêter. Les moines profitèrent de ce combat pour évacuer le couvent et en enlever le trésor : on n'y trouva que l'image de la Sainte Vierge, trophée peu glorieux, dont il fallut se contenter à défaut d'autre. Le général Schawembourg, qui regardait ce monastère comme le principal foyer de la révolte, ordonna de le détruire de fond en comble : mesure barbare qui ne servit qu'à irriter les esprits.

Soumission partielle des Cantons.

Le canton de Zug avait accepté la constitution le 1er mai, après l'entrée du général Jordy dans

la ville. Les autres cantons sentirent aussi l'impossibilité de résister plus long-temps : dès le 2, les députés de Glaris obtinrent une suspension d'armes de deux jours ; et le lendemain, ceux de Schwitz, une de 24 heures. Parmi les députés qui vinrent la solliciter, se trouvait le colonel Reding. On dit que le général Schawembourg, irrité de la résistance de cet officier, l'assura qu'il l'aurait fait pendre, s'il était tombé dans ses mains. « Je le » crois sans peine, répondit celui-ci : car je vous » destinais le même sort, si vous fussiez tombé » en mon pouvoir. »

Quelques uns plus opiniâtres veulent persister.

Dans cette conférence, le général français offrit aux petits cantons qui étaient encore en armes, une paix dont le colonel Reding communiqua les conditions à la dernière assemblée populaire qui se tint à Schwitz. Ces montagnards hésitèrent long-temps à les accepter. Quelques-uns d'entre eux proposèrent de n'entrer en négociation que lorsque les deux tiers de la population aurait succombé : et l'on allait adopter cette résolution désespérée, lorsqu'un ecclésiastique, qui était loin de partager l'exaltation de ses confrères, essaya de ramener l'assemblée à des sentimens plus modérés. Son éloquence et la grande confiance que le peuple avait en lui, radoucit les plus furieux ; et l'on signa le 4 mai une convention, où l'on s'engageait à reconnaître la nouvelle constitution. Les Français, de leur côté,

devaient laisser aux habitans des petits cantons, leurs armes et le libre exercice de leur culte; n'exiger aucune contribution, et s'éloigner de leurs frontières. Les cantons d'Uri et d'Unterwalden déposèrent leurs armes aux mêmes conditions.

Les colonnes qui venaient de les forcer à la paix, furent dirigées par le général Schawembourg sur Appenzel, St.-Gal et Sargans, où la division des habitans faisait craindre de nouveaux troubles. Les dissidens étaient assez nombreux; mais l'arrivée des troupes les fit rentrer dans l'ordre: les trois autres cantons furent entièrement soumis, et envoyèrent leurs députés à Arau.

Troubles en Valais.

Berne, Soleure, Fribourg, ainsi que les petits états démocratiques, avaient donc été réduits par la force. L'Argovie, Bâle et le pays de Vaud avaient accepté volontairement la nouvelle constitution: mais nulle part elle n'avait été accueillie avec autant d'enthousiasme que dans le Valais; et cependant, cette contrée ne fut pas exempte de troubles. L'influence des moines et des prêtres parvint, sur la fin du mois d'avril, à changer la direction de l'opinion, non dans le Bas-Valais, attaché par sa langue et ses mœurs au parti Vaudois, mais dans les hautes vallées, où les paysans allemands tenaient beaucoup à l'ancien ordre de choses. Les premiers symptômes d'insurrection

se manifestèrent dans le dixain de Raron. L'on s'occupait de l'organisation des autorités constitutionnelles, et déjà les députés à l'assemblée générale d'Arau étaient sur le point de se rendre à leur poste, lorsque les habitans du dixain de Conches se réunirent à ceux de Leuck et aux mécontens de Raron, et formèrent ainsi un rassemblement de 4 à 5 mille hommes, qui se dirigea sur Sion.

Le résident français Mangourit, et la régence provisoire, n'ayant aucune force à leur opposer, furent contraints d'abandonner cette ville, et de se retirer à St.-Maurice, en attendant les secours qu'ils demandèrent au canton du Léman. Le général de brigade Lorges se mit aussitôt à la tête de 700 Vaudois et d'autant de Français qui se rendaient en Italie par Lausanne, et marcha avec six pièces de canon sur le Valais. A son arrivée dans cette province, un renfort de patriotes ayant porté sa colonne à 2 mille hommes, il se dirigea sur Sion dont les rebelles s'étaient rendus maîtres. Le 7 mai, il se trouva en présence de l'ennemi, qui s'était retranché derrière le pont de la Morge. Le général fit aussitôt entrer dans l'eau une partie de ses troupes pour tourner la position; mais deux fois l'opiniâtre résistance des Valaisans fit échouer cette tentative. Le fanatisme qui les animait, était si grand, que les Crétins eux-mêmes, ces êtres

stupides et disgraciés, qui ne tiennent à l'espèce humaine que par les besoins physiques de la vie, semblèrent avoir recouvré toute leur intelligence. Il n'y eut pas un poste qui ne fût défendu avec intrépidité. Enfin , la tactique et la discipline l'emportèrent sur le nombre: les insurgés furent délogés, et culbutés en désordre sur Sion. Lorges les suivit de près, et se disposait à les attaquer de nouveau, lorsqu'ils arborèrent le drapeau blanc. Il fit avancer quelques troupes pour prendre possession de la ville; mais, au moment où cette avant-garde paraissait sous les murs, un mal entendu provoqua de nouvelles hostilités, et les batteries venant à faire feu, lui causèrent quelque perte. Les soldats auxquels on présenta cet incident comme une trahison, transportés de fureur, demandèrent l'assaut à grands cris: en un clin-d'œil les murailles furent escaladées; et le peu d'insurgés qui se trouvaient encore dans la place avec les armes à la main, fut passé au fil de l'épée; la ville eut à souffrir du pillage inévitable dans les combats.

De Sion, le général Lorges se porta par Brieg sur Conches, où l'on avait arboré d'abord l'étendard de la révolte; mais il ne trouva plus d'ennemis à combattre : découragés par leur défaite, les paysans se soumirent, et acceptèrent la constitution.

Les bailliages italiens venaient enfin de se dé-

clarer pour l'Helvétie. Ainsi, à la fin de mai, le plan du gouvernement français avait reçu son exécution; car à l'exception des Grisons qui hésitaient encore, de Genève et de Mulhausen réunis à la France, tous les cantons de la Suisse, leurs alliés ou sujets, étaient définitivement constitués en république helvétique, une et indivisible. Mais, quoique délivré des calamités de la guerre, ce pays était loin du terme de ses malheurs : indépendamment de l'entretien de l'armée française et des contributions énormes déjà levées, la Suisse se vit bientôt frappée d'une foule de réquisitions arbitraires qui achevèrent de ruiner ses dernières ressources. L'agent diplomatique Mengaud, ayant été remplacé par Rapinat, celui-ci inonda le pays d'une foule de commissaires subalternes, qui, fidèles à leurs instructions, le dévastèrent autant pour leur propre compte, que pour celui du gouvernement français. Le directoire helvétique réclama en vain contre ce système : les déprédateurs ne s'arrêtèrent que lorsqu'il n'y eut plus rien à enlever. Une conduite aussi impolitique amena quelques soulèvemens; mais ces efforts décousus ne pouvaient changer les choses de face; et la présence de quelques colonnes mobiles fit facilement rentrer les mécontens dans l'obéissance. Leurs principaux chefs se retirèrent dans les villes forestières et en Souabe, où, se-

crètement accueillis par l'Autriche, ils attirèrent nombre d'individus de tout rang, dont la cour de Londres ne tarda pas à former un corps à sa solde.

Négociation de Selz.

Dans ces entrefaites, une négociation d'un intérêt majeur venait de s'ouvrir entre la France et l'Autriche. Le directoire avait à réclamer des satisfactions pour l'affront fait à Bernadotte; et l'Autriche ne se croyait pas moins fondée à demander au gouvernement français des explications sur sa conduite. Le cabinet de Vienne proposa donc des conférences, qui eurent effectivement lieu à Selz près Weissembourg, entre l'ex-directeur François de Neufchâteau et le comte de Cobentzel, auquel le baron de Thugut venait de remettre le porte-feuille des relations étrangères. Le silence qui a été gardé des deux côtés sur la marche de ces conférences, a donné lieu à mille conjectures. On a prétendu qu'elles servirent de prétextes pour cacher des négociations d'une toute autre importance ; et cela est assez vraisemblable, car il ne fallait pas deux mois de pourparlers pour justifier la cour de Vienne d'un accident tumultueux qu'il lui suffisait de désavouer. D'ailleurs, il paraît que la France avait de son côté d'autres satisfactions à donner relativement à l'invasion de la Suisse et de Rome; événemens trop importans pour ne pas amener de graves explications avec l'Empereur. Enfin l'Autriche

avait à réclamer l'exécution de l'article du traité de Campo-Formio, qui lui assurait l'Innviertel, qu'on faisait actuellement difficulté de lui céder.

Mauvais accueil fait aux commissaires américains.

Ces négociations mystérieuses ne furent pas, au reste, les seules que le directoire suivit à cette époque. On sait que le traité d'alliance et de neutralité conclu par les Etats-Unis avec l'Angleterre, lui ayant offert un prétexte spécieux de rupture avec cette première puissance, il le saisit avec empressement, et délivra à prix d'argent, sans délibération préalable, des lettres de marque pour courir sur les bâtimens américains, dont un grand nombre fut capturé dans les deux parties du monde par les corsaires français. Avant d'user de représailles, le congrès envoya en France trois plénipotentiaires pour terminer à l'amiable les différens survenus entre les deux républiques. Les directeurs interprétèrent mal cette démarche, et crurent le congrès frappé d'épouvante : ils refusèrent donc de recevoir les plénipotentiaires, en leur faisant insinuer par des agens subalternes, que si les Etats-Unis n'étaient pas disposés à prêter 80 millions en espèces, le seul moyen d'obtenir une audience et d'être favorablement écoutés, était de verser entre les mains du ministre des affaires étrangères une somme de quinze cent mille francs, pour être répartie entre lui et quatre directeurs. Cette proposition révolta les plénipotentiaires améri-

cains, qui quittèrent aussitôt Paris, préférant encore la guerre à la honte de marchander l'honneur de leur pays: ils signalèrent cette félonie; et le ministre se justifia en désavouant des agens qui ne furent pourtant point punis.

On rançonne les villes anséatiques.

Le directoire se dédommagea de l'espèce de résistance qu'il éprouva de ce côté, en exerçant le cours de ses spoliations sur les faibles puissances qui l'avoisinaient. L'éloignement des villes anséatiques, leur neutralité si favorable au commerce français, la protection dont la Prusse les couvrait, ne purent les mettre à l'abri de ses exactions. A chaque instant leurs navires étaient confisqués sur des contraventions imaginaires; et leur pavillon ne put naviguer et aborder en sûreté dans les ports de France, qu'après avoir payé clandestinement, de plusieurs millions, le droit de s'y montrer.

Evénemens de la Cisalpine.

Les opérations financières du gouvernement français n'étaient qu'une diversion à des combinaisons plus vastes, il aspirait à enchaîner plus étroitement les gouvernemens qui marchaient dans le même système, ou à bouleverser ceux qui s'en écartaient. Comme il portait particulièrement ses vues sur le Piémont et la Suisse, il s'attacha principalement à s'impatroniser, par des traités d'alliance offensive et défensive, dans la Cisalpine et la Ligurie qui les avoisinaient. La première fut forcée à recevoir garnison dans

ses places, à solder un corps français de 22 mille hommes, et à fournir toutes ses propres troupes en cas de guerre : la seconde s'obligea à tenir à sa disposition un corps de 3 mille hommes de toutes armes.

Ces traités contraires aux stipulations de Campo-Formio qui faisaient de la Cisalpine une république indépendante, mécontentèrent l'Autriche, qui refusa de recevoir Marescalchi en qualité de ministre d'un Etat réduit à la condition de province conquise. Les Lombards n'en furent guère moins indignés, car le conseil des Anciens osa refuser sa sanction au pacte qui rivait leurs chaînes. Le directoire, hors de lui à cette nouvelle, poussa le despotisme jusqu'à ordonner l'arrestation de 21 membres de ce conseil, et à frapper une contribution de plusieurs millions à titre de punition ; mais Berthier, de retour à Milan, parvint à détourner les foudres directoriales, en décidant les conseils à ratifier le traité.

Troubles du Piémont

L'existence du royaume de Sardaigne entre quatre républiques démocratiques, offusquait les regards du directoire, qui ne voulait pas se persuader qu'un roi, prêt à lui donner jusqu'à son dernier soldat, serait un allié plus utile qu'une république démagogique sans cesse déchirée par la guerre civile. Il prétendait ne voir dans ses voisins, que des états républicains formés sur son modèle, et ne cessait d'abreuver Charles-

Emmanuel IV d'humiliations et de chagrins. C'était peu de soudoyer dans ses états, des propagandistes de doctrines révolutionnaires; d'exciter le peuple au mécontentement, en provoquant des mesures fiscales par une rapacité sans égale : les directeurs, impatiens d'arriver plutôt à leurs fins, lui suscitèrent pour ennemis les Liguriens, en les leurrant de l'espoir de partager avec eux les dépouilles de ce royaume.

Ces indignes menées eurent leur plein effet. Les révolutionnaires piémontais, sûrs de l'appui des Français et des Génois, levèrent le masque, et se rassemblèrent dans les vallées du Tanaro et de Bormida, au nombre de 6 mille hommes, attaquèrent un corps envoyé contre eux à Carossio, le battirent, et s'emparèrent de Serravalle, d'où ils se mirent en communication avec les Génois. Loano et Oneille furent aussi le théâtre de quelques engagemens ; et les révoltés tentèrent même de surprendre Alexandrie.

Ces échecs, doublés encore par la peur, jetèrent la cour de Turin dans la plus grande consternation. Le Roi ne voyant pas, ou affectant de ne pas voir dans ces événemens, la main des Français, implora l'assistance du général Brune, qui commandait alors l'armée d'Italie. Mais celui-ci, feignant de son côté de ne pas croire aux dangers de l'infortuné monarque, et d'avoir tout à

craindre de sa duplicité, demanda la citadelle de Turin comme gage de sa bonne foi ; ce qui lui fut accordé par un traité du 28 juin. A ce prix, Charles-Emmanuel obtint quelques mois d'un repos trompeur, avant-coureur de la dernière disgrâce d'une tête couronnée.

Les propositions qu'on dit avoir été faites à cette époque pour le partage du Piémont, en échange de ce qu'on rendrait à l'Autriche sur l'Adda ou l'Oglio, expliqueraient peut-être cette singulière prise de possession, dont le temps seul dévoilera la véritable cause.

État des négociations à Rastadt.

Dans ces entrefaites, le congrès de Rastadt avait cheminé plus promptement qu'on n'aurait pu s'y attendre, vers l'accomplissement de sa tâche. Les débats ouverts dès le milieu de janvier 1798, sous la présidence du comte de Metternich, avaient roulé quelque temps sur la cession de la rive gauche du Rhin, qui éprouva de légers obstacles : les princes allemands demandaient à connaître les articles secrets convenus entre l'Autriche et la France ; communication que le ministre de François II refusait. La députation de l'Empire n'était pas plus heureuse avec la république, à qui elle demandait d'exposer simultanément toutes ses prétentions. Cependant, les députés des Cercles n'avaient pas seulement à prononcer sur ces abandons de territoire, il fallait trouver dans les sécularisations,

ou dans l'usurpation des villes impériales, les moyens de satisfaire les principales puissances, et d'indemniser la maison d'Orange, travail long, minutieux, et soumis à une foule de difficultés. Malgré cela, la cession de la rive gauche du Rhin était consentie, au moment où l'événement de Bernadotte à Vienne vint jeter du froid entre les deux puissances qui se disputaient le morcellement de l'antique Germanie.

Sieyes est envoyé à Berlin.

La Prusse ayant mis peu après des restrictions à l'abandon de quelques districts du département de la Röer, on aurait pu inférer de sa conduite, que les événemens du midi de l'Europe commençaient à lui inspirer des craintes contre le gouvernement français. Le directoire crut devoir prévenir les suites fâcheuses qu'entraînerait un changement de politique du cabinet de Berlin, en lui envoyant Sieyes, dont la finesse égalait les talens, et qui tenait alors un des premiers rangs parmi les hommes chargés des destins de la France. Ses instructions ne sont pas connues, mais tout porte à croire qu'il devait rassurer le gouvernement prussien sur les événemens de Suisse, et sur les indemnités en Allemagne.

L'ultimatum des ministres français relativement à la navigation du Rhin, à la démolition de Cassel et de Kehl, fut accepté malgré quelque dissidence : et, les sécularisations ayant été également admises en principes, tout s'achemi-

nait vers l'heureux accomplissement de la paix; lorsqu'un incident vint troubler ces apparences, et dévoiler à l'Europe l'existence d'une seconde coalition. Avant d'en rendre compte, il est temps de tourner nos regards sur ces nouveaux Argonautes, qui, laissant leur patrie couverte des lauriers qu'ils venaient de cueillir, faisaient voile vers les bouches du Nil, dans l'espoir d'y trouver le chemin des montagnes de Golconde, et d'y conquérir la riche toison gardée par le Léopard.

CHAPITRE LXXIX.

État de l'Orient. — Progrès de la puissance de Scindiah dans l'Indostan. — Projets de Tippoo-Saëb contre les Anglais. — Expédition des Français en Egypte. – Prise de Malte et d'Alexandrie. — Bataille des Pyramides. — Entrée au Caire. — Expulsion d'Ibrahim Bey de la basse Egypte. — Bataille navale d'Aboukir. — La Porte déclare la guerre à la république française. — Expédition de Desaix dans la haute Egypte. — Bataille de Sédiman. — Insurrection du Caire.

L'Asie qui, depuis la paix de Seringapatnam, jouissait d'un calme assez rare dans ces contrées, fut appelée à jouer cette année une scène dans le drame sanglant de la révolution française. Mais, pour rendre les événemens qui la motivèrent plus intelligibles à ceux de nos lecteurs qui ne les auraient pas suivis, on ne trouvera pas mauvais que nous reprenions les choses de plus loin.

État de l'Indostan.

Le prince tartare Aureng-Zeb, contemporain de Louis XIV, étendant les conquêtes de ses prédécesseurs, fonda, au milieu de l'Inde, l'empire Mogol, dont la population ne s'élevait pas

à moins de 50 millions d'habitans. Riche d'un revenu de 900 millions, et capable de mettre 800 mille hommes sur pied, cet empire était divisé en un grand nombre de provinces gouvernées par des soubabs et des nababs.

Ce conquérant mourut en 1707, et telle est la misérable condition de ces dynasties despotiques de l'Orient, que quarante ans étaient à peine révolus, quand ses successeurs, en guerre d'un côté avec leurs vassaux, assaillis de l'autre par les Persans sous le terrible Thamas Kouli Kan, harcelés enfin par les Marattes, furent réduits à implorer l'appui des Européens en leur abandonnant quelques provinces.

On ne saurait tracer une esquisse satisfaisante des bouleversemens qui se succédèrent dans la presqu'île du Gange durant les 50 dernières années: ces révolutions, qui portent un cachet tout particulier, semblent plutôt appartenir aux contes des *Mille et une nuits*, qu'à l'histoire. L'élévation ou la chute d'une foule de petits despotes changeait à chaque instant les limites des états (1); mais à travers ces déchiremens, il suffira de saisir l'ensemble des faits principaux, pour donner un aperçu de la situation de l'Inde à l'époque des premières guerres de la révolution.

---

(1) Nous recommandons à ceux qui désirent s'initier plus particulièrement dans les affaires de l'Inde, l'histoire de la chute de Mysore par Michaud, et la géographie de Malte-Brun.

Ce ne fut qu'au milieu du 18e siècle que la compagnie anglaise, s'opposant au système que l'habile Dupleix avait voulu déployer pour la France, prit part, pour la première fois, dans les querelles des princes de ces contrées. Ici, comme en Europe, la politique britannique *s'appliqua à diviser pour régner;* habile à soutenir tour à tour les princes hindous contre les Musulmans et les Tartares de la dynastie mogole, où à combattre en faveur de ces derniers contre les naturels du pays dès que ceux-ci se montraient trop puissans, cette société parvint à s'approprier successivement les portions les plus importantes du territoire de ses protégés comme de ses ennemis.

A l'époque de la révolution française, cinq états principaux se partageaient l'Inde. Ceux gouvernés par les princes musulmans étaient au sud, le Mysore, obéissant à Tippoo-Saëb : au nord, le Mogol, soumis de nom à Schah-Alloun, et de fait à ses grands officiers. Plus loin au nord, Zeman-Schah régnait sur les Afgans, habitant le Candahar et le Kaboul. A côté de ce royaume s'étendait celui de Belouchistan, dont les peuples farouches se faisaient redouter.

Enfin, au centre de la presqu'île on voyait l'empire des Marattes, fondé par Sevaji, prince hindou qui, s'étant maintenu en possession du royaume de Sattarah, parvint ensuite à reprendre la ma-

jeure partie des conquêtes des Mogols dans le Decan. Bientôt après sa mort, tous les petits princes tributaires, se rendirent indépendans des grands rajahs qui lui succédèrent et dont l'autorité se trouva circonscrite à la forteresse de Sattarah. Tout en feignant de reconnaître les droits de cette famille à la couronne, le Peishwah, son premier ministre, s'empara du pouvoir absolu sur la partie occidentale de la presqu'île, où il fonda le royaume de Pounah. Madaji-Scindiah en fit autant au nord et à l'est. Cet homme habile, en battant l'armée d'Ismaël-Beg, et secourant Schah-Alloun contre le féroce Golaem-Cadi, parvint à rétablir la prépondérance des Marattes dans les états du Mogol, où il s'empara de toute l'autorité sous le nom de l'Empereur, à qui il ne laissa que son palais et un faible revenu, seul héritage de la puissance colossale d'Aureng-Zeb.

Madaji-Scindiah avait été secondé dans ses opérations par un corps européen, ou organisé et instruit à l'européenne par les soins d'un officier savoyard nommé de Boigne. Ce chef maratte mourut en 1794 : et son neveu, Dowlut-Row, sans hériter de ses talens, suivit son système, conserva sa prépondérance sur le Mogol, et parvint même à l'étendre, en 1796, jusque sur les états du Peishwah, en plaçant sur le trône de Pounah, Badje-Row qu'il tenait entièrement sous sa tutelle. Le général Peyron avait succédé à de Boigne

dans le commandement de l'armée de Scindiah ; composée de cinq brigades organisées à l'européenne et de 34 mille hommes d'infanterie bien dressée, outre une cavalerie innombrable.

Un troisième état maratte, gouverné par le rajah de Berrar, s'étendait au nord du Décan : quoique moins puissant que les deux précédens, c'était un des membres les plus redoutables de la confédération. La famille d'Holkar régnait sur Malwa, et 20 autres petits princes feudataires indépendans de ceux-ci, avaient des diaghirs, espèce de dotations.

On voit par-là que le peuple maratte formait une confédération nombreuse, semblable à l'Empire germanique, dont il ne différait guère que par la force dans les institutions des principaux états qui en faisaient partie, ou par les mutations fréquentes que le régime et les mœurs orientales apportaient dans l'organisation intérieure de chacun d'eux. La confédération hindouse présentait en effet le spectacle assez singulier d'un grand rajah héréditaire, possédant de vastes états sans autorité ; entouré de deux grands dignitaires, qui, non contens de rendre leurs charges héréditaires, se partageaient sans scrupule, les domaines du prince dont ils recevaient l'investigation.

Plus à plaindre encore, l'Empereur du Mogol distribuait des couronnes sans pouvoir en garder

une; car, à proprement parler, c'était un souverain sans sujets : despote incapable de se faire obéir, il vendait à des aventuriers le droit d'exercer une autorité absolue dans ses provinces : pauvre, alors même que toutes les monnaies de l'Indostan se frappaient à son effigie, il se glorifiait d'avoir pour tributaires de grands rois, dont il était trop heureux d'implorer la générosité pour subvenir à son entretien.

La finesse de Clive, le profond machiavélisme d'Hastings, la sagesse de lord Cornwallis, avaient successivement pris à tâche d'immiscer la compagnie dans les intérêts compliqués de ces états, et à intervenir dans leurs différens avec une apparence de loyauté. Elle paraissait toujours sur la scène en arbitre : et, fondée sur les traités, elle aidait le plus faible, afin de partager ensuite avec lui les dépouilles de celui qui aurait pu lui devenir redoutable. C'est ainsi qu'à l'aide des Marattes et du Nizam, elle était parvenue, en 1792, à vaincre Tippoo-Saëb, à qui elle ne pardonnait pas d'avoir envoyé des ambassadeurs à Louis XVI, pour lui proposer de la chasser de l'Inde.

Deux ans après, les Marattes attaquèrent à leur tour le Nizam, inondèrent son pays avec 200 mille hommes, et le dépouillèrent au moment où la compagnie, endormie sur ses succès, ne songeait pas à secourir ce prince qu'elle te-

nait sous sa tutelle. Soit qu'il fût mécontent du peu d'empressement que l'on mit à lui porter secours, soit qu'il aspirât à l'indépendance, il avait confié à un officier nommé Raymond, le soin de lui organiser à l'européenne une armée de 15 mille hommes, pour la solde de laquelle on lui abandonna le revenu d'une riche province.

Projets du sultan de Mysore. Apathie de la France.

Tippoo-Saëb, depuis le malheureux traité de Seringapatnam qui lui avait arraché la moitié de son empire, ne respirait que vengeance. La France, livrée à l'anarchie, et découragée par la perte de Pondichéri, semblait avoir oublié tout le parti qu'elle pouvait tirer de la disposition des peuples de l'Indostan contre la compagnie anglaise. Pas un vaisseau, pas un homme, n'avait été envoyé dans l'Inde; et, à l'insouciance des gouverneurs de l'Ile-de-France, on eût dit qu'ils ignoraient l'existence des deux presqu'îles du Gange. Truguet seul imagina, à la fin de 1796, de porter des secours au sultan de Mysore: mais le projet de ce ministre, basé sur la possibilité d'organiser des bataillons de nègres qui ne sortirent jamais des plantations de l'Ile-de-France, n'eut pas même un commencement d'exécution. Pour réussir, il eût fallu un noyau de vieilles troupes, or le gouvernement républicain ne fit aucune tentative pour en porter le moindre détachement; et nous avons vu, au chapitre 67, par quelle fatalité il perdit l'occasion en 1797 d'y envoyer

une partie des troupes entassées à Brest pour *l'expédition d'Irlande.*

Quelques aventuriers furent à la veille d'exécuter ce que la faiblesse de Louis XVI, et l'inexpérience du comité de salut public en intérêts coloniaux, avaient fait négliger. Un corsaire nommé Rippaud, jeté sur la côte de Mangalore et amené à Tippoo-Saeb, lui ayant appris les victoires des armées républicaines en Europe, réveilla en lui l'espoir d'être secouru par les anciens alliés de son père. Il envoya une ambassade à l'Ile-de-France, avec un projet d'alliance à soumettre au directoire; projet si bien combiné qu'aucun diplomate européen ne le désavouerait. La réponse du gouverneur Malartic prouve qu'il n'apprécia nullement la démarche de ce prince: cependant il lui envoya une trentaine de sous-officiers, d'artilleurs et d'ouvriers, qu'il mit à très-haut prix; mais qui discréditèrent l'uniforme français par leurs extravagances, et autorisèrent la compagnie anglaise à se servir de ce prétexte pour assaillir le sultan de Mysore. Tout porte même à croire que le directoire ne fut jamais bien instruit de ce qui se passa à cette occasion.

Cependant Tippoo ne s'en tint pas là: s'efforçant d'assoupir la rivalité des Marattes, il cherchait à armer le Peishwah et Scindiah contre la compagnie; portant même ses vues plus loin, il recherchait l'alliance de Zeman-Schah.

La réunion des forces de ces différens états pouvait s'élever à 50 mille hommes disciplinés à l'instar des troupes européennes; et à 300 mille soldats armés à l'indienne. Si l'impétuosité tumultueuse des Marattes, la bravoure chevaleresque des Rajepoutes, et l'ambition effrénée de tous ces chefs, avaient voulu se ployer à une règle commune, et agir de concert pour la délivrance de l'Inde, nul doute qu'une coalition aussi formidable n'eût finalement triomphé de l'Angleterre; surtout, si une division française, commandée par un homme du caractère de Hoche, eût servi de régulateur aux opérations des forces combinées.

État des forces anglaises.

La compagnie n'avait alors pour alliés que deux ou trois nababs subalternes et le Nizam: encore ce dernier, en renvoyant les bataillons de sa garde pour se jeter entre les bras de Raymond, laissait croire qu'il reviendrait tôt ou tard à la politique de son prédécesseur, qui avait combattu sous les drapeaux d'Hyder-Ali.

Mais la compagnie était déjà redoutable par elle-même; car les trois présidences dont elle se composait, formaient de véritables empires. La principale, maîtresse de Calcutta, du Bengale, de la côte d'Orixa et de la riche vallée du Gange jusqu'à Oude, était le centre du gouvernement général; et ne le cédait guère à la mère-patrie, en puissance et en richesse. La seconde, com-

posée des possessions du Décan autour de Madras, siégeait dans cette dernière ville. Enfin, la troisième établie à Bombai, réunissait les établissemens de la côte de Malabar et Surate, aux comptoirs du golfe persique. Les forces dont les différentes présidences disposaient, pouvaient s'élever à 20 mille Européens et 60 mille Cipayes bien organisés.

Projet du directoire sur l'Orient.

Tel était à peu près l'état de l'Inde, quand le directoire, sans avoir la moindre notion de ce qui s'y passait, mais séduit par les rapports de différens agens sur l'Egypte, et plus encore par les sollicitations de Bonaparte, forma le projet de conquérir cette province, soit pour s'ouvrir une voie directe au commerce de l'Inde par Suez et Surate, soit pour porter avec le temps son armée jusque dans l'Indostan. On ne peut disconvenir que cette entreprise gigantesque ne fût susceptible de procurer d'immenses résultats à la France et au continent européen : mais l'assentiment de la Porte, sans laquelle elle n'était qu'une chimère, fut ce dont on s'occupa d'abord le moins. Si, par suite de la conquête de ce pays, l'on avait la moindre vue sur l'Inde, il était également indispensable d'envoyer quelques mois à l'avance une escadre de huit à dix vaisseaux, dans les parages de l'Ile-de-France; afin de dominer, à la faveur du port de Mangalore, tout le golfe d'Oman, le détroit de Babel-Mandel ; et de

protéger l'arrivée des secours qu'on eût été dans le cas de faire filer aux Marattes, ou à Tippoo-Saeb. Mais, pour suivre l'ordre naturel des faits, il importe de revenir aux rives du Nil.

Situation de l'Egypte.

L'Egypte, cet antique berceau de la civilisation, après mille vicissitudes, avait été conquise sur les Mameluks, au commencement du 16e siècle, par Sélim Ier, empereur des Turcs. Ses successeurs en conservaient depuis deux siècles la paisible possession, quand la faiblesse du gouvernement enhardit les chefs de Mameluks; Ibrahim, leva l'étendard de la révolte en 1746; et ses successeurs, Aly et Mohamed, vécurent dans une sorte d'indépendance. A la mort de ce dernier en 1776, les beys se disputèrent son héritage. Ibrahim et Mourad vainquirent leurs rivaux, et se partagèrent l'autorité. La Porte envoya, plus tard, une armée considérable pour les ramener à l'obéissance : trop faibles pour résister, les deux beys se retirèrent dans le Saïd, et laissèrent le capitan pacha lever des contributions dans la basse Egypte. Mais aussitôt qu'il fut parti, ils recouvrèrent la puissance, sans renoncer au système de violence et d'extorsion, dont les indigènes et les commerçans étrangers avaient également à se plaindre. La richesse du pays, son heureuse position entre la Mer-Rouge et la Méditerranée, en faisaient convoiter la possession par toutes les puissances européennes. Les Français surtout ja-

loux de la prééminence maritime de l'Angleterre, entrevoyaient la possibilité d'aller aux Indes orientales par l'Egypte, et de combattre enfin corps à corps cette puissance rivale. Déjà, sous le règne de Louis XVI, plusieurs mémoires avaient discuté les moyens d'atteindre ce résultat.

Le consul du Caire donne l'idée de l'expédition au directoire.

Vivement affecté de la conduite des Beys envers les négocians français, le consul Magallon, en rêvant à les soustraire aux avanies ruineuses, avait donné l'idée d'expulser les Mameluks. Ce projet fut accueilli par le directoire, en 1795; mais, comme sa position politique ne lui permettait pas de se livrer alors à une entreprise aussi hasardeuse, il en ajourna l'exécution, tout en engageant le consul à lui fournir de nouveaux renseignemens. Les rapports de Magallon présentèrent l'expédition comme très-facile : l'Egypte ne pouvait être disputée selon lui que par les Mameluks, dont le nombre n'excédait pas neuf mille. Cette milice intrépide, excellente pour combattre des Turcs ou pour châtier des Fellahs révoltés, devait se briser contre la discipline et la tactique européenne, puisqu'elle manquait d'infanterie et d'artillerie. L'on n'avait point à craindre de levée en masse de la population; car les Egyptiens, esclaves des Mameluks, devaient voir avec plaisir l'arrivée d'une armée qui viendrait les délivrer de leurs insolens oppresseurs. Les côtes, d'un facile accès, présentaient

d'ailleurs plusieurs points favorables au débarquement ; et l'intérieur, sans défense, n'avait pas une seule forteresse capable d'arrêter l'invasion.

Lazowsky le conseille.

D'un autre côté, le chef de bataillon du génie, Lazowsky, chargé par le directoire de reconnaître l'empire ottoman, assurait que la Porte était hors d'état d'opposer le moindre obstacle à une entreprise contre l'Egypte. Depuis long-temps sa domination y était illusoire : elle n'y entretenait que quelques centaines de janissaires, épars dans les places maritimes, et son pacha, relégué au Caire sans autorité, paraissait plutôt le prisonnier des beys, que le dépositaire de la puissance du Grand Seigneur. Une rupture avec la Turquie ne devait entraîner aucun malheur. Sourde aux conseils d'une sage politique, elle avait, disait-il, laissé consommer le démembrement de la Pologne : la Russie, autrefois séparée d'elle par de vastes contrées, était établie sur la Mer-Noire, et lui avait enlevé les provinces dont la population belliqueuse formait naguère l'élite de ses armées. La faiblesse de ses ressources militaires, l'épuisement de ses finances, les vices de son gouvernement, tout enfin présageait la chute prochaine de cet empire. Lazowsky n'hésitait point à conseiller au directoire de renoncer à l'alliance de la Porte, et de s'approprier les provinces qui s'échappaient de sa domination.

Bonaparte la propose de son côté.

Bonaparte lui-même, instruit des rapports parvenus au directoire, ne contribua pas peu à le décider, en proposant cette expédition comme une conception vaste et hardie. Le gigantesque plaisait à son imagination, et sa haine contre l'Angleterre souriait à l'espoir de lui porter le dernier coup. Sentant dès-lors combien l'occupation de Malte serait nécessaire aux projets ultérieurs du directoire, il avait demandé qu'on chargeât l'amiral Brueys de s'en emparer en ramenant, en 1797, l'escadre vénitienne de Corfou. Suivant lui, la possession de cette station, jointe à celle des îles de l'Adriatique, assurait l'empire de la Méditerranée : ses ports offraient des relâches sûres et commodes aux vaisseaux français, et devaient procurer au gouvernement la facilité d'entretenir, sur ce point rapproché de l'Egypte, des forces de terre et de mer toujours prêtes à rejoindre celles qui seraient destinées à la conquête de ce pays. Mais diverses circonstances ayant empêché l'exécution de ce coup de main, Bonaparte eut recours à la ruse pour se faire ouvrir les portes de Malte. L'agent diplomatique Poussielgue, revêtu du titre d'inspecteur des Echelles du Levant, alla s'y installer, soit pour insurger le pays contre l'Ordre, soit pour gagner les chevaliers français, et les engager à seconder les vues de la république.

Inconvéniens de cette entreprise.

Sans doute la conquête de l'Egypte eût été utile et avantageuse à la France ; mais il eût fallu l'entreprendre en temps plus opportun. Ce n'était pas lorsque les choses étaient encore incertaines au congrès de Rastadt ; que l'Europe, indignée de l'invasion de la Suisse et de Rome, aspirait à s'en venger, et que tout annonçait un rapprochement entre l'Autriche et la Russie, qu'il fallait préparer cette entreprise sans le consentement de la Porte. Cette faute est d'autant plus criante, qu'il eût été possible de l'éviter : l'affaire, habilement négociée, n'eût peut-être pas souffert plus de difficultés que l'emprunt ouvert l'année précédente à Constantinople par Aubert Dubayet, pour subvenir aux besoins de la garnison de Corfou. Il ne s'agissait, pour le premier moment, que de ménager l'orgueil du Divan, en écartant toute idée de s'établir à perpétuité dans l'Egypte, et ne lui demandant que le passage pour une armée destinée à ruiner les comptoirs anglais dans l'Inde : le temps eût fait le reste. La crainte d'ébruiter le projet ne devait pas arrêter ; car, si l'on obtenait l'assentiment de la Porte, on ne devait point en redouter une indiscrétion ; et si elle le refusait, l'entreprise devenant absurde, il fallait y renoncer.

D'ailleurs, tout bien considéré et à part les dangers qui résultaient de la situation du continent, l'expédition d'Egypte n'offrait peut-être

pas autant de chances de succès qu'on imaginait. Ce n'était pas tout d'ouvrir une communication avec l'Inde par Suez, il fallait encore soutenir Tippoo-Saeb, et accabler les Anglais, ou souffrir malgré soi leur victoire sur le sultan de Mysore. Et pour soutenir celui-ci, il fallait ou marcher sur l'Euphrate à travers les déserts, ou descendre la Mer-Rouge, et venir débarquer sur la côte de Surate. Une armée enfoncée dans ces contrées, n'en serait jamais sortié ; car il s'agissait à la fois de conserver un établissement sur le Nil ; et d'avoir encore des forces suffisantes pour voler sur le Gange.

Se contenter du commerce indirect avec l'Inde et la Perse, était un résultat qui ne méritait pas de hasarder l'élite des forces de la France. L'histoire des Croisades prouvait qu'il eût été fort difficile de conserver une colonie dans l'Egypte, en guerre avec toute la population musulmane. Aux obstacles qui existaient alors, il convenait d'ajouter la difficulté de communiquer par la Méditerranée, mer trop étroite pour que les bâtimens français pussent se flatter d'échapper aux croisières ennemies. Si l'on voulait à tout prix attaquer les Anglais dans l'Inde, on eût couru peut-être moins de danger à reprendre le projet de Truguet, en suivant la route directe par le cap de Bonne-Espérance, qui eût permis de dérober la marche de la flotte aux escadres britan-

niques, et d'obtenir des succès décisifs, avant que le cabinet de Londres eût été à même de porter des secours aux points menacés.

Motifs qui déterminent le directoire à en charger Bonaparte.

La prospérité est souvent l'écueil des gouvernemens; elle perdit le directoire. Tant qu'il eut des ennemis à combattre, sa conduite fut justifiable par la plus puissante de toutes les considérations, celle de défendre le sol français et de conquérir une paix honorable; mais, dès que ses adversaires furent terrassés, il ne mit plus ni bornes ni mesure à ses projets; et sembla avoir moins en vue la gloire de la république, que l'éloignement des hommes dont la réputation lui portait ombrage. Après la conclusion de la paix de Campo-Formio, les dépositaires du pouvoir craignirent l'influence de Bonaparte sur la multitude, et reprirent avec complaisance la discussion du projet d'expédition en Égypte, ne doutant pas qu'il ne fût accueilli par ce général qui en avait toujours parlé avec enthousiasme dans sa correspondance, et dont ils avaient déjà pénétré l'inquiète ambition. Ils ne se trompèrent pas. Bonaparte, impatient d'accroître sa renommée, envisageait avec chagrin la nullité où la paix allait le réduire : il aimait les dangers, la gloire, la puissance; la guerre seule pouvait lui procurer tout cela. Quelques inquiétudes pour sa sûreté personnelle contribuèrent aussi à le déterminer; il avait sous les yeux l'exemple du 18 fructidor;

et, ne voulant pas fournir une seconde victime à la jalousie des directeurs, il témoigna le désir d'être chargé de cette expédition, dans l'espoir sans doute qu'elle lui procurerait un établissement durable. Le directoire, au comble de ses vœux, ne crut pas acheter trop cher son consentement, en lui fournissant toutes les troupes, les moyens et les agens qu'il désirerait; et pour hâter le départ de l'expédition, il dégarnit l'Italie, aussi bien que les frontières de France.

Préparatifs secrets de l'expédition

Un voile impénétrable couvrit les premiers préparatifs. La formation de l'armée d'Angleterre, jointe à divers simulacres faits sur les côtes de la Manche, donnèrent le change au cabinet de Londres, et lui persuadèrent qu'un armement considérable allait être dirigé contre la Grande-Bretagne. Bonaparte, fondé sur son titre de général en chef des forces destinées à dicter la loi dans Londres, demandait au gouvernement batave 15 vaisseaux pour son expédition. D'un autre côté, on sollicitait l'Espagne d'en préparer autant. Des constructions et des équipemens annonçaient dans tous les ports que l'emprunt forcé dont nous avons parlé avait eu son effet; l'insurrection de l'Irlande, souvent pronostiquée, venait enfin d'éclater, et réclamait des secours. Tels étaient les motifs qui justifiaient de reste les appréhensions du ministère anglais. En effet, il rappela les forces éparses dans l'O-

céan, pour être prêt à repousser toute tentative de descente sur les côtes d'Angleterre ou d'Irlande ; et ne laissa devant Brest et Cadix, que le nombre de vaisseaux strictement nécessaire pour les bloquer. La Méditerranée, dégagée des croisières anglaises, offrit à la flotte de Toulon un chemin d'autant plus libre, que l'amiral St.-Vincent, lui supposant l'intention de se réunir à celle de Cadix, croyait être en état de s'y opposer. Il fut confirmé dans son erreur par les démonstrations de la flotte espagnole qui sortit au mois de février sous Massarédo, et qui, malgré sa prompte rentrée, laissait croire qu'elle reprendrait bientôt son projet.

Cependant, Bonaparte prenait de Paris toutes les mesures qui devaient assurer le succès de son expédition. Le directoire de son côté, ouvrant enfin les yeux sur la nécessité de renouer les relations avec le sultan de Mysore, fit passer à l'Ile-de-France quelques instructions pour l'avertir des efforts qu'on allait tenter ; mais il ne donna point encore à ces démarches toute l'activité et l'importance indispensable pour en assurer le succès. Ce n'était pas une correspondance, mais bien une escadre montée par un corps de 5 à 6 mille hommes d'élite, avec un double et triple cadre d'officiers, des ingénieurs, des artilleurs ; des ouvriers en tous genres, qu'il eût été indispensable d'y envoyer pour relever la confiance des peuples de l'Indostan.

Au défaut de ces précautions, le directoire, sur les représentations de Bonaparte, s'engagea à obtenir le consentement de la Porte, et Aubert-Dubayet étant mort, il importait d'envoyer à sa place un négociateur habile. C'était un peu tard à la vérité ; mais cette mission délicate, suivant ce qu'il en fut convenu, devait être remplie par le ministre Talleyrand, auquel on accordait de grands talens diplomatiques : toutefois, le rusé ministre, qui en prévoyait l'issue, et craignait le séjour des Sept-Tours, différa son voyage sous divers prétextes, et obtint enfin, après le départ de l'escadre, qu'elle serait confiée à Descorches.

En attendant, pour rendre la Porte moins récalcitrante, des agens, et même un certain nombre d'officiers, furent dit-on envoyés à Paswan-Oglou, qui avait levé l'étendart de la rébellion en Servie. Le général Chabot, qui commandait à Corfou, reçut l'ordre de s'aboucher avec Ali, pacha de Janina, et de sonder ses dispositions.

L'intention du gouvernement Français étant de prendre l'Egypte pour base de ses entreprises contre les possessions anglaises de l'Inde, la conquête de Malte devait être le premier objet de l'expédition, afin de procurer dans la suite une station intermédiaire, un vaste entrepôt à la marine militaire et à la marine marchande de la république. Dès-lors il fallut songer à la composer de forces assez considérables pour tenir cette

île et l'Egypte dans l'obéissance, tandis qu'un détachement de l'armée prendrait le chemin du Gange.

Les préparatifs furent faits en conséquence et poussés avec la plus grande activité. Tous les ports d'Italie fournirent des bâtimens de transport; et les régimens qui devaient faire partie de la nouvelle armée furent dirigés sur Toulon, Civita-Vecchia, Gênes et Ajaccio. L'armée navale, rassemblée dans la rade de Toulon, n'attendait, dans les derniers jours d'avril, que le signal du départ, lorsque l'insulte faite à l'ambassadeur de la république à Vienne, changea un instant la direction des idées de Bonaparte. Le renouvellement d'une guerre continentale offrait des chances plus favorables à son ambition, et il eût volontiers renoncé à l'expédition d'Egypte. Déjà même il se disposait à partir pour Rastadt, quand le directoire lui intima l'ordre de se rendre à Toulon. Bonaparte, offensé, eut envie de donner sa démission : les directeurs ne l'auraient pas refusée. Cependant il se ravisa; et convaincu qu'un officier sans commandement n'est plus rien sous un gouvernement ombrageux, il jugea devoir céder aux circonstances, et partit pour Toulon, où il arriva le 9 mai.

Tous les officiers généraux de terre et de mer étaient de son choix. Le vice-amiral Brueys commandait la flotte, et avait pour contre-amiraux,





ÉTAT DE LA COM

Grand Quartier-général.		
		équipages à la bataille
	TOTAL DE L'ARM non	
VAUBOIS		
CHABOT.	LASALCETTE.	
	PIVERON.	
	TOTAL GÉNÉRAL	

N. B. On a pris ici la force mais
les malades et les blessés peuve

Gantheaume, Villeneuve, Decrès et Blanquet-Duchayla. Au nombre des lieutenans du général en chef on comptait Kléber, Desaix, Reynier, généraux de division de l'armée du Rhin, qu'il choisit de préférence à ceux de l'armée d'Italie. Une foule de savans et d'artistes, ingénieurs-géographes, astronomes, naturalistes, antiquaires, littérateurs, empressés de partager sa fortune, s'embarquèrent pour aller explorer, instruire, civiliser au profit de leur patrie, cette terre classique, berceau des arts et des sciences.

Les troupes de l'expédition montaient à environ 36 mille hommes, dont 2,800 de cavalerie non montée. (*Voyez le tableau ci-joint.*) C'était l'élite de l'armée d'Italie, renforcée encore des meilleurs régimens de celle du Rhin. L'escadre forte de 13 vaisseaux de ligne, de 17 frégates ou corvettes, et d'environ 300 bâtimens de transport, était montée par 10 mille matelots français, italiens ou grecs. Jamais, depuis les croisades, armement plus formidable n'avait paru dans la Méditerranée. Soldats et matelots rivalisaient d'ardeur; et, quoiqu'ignorant encore le but de leurs travaux, leur imagination exaltée ne s'arrêtait que sur des espérances de gloire et de richesses.

L'expédi-tion app-reille d- Toulon.

Le signal du départ fut enfin donné. Le 19 mai, l'escadre leva l'ancre, et se dirigea vers l'île de la Magdeleine au sud de la Corse, où, après avoir

rallié les divisions Baraguey-d'Hilliers et Vaubois parties de Gênes et de Bastia, elle cingla vers l'île de Malte, devant laquelle elle parut le 9 juin sans avoir rencontré l'ennemi.

État de l'Ordre de Malte.

Bonaparte connaissait d'avance le peu de peine qu'il aurait à se rendre maître de Malte. L'Ordre qui la possédait, n'avait plus rien de son antique renommée : c'était une confrérie qui fournissait un établissement à quelques cadets de famille, plus jaloux de repos qu'avides de gloire. Il n'était pas de gentilhomme, en Europe, qui ne préférât une compagnie d'infanterie au titre de chevalier. Le Grand-Maître, pénétré de la caducité de l'Ordre, n'avait trouvé d'autre moyen de retarder son extinction, que de saisir avec empressement l'occasion que lui fournit l'empereur Paul, de relever un moment sa splendeur.

Catherine, secondée par les Maltais dans l'expédition d'Orloff en Morée, avait jugé tout le parti qu'elle pouvait tirer des anciens défenseurs de Rhodes, dans les guerres contre la Turquie ; elle recommanda à son fils la lecture de Vertot, et les dispositions chevaleresques de ce prince secondèrent à merveille les vues de sa mère. Au moment de son avénement au trône, il accueillit le comte de Litta, député par l'Ordre pour réclamer les revenus du grand-prieuré de Pologne, et promit de les augmenter, si l'on voulait créer une langue russe, et une langue grecque. Il avait signé en effet

un traité, le 15 janvier 1797, portant création de 98 commanderies largement dotées. Mais il était aisé de prévoir que l'empereur de Russie, sous la protection duquel ces deux langues devaient se trouver, cherchait moins la prospérité de l'Ordre, qu'à se ménager les prétextes d'exercer son influence dans l'île.

Quoique tout conservât encore à Malte l'aspect d'une colonie guerrière, que la côte fût hérissée de forts et de batteries, ce n'était pas 4 à 5 cents chevaliers, aidés d'environ 3 mille hommes de troupes neuves et d'autant de mauvaises milices, qui pouvaient empêcher le débarquement d'une armée aventurière, que la population se montrait disposée à accueillir.

Apathie du Grand-Maître.

Malgré cette différence énorme dans la situation et les moyens des deux partis, nous conviendrons qu'un Grand-Maître, soigneux de sa réputation, eût fait quelques dispositions de défense. Mais Hompesch n'avait rien de la valeur chevaleresque de ses devanciers : quoiqu'averti des mauvaises intentions du directoire par les avis du chevalier Debray, envoyé de l'Ordre à Rastadt, et surtout par la mission de Poussielgue, il s'endormit dans une coupable sécurité. Le mouillage de l'amiral Brueys, qui s'arrêta huit jours, au commencement de mars, pour sonder tous les abords de l'île, lorsqu'il revint de Corfou à Toulon avec l'escadre vénitienne, n'éveilla pas même ses soupçons. En vain, la correspondance d'Italie et

de France confirma la destination de l'armement qui se préparait à Toulon : il crut, ou feignit de croire à la possibilité de conjurer l'orage par des processions et autres exercices de piété. A la vérité, son respect pour les trésors du patron de l'Ordre ne lui laissait apercevoir que la difficulté, peut-être même l'impossibilité absolue, d'approvisionner en munitions de guerre et de bouche la place et les forts de la côte ; de renouveler le matériel de l'artillerie qui tombait de vétusté, de pourvoir à l'armement et au palissadement des fortifications, à la solde et à l'habillement des milices. Cependant, comme il s'agissait de l'existence de l'Ordre, cette délicatesse était mal entendue : personne, sans doute, n'eût crié au sacrilége, en voyant vider la sacristie et les trésors de St. Jean, pour se procurer les objets nécessaires. Cette pensée ne lui vint pas en tête : le patron conserva quelques semaines de plus ses bijoux ; et Malte demeura en butte aux coups des Français.

Le Grand-Maître ne témoigna d'inquiétude qu'à l'apparition du convoi de Civita-Vecchia, qui mouilla à la vue de l'île, quatre jours avant l'arrivée de la flotte dont il faisait partie ; mais il reprit bientôt toute sa sérénité, en apprenant que ce détachement n'avait mis aucun obstacle à la rentrée du vaisseau et de la frégate de l'Ordre, qui revenaient de prendre des vivres en Sicile.

Cependant, comme un grand nombre de che-

valiers ne partageaient point sa sécurité, Hompesch ne put s'empêcher de convoquer le conseil de guerre. Or, ce conseil, composé de sept membres, fut loin de le désabuser; car les trois chevaliers français, directeurs de l'artillerie, du génie et des fortifications, qui formaient la majorité avec le bailli portugais de Souza, étant déjà gagnés par Poussielgue, l'état de siége ne fut pas proclamé.

Bonaparte demande l'entrée des ports, qui lui est refusée.

Le 9 juin au soir, la flotte française parut devant Malte; et aussitôt Bonaparte requit l'entrée des ports de l'île. Il y avait autant de danger à accorder cette demande qu'à la refuser. Toutefois le Grand-Maître répondit, par l'intermédiaire du consul français Caruson, que la neutralité de l'Ordre ne lui permettait d'accorder l'entrée qu'à quatre bâtimens de guerre.

Dispositions tardives de défense.

Comme il prévoyait que cette réponse ne satisferait pas le général républicain, il assigna aux principaux chevaliers les postes qu'ils auraient à défendre. Le prince Camille de Rohan fut nommé commandant en chef des milices, composées d'environ 4 mille hommes. On lui donna pour lieutenans deux baillis incapables; puisque l'un n'ayant jamais servi que sur mer, n'entendait rien au service de terre; et que l'autre, âgé de 72 ans, était aussi peu propre pour l'action que pour le conseil.

Les Français effectuent la descente.

Le canon d'alarme ne tarda pas à se faire entendre, et les milices eurent l'ordre de se rendre à leurs postes; mais il n'était plus temps. Reynier

s'empara presque sans résistance des îles de Gozzo et de Cumino. Baraguey-d'Hilliers, descendu sous le feu des batteries de St.-Paul et de Melleha, en éprouva un peu plus à chasser le bailli Thomassi des retranchemens de Nasciar; mais Vaubois, menaçant de tourner celui-ci, décida ses milices à se replier en désordre vers la cité, où on les poursuivit. A la gauche, Desaix débarqua avec le même succès dans l'anse de Marsa-Sirocco : cependant la résistance que lui opposa la Guerinière dans le fort St.-Julien, le força à le faire masquer par la brigade Belliard, pour se diriger lui-même sur la place et achever son investissement.

Les Français maîtres de l'île, se disposent à l'attaque de la capitale.

Ainsi, vers dix heures du matin, les républicains étaient maîtres de l'île, à l'exception d'un seul fort et de la ville de Malte. C'était sans doute beaucoup, mais pas encore assez pour assurer le succès de l'entreprise. En effet, il restait aux chevaliers, outre la Cité-Valette, le fort Riccazolli, et l'enceinte extérieure qui couvre les bourgs de la Victoire et de la Sangle, postes fortement retranchés. Pour peu que le Grand-Maître eût déployé d'énergie, en rassemblant les trois à quatre mille hommes dont il disposait encore; chassant les habitans suspects, et faisant un usage bien combiné de ses dernières ressources, il était possible de tenir les Français en échec, jusqu'à l'arrivée de l'escadre anglaise, de laquelle dépendait désormais le salut de l'Ordre. Loin

Mauvaises dispositions du Grand-Maître.

de là, Hompesch, renfermé dans son palais, avec le commandeur de St.-Priest son adjudant, fut inaccessible, invisible pour tous, et ne donna ni ordre ni instruction pour la défense ou pour l'évacuation des divers postes.

Livrés à eux-mêmes, et contrariés d'ailleurs par les chevaliers français que Poussielgue et Caruson avaient gagnés, les chefs des différens postes perdirent entièrement la tête, quand une sortie imprudente, exécutée avec les meilleures troupes par le bailli de Bellemont, fut ramenée l'épée dans les reins par le général Marmont; et que la flotille se vit forcée à rentrer dans le port. Néanmoins on continua le reste de la journée à canonner du haut des remparts, avec le peu de pièces en état de service. Mais, vers dix heures du soir, la garnison du faubourg de la Sangle, saisie d'une terreur panique, se jeta dans ses embarcations, et vint s'amonceler sous les murs de la cité, où sa présence redoubla le désordre et donna lieu à une fatale méprise.

Cet incident, dont quelques chevaliers rejetèrent la faute sur le bailli de St.-Tropez, qui, à ce qu'ils prétendent, n'usa pas de son autorité pour retenir ses troupes dans le devoir, en leur montrant qu'elles étaient couvertes par celles qui occupaient le fort de Bormela et l'enceinte de la Cotonera, décida du sort de l'Ordre. En effet, vers minuit, les barons

de l'île et les principaux habitans de la ville se rendirent au palais du Grand-Maître, pour l'engager à capituler. Hompesch ne se fit pas long-temps prier : et, après avoir consulté pour la forme un conseil dont il eut bien soin d'écarter les grands-croix de l'Ordre qui n'étaient pas ses complaisans, il autorisa le bailli de Souza et le consul batave à demander un armistice.

Capitulation de Malte.

Bonaparte, informé de toutes ces circonstances, n'eut garde de le lui refuser. Bientôt, les bases de la capitulation furent arrêtées. Le général français, avare d'un temps précieux, se montra dans ce traité aussi généreux envers le Grand-Maître, que celui-ci peu délicat. L'Ordre céda à la république française la ville et les forts de Malte ; et renonça en sa faveur à ses droits de souveraineté sur l'île, comme sur celles de Gozzo et de Cumino. Bonaparte promit, au nom du directoire, une pension au Grand-Maître, et son intervention au congrès de Rastadt, pour lui obtenir une principauté en Allemagne, à titre d'indemnité. Un autre article assurait aux chevaliers français un revenu de sept cents francs et la garantie de leurs propriétés. Rien ne fut stipulé en faveur des chevaliers des autres nations. Hompesch, chargé de leurs malédictions, quitta l'île, emportant avec lui 2 à 3 cents mille francs, qui furent au surplus l'unique fruit de sa honteuse capitulation.

L'armée française trouva à Malte 1200 pièces de canon, environ 30 mille fusils, deux vaisseaux de guerre, une frégate et quatre galères. Cette conquête rapide augmenta la confiance de l'armée, qui attribua la chute de cet Ordre célèbre au seul bruit de ses armes, et crut que désormais aucun ennemi ne pourrait lui résister.

Organisation de cette nouvelle colonie.

Pendant que la flotte prenait de l'eau et des rafraîchissemens, Bonaparte s'occupa de l'organisation civile et militaire de l'île. Rien ne fut oublié : administration intérieure, garde nationale, impôts, religion, instruction publique; il pourvut à tout, et six jours lui suffirent pour ériger Malte en colonie française. Il en confia le commandement au général Vaubois, auquel il laissa environ 3000 hommes. Puis, par un trait de bonne politique, il fit embarquer sur sa flotte tous les Turcs esclaves de l'Ordre, et incorporer dans les cadres ou dans les administrations tous les chevaliers nés français, qui n'avaient pas passé l'âge de trente ans. Quant aux régimens maltais, ils furent licenciés; et l'on en forma, outre la légion de deux bataillons qui suivit l'expédition, plusieurs compagnies destinées à être envoyées à Corfou.

Nelson est détaché à la poursuite de l'expédition.

Cependant lord St.-Vincent, qui commandait la station de la Méditerranée, jugeant que l'escadre de Toulon ne devait pas tarder à sortir, détacha de devant Cadix l'amiral Nelson, avec une division de trois vaisseaux et quelques fré-

gates, pour observer Toulon; mais un coup de vent dispersa, le 17 mai, l'escadre de celui-ci sur les côtes de Provence, et l'obligea de relâcher en Sardaigne, où il apprit le départ de la flotte française, et reçut le renfort de dix vaisseaux que lui amena le commodore Trowbridge.

Les momens étaient précieux : la flotte anglaise pouvait paraître d'un instant à l'autre ; et un combat, quelle que fût son issue, déviait du but de l'expédition. Bonaparte fit appareiller le 19 juin, et l'escadre se dirigea sur Candie qu'elle dépassa le 26. L'amiral Nelson, après avoir mouillé le 19 juin à Messine, était alors dans ces parages, faisant voile vers l'Egypte, où il ne doutait plus que l'expédition ne se dirigeât : mais, comme il serrait les côtes d'Afrique, il ne rencontra point l'armée française. Toutefois, il prévint les habitans d'Alexandrie du danger qui les menaçait; les exhorta à se défendre, et leur promit de revenir à leur secours, aussitôt qu'il se serait ravitaillé en Sicile, vers laquelle il cingla de nouveau, et où les Napolitains, contre la teneur des traités, lui fournirent tous les moyens de réparer ses vaisseaux et d'approvisionner ses équipages.

L'escadre mouille devant Alexandrie.

La flotte de Brueys arriva devant Alexandrie le 1er juillet, trois jours après le départ de Nelson. Les renseignemens donnés par le consul français, faisant craindre à Bonaparte que l'ennemi ne revînt à l'improviste, et ne l'attaquât

au milieu de la confusion qu'occasionne toujours un débarquement, il ne voulut point le différer; et, quoique la mer fût orageuse, et que l'on se trouvât encore éloigné de trois lieues de la côte, le mouillage fut ordonné, et la descente résolue. Le général en chef donna sur-le-champ ses instructions à l'amiral. Ne voulant confier à personne le soin de diriger l'opération, il monta un bâtiment léger, et se porta vers le banc de récifs qui borde l'entrée de l'anse du Marabou. L'éloignement de la côte, les écueils dont ces parages sont remplis, et la violence des vents qui empêchait les chaloupes de se réunir, mirent quelque désordre dans la flottille : des barques échouèrent, et plusieurs hommes périrent.

Les Français débarquent.

Enfin le 2 juillet, à une heure du matin, le général en chef, accompagné de son état-major, débarqua à la tête des premières troupes qui se formèrent sur-le-champ à peu de distance du rivage. A quatre heures, on n'avait encore réuni à terre que 4,300 hommes des divisions Bon, Menou et Kléber, sans cavalerie, ni artillerie ; les divisions Desaix et Reynier étaient encore bien loin de la côte. Malgré la faiblesse de ces moyens, Bonaparte ne crut pas devoir différer de marcher sur Alexandrie, dont un désert de trois lieues le séparait. Il divisa sa petite troupe en trois colonnes, dont il donna le commandement aux généraux qui l'avaient ac-

Bonaparte, à la tête des premiers, marche contre Alexandrie.

compagné, et il se mit lui-même à la tête de l'avant-garde. Sa marche ne fut inquiétée que par une poignée d'Arabes et de Mameluks qui voltigèrent autour des colonnes; de sorte qu'à huit heures du matin Alexandrie fut investie. La reconnaissance de son enceinte donnant lieu de croire que cette place n'était pas à l'abri d'un coup de main, l'escalade fut résolue; mais, avant de la tenter, on somma la garnison. Enhardis par le petit nombre des assaillans, et encouragés par les habitans, quatre à cinq cents janissaires qui la formaient, répondirent à coups de canon, et vinrent border l'enceinte de la ville des Arabes, en poussant des hurlemens épouvantables. Alors les colonnes d'attaque se mirent en mouvement. Kléber, au centre, s'ébranla de la colonne de Pompée, atteignit le pied de la muraille, et désignait déjà à ses grenadiers l'endroit où ils devaient monter, lorsqu'une balle le frappa au front, et le renversa. Impatiens de venger leur général, les soldats escaladent la muraille, et pénètrent dans la place. Bon, commandant l'attaque de droite, enfonce à coups de hache la porte de Rosette, et se précipite dans la ville des Arabes. La colonne de gauche conduite par Menou qui devait s'emparer du château triangulaire, fut d'abord repoussée, et son chef renversé du haut des murailles; mais le général Vaux, qui le remplaça, ayant

Assaut d'Alexandrie.

aperçu une brèche praticable dans la partie de l'enceinte voisine de la mer, y dirigea ses troupes qui n'eurent pas de peine à la forcer.

Une centaine de janissaires occupaient encore le château et de vieilles tours. D'autres s'étaient retranchés dans les mosquées, et paraissaient disposés à prolonger la résistance : Bonaparte leur députa le capitaine d'un bâtiment turc, qui se trouvait dans la rade. Séduits par ses paroles de paix, ou intimidés par les dispositions qu'on prenait pour les réduire, ils capitulèrent; les scheiks et les imans apportèrent alors leur soumission, si bien qu'à la fin du jour, la place et les deux ports furent au pouvoir des Français. Leur sévère discipline rétablit bientôt le calme, et inspira de la confiance aux habitans. Le reste de l'armée prit terre le même jour, et l'on débarqua sans délai le matériel et les chevaux.

Tandis que ces opérations se terminaient, le général en chef arrêtait le plan des ouvrages à construire, pour mettre Alexandrie à l'abri d'un coup de main. La vieille enceinte des Arabes fut réparée et couverte par des redoutes tracées sur les hauteurs environnantes. On transforma en fort une vieille mosquée qui se trouvait au Marabou : il servit à défendre l'entrée de la passe qui conduit au port. La pointe d'Aboukir fut aussi retranchée : on arma le château, et la flotte vint mouiller dans la rade.

Dispositions pour la conquête de l'Egypte.

Après avoir créé par ces dispositions une place d'armes capable de renfermer tous les établissemens et les dépôts, et s'être assuré un excellent point de départ, Bonaparte songea à faire la conquête de l'Egypte. Cette partie de sa tâche n'était pas celle qui offrait le plus de difficultés. En effet, si les débordemens réguliers du Nil rendent la basse Egypte impraticable aux armées, depuis le mois de mars jusqu'au mois de juillet; et que la rareté des ponts, le manque absolu de routes entravent en toute saison les opérations militaires; d'un autre côté, le grand nombre de points accessibles des côtes de ce pays, le défaut total de places fortes, de positions défensives, le rendent moins aisé à conserver qu'à envahir.

Mais avant d'y être solidement établie, combien l'armée française n'avait-elle pas de fatigues à supporter! Le climat, les mœurs des indigènes, la manière de combattre des Mameluks, la férocité et le brigandage des Arabes, les préjugés et le fanatisme de toutes les classes d'habitans; tels étaient les obstacles sans cesse renaissans qui allaient se présenter. Bonaparte les embrassa d'un coup d'œil; et, dans l'impossibilité de les surmonter tous, il chercha, par sa diligence, à en éluder quelques-uns. La possession du Caire, situé à l'entrée de la vallée supérieure du Nil, résidence ordinaire des deux beys, siége du gouvernement, la seule ville de toute l'Egypte qui

renfermât des ressources, était d'une importance majeure, tant parce qu'elle assurait en quelque sorte la possession de la basse Egypte, que parce qu'elle privait les Mameluks de leur centre d'activité et de puissance. Le général en chef, aussitôt que le reste de l'armée fut débarqué, marqua donc sa direction sur cette ville.

Le général Kléber, que sa blessure empêchait de suivre l'armée, garda Alexandrie avec une demi-brigade et trois compagnies d'artillerie. Pour mieux persuader les habitans du pays que l'intention des Français n'était pas de faire la guerre au Grand-Seigneur, Koraïm, gouverneur d'Alexandrie pour la Porte, fut continué sous lui dans ses fonctions. L'amiral Brueys reçut l'ordre d'entrer avec la flotte dans les deux ports d'Alexandrie; et, dans le cas d'impossibilité absolue, de se retirer à Corfou, afin d'en imposer à la Porte, jusqu'à ce qu'elle se fût prononcée sur l'invasion de l'Egypte. Ces mesures prises, le gros de l'armée marcha par le désert.

L'armée française marche sur le Caire

La division Kléber, conduite par le général Dugua, après avoir jeté garnison dans le fort d'Aboukir et s'être emparée de Rosette, remonta la branche gauche du Nil jusqu'à Ramanieh, pour protéger la navigation d'une flottille composée de chaloupes canonnières et de bateaux du pays, chargés de vivres et de munitions.

Le général Desaix forma l'avant-garde et fut

suivi, à un jour d'intervalle, par chacune des trois autres divisions. Leur réunion s'opéra le 8 juillet à Demanhour. Cette marche fut très-pénible. Accoutumés aux dangers, les Français ne l'étaient pas encore aux privations commandées par le changement de climat; ils n'avaient jamais manqué de rien dans les fertiles campagnes d'Italie; cependant en traversant d'immenses plaines de sables, où ils ne trouvaient ni ombrage, ni fontaines pour étancher leur soif, harcelés sans cesse par une population nomade et féroce qui massacrait tout ce qui s'écartait des colonnes, ils ne proférèrent ni plaintes, ni murmures; tant étaient grands, chez eux, l'amour de la gloire et la confiance dans leur chef!

Peu d'accord des beys dans leurs dispositions de défense.

Cependant, la descente des Français, annoncée aux beys par le scheik d'Alexandrie, les avait diversement affectés. Ibrahim, homme faible et pusillanime, loin de songer à faire tête à l'orage, se répandit en reproches contre son collègue, qu'il accusait d'avoir suscité cette guerre par ses extorsions, ne pensa qu'à mettre ses trésors en sûreté, et passa sur la rive droite du Nil. Mourad-Bey, au contraire, sans perdre un instant, rassembla ses kachefs, ordonna à tous ses Mameluks de se tenir prêts à combattre, et en détacha douze à quinze cents à la rencontre des Français à Ramanieh.

L'armée réunie à Demanhour, marcha sur

cette ville. L'avant-garde fut inquiétée par trois à quatre cents Mameluks qui voltigèrent sans cesse autour d'elle, et dont Desaix ne se débarrassa qu'avec le canon. L'armée aperçut enfin les bords du Nil, cette vue lui fit oublier tout ce qu'elle avait souffert. Bonaparte s'arrêta deux jours à Ramanieh. Ce repos était nécessaire, non-seulement pour rétablir les forces des soldats exténués par le passage du désert, mais aussi pour attendre la division Dugua. On allait se trouver en présence de l'ennemi, et ne connaissant pas ses forces, la prudence conseillait de lui présenter le plus de monde possible.

Combat c Chebreiss

Enfin, le général Dugua et la flottille qu'il commandait étant arrivés le 11 juillet, Bonaparte voulut continuer sa marche. Mais avant d'aller plus loin, il fallut déposter Mourad-Bey, qui avait pris position avec ses Mameluks, et deux à trois mille fellahs (1), à la hauteur de Chebreisse; la gauche appuyée à ce village, où il avait construit quelques batteries; la droite au Nil, où se trouvait une flottille de huit à dix chaloupes canonnières.

La flottille aux ordres du chef de division Perrée, commença l'engagement; poussée par la violence du vent au milieu des bâtimens ennemis, elle faillit perdre trois canonnières, et ne se

(1) Paysans égyptiens.

sauva qu'en mettant à terre une partie des troupes qu'elle avait à bord, pour donner la chasse aux fellahs qui fusillaient sur la rive droite. Bonaparte, averti par la canonnade, doubla le pas pour dégager la flottille. Les cinq divisions marchaient en carrés par échelons, les bagages au centre, et les angles couverts par l'artillerie. Aussitôt que les Mameluks aperçurent les premiers carrés, ils sortirent en masse de Chebreisse, et manœuvrèrent pour déborder la droite. Mais étonnés d'un ordre bataille si nouveau pour eux, et intimidés par quelques coups de canon tirés à demi-portée, ils se replièrent sur leur première position. On ne leur donna pas le temps de s'y établir: la division Desaix s'élança dans le village, et les rejeta en désordre sur la route du Caire. Ce début fut de bon augure, et doubla la confiance de l'armée, en lui prouvant l'immense supériorité que le sang-froid et la discipline donnaient sur la valeur désordonnée.

ataille des yramides. Elle continua sa route, et arriva à la vue du Caire, après sept jours de fatigues et de privations incroyables. C'était près de cette capitale que Mourad-Bey avait rassemblé tous ses moyens. La bataille qu'il allait livrer devant décider du sort de l'Egypte, il n'avait rien négligé pour s'assurer la victoire. Sa principale force consistait en six mille Mameluks. Ce corps d'élite était soutenu par une foule innombrable de Cophtes, de

Grecs, de fellahs et d'Arabes à cheval, gens à la vérité moins à craindre en ligne que dans une déroute. Son camp placé en avant du village d'Embabé, était défendu par des retranchemens élevés à la hâte, mais garnis d'une nombreuse artillerie. Ibrahim avait pris position sur la rive droite, près du village de Guez. La flottille était en bataille le long du camp de ce bey : une batterie de six pièces croisant ses feux avec celui des djermes, depuis la droite des ouvrages d'Embabé, rendait inabordables les approches du Caire par le fleuve. En avant, près du village de Demanhour, Mourad-Bey avait placé quatre pièces de canon pour arrêter la flottille française. Cette batterie était soutenue par un corps de Mameluks.

Dispositions du général français.

Bonaparte annonça à ses troupes qu'elles allaient combattre ; que la conquête du Caire et de toute la basse Egypte serait le prix de la victoire : puis, après une de ces exhortations qui manquent si rarement leur effet sur l'esprit du soldat, il les mena à l'ennemi. Desaix, avec l'avant-garde, avait déjà replié quelques centaines de Mameluks, lorsqu'il ralentit sa marche pour attendre les colonnes : à deux heures après midi, l'armée française arriva devant les retranchemens. Bonaparte prit les mêmes dispositions qu'à Chebreisse : sa ligne refusait la gauche qui touchait au Nil : la droite s'appuyait au village de Bunktill défendu par des canonniers, des dra-

gons à pied, et par les sapeurs d'infanterie de la division Desaix. Ces cinq divisions étaient formées en carrés par échelons. Les généraux Desaix et Reynier tenaient la droite, la division Dugua le centre; à la gauche étaient celles commandées par les généraux Vial et Bon. Le projet du général en chef était de marcher dans cet ordre sur les ennemis, pour les tourner et les acculer au Nil; mais Mourad-Bey ne lui en donna pas le temps. Au moment où les divisions allaient s'ébranler, on aperçut un mouvement général dans son camp. La moitié des Mameluks sortit des retranchemens, et se forma dans la plaine sur deux lignes : la première avait sa droite à Embabé, et débordait la division Desaix : la seconde, moins étendue, resta à cent pas en arrière.

Attaque impétueuse des Mameluks.

A peine en ordre de bataille, les Mameluks se lancèrent avec impétuosité sur les républicains. La charge paraissait d'abord se diriger sur le centre; mais, à moitié chemin, tournant brusquement à gauche, ils fondirent sur les divisions Desaix et Reynier qui les attendaient de pied ferme.

Ils sont repoussés.

Lorsqu'ils arrivèrent sur les carrés, il en sortit un feu d'artillerie et de mousquetterie si meurtrier, que leurs escadrons furent rompus avec une perte considérable. Pour échapper à la mitraille, les Mameluks voulurent se jeter dans le village de Bunktill; mais les troupes qui défendaient ce poste, les accueillirent par

une fusillade terrible. Enfin, rebutés par leurs pertes, et désespérant d'enfoncer ces citadelles mouvantes, ils se retirèrent à la débandade, laissant le champ de bataille couvert de morts et de blessés.

Les Français attaquent à leur tour

Bonaparte, sûr alors de la solidité de ses masses, ne songea plus qu'à tirer parti d'une victoire qu'il regardait comme immanquable. Le général Bon, qui formait l'extrême gauche de la ligne, reçut l'ordre de se porter sur les retranchemens, tandis que la division Menou, commandée par le général Vial, se dirigerait entre le village d'Embabé et le corps ennemi, qui venait de charger les deux carrés de droite. Le but de cette dernière manœuvre était de séparer ce corps de celui qui défendait le village, et de tourner la gauche des mauvais retranchemens qui le couvraient.

Ces deux divisions se mettent en mouvement, précédées de colonnes d'attaque, conduites par les généraux Rampon et Marmont. La première longe le Nil, aborde les retranchemens par leur droite, et y pénètre, malgré le feu de 25 pièces de canon. Les Mameluks, épouvantés, sortent des ouvrages, et cherchent à se faire jour. Les fellahs fuient vers la gauche d'Embabé; mais la division Vial, qui a terminé son mouvement, les reçoit à bout portant, les charge à la baïonnette, et les précipite dans le Nil. Pendant ce temps, les autres divisions gagnaient toujours du

terrain. Les Mameluks qui étaient hors des ouvrages, se trouvant pris entre le feu des carrés et celui des colonnes d'attaque, essaient de regagner leur camp, et tombent en désespérés sur la petite colonne de Rampon, qui s'était formée à la hâte entre le fleuve et le village. Tous leurs efforts sont vains : d'assaillans ils deviennent assaillis, et succombent sous les baïonnettes françaises.

Retraite des Mameluks.

Mourad-Bey, voyant les redoutes d'Embabé au pouvoir des républicains, ne songea plus qu'à la retraite, et prit le chemin de la haute Egypte. Il fut poursuivi par les divisions Desaix et Reynier, jusqu'à Giseh. Quelques Mameluks qui n'avaient pu le rejoindre, passèrent le Nil au-dessus des Pyramides, pour aller renforcer le corps d'Ibrahim : mais ce bey, jugeant que la position n'était pas tenable, l'évacua pendant la nuit, après avoir mis le feu à tous les bâtimens de la flottille, puis se retira du côté de la Syrie. Cette importante victoire, où les Mameluks perdirent 2 mille hommes de leurs meilleures troupes, n'en coûta pas 300 aux Français : 20 pièces de canon, 400 chameaux, les bagages, les magasins de vivres, restèrent au pouvoir des vainqueurs. Après tant de privations, l'armée connut enfin l'abondance ; et les riches dépouilles des Mameluks firent complètement oublier le passage du désert.

Le lendemain de la bataille des Pyramides,

Prise du Caire par les Français.

Bonaparte reçut la soumission des magistrats du Caire, conduits par le kiaya du pacha, qu'Ibrahim avait emmené avec lui. Il traita ces députés avec bienveillance: leur promit le maintien de toutes les institutions; et déclara qu'alliés de la Porte ottomane, les Français n'avaient débarqué en Egypte que pour exterminer les Mameluks, et délivrer les habitans de leur odieuse tyrannie. Le peuple, comme dans toutes les révolutions des pays gouvernés despotiquement, se porta à des excès. La maison de Mourad fut pillée; mais le retour des députés accompagnés d'une force imposante, et les proclamations du général en chef, rétablirent bientôt l'ordre. Les troupes prirent position autour de la ville, et le 25 juillet, le quartier-général y fut transféré.

Aussitôt que, par la possession du Caire, Bonaparte se vit maître de la basse Egypte, et que la séparation opérée dans les forces de ses ennemis lui donna l'espoir de subjuguer rapidement la totalité de ce pays, il songea sérieusement aux moyens de s'affermir dans sa conquête, et de la rendre utile à la France, en l'élevant au degré de prospérité dont elle semblait susceptible. En même temps qu'il prenait des mesures pour parvenir à ce but important, il disposa tout pour donner aux opérations militaires une nouvelle activité. Il était urgent d'expulser entièrement de

l'Egypte le bey Ibrahim qui, posté à Belbeis, avec une retraite assurée dans les déserts de la Syrie, pouvait retarder l'occupation du pays. Bonaparte résolut donc de tourner ses forces contre lui, et ne laissa pour contenir Mourad-Bey, que la division Desaix, laquelle s'établit dans un camp retranché à quatre lieues en avant de Meh.

Bonaparte chasse Ibrahim-Bey de l'Egypte.

Douze jours de repos et d'abondance avaient ranimé l'ardeur des soldats; ils étaient impatiens de marcher à de nouveaux triomphes. Bonaparte ne laissa pas refroidir ce zèle. Le 2 août, trois colonnes aux ordres des généraux Leclerc, Murat et Fugières, occupèrent El-Khanka, Kessiouh et Birket-el-Hadgy. Le reste de l'armée, à l'exception de la division Bon, laissée au Caire, rejoignit ensuite les troupes campées à El-Khanka. Ibrahim-Bey qui traînait à sa suite d'immenses bagages, ne jugea pas à propos d'attendre le choc. Après avoir rallié à son corps les Mameluks qui escortaient la caravane de la Mecque, il se retira en toute hâte sur Salehieh. L'armée française atteignit cependant son arrière-garde composée de 1,000 à 1,200 chevaux, près d'un grand bois de palmiers. L'infanterie étoit encore loin; l'avant-garde ne se composait que de 200 dragons, chasseurs ou hussards, dont les chevaux étaient harassés de fatigue. Cette énorme disproportion n'arrêta point Bonaparte; il donna

l'ordre de charger. Les Mameluks cédèrent d'abord à cette attaque impétueuse : puis, rabattant leurs ailes, ils enveloppèrent ce peloton de braves, qui déjà ne songeaient plus qu'à vendre chèrement leur vie, quand la tête des colonnes d'infanterie parut. Les Mameluks, voyant leur convoi en sûreté, eurent la prudence de le rejoindre, et abandonnèrent au galop le champ de bataille. Néanmoins peu de cavaliers français sortirent sains et saufs de ce combat aussi imprudent qu'inutile; puisque le plus grand résultat qu'on pouvait s'en promettre, était la capture de quelques chameaux. Ibrahim-Bey s'enfonça dans le désert, et fut chercher un asile auprès du pacha de Syrie. Sa retraite permit à Bonaparte de revenir au Caire, et de prendre possession des provinces. Reynier resta à Salehieh, chargé de la construction d'un fort et d'établissemens militaires. Dugua fut envoyé à Mansoura, Vial à Damiette. L'un et l'autre eurent l'ordre d'organiser l'administration de ces provinces, de presser la remonte de la cavalerie, de pourvoir enfin à la défense des frontières.

Affaires de l'escadr

Tout semblait aller au gré des Français; mais, tandis que Bonaparte triomphait sur terre, l'amiral Brueys n'était pas aussi heureux sur mer. On se rappelle qu'en partant pour le Caire, le premier lui avait donné l'ordre de faire entrer la flotte dans les deux ports d'Alexandrie, ou de

la ramener à Corfou. Mais l'amiral, craignant de perdre quelques vaisseaux en les engageant sur des bas-fonds, malgré les rapports rassurans des officiers qui avaient sondé les passes, préféra former, dans la rade d'Aboukir, une seule ligne d'embossage, dont la droite serait protégée par les batteries du fort, et par des galiottes à bombes placées près de l'île des Figuiers.

Ces mesures, peut-être suggérées par le désir de tirer un meilleur parti de l'inexpérience de ses équipages, auraient sauvé la flotte, si l'on eût mieux reconnu la profondeur des eaux entre les récifs d'Aboukir et les vaisseaux de la tête de la ligne, et que l'on eût fermé la passe avec des bâtimens échoués. Mais Brueys, persuadé que l'ennemi, après avoir reconnu sa position, n'oserait l'attaquer, négligea ces précautions. Nous verrons tout-à-l'heure combien cette imprévoyance lui fut fatale.

Bataille navale d'Aboukir.

En effet, Nelson, en revenant le 1er août de Syracuse devant Alexandrie, fut enchanté de le trouver dans une position si peu offensive. Sans perdre le temps en vaines reconnaissances, il donna le signal de l'attaque. Le vaisseau de Trowbridge qui tenait la tête, se dirigea entre les récifs d'Aboukir et la ligne d'embossage; mais ayant trop appuyé à gauche, il échoua. Ne se laissant pas abattre par cet accident, l'amiral anglais ordonna à ceux qui le suivaient de faire la même

manœuvre, en observant de moins serrer les récifs; de cette manière la moitié de son escadre vint se placer entre la terre et la ligne française, tandis que le reste, défilant devant elle, mouilla au bord opposé : en même temps un vaisseau que l'amiral avait en réserve, se porta en arrière du centre des républicains, et le coupa de l'arrière-garde. *Le résultat de ces mouvemens fut que sept vaisseaux français seulement, se trouvèrent engagés des deux bords avec treize bâtimens ennemis :* manœuvre qui décida la victoire, quoique les Francais eussent au total une supériorité de 164 pièces de canon et de 2 mille hommes sur les Anglais. Dans cette fatale position, le combat se soutint avec acharnement et sans résultat marqué jusqu'au milieu de la nuit; mais à trois heures du matin, les Anglais, maîtres de leurs mouvemens, se rapprochèrent à portée de pistolet. Les vaisseaux français, pris entre deux feux, furent démâtés, et perdirent leurs manœuvres. Un boulet de canon ayant emporté l'amiral Brueys, il n'y eut plus d'ordres, ni de signaux. Le feu gagna *l'Orient*; et ce bâtiment, le plus beau de la marine républicaine, sauta en l'air avec un fracas épouvantable. Enfin, le 2 août au matin, l'escadre française était ou détruite ou au pouvoir de l'ennemi, à l'exception d'une division de l'arrière-garde, composée de deux vaisseaux et de deux frégates,

commandés par Villeneuve, qui parvint à gagner le port de Malte. Le capitaine du *Timoléon* brûla son vaisseau pour ne pas le rendre : les neuf autres tombèrent au pouvoir des Anglais.

Cette victoire, qui isolait entièrement l'armée d'Egypte, couvrit de gloire le vainqueur : mais, quelque habile que fût sa manœuvre pour envelopper la droite de l'escadre française, on ne peut disconvenir que les fautes de son adversaire ne l'aient aussi bien servi que ses talens. L'amiral Brueys en commit une très-grande, en recevant le combat sans mettre à la voile : et si, au milieu de la nuit du 1er au 2, son arrière-garde imitant les Anglais, fût venue les placer entre deux feux, qui pourrait affirmer que ce mouvement n'eût pas fait changer la face des affaires ?

La Porte déclare la guerre à la république.

Bonaparte supporta ce malheur avec courage ; sa sérénité parvint à écarter tout sentiment d'inquiétude de l'esprit des soldats : toutefois, cette victoire servit à merveille les Anglais, qui déjà travaillaient à rompre l'alliance de la Porte avec la république. Leur ambassadeur, appuyé par celui de Russie, représenta l'expédition d'Egypte comme une violation du droit des gens. Le chargé d'affaires Ruffin, sans instructions du directoire, ne put détourner l'orage : et, lorsque Descorches, ce remplaçant tardif de Talleyrand, se présenta, la Porte refusa de le recevoir. Elle

venait d'apprendre la destruction de la flotte française à Aboukir, et négociait un traité d'alliance avec l'Angleterre et la Russie. La déclaration de guerre à la France avait déjà précédé ces mesures; car, dès le 30 août, parut avec le manifeste (1), un firman qui ordonnait le rassemblement d'une armée destinée à reconquérir l'Egypte.

Le chargé d'affaires Ruffin fut, comme de coutume, la première victime de ce démêlé politique: on le renferma aux Sept-Tours avec tous les employés de la légation. Le grand-visir Mehémed Pacha, fut déposé et remplacé par Jussuf Pacha. A quelques jours de là, une escadre russe de 12 vaisseaux ou frégates, sortie des ports de la Crimée, passa le détroit des Dardanelles pour entrer dans la Méditerranée, aux acclamations des Turcs, qui y joignirent aussitôt leurs vaisseaux disponibles.

Expédition de Desaix dans la haute Egypte.

De retour au Caire après son expédition contre Ibrahim, Bonaparte chargea Desaix de chasser Mourad de la haute Egypte. Ce général quitta, le 23 août, la position retranchée qu'il occupait en avant de Giseh, et embarqua sur quelques

(1) Au nombre des griefs contenus dans cette pièce, la Porte reprochait surtout la conduite cauteleuse du ministre Talleyrand, qui assurait à l'ambassadeur de la Porte à Paris, que l'expédition, loin de la menacer, était uniquement dirigée contre l'Ordre de Malte, le plus ancien de ses ennemis.

bâtimens armés en guerre, sa division forte d'environ 3 mille hommes. Après une navigation de douze jours, il apprit à Abou-Girgeh, qu'un convoi de douze djermes chargées de vivres et de munitions, se trouvait à Richnésé, sous la garde d'un faible corps de Mameluks. Il fit aussitôt débarquer un bataillon; et, nonobstant les difficultés que lui présentait l'inondation du pays, il atteignit le convoi au moment où il entrait dans le canal de Joseph. Les Arabes et les Mameluks dispersés en un clin-d'œil, abandonnèrent sept pièces de canon et tous leurs vivres. Alors la division française remonta le Nil jusqu'à la hauteur de Siout, chassant toujours devant elle la flottille ennemie. Desaix, informé que de forts détachemens occupaient les environs, se mit à leur poursuite : mais ils lui échappèrent, et se réunirent à Mourad-Bey, lequel étant parvenu à rassembler 4 mille Mameluks et 8 mille Arabes près de Fayoum, se disposait à marcher à la rencontre des Français.

Bataille de Sédiman.

Peu intimidés par le nombre, ceux-ci, malgré les difficultés de la navigation et les pertes occasionnées par les maladies, lui épargnèrent la moitié du chemin. Le 4 octobre, ils débarquèrent près de Mansourah, nonobstant une fusillade assez vive des Mameluks. Desaix, après avoir formé sa division en carrés sur les bords du canal de Joseph pour protéger la navigation de la flottille, s'avan-

ça, le 6, auprès du village de Sédiman, où Mourad s'était porté. Sa cavalerie couvrait la plaine, et le village était défendu par des retranchemens garnis de fellahs. Les troupes, harassées de fatigue, prirent quelques heures de repos; et le 7 au matin, Desaix marcha dans l'ordre de la veille, si ce n'est qu'il plaça sur les flancs deux petits carrés de 200 hommes pour éloigner les Mameluks, ou amortir l'impétuosité de leur première charge. Ceux-ci s'ébranlent, enveloppent les carrés, et en chargent avec furie toutes les faces : mais leur rage est impuissante; l'artillerie et la mousqueterie vomissent la mort dans leurs escadrons; et les plus braves cavaliers viennent expirer sous les baïonnettes. Le peloton de droite, attaqué avec le plus de fureur, accablé par le nombre, cède et se replie sur sa division, après avoir fait payer cher à l'ennemi ce succès momentané.

Mourad-Bey, reconnaissant enfin qu'il ne viendrait pas à bout de cette redoutable infanterie, fait retirer ses Mameluks, et démasque quatre pièces de canon, qui commencent un feu d'autant plus meurtrier que les rangs sont épais. Desaix n'a qu'un moyen d'échapper au danger : la charge bat; il marche sur la batterie : mais, à peine a-t-il fait quelques pas, que les Mameluks décrivent un quart de conversion; tombent sur les blessés français, et les massacrent impitoyable-

ment. Ce spectacle transporte les troupes de fureur : elles se précipitent sur les batteries, taillent en pièces ceux qui les défendent, et s'emparent de l'artillerie et des bagages. Les Mameluks épouvantés, gagnent le désert.

Cette victoire dispersa entièrement l'armée de Mourad-Bey ; mais elle coûta cher à la division française : 340 soldats y perdirent la vie, et 150 y furent blessés. Ces derniers furent sur-le-champ dirigés sur le Caire, où l'on avait déjà renvoyé 400 hommes atteints d'ophtalmie. Ainsi affaibli, Desaix se décida à ne rien entreprendre qu'il n'eût reçu des renforts. Il commença à organiser administrativement les provinces conquises, y leva des impôts pour acquitter la solde, et forma des magasins de subsistances.

Repos de l'armée.

Pendant que cette division soumettait la haute Egypte, le reste de l'armée française jouissait dans ses cantonnemens d'un repos qui n'était interrompu que par des émeutes de villages qu'on réprimait sans peine. On fortifiait les bouches du Nil et les côtes de la Méditerranée; les savans exploraient le pays, en décrivaient les antiquités; élevaient ou dirigeaient les établissemens qui devaient rendre à l'Egypte sa splendeur première. De son côté, Bonaparte, instruit déjà des préparatifs hostiles de la Porte, faisait en silence ses dispositions pour porter en Syrie le théâtre de la guerre.

Révolte du Caire

Ces opérations furent un instant troublées par la rébellion du Caire. Depuis l'entrée des Français, la plus grande tranquillité avait régné dans cette ville immense, où Mourad et Ibrahim avaient conservé des intelligences. Malgré leur expulsion de la basse Egypte, ces deux beys exerçaient encore une grande influence sur l'esprit des habitans des campagnes. Ils s'en servirent pour exciter la révolte de la capitale. Les premiers symptômes d'insurrection se manifestèrent dans la journée du 22 octobre. Le commandant de la place, Dupuis, qui sortit le matin avec une faible escorte pour dissiper les mutins, fut victime de son zèle, et tomba percé de coups, avec tous ceux qui l'accompagnaient. Ce massacre fut le signal de celui de tous les Français isolés.

Bonaparte était absent : mais, instruit bientôt de tout ce qui se passait, il rentre au Caire; expédie aux troupes les plus voisines l'ordre de s'y rendre, et fait braquer de l'artillerie sur les places publiques, ainsi qu'à l'entrée des principales rues. Le général Dommartin établit une batterie de quatre pièces de canon sur une hauteur qui domine la grande mosquée, où s'étaient retirés la plupart des rebelles.

Les troupes passèrent la nuit sous les armes. Le matin, les Arabes s'étant présenté aux portes dans l'espoir de prêter la main aux insurgés, le général Vaux les culbuta dans l'inondation. La lutte

fut plus longue dans l'intérieur : il fallut enlever chaque rue de vive force, et presque toutes les maisons furent disputées. Les rebelles étant enfin rejetés sur la grande mosquée, les batteries de la citadelle et des hauteurs commencèrent à jouer, et eurent bientôt incendié ce quartier. Au moment d'être passés au fil de l'épée, les insurgés implorèrent la clémence du vainqueur, qui leur accorda une amnistie : et, le 24, il ne restait d'autres vestiges de cette terrible sédition, que les décombres fumans des édifices qui avaient servi de refuge aux malheureux aveuglés par le fanatisme, ou séduits par les promesses des beys.

Quittons maintenant une contrée où règne un calme précurseur de grands événemens; et passons au récit des autres opérations maritimes de la campagne. Ce tableau complètera la tâche que nous nous sommes imposée pour le moment, en mettant le lecteur à même de juger de l'état de l'Europe à l'origine de la seconde coalition.

CHAPITRE LXXX.

Affaires maritimes et coloniales. — Tentatives des Français sur les îles St.-Marcouf, et des Anglais sur Ostende. — Insurrection de l'Irlande. — Débarquement de 1500 Français dans cette île. — Lord Cornwalis y est envoyé avec des forces imposantes. — Le général Humbert, après la plus valeureuse résistance, est forcé de capituler. — Une expédition plus nombreuse, partie trop tard de Brest sous les ordres du général Hardy, est prise dans la traversée. — Les Anglais, voulant assurer leur supériorité dans la Méditerranée, s'emparent de Minorque. — Ils évacuent St.-Domingue. — État de cette colonie où le directoire vient d'envoyer le général Hédouville. — Toussaint, qu'on soupçonne d'accord avec les Anglais, le force à se rembarquer.

Événemens insignifians sur les côtes de France.

La formation de l'armée d'Angleterre, à la fin de 1797, sous le commandement de Bonaparte, n'avait été qu'un stratagème pour donner le change sur l'expédition d'Egypte: bien qu'à cette époque le comité de l'union irlandaise sollicitât vivement

le directoire de lui fournir quelques secours, aucun événement digne de remarque ne se passa dans la Manche durant cette campagne. Nous n'en excepterons pas même les deux tentatives sur les îles de St.-Marcouf, d'où les Anglais gênaient le cabotage entre le Havre et Cherbourg. Le capitaine Muskein, avec une flottille de bateaux plats, fut chargé de cette expédition, qui échoua complètement. Une seconde tentative, dirigée par le contre-amiral Lacrosse, n'ayant pas été plus heureuse, l'on renonça à cette entreprise, qui d'ailleurs n'avait rien d'important.

Les Anglais débarqués près d'Ostende sont faits prisonniers.

Cependant les Anglais, inquiets des mouvemens maritimes qu'ils observaient dans tous les ports de France, cherchaient à ruiner les flottilles qu'on y réunissait. Déjà ils avaient jeté quelques bombes dans le Havre, lorsqu'ils apprirent qu'une grande quantité de bâtimens de transport, fournis par la république batave, devait gagner Ostende par les canaux de l'intérieur afin d'éviter leurs croisières. Sir Home Popham partit aussitôt des Dunes avec une flottille de 35 à 40 bâtimens, frégates, canonnières, corvettes ou bombardes, portant environ 2 mille hommes commandés par le général Coote. Les instructions de cet officier étaient de détruire tous les bâtimens réunis dans le port d'Ostende, et de faire sauter l'écluse de Slyckens, qui joint le canal de Bruges à la mer. Le 19 mai, à une heure du matin, la flot-

tille mouilla au large d'Ostende, débarqua sans obstacle les troupes de terre et six pièces de canon; et, pendant que la faible garnison de la ville était occupée par le feu continuel des navires, Coote se porta sur l'écluse qu'il détruisit. Instruit qu'on rassemblait de toutes parts des forces pour l'assaillir, il voulut se rembarquer, mais le vent était changé, la mer orageuse, et les canots ne purent approcher du rivage. Forcé alors de différer sa retraite, Coote prit position sur les dunes, et somma le commandant d'Ostende d'ouvrir ses portes. On ne répondit point à cette sommation dérisoire; et sur ces entrefaites, arriva le commandant de Bruges, avec un bataillon du 46e régiment et quelques centaines de soldats qu'il avait rassemblés sur la route. Attaqués le 20 avec vigueur, les Anglais perdirent 200 hommes en quelques instans. Leur général, privé de vivres et de munitions, et sentant l'impossibilité d'être secouru par la flottille que le mauvais temps avait obligé de prendre le large, se rendit prisonnier avec 17 à 1800 hommes.

Insurrectio de l'Irlande

Maltraités sur le continent, les Anglais eurent plus de bonheur en Irlande, où depuis long-temps ils étaient menacés du double danger d'une insurrection et d'une descente.

La victoire de Camperduyn, en détruisant le projet des Irlandais-Unis, n'avait pas anéanti leurs espérances. Le feu couvait sous la cendre,

et les chefs de cette redoutable association n'attendaient qu'une occasion favorable de courir aux armes. Pendant que leurs agens secrets redoublaient d'efforts pour stimuler l'inconcevable apathie du directoire, le ministère anglais plus sage, sans révoquer en doute la possibilité d'un débarquement, prenait toutes les mesures capables d'en prévenir les suites : les troupes stationnées en Irlande, reçurent des renforts; et l'on adressa les instructions les plus sévères aux commandans des provinces. Quelques mouvemens insurrectionnels dans le Leinster, dans les comtés de Kildare et de Wiclow, dans ceux du Roi et de la Reine, à Dublin même, servirent de prétexte aux généraux anglais pour employer les voies de rigueur: des colonnes mobiles battirent le pays dans tous les sens, pour désarmer les habitans : des contributions énormes furent frappées; et l'on transforma en casernes les maisons des premiers magistrats et des personnes les plus distinguées. Des expéditions de ce genre relâchèrent singulièrement la discipline; bientôt, les soldats anglais se portèrent aux derniers excès. Les malheureux Irlandais virent piller et dévaster leurs habitations; leurs femmes et leurs filles, obligées de chercher dans les bois un refuge contre la brutalité d'une soldatesque effrénée, ne l'y trouvaient pas toujours. La licence fut telle, qu'Abercrombie, général en chef

Excès commis par les troupes anglaises.

de l'armée anglaise, se démit de son commandement au mois de février, en consignant les motifs de sa retraite, dans une proclamation.

Les promesses de la France font éclater une conspiration

Les chefs de l'union profitaient de la conduite barbare de leurs ennemis, pour fomenter l'esprit de résistance. Quelques avis reçus de France leur ayant fait espérer de prompts secours, ils se réunirent à Dublin, pour concerter une levée générale de boucliers. Mais le gouvernement, ayant surpris le secret de la conjuration à force d'or et de promesses, éclaira toutes leurs démarches, et dans les journées des 12 et 13 mars, fit arrêter lord Edouard Fitz-Gerald, le docteur Mac-Tevon, le conseiller Emmet, et 14 autres membres du directoire de l'union. Il jaillit de leurs papiers des lumières très-vives sur leurs relations avec la France, et les plans qu'ils étaient au moment d'exécuter. Lord Cambden, lieutenant d'Irlande, en proclamant alors la loi martiale, ordonna un désarmement général. Les emprisonnemens, les déportations, les exécutions militaires, furent les suites naturelles de ces mesures. Privée de ses chefs qui étaient en fuite ou plongés dans les prisons d'état, l'union choisit un nouveau directoire; mais le vice-roi ayant été instruit de ses démarches, parvint à les neutraliser. Toutefois le peuple, cédant à sa haine contre les Anglais, n'en prit pas moins les armes dans plusieurs provinces. Un rassemblement considérable dans le comté de

Commencement des hostilités.

Tiperary, attaqua avec fureur les troupes royales à Hoslicross, et n'abandonna le champ de bataille qu'après une lutte sanglante. Ce combat fit sentir aux insurgés que la valeur et le patriotisme ne pouvaient suppléer au dénuement absolu de munitions; et, dès-lors, ils se déterminèrent à faire une guerre de partisans. L'Irlande présenta un instant l'image fidèle de la Vendée: à l'approche des colonnes anglaises, les hommes abandonnaient leurs habitations pour se retirer dans les marais ou des bois inaccessibles. La campagne n'était-elle battue que par de faibles détachemens? ils sortaient en foule de leurs retraites pour envelopper l'ennemi, qu'ils massacraient sans pitié. Dans les cantons du sud et du centre, toutes les communications étaient interceptées: les insurgés profitaient des ténèbres de la nuit pour assaillir les cantonnemens anglais. L'on sent quels immenses avantages ce genre de guerre et la parfaite connaissance des localités devaient leur procurer, dans un pays coupé de ravins, de marais, de bois et de montagnes, comme cette île.

La rigueur et la révolte s'accroissent réciproquement

Le gouvernement, irrité, étendit son système de terreur. L'activité des cours prévôtales devint bientôt si monstrueuse, que les chefs échappés aux poursuites du vice-roi, n'ayant d'autre alternative que la guerre ou l'échafaud, résolurent de ne pas attendre les troupes françaises, pour provoquer une révolte générale. L'explosion

fut fixée à la nuit du 23 mai. Le nord et le midi de l'Irlande devaient prendre les armes; et le château de Dublin, le camp de Lehaunstown, et le parc d'artillerie de Chepellisot, être assaillis et enlevés simultanément.

Ce plan fut déjoué en partie, par la surveillance des autorités royales, qui firent saisir, dès le 18, plusieurs chefs des insurgés, et mirent à l'abri de toute insulte les différens points menacés. Les forces anglaises, en Irlande, étaient d'ailleurs plus que suffisantes pour rassurer le gouvernement; car, outre 20 mille hommes de troupes réglées, la milice dévouée au gouvernement s'élevait à près de 40 mille.

Premiers succès des insurgés.

Les arrestations de Dublin n'empêchèrent pas la révolte d'éclater : l'impulsion avait été donnée; et, partout les troupes royales furent attaquées. Le 25, une masse d'insurgés se porta sur un corps de milices qui couvrait Wexford et Enniscorthy, et le tailla en pièces. Les vainqueurs enlevèrent cette dernière ville de vive force; et deux jours après, ayant battu le général Faucett, ils entrèrent dans Wexford, où ils trouvèrent plusieurs pièces de canon. La possession de cette ville leur procura un point assuré de communication avec la France.

Mais alors le défaut d'ensemble se fit apercevoir : victorieux sur un point, les insurgés furent défaits et battus sur plusieurs autres : pen-

dant qu'ils obtenaient quelques succès dans le comté de Wexford, ils étaient battus à Carlow et à Kildare, par le général Oleff, chargé de rétablir les communications de Dublin; après avoir soutenu à Kilkullen une lutte glorieuse contre le général Lacke, ils échouèrent devant Newton-barry. Le fâcheux résultat de toutes ces affaires les ramena au système qu'ils n'auraient point dû quitter. Sentant qu'ils ne pouvaient obtenir d'avantages en rase campagne contre des troupes régulières, ils n'engagèrent plus que des affaires partielles, autant pour s'aguerrir, que pour gagner le temps de se procurer les armes qui leur manquaient. En effet la plupart n'avaient encore que des piques: la pénurie des munitions était si grande, que l'on convertit en balles les cercueils de plomb trouvés dans les églises.

Vainqueurs à Slicwebuy ils sont défaits à Newross.

Quoique les troupes anglaises combattissent avec courage, leurs avantages journaliers étaient loin de compenser les pertes, au prix desquelles elles les achetaient. Si les Irlandais n'eussent point dévié de ce système de guerre, la lutte n'aurait pas eu de terme. Un moment de prospérité amena leur ruine. Le 4 juin, ils détruisirent entièrement, près de la montagne de Slicwebuy, un gros détachement commandé par le colonel Walpole, et s'emparèrent de cinq pièces de canon. Enflé par ce succès, Bagnal-Harvey, qui était à la tête des insurgés, vint le lendemain attaquer le général

Towstone campé devant Newross. Les deux partis se battirent avec un égal acharnement, et la ville fut prise et reprise plusieurs fois; enfin, la fortune se déclara pour les Anglais. Les insurgés furent entièrement défaits, et laissèrent sur le champ de bataille, 3 mille morts et 18 pièces de canon.

Cette bataille porta un coup mortel au parti de l'union. Les habitans du nord de l'Irlande, effrayés de ce revers, ne firent que de faibles efforts; ceux des comtés de Down et d'Antrim, qui avaient généralement pris les armes, furent, après quelques légers succès, battus à Ballynahinck, et obligés de se soumettre au général Nugent. L'insurrection, ne conserva de consistance que dans le sud-ouest, où elle se concentra dans le comté de Wexford.

Lacke les défait à Enniscorthy

Les Irlandais, comptant toujours sur le prochain appui de la France, avaient réuni toutes leurs forces auprès d'Enniscorthy, pour couvrir les ports dont ils étaient maîtres. On portait leur nombre à 12 mille hommes, et c'était Bagnal-Harvey qui les commandait. Malgré la force de leur position, le général Lacke, disposant d'environ 10 mille hommes, entreprit de les en chasser; et, secondé par une escadrille qui croisa devant Wexford pour enlever à l'ennemi tout moyen de secours ou de retraite, il fit attaquer le camp le 21. Les insurgés se défendirent

avec le courage du désespoir : finalement, le poste d'Enniscorthy fut enlevé, et ils battirent en retraite sur plusieurs directions, laissant au pouvoir des troupes royales 13 bouches à feu et presque toutes leurs munitions. Le général Moore fut alors dirigé sur Wexford, dont il s'empara sans peine, et où il captura Bagnal-Harvey, qui fut aussitôt livré à une commission militaire et exécuté.

Les combats de Kilkonnel, de Clonard, de Longwood et d'Ardée, achevèrent la dispersion des débris échappés à l'affaire du 21 juin. Poursuivis sans relâche par des colonnes mobiles, les Irlandais se virent forcés d'abandonner la campagne, pour se réfugier dans leurs retraites.

Lord Cornwallis pacifie le pays.

Le marquis de Cornwallis, investi de pouvoirs illimités, venait de remplacer lord Cambden. Le nouveau vice-roi employa, pour pacifier ces malheureuses contrées, les moyens dont le général Hoche s'était servi dans la Vendée avec tant de succès; il accorda des lettres de grâce à quelques chefs qui se trouvaient encore dans les prisons du gouvernement, sous la seule condition de découvrir les projets et les ressources de l'association; une amnistie fut promise à ceux qui déposeraient les armes. Ces mesures furent couronnées du plus heureux succès : les insurgés rentrèrent en foule dans leurs foyers : les principaux d'entre eux obtinrent la faculté de se re-

tirer dans les pays qui n'étaient pas en guerre avec l'Angleterre; en sorte que, de cette formidable insurrection dont on évaluait la force à 60 mille hommes armés, il ne resta plus, à la fin du mois de juillet, que de faibles bandes dans les comtés de Wiclow, de Carlow et de Wexford.

Le directoire néglige l'occasion de soutenir les Irlandais

Tandis que les Irlandais se faisaient ainsi écraser en détail, en attendant de jour en jour des secours du directoire, celui-ci, absorbé par les préparatifs de l'expédition d'Egypte, ne portait qu'une attention secondaire à ce qui se passait de ce côté. Vainement, plusieurs hommes d'état, d'accord avec les agens de l'union, le pressèrent d'attaquer l'Angleterre au centre et dans les germes reproductifs de sa puissance, et de réparer ainsi la faute que commit Louis XIV, en n'établissant pas solidement le roi Jacques en Irlande. On lui représenta que l'expédition, nuisible et téméraire alors qu'on avait besoin de toutes les forces pour décider la paix sur le continent, promettait un succès plus certain (1); qu'il faudrait moins de temps pour la préparer que celle

(1) L'expédition d'Irlande, quand on n'avait pas une guerre difficile à soutenir sur le Continent, était plus convenable qu'en 1796, alors que Bonaparte avait peine à se soutenir devant Mantoue, et que les armées d'Allemagne revenaient délabrées derrière le Rhin.

d'Egypte; que son exécution offrait beaucoup moins de dangers, ne constituait pas en autant de frais, et devait obtenir des résultats bien plus prochains. Enfin, la paix avec l'Autriche donnant tous les moyens d'alimenter l'armée qu'on enverrait sur le Shannon, détruisait une partie des objections qu'on avait opposées à l'expédition de Hoche.

Préparatifs insuffisans et tardifs.

Ce ne fut qu'après le départ de l'armée d'Orient qu'on ordonna l'armement de deux divisions navales à Brest et à Rochefort, destinées à porter en Irlande environ 4 mille hommes, avec des armes et des munitions pour les insurgés. Quelque faible que fût ce secours, il aurait eu une grande influence sur le cours des affaires, s'il fût parvenu aux Irlandais, avant l'issue de la lutte sanglante qu'ils venaient de soutenir. Appuyés par des troupes régulières, dirigés par des officiers expérimentés, et pourvus de tout ce qui leur avait manqué jusqu'alors, ils se seraient ralliés en foule autour des Français, et leur succès devenait plus probable. Mais le désordre des finances, la lenteur et les mauvaises dispositions du directoire, firent échouer ce projet. Au lieu de partir dans les premiers jours de juin, les escadres ne furent en mesure que sur la fin de juillet; et lorsque les vents permirent d'appareiller, celle de Brest fut retenue en rade, faute d'argent pour payer les équipages.

Le général Humbert débarque à Killala.

La division de Rochefort mit à la voile le 4 août : elle se composait de trois frégates et deux corvettes, portant 1,100 hommes de débarquement, sous les ordres du général Humbert. Cette faible escadre, commandée par le chef de division Savary, vint mouiller le 22 dans la baie de Killala ; et, sans attendre que toutes ses troupes fussent mises à terre, Humbert dirigea sur la ville une compagnie de grenadiers, qui s'empara de ce poste sans coup férir.

Le but de l'expédition eût été manqué, en se bornant à garder Killala; il fallait étendre le foyer de l'insurrection, et s'emparer de Ballyna. Humbert se porta donc sur cette ville par une marche forcée, et en chassa l'ennemi, après un léger combat. Ce succès enhardit les Irlandais : un millier vint joindre les vainqueurs, et en reçut aussitôt des armes et des munitions. Le général continua son mouvement, et se rendit maître de Rappa.

Il bat Lake à Castelbar.

Informé, dans ce dernier endroit, que le général Lake était à Castelbar avec un corps de 5 mille hommes composé en grande partie de milices, il vole à sa rencontre ; et, après une marche de quinze heures, il paraît le 27 sur les hauteurs en arrière de ce bourg, où les Anglais occupaient une forte position, entre un lac et un marais. Quoiqu'Humbert eût laissé son artillerie derrière lui, il ne balança pas à attaquer. Pen-

dant qu'on inquiétait la gauche de l'ennemi par des démonstrations, un détachement culbuta son aile droite, lui prit trois pièces de canon, et la rejeta en désordre sur la ville. Cet échec détermina la retraite des troupes anglaises sur Ballynamore, où elles n'arrivèrent qu'après avoir perdu 4 à 500 hommes, 800 prisonniers, 10 pièces de canon et 5 drapeaux.

Après cette glorieuse affaire, Humbert s'occupa de l'organisation de la province de Connaught; il créa un gouvernement provisoire, sous la présidence de John Moore, et ordonna la formation de huit régimens d'infanterie et de quatre de cavalerie, indépendamment de la levée en masse des habitans de 16 à 40 ans.

Mesures défensives des Anglais.

Aussitôt que le gouvernement britannique fut informé du débarquement des Français, il ordonna au commodore Warren d'aller établir une croisière à l'embouchure du Shannon, avec une escadre de quatre vaisseaux de ligne et deux frégates, et prescrivit au vice-roi de prendre les mesures les plus vigoureuses, pour arrêter les progrès des troupes mises à terre.

Cornwallis fait poursuivre le petit corps français.

Lord Cornwallis, conformément à ses instructions, rassembla en toute hâte 8 mille hommes sur la rive droite du Shannon; rallia à Ballynamore la division battue du général Lake; et, renforcé par les troupes qui accouraient de toutes parts, se vit dans peu à la tête de 15 mille

hommes, avec lesquels il se disposa à marcher à la rencontre des Français. Mais Humbert, averti à temps des forces considérables qui allaient fondre sur lui, ne pouvant leur opposer plus de 2,400 hommes, prit le parti de gagner le nord de l'Irlande, pour se réunir aux insurgés des environs de Dublin, et y rester sur la défensive, en attendant les renforts que portait l'escadre de Brest. Il évacua donc Castelbar, et commença son mouvement rétrograde. Lake le suivit par Ballaghy, pendant que Cornwallis s'avançait vers le comté de Longford; et que le général Nugent, commandant dans le Nord, menaçait de front sa petite division. Sa marche fut si rapide, que Lake ne put l'atteindre; et, après avoir battu la garnison de Sligo qui voulait s'opposer à son passage, il se rabattit sur Hamilton, et arriva devant Balintra, située à la rive droite du Shannon.

Ce point était défendu par des forces supérieures; néanmoins Humbert, sentant le danger de sa position, n'hésita point à le forcer: après avoir brûlé le pont de cette ville, il se retrancha sur la rive opposée, et se dirigea le lendemain sur Granard, où il croyait trouver un corps nombreux d'insurgés. Arrivé à Cloone, il apprit qu'il avait été dispersé par la Yeomanry, et voulut d'abord continuer sa route; mais il céda aux instances du chef irlandais, qui lui donna l'es-

poir de rallier ses bandes le jour suivant, et prit position en avant de Cloone.

Il est pris à Ballinamuk.

Ce retard lui devint fatal; Lake, après avoir promptement rétabli le pont de Balintra, lança à sa poursuite 700 cavaliers, portant chacun un fantassin en croupe. Cette avant-garde atteignit enfin les Français, le 8 septembre, sur les hauteurs de Ballinamuk, et engagea aussitôt le combat pour donner le temps aux colonnes du général Lake de se déployer. Humbert soutint deux heures entières les efforts des Anglais; mais se voyant enveloppé, et ne pouvant espérer de se faire jour avec des hommes qui venaient en quatre jours de faire 44 lieues et de soutenir plusieurs combats, il consentit à capituler, et se rendit avec 800 hommes. Les insurgés qui s'étaient joints à lui, se dispersèrent.

Ainsi, cette expédition ne servit qu'à faire éclater encore quelques révoltes dans les comtés de Mayo et de Longford. Castelbar, qui avait été un instant la capitale de la république irlandaise, ayant été repris par les troupes royales, fut attaqué plusieurs fois par les insurgés; mais toujours sans succès. Ils conservèrent plus longtemps les villes de Ballyna et de Killala, dont enfin le général French les chassa le 23 septembre, après leur avoir tué beaucoup de monde. Le petit nombre d'insurgés qui lui échappa, alla

grossir les bandes qui se soutenaient dans le comté de Wiclow.

Bien qu'un second débarquement eût pu causer un nouvel incendie en Irlande, le gouvernement anglais était actuellement en mesure de repousser toute espèce d'agression. Le brick l'*Anacréon*, monté par le général Rey et le célèbre Napper-Tandy, parut le 16 septembre devant Rutland, sur les côtes du comté de Donégal; il portait des armes et un détachement d'artillerie légère, que la nouvelle de la reddition d'Humbert empêcha de mettre à terre: le chef irlandais jeté ensuite sur les côtes de Norwège, gagna Hambourg, où il fut arrêté et livré aux Anglais.

Expédition tardive de Brest.

L'expédition de Brest, que le manque de fonds et un concours de circonstances avaient jusqu'alors retenu dans le port, mit enfin à la voile le 17 septembre. Elle se composait du vaisseau *le Hoche* de 74, de huit frégates et d'une corvette, commandés par le chef de division Bompard, et portant 3,200 hommes de troupes, sous les ordres des généraux Hardy et Ménage. A peine l'escadre eut-elle mis en mer, qu'elle fut obligée de manœuvrer pour dérober sa marche à deux frégates anglaises chargées de l'observer. Dans l'espoir de leur faire prendre le change sur sa destination, Bompard descendit jusqu'au cap Finistère; mais, voyant qu'il ne pouvait s'en dé-

barrasser, il leur donna la chasse, et se dirigea sur l'Irlande, dont il découvrit les côtes le 10, au soir.

Elle est prise par l'amiral Warren.

Déjà les deux bâtimens ennemis avaient rejoint l'escadre du commodore Warren, qui croisant aux environs de Point-Achil, fit voile immédiatement du côté des Français. Le 12, à la pointe du jour, les deux escadres furent en présence dans les eaux de l'île de Torry. Il y avait trop de disproportion dans les forces, pour que l'issue du combat fût douteuse: le *Hoche* amena son pavillon, après quatre heures de la plus brillante résistance. Hardy, Bompard et Théobald Wolfe-Tone, l'un des chefs de l'union furent faits prisonniers. Les frégates françaises tentèrent vainement de s'échapper. Deux seulement, avec la goëlette *la Biche*, parvinrent à gagner les ports de la république : les six autres furent capturées par l'escadre de Warren, ou par d'autres croisières. Wolfe-Tone, conduit à Dublin pour y être jugé, déploya un grand caractère dans sa défense : fidèle aux principes stoïques qu'il avait toujours professés, il envisagea la mort en sage, et se la donna lui-même, pour épargner à ses nombreux amis la douleur de le voir périr sur l'échafaud.

Les tentatives du directoire contre l'Irlande se terminèrent par le voyage infructueux que fit une seconde fois le chef de division Savary,

dans la baie de Killala. Il y apprit, en arrivant, les désastres de Humbert : et, se voyant menacé par des forces supérieures, il regagna en toute hâte et sans mésaventure, le port de Rochefort.

Ainsi, l'expédition d'Egypte, en faisant renoncer à celle d'Irlande, au moment le plus favorable pour la tenter, ne causa pas seulement la perte de l'élite du personnel de la marine, mais fit manquer encore l'occasion de porter un coup sensible à la puissance de l'Angleterre : triste effet de la politique étroite du directoire, et de l'ombrage que lui donnait un homme dont il redoutait plus les talens et la popularité, que la puissance même de l'ennemi le plus dangereux !

Prise de Minorque par les Anglais.

Le cabinet de Londres, tout en veillant à la garde de ses côtes, ne négligea aucun moyen de se procurer des équivalens aux conquêtes des Français. Sentant la nécessité d'avoir un port sûr dans la Méditerranée, soit pour contrarier la navigation entre Toulon et l'Egypte, soit pour mieux s'assurer l'empire de cette mer que la bataille d'Aboukir venait de lui rendre, il fit attaquer Minorque. Le gouverneur espagnol n'opposa pas dans cette île la même résistance qui avait illustré Blackney contre le maréchal de Richelieu, et qui avait fait du siége de Port-Mahon un événement célèbre. Cette place tomba

sans bruit, et à peine sut-on en Europe qu'elle était passée aux mains du général Stewart.

Affaires des Antilles.

Si leurs armes ne furent pas si heureuses en Amérique, les Anglais s'en dédommagèrent amplement en semant les germes de la scission de St.-Domingue, sur laquelle il n'est pas hors de propos de jeter un coup d'œil.

On a vu au chapitre 75 qu'à la fin de 1797, ils ne possédaient plus que Port-au-Prince, le môle St.-Nicolas et les côtes environnantes. Affaiblis par les maladies encore plus que par les combats, il eût été facile dans le cours de la campagne suivante, de les expulser de la colonie, si elle eût été dirigée par un gouvernement sage et ferme; et si Toussaint, satisfait de l'emploi de général en chef, eût voulu se soumettre franchement à l'autorité de la métropole. Mais l'anarchie entretenue par la division des noirs et des hommes de couleur, autant que l'ambition démesurée de cet homme extraordinaire, et la conduite inconsidérée des agens du directoire, s'opposaient également à cette heureuse réunion.

Discussion entre les conseils et le directoire sur la conduite de ses agens.

Pendant la double lutte entre Rigaud, Toussaint et Santhonax, la tribune des conseils retentit souvent de plaintes contre l'administration de ce dernier. On rappela ses cruautés, ses actes arbitraires; et la violence exercée sur le général Rochambeau, envoyé par le directoire pour prendre possession

de la partie espagnole, et que, de son autorité privée, Santhonax avait fait arrêter et renvoyer en Europe. On reprocha au directoire d'avoir naturalisé le système de spoliation aux Antilles, et pris des mesures barbares contre de malheureux habitans qui, en émigrant, n'avaient cherché qu'à se soustraire à la férocité des noirs. Enfin, la loi du 4 pluviôse an 4, qui lui donnait le droit d'envoyer des agens dans les colonies, fut rapportée. Toutefois, comme la malheureuse situation de St.-Domingue ne permettait pas d'y établir encore le régime constitutionnel, les conseils autorisèrent plus tard le directoire à y envoyer de nouveaux commissaires, dont les pouvoirs ne dureraient jamais plus de 18 mois.

Hédouville est envoyé à St.-Domingue.

Le choix du gouvernement tomba sur le général Hédouville, que sa modération bien connue semblait rendre propre à calmer les factions qui déchiraient la colonie.

Toussaint Louverture était à la veille de renvoyer Raymond comme Santhonax, lorsqu'il apprit cette nomination. Son ambition en frémit; mais il sut dissimuler son mécontentement, protesta de son attachement à la république, et envoya ses deux fils à Paris pour y être élevés au Prytanée. Afin de conserver la confiance du directoire, il rassembla même son armée, et marcha sur le Port-au-Prince, à dessein d'en chasser les Anglais.

Négociations de Toussaint avec les Anglais.

Ceux-ci, à qui il ne restait plus que des squelettes de régimens, sentant l'impossibilité de résister à l'armée nombreuse et aguerrie qui s'avançait contre eux, tentèrent la voie des négociations. Le général Maitland, connaissant la vanité de Toussaint, lui témoigna la plus grande considération, et lui envoya force parlementaires qui, par leurs complimens, tournèrent la tête au général africain. Bien différent de Rigaud, qui avait toujours repoussé les séductions avec mépris, il savoura l'encens que brûlait devant lui son adroit adversaire; et la guerre à outrance qu'il devait faire aux ennemis de la république, se changea en lutte de prévenances et de politesse. Il était aisé de prévoir dès-lors que l'astucieux noir qui avait frondé l'autorité de la France, et n'avait plus rien à espérer d'elle, se tournerait du côté de la puissance intéressée à le rendre indépendant.

Ce fut à cette époque que le général Hédouville arriva à St.-Domingue : les conférences qu'il eut avec ces deux généraux, ne servirent qu'à l'éclairer sur les difficultés de sa mission. Toussaint Louverture ne se rendit auprès de lui qu'à son corps défendant : Rigaud, au contraire, ne se fit pas renouveler l'invitation : l'accueil qu'il reçut d'Hédouville, enflamma la jalousie de son rival; et Toussaint quitta brusquement le Cap pour aller terminer ses négociations avec les Anglais.

Le général Maitland, malgré les renforts qui venaient d'entrer dans la rade dn môle St.-Nicolas, prévoyant l'impossibilité de se maintenir à St.-Domingue, tenta un dernier expédient pour enlever cette riche possession à la France; ou au moins, y déposer le germe de dissensions intestines. S'il faut en croire le général Pamphile Lacroix, il offrit à Toussaint Louverture, au nom du roi d'Angleterre, la souveraineté d'Haïti, avec tous les secours nécessaires pour assurer la couronne sur sa tête; n'exigeant en retour que la signature d'un traité exclusif de commerce avec la Grande-Bretagne. Tous les genres de séduction furent mis en usage par le général anglais pour gagner Toussaint; et peut-être ne furent-ils pas vains. Mais, soit que ce chef n'ajoutât pas entière confiance à ses promesses, soit qu'il crût indispensable d'ajourner une rupture ouverte, il enveloppa ses négociations d'un voile si mystérieux, qu'on est réduit à former des conjectures.

Hédouville improuve la capitulation du Port-au-Prince.

La capitulation du Port-au-Prince éveilla d'abord quelques soupçons; on donna aux Anglais toutes les facilités pour l'évacuer, et ils ne le rendirent qu'après avoir embarqué ou détruit tout le matériel. Une pareille transaction, signée par le général d'une armée de 15 mille hommes, dont le moindre effort suffisait pour jeter à la mer, ou faire prisonnier le peu de troupes qui défendait une ville presque ouverte, sem-

blait dénoter un système de ménagement qui blessait les intérêts de la république. Aussi, le général Hédouville blâma la conduite de Toussaint Louverture, et voulut négocier lui-même l'évacuation des postes que les Anglais avaient encore dans le sud et l'ouest de l'île.

Les Anglais rendent le Môle St.-Nicolas à Toussaint.

Cette détermination lui attira bientôt un affront. La garnison du Môle St.-Nicolas offrit de remettre la place dans l'état où elle l'avait pris, et il y consentit. Mais Toussaint, choqué que cette convention eût été conclue sans sa participation, intrigua auprès de Maitland pour la faire annuler: et le gouverneur anglais, ravi de jeter un brandon de discorde entre les deux généraux, déclara qu'elle ne serait exécutoire qu'après avoir été ratifiée par Toussaint.

Celui-ci prit bientôt possession de cette importante place, où il fit une entrée solennelle; on lui rendit tous les honneurs réservés au commandement suprême; il reçut de riches présens de la part du roi d'Angleterre, et dès ce jour-là, il fut aisé de s'apercevoir, malgré la dissimulation du rusé chef des noirs, que si la colonie n'était pas acquise à l'empire britannique, elle était du moins perdue pour la France.

En effet, la mortification qu'il venait de faire essuyer au général Hédouville, n'était que le prélude de celle qu'il lui réservait. Sûr de son influence sur les noirs, Toussaint ne s'occupa qu'à s'attacher

les colons. La discipline exacte qui régnait dans ses troupes, la protection manifeste qu'il accorda aux habitans portés comme émigrés sur les listes du directoire, et le masque religieux dont il s'était revêtu, lui valurent bientôt l'amitié de tous les blancs. Il ne craignit plus dès-lors de se mettre en opposition ouverte avec le commissaire du gouvernement, en différant de cinq ans l'affranchissement des esclaves, et en abolissant la dénomination d'émigrés : il rendit même à ces derniers tous leurs biens séquestrés, et en agit de même à l'égard des propriétaires qui avaient été au service des Anglais. Une mesure aussi hostile jeta le général Hédouville dans le plus grand embarras. Sans force, presque sans crédit, et voyant l'opinion se déclarer en faveur de son redoutable adversaire, il l'invita à se rendre au Cap, pour prendre connaissance des instructions nouvellement reçues du gouvernement.

Hedouville le mande au Cap. Insurrection des Noirs.

Mais Toussaint Louverture jugeant qu'il fallait frapper un coup décisif suscita les noirs à la révolte, sous prétexte que l'agent du directoire voulait s'emparer du général en chef, pour les replonger plus facilement dans l'esclavage. Ces perfides insinuations obtinrent tout le succès qu'il en attendait : l'insurrection du 8e régiment colonial, en garnison à Fort-Dauphin, fut le signal du rassemblement de toute la population noire dans les plaines du Cap. Ses habi-

Hédouville se rembarque.

tans tremblaient de voir renouveler les scènes sanglantes de 1793, lorsque le général Hédouville, désespérant de ramener cette foule égarée et dirigée par un chef dont il connaissait l'audace, prit le parti de s'embarquer sur les frégates ancrées dans le port, emmenant avec lui 15 à 16 cents personnes qui craignaient la vengeance des révoltés.

Toussaint, satisfait, affecte de rester soumis à la France.

Ce départ ayant calmé l'effervescence des noirs, Toussaint Louverture se hâta alors d'inviter le commissaire Roume, qui se trouvait dans la partie espagnole, à prendre les rênes de l'administration générale de la colonie; et, redoutant les suites de l'accusation intentée contre lui, il fit porter en France, par un de ses affidés, l'apologie de sa conduite. Le directoire, flottant entre les rapports d'Hédouville qui accusait Toussaint de connivence avec les Anglais; et les plaintes de celui-ci, qui reprochait à Hédouville d'avoir abusé de son autorité, et compromis le salut de la colonie, crut ne pouvoir mieux faire que de suspendre son jugement, et différer l'envoi de nouveaux commissaires, jusqu'à ce qu'il eût recueilli des renseignemens plus certains.

Les Anglais se réjouirent d'un événement qui relevait leurs espérances. Plusieurs habitans craignirent aussi que Toussaint Louverture, pour éviter une grande responsabilité, ne se jetât dans les bras des ennemis de la France. Mais rien,

dans la conduite de ce chef, ne justifiait ces appréhensions : il paraîtrait même que plus de prudence de la part du général Hédouville, et un peu moins de légèreté dans les officiers qui l'entouraient, eussent détourné cette funeste scission, qui amoncela tant de malheurs sur la colonie. Toussaint Louverture n'était jaloux que de son autorité, et affectait en toute occasion un vif attachement pour la république. Mais l'amour de ses troupes et la confiance des habitans lui avaient révélé le secret de sa force ; et le seul tort fut au directoire qui, au lieu d'investir d'une grande autorité l'homme qui pouvait sauver l'île, persista à méconnaître le génie qui perçait dans toutes ses actions, malgré les empreintes encore récentes de l'esclavage.

État des autres colonies.

La Guadeloupe et les îles qui dépendaient de la même agence, avec plus de tranquillité intérieure, offraient aussi un état beaucoup plus prospère que St.-Domingue.

Cayenne et la Guyane, devenues les lieux d'exil de la république, ne faisaient pas de grands progrès ; car des législateurs, des journalistes, des nobles et des prêtres proscrits, ne sont pas des hommes propres à défricher une terre marécageuse.

Quant aux établissemens du Sénégal, beaucoup plus coûteux qu'utiles depuis l'abolition de la traite des nègres, ils avaient été à peu

près abandonnés. Ainsi, toutes ces colonies qui, avant la révolution, étaient la source d'immenses richesses, se trouvaient en quelque sorte perdues, et ne pouvaient être comptées que dans un avenir éloigné, au nombre des possessions productives de l'Etat.

Aperçu des événemens qui terminent cette année.

Telle était la situation coloniale de la France au moment où se trama une nouvelle coalition. Pour compléter le tableau de cette campagne, nous devrions rapporter à nos lecteurs les exactions de Rapinat en Suisse; la lutte qui s'éleva entre lui et le directoire helvétique; les événemens du mois de septembre où Schaumbourg brûla Stanz, et massacra 5 à 600 républicains d'Unterwald pour leur arracher un serment de fidélité à une constitution qu'ils abhorraient.

Il serait indispensable de parler aussi de l'intérêt que la Russie, garante du traité de Teschen, avait à s'opposer au démembrement de l'empire germanique préparé à Rastadt; des efforts du prince Repnin, pour entraîner la Prusse dans une guerre contre la France; de la sage modération et de la fermeté que Frédéric-Guillaume lui opposa. Enfin, après avoir soulevé le voile qui couvre le voyage du comte de Cobentzel à Berlin et Pétersbourg, en vue de régler la part que l'Autriche pourrait prendre à de nouvelles hostilités contre la république, au cas qu'elle ne rétablît pas les choses sur le pied du traité de Cam-

po-Formio, nous aurions à décrire la bizarre agression du roi de Naples, et la conquête de sa capitale. Mais ces aperçus des causes de la seconde coalition, appartiennent aux chapitres consacrés à retracer cette nouvelle guerre; on nous permettra donc d'interrompre le fil chronologique des événemens, et de suspendre un instant le récit de tant de scènes de carnage, glorieuses à la vérité pour les armées françaises, mais dans lesquelles on n'entrevoit pas le moindre résultat avantageux, ni pour une liberté raisonnable, ni pour la stabilité de l'Europe, *bien moins encore pour le libre parcours des mers.*

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA SECONDE PÉRIODE DE 1797.

N° 1.

Pièces relatives aux préliminaires de Léoben.

Au quartier-général de Léoben, le 27 germinal an 5.
(16 avril 1797.)

Le général Bonaparte au Directoire exécutif.

Le général Meerfeld est venu me trouver à Léoben, le 24, à 9 heures du matin : après avoir pris connaissance de son plein-pouvoir pour traiter de la paix, nous sommes convenus d'une prolongation de suspension d'armes jusqu'au 20 avril au soir (8 floréal prochain). Ces pleins-pouvoirs étaient pour lui et pour M. le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne : j'ai refusé d'abord de l'admettre comme plénipotentiaire de l'Empereur, étant, à mes yeux, revêtu de la qualité d'ambassadeur d'une puissance amie, qui se trouve incompatible avec l'autre. M. Gallo est arrivé lui-même le 25. Je n'ai pas cru devoir insister dans cette opposition, parce que cela aurait apporté beaucoup de lenteurs, et parce qu'il paraît revêtu d'une grande confiance de

l'Empereur : enfin, parce que les Autrichiens et les Hongrois sont très-irrités de voir les étrangers jouer le principal rôle dans une affaire aussi importante ; et que, si nous rompons, ce sera un moyen très-considérable d'exciter le mécontentement contre le gouvernement de Vienne. La première opération dont il a été question, a été une promesse réciproque de ne rien divulguer de ce qui serait dit : on l'avait rédigée ; mais ces messieurs tiennent beaucoup à l'étiquette ; ils voulaient toujours mettre l'Empereur avant la République, et je l'ai refusé net.

Nous sommes à l'article de la reconnaissance. Je leur ai dit que la République Française ne voulait point être reconnue ; elle est en Europe ce qu'est le soleil sur l'horizon : tant pis pour qui ne veut pas la voir et ne veut pas en profiter.

Ils m'ont dit que, quand même les négociations se rompraient, l'Empereur, dès aujourd'hui, reconnaissait la République Française, à condition que celle-ci conserverait à S. M. l'Empereur la même étiquette que ci-devant le roi de France. Je leur ai répondu que, comme nous étions fort indifférens sur tout ce qui est étiquette, nous ne serions pas éloignés d'adopter cet article. Nous avons après cela beaucoup parlé dans tous les sens et de toutes les manières.

Le 26, M. Gallo est venu chez moi à 8 heures du matin : il m'a dit qu'il désirait neutraliser un endroit où nous pussions continuer nos conférences en règle. On a choisi un jardin, au milieu duquel est un pavillon ; nous l'avons déclaré neutre, farce à laquelle j'ai bien voulu me prêter, pour ménager la puérile vanité de

ces gens-ci. Ce prétendu point neutre est environné de tous côtés par l'armée française, et au milieu des bivouacs de nos divisions: cela eût été fort juste et fort bon, s'il se fût trouvé au milieu des deux armées. Arrivés dans la campagne neutre, l'on a entamé les négociations. Voici ce qui en est résulté :

1° La cession de la Belgique, et la reconnaissance des limites de la République Française, conformément au décret de la Convention; mais ils demandent des compensations qu'ils veulent nécessairement en Italie.

2° Ils demandent la restitution du Milanais; de sorte qu'ils auraient voulu, en conséquence de ce premier article, le Milanais et une portion quelconque des états de Venise ou des légations : si j'eusse voulu consentir à cette proposition, ils avaient le pouvoir de signer sur-le-champ. Cet arrangement ne m'a pas paru possible.

S. M. l'Empereur a déclaré ne vouloir aucune compensation en Allemagne. Je leur ai offert, pour le premier article, la restitution du Milanais et de la Lombardie, ils n'ont pas voulu : de sorte que nous avons fini par trois projets qu'ils ont expédiés, par un courrier extraordinaire, à Vienne, et dont ils auront la réponse dans deux jours.

PREMIER PROJET.

ARTICLE PREMIER.

La cession de la Belgique, les limites constitutionnelles de France.

ARTICLE II.

A la paix avec l'Empire, l'on fixera tout ce qui est relatif au pays qu'occupe la France jusqu'au Rhin.

ARTICLE III.

Les deux puissances s'arrangeront ensemble pour donner à l'Empereur tous les pays du territoire vénitien compris entre le Mincio, le Pô et les états d'Autriche.

ARTICLE IV.

On donnera au duc de Modène le pays de Brescia, compris entre l'Oglio et le Mincio.

ARTICLE V.

Le Bergamasc et tous les pays des états de Venise, compris entre l'Oglio et le Milanais, ainsi que le Milanais, formeraient une république : Modène, Bologne, Ferrare, la Romagne, formeraient une république.

ARTICLE VI.

La ville de Venise continuerait à rester indépendante, ainsi que l'Archipel.

DEUXIÈME PROJET.

Les articles 1 et 2 sont les mêmes que les précédens.

ARTICLE III.

L'évacuation du Milanais et de la Lombardie.

TROISIÈME PROJET.

Les deux premiers articles comme dans les précédens.

ARTICLE III.

La renonciation par S. M. l'Empereur de tous ses droits au Milanais et à la Lombardie.

ARTICLE IV.

La France s'engagerait à donner à S. M. l'Empereur des compensations proportionnées au Milanais et au duché de Modène, qui seront l'objet d'une négociation, et dont il devrait être en possession au plus tard dans trois mois.

Si l'un de ces trois projets est accepté à Vienne, les préliminaires de la paix se trouveraient signés le 20 avril (8 floréal); sans quoi, vu que les armées du Rhin n'ont fait encore aucun mouvement, je leur proposerais un armistice pur et simple pour les trois armées, et pour trois mois, pendant lesquels on ouvrira des négociations de paix. Pendant ce temps on fortifierait Clagenfurth et Gratz; on ferait venir toutes les munitions de guerre de ce côté-ci; l'armée s'organiserait parfaitement, et vous auriez le temps d'y faire passer 40 mille hommes de l'armée du Rhin: moyennant quoi vous auriez une armée extrêmement considérable, dont la seule vue obligerait l'Empereur à faire de plus grands sacrifices.

Si rien de tout cela n'est accepté, nous nous battrons; et si l'armée de Sambre-et-Meuse s'est mise en marche le 29, elle pourrait, dans les premiers jours du mois prochain, avoir frappé de grands coups et se trouver sur la

Reidnitz. Les meilleurs généraux et les meilleures troupes sont devant moi. Quand on a bonne volonté d'entrer en campagne, il n'y a rien qui arrête; et jamais, depuis que l'histoire nous retrace des opérations militaires, une rivière n'a pu être un obstacle réel. Moreau veut passer le Rhin, il le passera : et, s'il l'avait passé, nous serions dans un état à pouvoir dicter les conditions de la paix d'une manière impérieuse et sans courir aucun risque; mais qui craint de perdre sa gloire, est sûr de la perdre. J'ai passé les Alpes Juliennes et les Alpes Noriques sur trois pieds de glace : j'ai fait passer mon artillerie par des chemins où jamais chariot n'avait passé, et tout le monde croyait la chose impossible. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'armée et mon intérêt particulier, je me serais arrêté au-delà de l'Isonzo. Je me suis précipité dans l'Allemagne pour dégager les armées du Rhin, et empêcher l'ennemi d'y prendre l'offensive. Je suis aux portes de Vienne; et cette cour insolente et orgueilleuse a ses plénipotentiaires à mon quartier-général. Il faut que les armées du Rhin n'aient point de sang dans les veines : si elles me laissent seul, alors je m'en retournerai en Italie. L'Europe entière jugera la différence de conduite des deux armées. Elles auront ensuite sur le corps toutes les forces de l'Empereur; elles en seront accablées, et ce sera leur faute.

BONAPARTE.

Au quartier-général à Léoben, le 30 germinal an 5. (19 avril 1797.)

Au Directoire-exécutif.

Je vous ai expédié par l'adjudant-général Leclerc, plusieurs projets d'arrangemens qui avaient été envoyés à Vienne, et sur lesquels les plénipotentiaires attendaient des instructions. M. de Vincent, aide-de-camp de S. M. l'Empereur, est arrivé sur ces entrefaites; les plénipotentiaires sont venus chez moi pour reprendre le cours des négociations. Après deux jours, nous sommes convenus, et nous avons signé les préliminaires de la paix, dont vous trouverez ci-joint les articles.

Tout ce qui a été déclaré département par la loi de la Convention, restera à la république.

La république lombarde se trouve non-seulement confirmée, mais encore accrue de tout le Bergamasc et de tout le Crémasc, qui lui sont déjà réunis dans ce moment par l'insurrection de ces deux pays. La partie du Mantouan qui est sur la rive droite de l'Oglio et du Pô, s'y trouve également incorporée : le duché de Modène et de Reggio, qui, par la principauté de Massa et de Carrara, touche à la Méditerranée, et par la partie du Mantouan touche au Pô et au Milanais, s'y trouve également compris. Nous aurons donc, dans le cœur de l'Italie, une république avec laquelle nous communiquerons par les états de Gênes et par la mer : ce qui nous donnera, dans toutes les guerres futures en Italie, une correspondance assurée. Le roi de Sardaigne se trouve désormais être entièrement à notre disposition.

La place de Pizzighitone, qui est aujourd'hui vérita-

blement plus forte que Mantoue ; la place de Bergame et celle de Crema que l'on rétablira, garantiront la nouvelle république contre les incursions de l'Empereur, et nous donneront toujours le temps d'y arriver. Du côté de Modène, il y a également plusieurs positions faciles à fortifier, et pour lesquelles on emploiera une partie de l'immense artillerie que nous avons dans ce moment en Italie. Quant à la renonciation de nos droits sur les provinces de Bologne, Ferrare et sur la Romagne, en échange des états de Venise, elles restent toujours en notre pouvoir. Lorsque l'Empereur et nous, de concert, nous aurons réussi à faire consentir le Sénat à cet échange, il est évident que la république de Venise se trouvera influencée par la république lombarde, et à notre disposition. Si cet échange ne s'effectue pas, et que l'Empereur entre en possession d'une partie des états de Venise, sans que le Sénat veuille reprendre une compensation qui est inconvenante et insuffisante, les trois légations restent toujours en notre pouvoir, et nous réunirons Bologne et Ferrare à la république lombarde. Le gouvernement de Venise est le plus absurde et le plus tyrannique des gouvernemens : il est d'ailleurs hors de doute qu'il voulait profiter du moment où nous étions dans le cœur de l'Allemagne pour nous assassiner. Notre république n'a pas d'ennemis plus acharnés. Son influence se trouve considérablement diminuée, et cela est tout à notre avantage : cela d'ailleurs lie l'Empereur à la France, et obligera ce prince, pendant les premiers temps de notre paix, à faire tout ce qui pourra nous être agréable. Cet intérêt commun que nous avons avec l'Empereur, nous remet

la balance en main : nous nous trouvons par là placés entre la Prusse et la maison d'Autriche, ayant des intérêts majeurs à arranger avec l'une et l'autre. D'ailleurs, nous ne devons pas nous dissimuler que, quoique notre position militaire soit brillante, nous n'avons point dicté les conditions. La cour avait évacué Vienne : le prince Charles et son armée se repliaient sur celle du Rhin ; le peuple de la Hongrie et de toutes les parties des états héréditaires, se levait en masse ; et même, dans ce moment-ci, leur tête est déjà sur nos flancs. Le Rhin n'est pas passé : l'Empereur n'attendait que ce moment pour quitter Vienne, et se porter à la tête de son armée. S'ils eussent fait la bêtise de m'attendre, je les aurais battus ; mais ils se seraient toujours repliés devant nous, se seraient réunis à une partie de leurs forces du Rhin, et m'auraient accablé. Alors la retraite devenait difficile, et la perte de l'armée d'Italie pouvait entraîner celle de la République : aussi, étais-je bien résolu à essayer de lever une contribution dans les faubourgs de Vienne, et à ne plus faire un pas. Je me trouve ne pas avoir 4 mille hommes de cavalerie ; et, au lieu de 40 mille d'infanterie que je vous avais demandés, il n'en est pas arrivé 20 mille.

Si je me fusse, au commencement de la campagne, obstiné à aller à Turin, je n'aurais jamais passé le Pô ; si je m'étais obstiné à aller à Rome, j'aurais perdu Milan ; si je m'étais obstiné à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la République. Le vrai plan de campagne pour détruire l'Empereur, était celui que j'ai fait ; mais avec 6 mille hommes de cavalerie et 20 mille hommes de plus d'infanterie ; ou bien si, avec les forces

que j'avais, on eût passé le Rhin dans le temps que je passais le Tagliamento, comme je l'avais pensé, puisque deux courriers de suite m'ont ordonné d'ouvrir la campagne. Dès l'instant que j'ai prévu que les négociations s'ouvraient sérieusement, j'ai expédié un courrier au général Clarke, qui, chargé plus spécialement de nos instructions dans un objet aussi essentiel, s'en serait mieux acquitté que moi; mais, lorsque, après dix jours, j'ai vu qu'il n'était pas arrivé, et que le moment commençait à passer, j'ai dû laisser tout scrupule, et j'ai signé. Vous m'avez donné plein-pouvoir sur toutes les opérations diplomatiques; et, dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'Empereur, sont devenus une opération militaire. Cela sera un monument de la gloire de la République Française, et un présage infaillible qu'elle peut, en deux campagnes, soumettre le continent de l'Europe, si elle organise ses armées avec force, et surtout l'arme de la cavalerie.

Je n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribution, il n'y a pas eu une seule plainte contre nous. J'agirai de même en évacuant; et, sans être prophète, je sens que le temps viendra où nous tirerons parti de cette sage conduite: elle germera dans toute la Hongrie, et sera plus fatale au trône de Vienne, que les victoires qui ont illustré la guerre de la liberté.

D'ici à trois jours je vous enverrai la ratification de l'Empereur: je placerai alors mon armée dans tout le pays vénitien, où je la nourrirai et entretiendrai jusqu'à ce que vous m'ayez fait passer vos ordres. Quant à moi, je vous demande du repos. J'ai justifié la con-

fiance dont vous m'avez investi : je me suis toujours considéré pour rien dans toutes mes opérations ; et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être heureux, et ayant derrière moi les superbes plaines de l'Italie, comme j'avais fait au commencement de la campagne dernière, en cherchant du pain pour l'armée que la République ne pouvait plus nourrir.

La calomnie s'efforcera en vain de me prêter des intentions perfides : ma carrière civile sera, comme ma carrière militaire, une et simple. Cependant, vous devez sentir que je dois sortir de l'Italie ; et je vous demande avec instance de renvoyer, avec la ratification des préliminaires de paix, des ordres sur la première direction à donner aux affaires d'Italie, et un congé pour me rendre en France.

BONAPARTE.

N° 2.

Précis des conférences pour la paix séparée de l'Autriche, tant à Montebello qu'à Udine.

1° Le duc de Gallo, seul, ayant laissé entrevoir l'envie de l'Empereur d'accélérer la paix définitive, les généraux Bonaparte et Clarke signèrent avec lui, le 24 mai, une convention ci-après (A).

2° Le 19 juin, M. de Meerfeld ayant rejoint le duc de Gallo, remit avec lui une note qui détruisait l'effet

de cette convention; le cabinet de Vienne l'ayant en effet improuvée, persistait à vouloir la réunion de deux congrès; l'un à Berne pour la paix générale, et l'autre à Rastadt, pour celle de l'Empire.

3° Les ministres français répondirent le 21 juin par une note qui s'efforçait de rejeter sur leurs adversaires les entraves mises à la paix.

4° Les plénipotentiaires autrichiens, tout en combattant leurs objections le 28 juin, proposèrent néanmoins de continuer les négociations pour aplanir les difficultés de la paix définitive, mais de les transférer à Udine.

5° Les plénipotentiaires s'étant réunis dans cette ville le 18 juillet, ceux de l'Autriche remirent trois offices (B) pour persister sur un congrès, et se plaindre des révolutions de Venise et de Gênes. La réplique des ministres français eut lieu le 28 juillet (C). Dès-lors, les envoyés autrichiens n'ayant pas de pouvoirs suffisans, Bonaparte partit pour Milan et Gallo pour Vienne, la négociation se réduisit à des choses insignifiantes entre Clarke et Meerfeld.

6° Enfin, le 31 août, ces pouvoirs étant arrivés, les négociations s'entamèrent sérieusement à Udine. Les ministres autrichiens, en déclarant que l'Empereur consentait à traiter séparément, se réservèrent la réunion d'un congrès dans le cas où l'on ne tomberait pas d'accord. Les propositions des deux partis étant trop divergentes, il fallut de part et d'autre avoir recours aux cabinets. Le général Bonaparte écrivit à cet effet au directoire la lettre ci-jointe (D) : Talleyrand lui avait donné entre temps de nouvelles instructions, de nature à faire croire que Thugut avait envoyé des propositions directe-

ment à Paris (E); mais les conditions du directoire, qu'on trouve dans ces instructions, ne s'accordaient point avec les préliminaires.

7° La nouvelle du 18 fructidor étant arrivée à Udine le 13 septembre, M. de Meerfeld partit pour Vienne, afin de recevoir les nouvelles instructions que ces événemens pourraient nécessiter. Il revint accompagné du comte de Cobentzel; et les conférences, reprises le 27 septembre, se terminèrent le 17 octobre par la paix de Campo-Formio.

Les motifs qui déterminèrent Bonaparte à ne pas s'en tenir à la lettre aux instructions de Talleyrand pour rejeter l'Autriche de l'Italie, sont consignés dans ses lettres (F).

(A.)

Articles convenus à Montebello, le 24 mai 1797, pour la négociation de la paix définitive.

ARTICLE PREMIER.

Les négociations pour la paix définitive entre S. M. l'Empereur et Roi et la République Française, seront ouvertes demain 25 mai à Montebello, entre S. Ex. le marquis de Gallo, plénipotentiaire de S. M. l'Empereur et Roi, et les citoyens Bonaparte, général en chef, et Clarke, etc., au nom de la République Française.

Le traité de cette paix définitive devra être conclu et ratifié par S. M. l'Empereur et Roi, et par le directoire exécutif de la République Française, avant l'ouverture des négociations pour la paix de l'Empire. Il sera tenu secret, et ne sera soumis à la ratification du

corps législatif de France, qu'au moment dont les puissances contractantes conviendront.

ARTICLE II.

Les négociations pour la paix définitive entre l'Empire germanique et la République Française, auront lieu à Rastadt; elles commenceront le 1er juillet 1797.

ARTICLE III.

Aucune puissance étrangère ne sera admise à ces négociations; mais S. M. l'Empereur et Roi offrira, par un des articles du traité définitif entre elle et la République Française, sa médiation pour la paix à conclure entre ladite république et les alliés de S. M. I. et R. Cette médiation sera acceptée dans le même article par la République Française.

ARTICLE IV.

Si dans quinze jours, le ministre plénipotentiaire de S. M. I. préfère, au lieu de la condition stipulée dans les articles précédens, que les puissances alliées soient appelées au congrès de Rastadt, S. M. l'Empereur et Roi et la République Française se chargeront, chacun de son côté, d'y inviter leurs alliés respectifs; et il sera donné des passe-ports de part et d'autre pour les plénipotentiaires des alliés invités.

Fait à Montebello, le 14 mai 1797.

GALLO, BONAPARTE.

(B.)

Notes des plénipotentiaires de S. M. I. et R.

La première ne porte que sur une dispute de mots, pour décider si la paix définitive devait être conclue dans trois mois à dater des préliminaires, ou à dater de la réunion du congrès à Berne.

La seconde note porte ce qui suit :

S. M. I. et R. ayant appris, avec les plus sensibles regrets, les atteintes multipliées qui ont été portées à la teneur claire et précise des préliminaires de paix qui ont été signés le 18 avril à Léoben, elle a ordonné à ses plénipotentiaires d'exposer les faits qui ont eu lieu en contravention de ces préliminaires aux citoyens plénipotentiaires de la République Française, et d'en demander la due réparation.

En conformité de cet ordre, les soussignés ont l'honneur de remettre ci-joint aux citoyens plénipotentiaires français les récits détaillés des griefs dont il s'agit; que S. M. se plaît à n'attribuer qu'à des résolutions et démarches dont les suites désagréables et préjudiciables pour elle, n'ont point été envisagées d'abord sous leur vrai point de vue, et nullement à un dessein prémédité de renverser et annuler tout ce qui a été stipulé à son avantage à Léoben.

En priant et requérant les citoyens plénipotentiaires de la République Française de se concerter amiablement avec eux pour le prompt arrangement des difficultés

qui s'opposent encore au rétablissement de la confiance et de la bonne harmonie entre les deux puissances, les soussignés déclarent, au nom et par les ordres de S. M., qu'elle persiste dans sa résolution ferme et invariable de se conformer, de son côté, avec la plus scrupuleuse fidélité, aux stipulations du 18 avril; mais que Sa Majesté, réclamant de la loyauté de la République Française une parfaite réciprocité dans l'exact accomplissement des engagemens mutuellement contractés, a chargé ses soussignés plénipotentiaires de protester, en son nom, solennellement, contre tout ce qui, depuis la signature des articles préliminaires patens et secrets, a été fait en contravention à leur teneur; ainsi que contre tout ce qui, en violation de ces articles, pourrait être entrepris encore par la suite jusqu'au traité de paix définitif, dont S. M. souhaite bien cordialement que la prompte conclusion, conformément aux bases établies, puisse écarter à jamais tout sujet de différent et de contestation entre elle et la République Française.

Les soussignés ont l'honneur d'être avec la plus haute considération.

Udine, le 18 juillet 1797.

Signé : Marquis DE GALLO; comte DE MEERFELD, *général-major.*

Troisième note relative aux griefs indiqués à la précédente.

La subversion du gouvernement de Venise, exécutée par les armées et les agens de la République Française,

après la signature des préliminaires de la paix, et les fortes atteintes que ce changement imprévu a portées à l'équilibre de l'Italie et à la tranquillité des états limitrophes de S. M. I. et R., ont dû exciter son attention la plus particulière.

Malgré l'article 5 des préliminaires secrets, selon lequel les mesures à prendre concernant les Vénitiens, auraient dû être concertées d'un commun accord; et malgré l'article 3 des préliminaires patens, par lequel les deux puissances se sont engagées à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer à la tranquillité intérieure de leurs états, l'on a établi précipitamment sans le sçu et la participation de S. M., un gouvernement démocratique à Venise, qui prend particulièrement à tâche de disséminer et faire germer des principes anti-monarchiques dans les provinces autrichiennes voisines; et qui, dès son premier début, s'est permis, dans ses feuilles publiques, d'insulter grossièrement S. M. Quoique Venise soit dans la dépendance absolue des forces françaises, on tolère dans cette ville de prétendues écoles d'instruction publique, dans lesquelles, en prêchant la perversité, on outrage tous les Souverains, et particulièrement S. M. I. On dissimule les manifestes que la municipalité publie pour exciter les provinces de Terre-ferme à se liguer avec elle contre le Souverain qui doit les gouverner; et l'on ne s'oppose point à l'envoi d'émissaires à Paris et ailleurs, pour solliciter les puissances à s'opposer à l'exécution des articles de Léoben. Enfin, on paraît si indifférent aux menées et aux efforts que les Vénitiens emploient contre l'honneur et les intérêts de S. M., qu'ils se croient autorisés

aux excès les plus punissables contre ses officiers. Les récits contenus dans les deux feuilles ci-jointes, font connaître jusqu'à quelle extrémité ils pourront porter l'audace, si on n'emploie pas sans retard les moyens convenables pour les réprimer.

Ce serait en vain que l'on rejetterait sur la volonté spontanée des peuples, ce qui s'est passé et se passe encore à Venise. Il est de notoriété publique que rien ne s'y fait ni ne peut s'y faire que d'après les ordres, ou au moins de l'aveu et du consentement exprès ou tacite des généraux français, lesquels ont un pouvoir surabondant pour remédier et obvier à tous ces excès et désordres.

C'est donc auprès du citoyen général en chef que les plénipotentiaires de S. M. I. et R. doivent réclamer la foi des traités, et le redressement des infractions qui y ont été faites.

S'il est évident que l'Empereur ne peut consentir à ce que Venise devienne le centre d'agitateurs audacieux, principalement occupés à répandre le trouble dans les provinces autrichiennes voisines, S. M. ne peut donc qu'insister sur le rétablissement de l'ancien gouvernement à Venise; ou qu'il lui soit donné, avec son concours et son intervention, des formes qui approchent le plus possible des anciennes, à moins que les citoyens plénipotentiaires français ne trouvent quelqu'autre expédient capable d'assurer la tranquillité des pays limitrophes de la domination de S. M.

La démocratisation encore plus récente du gouvernement de Gênes, consolidée par le traité du 6 juin, entre les républiques Française et Génoise, est un nou-

veau sujet de déplaisir pour S. M., qui, en sa qualité de seigneur suzerain des fiefs impériaux situés dans le territoire de Gênes, ne saurait consentir aux atteintes portées à ses droits et à ceux de l'Empire. Ils ont été formellement reconnus par la République Française, qui n'ignore pas, et qui a avoué que rien ne peut être statué sur l'état de ces fiefs, sans le consentement de l'Empereur; puisque, dans un de ses derniers traités avec Gênes, il a été stipulé que la France interposerait ses bons offices, pour que les fiefs impériaux, situés dans l'état de Gênes, soient abandonnés aux Génois en pleine propriété et souveraineté.

Comment concilier donc cette nouvelle entreprise sur les droits de S. M. et de l'Empire, avec l'article 5 des préliminaires, par lequel il a été stipulé que toute hostilité cesserait entre l'Empire germanique et la France?

Les soussignés prient les citoyens plénipotentiaires de la République Française de vouloir bien concerter avec eux les moyens de faire cesser ces griefs, en conformité des engagemens pris par les préliminaires de la paix; et ils ont l'honneur de leur réitérer les assurances de la considération la plus haute.

À Udine, le 18 juillet 1797.

Signé : Marquis DE GALLO; le comte DE MERRFELD, *général-major*.

(C.)

Réplique des plénipotentiaires de la République Française.

Les plénipotentiaires de la République Française ont reçu les cinq notes datées du 18 juillet 1797 (*v. s.*), qui leur ont été adressées par leurs excellences les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Roi, après la remise de celle du même jour relative à la tenue du congrès. Ils continuent à voir avec douleur que le cabinet de Vienne saisit tous les prétextes pour faire naître des obstacles, et s'opposer à la conclusion de la paix : ils ne peuvent se dissimuler que les apparences même ne sont plus gardées. Le ton qui règne dans les notes remises aux plénipotentiaires français, les nombreuses protestations qu'elles contiennent, la nature extraordinaire des demandes qui y sont présentées, les diverses marches des troupes autrichiennes ; tout, en un mot, annonce la guerre. La reprise des hostilités de la part de l'Autriche ne semble retardée par elle, que pour gagner du temps, et se donner celui de fasciner les yeux de l'Europe par des protestations de désir de la paix, au moment où le cabinet de Vienne paraît être dans des intentions absolument contraires à ces prétentions.

Comment croire à la sincérité de ce cabinet ; puisque, lorsqu'il paraît insister si fortement sur l'exécution des préliminaires de Léoben, il les viole lui-même de la manière la plus évidente ? En effet, quoiqu'on ait cherché à donner à ces préliminaires une interprétation que

les plénipotentiaires français refusent d'admettre, et qui ne peut avoir d'autre but que d'éloigner encore davantage la conclusion de la paix, il n'en est pas moins certain qu'on était convenu de conclure la paix définitive dans l'espace de trois mois à dater de leur signature: et cet article principal des préliminaires dont l'Europe entière désire l'exécution, se trouve manifestement violé. Déjà près de quatre mois se sont écoulés depuis cette époque: il y en a trois que les soussignés ont fait connaître aux plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Roi les pleins-pouvoirs qu'ils avaient reçus du directoire exécutif de la République Française pour conclure et signer la paix définitive; tandis que le cabinet de Vienne, loin d'imiter cette conduite, s'est constamment attaché à ne faire porter les discussions entre les négociateurs respectifs, que sur des objets qui ne se liaient que par des rapports éloignés au but principal de la négociation.

L'article des préliminaires par lequel S. M. consentait à une paix séparée, ne se trouve-t-il pas encore violé par la manifestation consignée dans les notes précédentes de leurs éminences MM. les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Roi, de ne traiter qu'en commun avec ses anciens alliés?

Mais ce qu'il est impossible de ne pas considérer comme une violation manifeste de l'article 1er des préliminaires secrets, c'est la protestation remise par leurs excellences MM. les plénipotentiaires autrichiens contre l'indépendance de la Lombardie, puisque cet article porte textuellement:

« S. M. l'Empereur et Roi renonce (et non pas renoncera) à la partie de ses états en Italie, qui se trouve

au-delà de la rive droite de l'Oglio et de la rive droite du Pô. »

S. M. l'Empereur ne devait occuper le territoire vénitien qu'à la paix définitive ; et cependant elle s'empare de la Dalmatie et de l'Istrie, c'est-à-dire, des plus belles provinces de la république de Venise ! elle en chasse les garnisons, y établit son gouvernement : et le cabinet de Vienne se plaint du changement de gouvernement de Venise !

S. M. l'Empereur et Roi ne dissimule pas son impatience d'entrer en possession des états de cette république ; elle les voudrait tous : elle n'en excepte ni les débouchés de l'Adige et de la Brenta, ni la ville de Venise elle-même ; et cependant, le cabinet de Vienne se dit animé d'une grande sollicitude pour cette ancienne république !

L'armée française occupe, il est vrai, les états de Venise, comme elle le faisait avant les préliminaires : elle occupe de plus la ville de Venise ; mais elle ne s'y tient que comme auxiliaire : ses troupes ne s'y mêlent en aucune manière d'affaires politiques ; et, si quelques agens subalternes de S. M. l'Empereur ont été insultés, on ne doit sans doute l'attribuer qu'au ressentiment de la part des Vénitiens, de la violence qu'a exercée l'armée impériale en entrant dans l'Istrie et la Dalmatie. Les plénipotentiaires ne pouvaient qu'interposer leur médiation entre S. M. I. et R. et la république de Venise ; ils l'ont fait.

C'est cependant en conséquence des préliminaires, sur lesquels le cabinet de Vienne n'insiste que lorsqu'il les a expliqués d'une manière désastreuse pour la France,

et quelquefois pour l'Empereur lui-même, que cinq provinces autrichiennes ont été restituées à S. M.; que le port intéressant de Trieste, et, avec lui, la faculté de reprendre son commerce, ont été rendus.

Quant au changement de gouvernement à Venise et à Gênes, la République Française n'y a pris aucune part: elle ne s'en est mêlée qu'à la demande des peuples, et pour éloigner les excès qui s'attachent ordinairement au berceau des révolutions. C'est donc aux gouvernemens de ces deux peuples que doivent s'adresser les plénipotentiaires de S. M. I. pour tout ce qui les concerne. Et comment les plénipotentiaires français ne seraient-ils pas frappés de l'insincérité apparente du cabinet de Vienne, lorsqu'il paraît affecté d'un changement arrivé à Venise, qui rend beaucoup plus facile l'exécution des préliminaires? Cette conduite ne semble-t-elle pas offrir une preuve d'un dessein formel du cabinet de Vienne de ne pas les exécuter?

Pour ce qui est de l'affaire du duc de Modène, elle ne regarde en aucune manière le gouvernement français; c'est une affaire de lui à ses peuples.

S. M. l'Empereur, sur la seule promesse de conclure sa paix séparée, a obtenu la restitution de cinq provinces, et l'éloignement de l'armée française de sa capitale. Aujourd'hui que cette paix n'est pas encore conclue, nonobstant le texte des préliminaires, le cabinet de Vienne veut avoir cinq ou six forteresses et une grande partie de l'Italie; et, c'est en faisant également des promesses qu'il croit les obtenir! Mais, après avoir vu élever tant d'obstacles qu'il était facile d'écarter; après que les lenteurs extrêmes du cabinet de Vienne

et ses refus prolongés d'adopter une marche qui convînt aux intérêts des deux puissances, ont si considérablement ajouté aux difficultés qui s'opposent à la paix; les soussignés, se voyant forcés de recueillir les vœux du cabinet de Vienne pour cette paix, plutôt dans les faits que dans les protestations qui, jusqu'ici, n'ont rien produit que d'illusoire, doivent à la République qui les a honorés de sa confiance, de ne s'écarter aucunement, dans le dessein de faire quelque chose d'agréable à Sa Majesté impériale, du strict sens des préliminaires, d'après lesquels S. M. ne doit entrer qu'à la paix définitive dans les états de Venise.

Si S. M. croit qu'il est de son intérêt d'occuper sur-le-champ ces états, qu'elle fasse la paix sans délai; mais, si le cabinet de Vienne veut continuer à en empêcher la conclusion, l'intérêt de la République exige que les pays de Venise et les forteresses soient entre les mains de son armée.

Quelqu'affligeant qu'il serait pour les plénipotentiaires français de voir des négociations entamées depuis si long-temps se terminer par la guerre, ils doivent à l'honneur de leur nation de demander si l'Autriche la veut, et d'annoncer que la République Française est plutôt disposée à la faire, qu'à se laisser jouer par des subtilités ou demandes à la fois défavorables aux deux puissances, et singulièrement éloignées de la bonne foi que les plénipotentiaires français n'ont cessé d'apporter dans tout le cours de la présente négociation.

Mais, dans cette situation des choses, les soussignés espèrent que MM. les plénipotentiaires autrichiens emploieront tous leurs efforts pour faire adopter par le

cabinet de Vienne, une marche plus convenable aux intérêts mutuels, et un système qui rapproche immédiatement de la paix que les soussignés ne cessent d'offrir de conclure.

Les plénipotentiaires français pourraient répondre par des contre-protestations aux notes qui leur ont été remises par leurs excellences MM. les plénipotentiaires autrichiens; ils pourraient retracer dans des mémoires historiques, les efforts qu'ils n'ont cessé de faire pour arriver à la conclusion de la paix définitive: mais ils écartent ces moyens; parce que leur intention est d'éloigner tout ce qui pourrait encore troubler davantage l'harmonie, qu'il est si essentiel d'établir dans la négociation dont ils sont chargés. Ils savent parfaitement que la paix, qu'il est intéressant de conclure, doit être solide et durable; être basée sur les intérêts mutuels: et l'ensemble des préliminaires de Léoben a dû témoigner à S. M. I. et R. que l'intention de la République Française n'avait jamais été de priver la maison d'Autriche d'une puissance égale à celle qu'elle avait avant la guerre: les compensations qu'elle doit recevoir en offrent la preuve. Elle se trouve encore dans la marche que les négociateurs français n'ont cessé de suivre; et lorsqu'ils ont demandé quelques avantages pour la République Française, ils en ont toujours proposé d'équivalens pour la maison d'Autriche. Si le cabinet de Vienne imitait cet exemple, les deux puissances verraient bientôt succéder aux désastres enfantés par la guerre, le repos si ardemment désiré par les peuples. Le directoire exécutif de la République Française a toujours voulu que la paix fût également avantageuse, et à l'Autriche et à

la France ; et surtout, qu'elle éloignât toute possibilité d'une guerre future entre elles, tant en Italie qu'en Allemagne, en déterminant les frontières d'une telle manière qu'aucune des deux puissances ne fût, en temps de paix, dans une situation en quelque sorte offensive ou alarmante vis-à-vis de l'autre. Ne point se renfermer dans ce cercle raisonnable, faire dépendre la paix de quelques mille hommes de population de plus, qui n'ajoutent rien à la puissance d'un grand peuple, c'est oublier tous les maux dont gémit l'humanité souffrante ; c'est demander une guerre qui ne peut avoir de but utile à aucune des deux nations.

En finissant, les soussignés ont l'honneur de prier MM. les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Roi, de ne pas se servir, lorsqu'ils parleront des gouvernemens démocratiques et des peuples, de termes qui seraient injurieux pour le gouvernement que les plénipotentiaires de la République Française représentent. Il n'est jamais arrivé aux soussignés, en parlant des ministres des rois et de leurs cours, de se servir d'aucune épithète qui pût leur être injurieuse.

Les citoyens plénipotentiaires de la République Française demandent à leurs excellences MM. les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Roi, de vouloir bien agréer l'assurance de leur haute considération.

A Udine, le 10 thermidor an 5.

Signé : Bonaparte et H. Clarke.

(D.)

Lettre du général Bonaparte au Directoire, pour demander de nouvelles instructions.

Passeriano, le 2e jour complémentaire an 8 (18 septembre 1797.)

Il est indispensable que vous jetiez un coup d'œil sur le congrès d'Udine.

M. de Meerfeld est parti pour Vienne.

Vous aurez vu dans la seconde séance du protocole, que nous avons déclaré aux plénipotentiaires de S. M. I. que si, au 1er octobre, la paix n'était pas signée, nous ne négocierions plus sur la base des préliminaires, mais sur la base respective de la puissance des deux états.

Il serait possible qu'avant le 1er octobre, M. de Meerfeld revînt avec des instructions de signer la paix aux conditions suivantes :

1° La ligne de l'Adige à l'Empereur, y compris la ville de Venise.

2° La ligne de l'Adige à la république cisalpine, et dès-lors Mantoue.

3° Les limites constitutionnelles telles qu'elles sont spécifiées dans le protocole de la cinquième séance, y compris Mayence.

4° Que l'Empereur n'entrerait en possession de l'Italie, que lorsque nous entrerions dans les remparts de Mayence.

5° Corfou et les autres îles à nous.

6° Que ce qui manque pour arriver aux limites du Rhin, pourrait être arrangé dans la paix avec l'Empire.

Il faut que je sache si votre intention est d'accepter ou non ces propositions.

Si votre *ultimatum* était de ne pas comprendre la ville de Venise dans la part de l'Empereur, je doute que la paix se fasse, et les hostilités recommenceraient au commencement d'octobre. (Cependant Venise est la ville la plus digne de la liberté, de toute l'Italie.)

L'ennemi est en position de guerre vis-à-vis de moi: il a sur les frontières d'Italie, dans la Carinthie, la Carniole et le Tyrol, 10 mille hommes de cavalerie, et 90 mille d'infanterie.

Il y a dans l'intérieur et sur les confins de la Hongrie, 18 mille hommes de cavalerie hongroise levés en masse, et qui s'exercent depuis trois mois.

L'armée française en Italie a un pays immense et un grand nombre de places fortes à garder; ce qui fait que je ne pourrai prendre l'offensive qu'avec 4 mille hommes de cavalerie et 45 mille d'infanterie sous les armes. Ajoutez à cela à peu près 2 mille Polonais, et tout au plus 4 mille Italiens devant rester en Italie pour maintenir la police et prêter main-forte à leur gouvernement, qui sera tourmenté par toute espèce de factions et de fanatisme, quelles que soient les mesures que je compte prendre pour assurer la tranquillité pendant mon absence.

Je crois donc que, si votre *ultimatum* est de garder Venise, vous devez regarder la guerre comme probable; et,

1° M'envoyer l'ordre d'arrêter la marche de 5 mille hommes qui vont dans l'intérieur, pour que je les fasse revenir à l'armée;

2° Faire ratifier par les conseils le traité d'alliance avec le roi de Sardaigne; ce qui mettrait à peu près 8 mille hommes de plus à ma disposition.

Malgré ces mesures, l'ennemi sera encore plus fort que moi. Si je le préviens et que je prenne l'offensive, je le bats; et je suis, quinze jours après le premier coup de fusil, sous les murs de Vienne. S'il prend l'offensive avant moi, tout devient douteux.

Mais, en supposant que vous prissiez les deux autres mesures que je vous indique afin d'augmenter l'armée, vous sentez que le jour où je serais près de Gratz, j'aurais le reste des forces autrichiennes sur les bras.

J'estime donc que, pour faire de grandes choses, telles que la nation a le droit de l'attendre du gouvernement, si les Autrichiens n'acceptent pas les propositions de paix supposées plus haut, il faut que je sois renforçé de 4 mille hommes de cavalerie; entre autres, de deux régimens de cuirassiers, et de 12 mille hommes d'infanterie.

Je pense également que du restant vous ne devez former sur le Rhin qu'une seule armée; qu'elle doit avoir pour but d'entrer en Bavière, de manière qu'en pressant l'ennemi entre ces deux masses, nous l'obligions à nous céder tout le pays en-deçà du Danube.

Faites attention que je suis ici plus près de Vienne, que ne l'est Ratisbonne de l'armée du Rhin; et qu'il faut vingt jours de marche à celle-ci pour arriver à cette dernière ville.

Tous les yeux, comme toutes les meilleures troupes et toutes les forces de la maison d'Autriche, sont contre l'armée d'Italie: et toutes ces forces sont disposées en

échelons, de manière à accourir promptement au point où j'aurais percé.

Si votre *ultimatum* est que Venise ne soit pas donnée à l'Empereur, je pense qu'il faut sur-le-champ prendre les mesures que je vous ai indiquées. A la fin d'octobre, les renforts que je demande peuvent être arrivés à Milan : et, en supposant que nous rompions le 15 octobre, les quinze jours dont nous conviendrons pour en prévenir nos gouvernemens et les armées, conduisent au 1er novembre ; et je m'arrangerai de manière, dès l'instant que je saurai que ces renforts auront passé les Alpes, à m'en servir comme s'ils étaient déjà sur l'Isonzo.

Je vous prie, citoyens directeurs, de donner la plus grande attention à toutes les dispositions contenues dans la présente lettre ; de surveiller, et de vous assurer de l'exécution des différens ordres que vous donnerez ; car la destinée de l'Europe sera indubitablement attachée aux mesures que vous prendrez.

Je vous envoie ci-joint une note sur la situation de mon armée, calculée sur sa force actuelle, pour vous mettre à même de juger de la vérité de l'exposé que je vous fais.

BONAPARTE

Passeriano, le 4 vendémiaire an 6. (25 septembre 1797.)

Au Directoire exécutif.

Un officier est arrivé avant-hier de Paris à l'armée d'Italie. Il a répandu dans l'armée, qu'il était parti le 25 ; qu'on y était inquiet de la manière dont j'aurais

pris les événemens du 18. Il était porteur d'une espèce de circulaire du général Augereau à tous les généraux de division de l'armée.

Il avait une lettre du ministre de la guerre à l'ordonnateur en chef, qui l'autorisait à prendre tout l'argent dont il aurait besoin pour sa route: vous en trouverez la copie ci-jointe.

Il est constant d'après tous ces faits, que le gouvernement en agit envers moi à peu près comme envers Pichegru, après vendémiaire.

Je vous prie, citoyens directeurs, de me remplacer et de m'accorder ma démission. Aucune puissance sur la terre ne sera capable de me faire continuer de servir après cette marque horrible de l'ingratitude du gouvernement, à laquelle j'étais bien loin de m'attendre.

Ma santé, singulièrement affectée, demande impérieusement du repos et de la tranquillité.

La situation de mon âme a aussi besoin de se retremper dans la masse des citoyens. Depuis trop longtemps, un grand pouvoir est confié dans mes mains. Je m'en suis servi, dans toutes les circonstances, pour le bien de la patrie: tant pis pour ceux qui ne croient point à la vertu, et qui pourraient avoir suspecté la mienne. Ma récompense est dans ma conscience et dans l'opinion de la postérité.

Je puis, aujourd'hui que la patrie est tranquille et à l'abri des dangers qui l'ont menacée, quitter sans inconvénient le poste où je suis placé.

Croyez que, s'il y avait un moment de péril, je serais au premier rang pour défendre la liberté et la constitution de l'an 3.

BONAPARTE.

(F.)

Passeriano, le 27 vendémiaire an 6. (18 octobre 1797.)

Lettre du général Bonaparte expliquant les motifs qui l'ont déterminé à la paix.

Au Ministre des relations extérieures.

La paix a été signée hier avant minuit. J'ai fait partir, à deux heures, le général Berthier et le citoyen Monge, pour vous porter le traité en original. Je me suis référé à vous en écrire ce matin, et je vous expédie, à cet effet, un courrier extraordinaire qui vous arrivera en même temps, et peut-être avant le général Berthier : c'est pourquoi j'y inclus une copie collationnée de ce traité.

1° Je ne doute pas que la critique ne s'attache vivement à déprécier le traité que je viens de signer. Tous ceux cependant qui connaissent l'Europe et qui ont le tact des affaires, seront bien convaincus qu'il était impossible d'arriver à un meilleur traité, sans commencer par se battre, et sans conquérir encore une ou deux provinces de la maison d'Autriche. Cela était-il possible ? oui. Préférable ? non.

En effet, l'Empereur avait placé toutes ses troupes contre l'armée d'Italie, et nous avons laissé toute la force de nos troupes sur le Rhin. Il aurait fallu trente jours de marche à l'armée d'Allemagne pour pouvoir arriver sur la lisière des états héréditaires de la maison d'Autriche;

et, pendant ce temps-là, j'aurais eu contre moi les trois quarts de ses forces. Je ne devais pas avoir les probabilités de les vaincre; et, les eussé-je vaincues, j'aurais perdu une grande partie des braves soldats qui ont à eux seuls vaincu la maison d'Autriche, et changé les destinées de l'Europe.

2° Vous avez 150 mille hommes sur le Rhin; j'en ai 50 mille en Italie. L'Empereur, au contraire, a 150 mille hommes contre moi; 40 mille en réserve, et au plus, 40 mille au-delà du Rhin.

3° Le refus de ratifier le traité du roi de Sardaigne, me privait de 10 mille hommes, et me donnait des inquiétudes réelles sur mes derrières, qui s'affaiblissaient par les armemens extraordinaires de Naples.

4° Les cimes des montagnes sont déjà couvertes de neige: je ne pouvais pas, avant un mois, commencer les opérations militaires; puisque, par une lettre que je reçois du général qui commande l'armée d'Allemagne, il m'instruit du mauvais état de son armée, et me fait part que l'armistice qui existait entre les armées, n'est pas encore rompu. Il faut dix jours pour qu'un courrier se rende d'Udine à l'armée d'Allemagne annoncer la rupture. Les hostilités ne pouvaient donc, en réalité, commencer que 25 jours après la rupture; et alors, nous nous trouvions dans les grandes neiges.

5° Il y aurait eu le parti d'attendre au mois d'avril, et de passer tout l'hiver à organiser les armées et à concerter un plan de campagne, qui était, pour le dire entre nous, on ne peut plus mal combiné: mais ce parti ne convenait pas à la situation intérieure de la république, de nos finances, et de l'armée d'Allemagne.

6° Nous avons la guerre avec l'Angleterre : cet ennemi est assez considérable.

Si l'Empereur répare ses pertes dans quelques années de paix, la république cisalpine s'organisera de son côté, et l'occupation de Mayence et la destruction de l'Angleterre nous compenseront de reste, et empêcheront bien ce prince de penser à se mesurer avec nous.

7° Jamais, depuis plusieurs siècles, on n'a fait une paix plus brillante que celle que nous faisons. Nous acquérons la partie de la république de Venise la plus précieuse pour nous. Une autre partie du territoire de cette république est acquise à la Cisalpine, et le reste à l'Empereur.

8° L'Angleterre allait renouveler une autre coalition. La guerre, qui a été nationale et populaire lorsque l'ennemi était sur nos frontières, semble aujourd'hui étrangère au peuple, et n'est devenue qu'une guerre de gouvernement. Dans l'ordre naturel des choses, nous aurions fini par y succomber.

9° Lorsque la Cisalpine a les frontières les plus militaires de l'Europe ; que la France a Mayence et le Rhin ; qu'elle a dans le Levant, Corfou, place extraordinairement bien fortifiée, et les autres îles ; que veut-on davantage? Diverger nos forces, pour que l'Angleterre continue d'enlever à nous, à l'Espagne, à la Hollande leurs colonies, et éloigner encore pour quelque temps, le rétablissement de notre commerce et de notre marine ?

10° Les Autrichiens sont lourds et avares : aucun peuple moins intrigant et moins dangereux pour nos affaires maritimes qu'eux : l'Anglais, au contraire, est

généreux, intrigant, entreprenant. Il faut que notre gouvernement détruise la monarchie anglicane, ou il doit s'attendre lui-même à être détruit par la corruption et l'intrigue de ces actifs insulaires. Le moment actuel nous offre un beau jeu. Concentrons toute notre activité du côté de la marine, et détruisons l'Angleterre, cela fait, l'Europe est à nos pieds.

BONAPARTE.

(E.)

Paris, 2 fructidor an 5. (19 août 1797.)

Nouvelles instructions du ministre Talleyrand, *Aux généraux Bonaparte et Clarke.*

Vous avez dû voir, citoyens généraux, les dernières ouvertures de M. Thugut, dans sa lettre du 31 juillet, que je vous ai adressée il y a quelques jours; et les intentions du directoire, dans ma réponse. Vous êtes à portée de tout juger : rien n'échappe à votre discernement de ce qui peut être moyen ou obstacle; et vous êtes munis d'amples pouvoirs, dont le directoire vous renouvelle la confirmation : ils vous serviront pour mettre à profit les dispositions que l'Empereur manifeste. Le directoire, de son côté, doit vous instruire de ses intentions : il continue à désirer la paix; et ce désir soutenu lui fait vouloir, quel que soit l'événement de la négociation, que les torts soient du côté de l'Empereur.

Dans cette vue, il s'est déterminé à vous presser de

reprendre la négociation sur la base générale des préliminaires de Léoben ; mais il désire que vous vous écartiez des stipulations qui nous sont évidemment défavorables : et comme ces préliminaires ne sont plus de rigueur, ainsi que vous l'observez dans la dernière note que vous avez remise au ministre plénipotentiaire de l'Empereur, il y a lieu d'espérer qu'il ne vous sera pas impossible, d'après les circonstances où vous vous trouvez, d'en tirer encore un parti avantageux.

Je vous remets pour cet effet devant les yeux les objets qui doivent vous occuper de préférence au moment de conclure.

Le principal de ces objets est d'éloigner l'Empereur de l'Italie, et d'insister sur ce qu'il s'étende en Allemagne. Vous concevez, sans peine, l'intérêt que nous y avons : nous réduisons sa puissance maritime ; nous le mettons en contact avec son ancien rival, le roi de Prusse ; et nous l'écartons des frontières de la république notre alliée, qui, dénuée de forces militaires, et située entre les états du grand-duc de Toscane et ceux de l'Empereur, serait bientôt influencée ou subjuguée par la maison d'Autriche.

Entre les raisonnemens que vous pourrez employer, et que vos lumières vous suggèreront pour engager l'Empereur à se prêter à nos vues, je vous en indiquerai quelques-uns qui me paraissent d'une grande force. L'Empereur doit trouver peu de sûreté à ranger sous sa domination des peuples remplis de l'esprit de la liberté, et voisins d'une république démocratique à laquelle quelques-uns d'entre eux auront déjà appartenu. Il lui sera impossible de les gouverner sur le

pied de ses autres sujets : il faudra qu'il leur accorde des priviléges ; et même avec ce moyen, sa domination ne permettrait pas d'être tranquille. Cette acquisition serait donc presque nulle pour lui, comme il paraît déjà le sentir dans les mémoires qu'il vous a fait remettre le 18 juillet. En second lieu, le voisinage de ses états avec ceux de la république italique, à la conservation de laquelle la France prend un si grand intérêt, doit nécessairement produire des troubles, et faire naître de nouvelles guerres entre les deux puissances.

Si donc l'Empereur désire conclure une paix solide et fermer la porte à tout motif de rupture, il ne doit point insister sur la possession de ces provinces ; et il doit s'attendre nécessairement, à la première guerre, que ces peuples secoueront son joug, et se joindront aux républiques française et italique. Une possession aussi inquiète et aussi précaire ne vaudrait donc, dans aucun cas, les dédommagemens que la république pourrait lui offrir en Allemagne, dans un pays où les peuples sont accoutumés à sa domination ; et où, éloigné des frontières de la France et de celles de ses intimes alliés, qu'elle regarde comme les siennes, il pourrait espérer, pour ainsi dire, de n'être jamais attaqué par elle.

Si la maison d'Autriche trouvait ces raisonnemens concluans, il y aurait trois propositions à faire :

La première, qu'elle renonce à toute la Terre-ferme de Venise, et se contente de la Dalmatie et de l'Istrie vénitiennes dont elle s'est déjà emparée, et qu'il n'est pas à espérer qu'elle consente jamais à évacuer. Vous pouvez faire valoir l'indulgence avec laquelle la répu-

blique a permis qu'elle occupât dès à présent ces provinces qui ne lui reviennent qu'à la paix.

L'archevêché de Salzbourg et l'évêché de Passau compenseraient amplement la Terre-ferme de Venise proprement dite. On pourrait même ajouter la prévôté de Bergtoldsgaden et le haut Palatinat jusqu'à la Nab, ainsi que les évêchés de Trente et de Brixen, s'il consentait à renoncer à toute indemnité en Italie; même l'Istrie et la Dalmatie vénitiennes.

C'est dans ce système de sécularisation, auquel il faut en venir tôt ou tard et qui est déjà consenti par la Prusse, la Hesse, Wurtemberg et Baden, que l'Empereur trouvera à la fois un dédommagement plus ample et un arrondissement plus convenable à ses états héréditaires, que dans des provinces italiennes, agitées par les principes de la démocratie, et qui d'ailleurs seraient pour sa maison des sujets perpétuels de guerre.

Si, malgré toutes ces bonnes raisons, cette première proposition ne réussissait pas, vous pourriez en faire une seconde, par laquelle l'Empereur renoncerait à tout ce qui lui a été promis sur la gauche de l'Adige. De cette manière, Mantoue, Brescia et Polésine de Rovigo, seraient réunies à la république italique, et le dédommagement en Allemagne ne se bornerait qu'à l'évêché de Passau seul, sans la ville.

Ce qui importe infiniment au Directoire, c'est que Mantoue ne retombe pas entre les mains de l'Empereur; et, à cet égard, vous vous rappellerez sans doute les instructions qui vous ont été transmises antérieurement par mon prédécesseur, le 15 prairial passé. Il y est dit que, s'il était possible de procurer à la république ita-

lique Mantoue, Brescia, jusqu'à l'Adige, le Directoire consentirait à ce que Venise appartînt à l'Empereur: mais il se bornerait à demander que la petite ville de Chioggia, qui se trouve dans les lagunes à l'embouchure de l'Adige fût réservée à cette république; afin de lui procurer un débouché pour l'exportation de ses denrées. Dans ce cas, la cession formelle de Venise importerait plus au Directoire, d'autant que cette ville est tellement sous la main de l'Empereur, qu'il serait impossible qu'il ne s'en emparât pas sous peu, et qu'il serait toujours maître de l'affamer.

Mais aucune de ces trois propositions ne nous est plus avantageuse que la première. C'est donc à faire adopter celle-là qu'il s'agit de mettre les plus grands efforts, en insistant sur les motifs allégués plus haut, qui doivent déterminer l'Empereur à s'étendre de préférence en Allemagne.

Dans le cas de ces trois alternatives, et surtout dans celui des deux dernières, la république italique a besoin d'être fortement organisée, surtout sous le rapport militaire. Il faut que le traité lui assure non-seulement l'indépendance, mais encore la consistance. Elle aura pour voisins l'Empereur, le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane. Cette situation critique nécessite une grande force militaire, sous le rapport des troupes et des forteresses. Quant aux premières, elles sont peu de choses, même y compris les légions polonaises. Vous ne les faites guère monter qu'à environ 6 à 8 mille hommes en tout, dans une de vos dépêches. L'unique moyen de parer à cet inconvénient, est d'enseigner la guerre à des peuples qui passent pour belliqueux; c'est

d'entretenir chez eux des troupes françaises, à l'imitation de ce que le comité de salut public a fait avec la Hollande. Il faut donc porter le plus haut possible le nombre des troupes que vous pouvez laisser à la république italique.

Quant aux forteresses, cette république est dans un dénûment presque total, en vertu des préliminaires; tandis que l'Empereur a Palma-Nova, Peschiera, Mantoue, Porto-Legnano, et les châteaux de Vérone, d'Osopo et de Brescia. Ce danger est tel, qu'il devient indispensable d'aviser aux moyens de ne pas remettre à l'Emperenr toutes ces places, et de faire passer l'une des trois propositions indiquées plus haut.

En attendant, l'évacuation de toutes ces forteresses ainsi que de toute la gauche de l'Oglio et du Pô, qui est promise à l'Empereur, doit être retardée le plus possible. Il est dit dans les instructions du 17 floréal, que cette évacuation sera subordonnée à celle que fera l'Empereur, du territoire jusqu'au Lech et la Rednitz, et des places de Manheim, Mayence et Ehrenbreitstein. Le Directoire confirme cette condition capitale, et désire en outre que les troupes de la république n'évacuent l'Italie qu'après la paix continentale. C'est d'après cette détermination, que vous demanderez le plus long-temps possible pour cette évacuation.

Si, comme il est à désirer, Venise ne sert pas d'échange contre Mantoue, ainsi qu'il est dit dans les instructions du 15 prairial, et que nous obtenions la droite de l'Adige ou toute la Terre-ferme contre des dédommagemens en Allemagne, cette ville peut subsister par elle-même sous la forme de république démocratique

en conservant sa Terre-ferme et ses îles, ou être réunie à la république cisalpine. Ce dernier parti paraît le plus avantageux. Si Venise demeure indépendante, les anciens oligarques, qui n'aiment ni la France ni les principes de liberté, et qui conserveront toujours de l'influence, feront tout pour la soumettre à l'Empereur: au lieu qu'ils seront efficacement bridés et surveillés, s'ils appartiennent à un gouvernement central placé à Milan ou ailleurs, et qui n'ait contre l'Empereur que des motifs de haine ou de crainte. La république italique, gagnant outre cela à cette réunion une étendue considérable de côtes sur l'Adriatique, pourra concourir avec nous à balancer l'influence commerciale que l'Empereur acquerrait dans la Méditerranée et l'Archipel. Dans ce cas, et surtout dans celui où l'Empereur aurait la Dalmatie et l'Istrie, les îles du golfe de Venise, celles de la Grèce qui lui appartiennent, et les villes vénitiennes en Albanie demeureraient à la république cisalpine, ou seraient cédées à la France. Dans tous les cas, Corfou, Céphalonie, Zante et Cérigo, doivent rester à la république française.

Il importe également de s'opposer à ce que l'Empereur conserve Raguse, dont il s'est emparé contre toute espèce de droit. Il faudra, pour cet effet, qu'un article du traité définitif assure l'indépendance de cette petite république, et que l'Empereur s'en dessaisisse tout de suite.

Après avoir parcouru les articles relatifs à l'Italie, je passe à ceux qui concernent l'Allemagne.

L'Empereur traite avec la république comme roi de Hongrie et de Bohême, et en sa qualité d'empereur

d'Allemagne. Sous le premier de ces rapports, il doit céder tout ce qui lui appartient sur la rive gauche du Rhin. Cette cession emporte le comté de Falckenstein, le Frickthal, et les terres et droits que la maison d'Autriche possède sur la rive gauche du Rhin au-dessus de Bâle. Le directoire s'en réfère à cet égard aux diverses instructions données au général Clarke : notamment celles des 3 et 30 floréal, par lesquelles il demande en outre les îles du Rhin dépendantes du Brisgaw, et le Vieux-Brisach.

Comme chef de l'Empire germanique, l'Empereur doit d'abord consentir à ce que tout le territoire cédé ou à céder à la République Française sur la gauche du Rhin, soit à perpétuité soustrait à la suprématie de l'Empire. Il est absurde que, sous le prétexte du maintien de l'intégrité de l'Empire, on veuille attaquer les droits de la République sur Liége, Stavelot et Malmédy; comme si cette intégrité n'était pas une chimère, après les atteintes qui lui ont été portées par tous les traités déjà conclus avec des princes allemands; et par la reconnaissance que l'Empereur lui-même a solennellement faite des limites de la République Française, fixées par la constitution et les lois de la république. Vous penserez donc qu'il faut hautement exiger ce point, et ne permettre aucune tergiversation ni réserve. L'Empereur doit renoncer également à tous droits de suzeraineté, prétendus et souvent exercés par l'Empereur et l'Empire sur différens états d'Italie; et consentir à ce que les fiefs dits impériaux, dans l'état de Gênes, soient remis à la république pour en disposer.

Le directoire ignore le montant des dettes hypothé-

quées sur la Belgique : il faut faire tous vos efforts pour le connaître ; et rejeter, si le contraire n'est pas solennellement convenu, toutes celles contractées pendant la guerre.

Restent les dédommagemens à fixer au Stathouder et au duc de Modène. L'un et l'autre doivent le trouver sur la droite du Rhin, et aux dépens de biens ecclésiastiques. C'est le principe auquel vous travaillerez à faire consentir l'Empereur.

Le duc de Modène ne peut plus prétendre à la Romagne qui lui avait d'abord été adjugée, depuis que celle-ci est actuellement réunie à la république italique. Comme il est presque convenu que l'Empereur cèdera le Brisgaw, cet objet ne paraît pas devoir souffrir de contestation.

Quant au stathouder, vous êtes instruit par une lettre de mon prédécesseur, du 15 prairial passé, que le Directoire verrait avec plaisir le roi d'Angleterre expulsé de l'Allemagne ; et le Hanovre servirait d'indemnité à ce prince. Mais, outre que cette mesure souffrirait de grandes difficultés de la part de l'Empereur, elle aurait l'inconvénient d'approcher trop le stathouder de la république batave.

Il serait très à souhaiter que l'Empereur consentît à transporter au stathouder le Brisgaw autrichien. Le moyen le plus efficace pour lui faire goûter ce projet, est de séculariser, en faveur du duc de Modène, quelque principauté ecclésiastique, reversible à l'archiduc Ferdinand, oncle de l'Empereur. Cette principauté pourrait se trouver en Souabe. L'Empereur doit être plus flatté d'établir sa maison en Allemagne qu'en Ita-

lie : il ne peut se dissimuler que cet établissement sera plus solide ; et que, s'il consent de bonne grâce à se dessaisir du Brisgaw, le dédommagement du duc de Modène pourrait en être plus considérable.

Au reste, le directoire désire que, dans ce que je vous écris ici, vous ne voyiez que diverses combinaisons plus ou moins favorables à la République ; dans lesquelles vous chercherez des directions et non des ordres : il a une entière confiance en vous, et se repose sur votre sagesse, comme sur votre gloire. Votre énergique réponse du 10 thermidor aux cinq notes des ministres de l'Empereur, lui prouverait seule, s'il en était besoin, combien est fondée cette confiance.

Il consent donc que vous négociiez sur la base des préliminaires de Léoben, mais avec précaution ; et seulement autant que, sur chaque point bien médité, il vous sera prouvé qu'il ne sera pas possible d'obtenir mieux.

Dans le cas où il serait accordé à l'Empereur tout ce que les préliminaires lui donnent en Italie, vous sentez sûrement l'utilité de ne lui donner aucun dédommagement en Allemagne, et de le faire renoncer aux prétentions qu'il pourrait avoir sur la Bavière et sur quelques-unes des nouvelles sécularisations.

Enfin, le directoire vous demande d'avoir sans cesse présente à l'esprit la nécessité d'affermir la république italique ; l'avantage de repousser le plus possible l'Empereur en Allemagne, de vous assurer son influence pour la négociation avec l'Empire ; de ne pas laisser Mantoue à sa disposition ; d'écarter aussi, dans les circonstances, toute idée de congrès. Les motifs de tels

vœux doivent être vivement sentis par vous : mais, encore une fois, ils sont des avertissemens, et rien autre chose.

La Dalmatie et l'Istrie vénitiennes devant, suivant toute apparence, rester à l'Empereur et amener de nouvelles relations commerciales, vous arrêterez, dans un article, qu'il sera fait un traité de commerce, par lequel la France jouira des avantages des nations les plus favorisées. Les détails en seront renvoyés à l'époque même de ce traité.

Vous demanderez avec force, et vous saurez l'obtenir, la liberté de toutes personnes détenues pour cause d'opinions politiques, et victimes de leur amour pour les Français et pour la liberté.

Enfin, vous exigerez, comme réparation et indemnité pour les citoyens Maret et Sémonville, ambassadeurs de la République Française, enlevés à main armée sur un territoire neutre, en 1793, par ordre de l'archiduc Ferdinand; pillés, chargés de liens, conduits à travers l'Allemagne de cachots en cachots; et, par la violation la plus révoltante du droit des gens, détenus en prison pendant 30 mois, eux et leur suite; vous exigerez, dis-je, la somme de 354,440 livres, à laquelle furent fixées, par ordre du directoire le 23 floréal an 4, non les réparations, mais les indemnités seules qu'ils avaient le droit de réclamer. De plus, pour la citoyenne Mongeroult, veuve du citoyen Mongeroult, ci-devant maréchal-de-camp, lequel, chargé d'une mission extraordinaire à la cour de Naples, fut arrêté par ordre du même archiduc, et a péri dans les cachots de Mantoue, après avoir été indignement pillé, la somme de

50 mille livres. Et enfin, pour la famille de Lamarre, secrétaire de légation à Constantinople; et de Tacistro, ingénieur-interprète attaché à cette résidence, l'un et l'autre arrêtés par la même autorité et morts en prison, une indemnité que vous déterminerez.

Cette lettre n'annulle en rien les instructions passées, en ce qui n'y serait pas directement contraire. Du reste, elle ne gêne aucune de vos combinaisons, et vous laisse parfaitement les maîtres d'agir suivant votre prudence.

Signé : Ch.-Maur. Talleyrand.

SUITE.

Paris, le 2 fructidor an 5. (19 août.)

Au Général en chef.

J'ai reçu avant-hier 30 fructidor, citoyen général, avec la lettre que vous m'avez adressée, votre réponse aux cinq notes des ministres de l'Empereur. Je l'ai trouvée, comme tout ce qui vient de vous, énergique, noble, précise et lumineuse. C'est ainsi qu'il convient à Bonaparte de parler; c'est ainsi que vous savez, même par vos écrits, faire respecter la République. Je l'ai communiquée sur-le-champ au directoire : il en a reçu la même impression, et il désire que je vous la transmette.

Je ne doute pas que les dispositions plus rapprochées qu'annonce le baron Thugut dans la lettre que je vous ai déjà envoyée, ne soient à beaucoup d'égards le résultat de votre réponse. Votre fermeté en a sans doute imposé à ses prétentions : vous saurez, au reste, apprécier son nouveau langage.

J'adresse aujourd'hui, à vous et au général Clarke, une lettre dont le directoire désire que le contenu soit présent à votre esprit pendant la négociation. Je vous le répète : ce ne sont que des vues dont vous tirerez le meilleur parti possible, et nullement des entraves.

En résultat, le directoire vous laisse un champ libre pour la paix : elle est d'ailleurs, dans les vœux de tous les Français ; et, faite par vous, elle excitera leur enthousiasme.

Je ne saurais trop vous dire, citoyen général, à quel point mon amour du bien public se confond avec ma confiance dans vos lumières, mon respect pour votre gloire, et mon attachement pour votre personne.

Signé : CH.-MAUR. TALLEYRAND.

N° 3.

Traité de paix définitif, conclu entre la République Française et l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême.

SA Majesté l'empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, et la République Française, voulant consolider la paix, dont les bases ont été posées par les préliminaires, signés au château d'Eckenwald, près de Léoben en Styrie, le 18 avril 1797 (29 germinal, an 5 de la république française une et indivisible), ont nommé pour leurs plénipotentiaires ; savoir : S. M. l'Em-

pereur et Roi, le sieur D. Martius Mastrilly, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre royal de Saint-Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne; le sieur Louis, comte du Saint-Empire Romain, de Cobentzel, grand-croix de l'ordre royal de St.-Etienne, chambellan, conseiller d'état intime actuel de sadite Majesté impériale et royale apostolique, et son ambassadeur extraordinaire près de S. M. Imp. de toutes les Russies; le sieur Maximilien comte de Meerfeld, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de sadite Majesté l'Empereur et Roi; et le sieur Ignace, baron de Degelmann, ministre plénipotentiaire de sadite Majesté près la République Helvétique: èt la République Française, Bonaparte, général en chef de l'armée française en Italie; lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

ARTICLE PREMIER.

Il y aura, à l'avenir et pour toujours, une paix solide et inviolable entre S. M. l'empereur, roi des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héririers et successeurs, et la République Française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs états une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que de part et d'autre on commette aucune sorte d'hostilité par terre ou

par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être : et on évitera soigneusement tout ce qui pourra altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

ARTICLE II.

Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tous séquestres mis sur les biens, droits et revenus des particuliers, résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés. Elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par lesdits particuliers et établissemens publics ; et à payer ou rembourser toutes rentes, constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la république Cisalpine.

ARTICLE III.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce pour elle et ses successeurs, en faveur de la République Française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces belgiques, connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La République Française possèdera ces pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ARTICLE IV.

Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la République Française. Les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état le plutôt possible au plénipotentiaire de la République Française, et avant l'échange des ratifications; afin que lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

ARTICLE V.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la République Française possède, en toute souveraineté, les îles ci-devant vénitiennes du Levant; savoir: Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, et autres îles en dépendantes; ainsi que Butrinto, Larta, Vouizza; et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens, en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

ARTICLE VI.

La République Française consent à ce que S. M. l'Empereur et Roi possède en toute souveraineté et propriété, les Pays-Bas ci-dessous désignés; savoir: l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les Bouches du Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes

et les pays compris entre les états héréditaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi, la mer Adriatique; et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à Lacise; de là, une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties; laquelle sera désignée par des officiers du génie, nommés de part et d'autre, avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du Canal-Blanc, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du Canal-Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du Grand-Pô jusqu'à la mer.

ARTICLE VII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayans-cause, en faveur de la République Cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ses droits, que sadite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la République Cisalpine, laquelle les possèdera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

ARTICLE VIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême,

reconnaît la République Cisalpine comme puissance indépendante. Cette République comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasc, le Bressan, le Crémasc, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens, à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article 6, pour la frontière des états de S. M. l'Empereur en Italie; le Modénois, la principauté de Massa et de Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

ARTICLE IX.

Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques main-levée du séquestre mis sur les biens, effets ou revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. I. et R. et la République Française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui à l'avenir voudront cesser d'habiter lesdits pays, seront tenus d'en faire la déclaration, trois mois après la publication du traité de paix définitif. Ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens, meubles et immeubles, ou en disposer à leur volonté.

ARTICLE X.

Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

ARTICLE XI.

La navigation de la partie des rivières et canaux, servant de limites entre les possessions de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la République Cisalpine, sera libre; sans que ni l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni y tenir aucun bâtiment armé en guerre; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

ARTICLE XII.

Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes ou par le gouvernement, ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

ARTICLE XIII.

Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis, dans l'espace de trois mois à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres, pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, leur seront pareillement rendus.

ARTICLE XIV.

Les deux parties contractantes, également animées du désir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

ARTICLE XV.

Il sera incessamment conclu un traité de commerce, établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la République Française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans les états respectifs, les nations les plus favorisées. En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

ARTICLE XVI.

Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises, ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques, ou actions civiles, militaires ou commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

ARTICLE XVII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité,

recevoir dans aucun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenant à chacune des puissances belligérantes.

ARTICLE XVIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw qu'il possédait, aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

ARTICLE XIX.

Les biens fonciers et personnels, non aliénés, de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la République Française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans. Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand, dans le territoire de la République Cisalpine.

ARTICLE XX.

Il sera tenu à Rastadt un congrès, uniquement composé des plénipotentiaires de l'Empire germanique et de la République Française, pour la pacification entre les deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plutôt s'il est possible.

ARTICLE XXI.

Tous les prisonniers de guerre, faits de part et d'autre,

et les ôtâges enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

ARTICLE XXII.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE XXIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République Française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre. Sa dite Majesté et la République Cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquettes que celui qui était d'usage entre sadite Majesté et la République de Venise.

ARTICLE XXIV.

Le présent traité de paix est déclaré commun à la République Batave.

ARTICLE XXV.

Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République Française, dans l'espace de trente jours à dater d'aujourd'hui, ou plutôt si faire se peut; et les actes de ratification en due forme, seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire an 6 de la République française, une et indivisible).

Signé : BONAPARTE. Le marquis DE GALLO. LOUIS, comte de Cobentzel. Le comte DE MEERFELD, *général-major*. Le baron DE DEGELMANN.

A ces stipulations publiques, on ajouta quelques articles secrets, non moins importans.

Par le premier, l'Empereur s'engageait à employer ses bons offices, pour que l'Empire germanique cédât à la République Française tous les pays renfermés entre le Rhin et la Moselle, y compris Mayence, et ceux qui se trouvent entre la Moselle, la Nèthe, la Roër et la Meuse, y compris Juliers ; le tout, d'après une ligne décrite par cet article. Dans le cas où les Cercles ne consentiraient pas à cette cession, l'Empereur s'engageait à ne fournir à l'armée de l'Empire que son simple contingent.

D'après l'article 2, l'Empereur devait employer aussi ses bons offices, pour que la navigation du Rhin fût déclarée libre depuis la Suisse jusqu'à l'entrée de ce fleuve dans le territoire de la République Batave, et pour que la République Française eût la libre navigation de la Meuse.

L'Empereur, par l'article 3, cédait le comté de Falkenstein, compris dans la ligne décrite par le premier article.

L'article 4 stipule que les pays cédés à l'Empereur,

en vertu de l'article 6 du traité patent, serviront de compensation pour ceux auxquels il a renoncé par les art. 3 et 7, et pour le comté de Falkenstein, on en a tiré l'induction que, si l'article 1er du traité secret obtenait son exécution, il reviendrait une nouvelle compensation à l'Autriche.

L'article 5 pourvoit à ce soin. La République Française, dit cet article, emploiera ses bons offices pour que l'Empereur acquière l'archevêché de Salzbourg et la partie de la Bavière située entre cet archevêché, l'Inn, la Salze et le Tyrol, y compris la ville de Wasserbourg sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de 3 mille toises.

L'Empereur cèdera à la France le Frickthal, contre une compensation proportionnelle en Allemagne; le Frickthal sera réuni à la République Helvétique (art. 6).

L'art. 7, non moins important que les précédens, est conçu en ces termes:

« Il est convenu, entre les deux puissances contractantes, que si, lors de la pacification prochaine de l'Empire germanique, la République Française fait une acquisition en Allemagne, S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit également y obtenir un équivalent; et réciproquement, si S. M. I. et R. fait une acquisition de cette espèce, la République Française obtiendra un pareil équivalent. »

L'article 8 posait en principe qu'il serait donné au ci-devant stathouder de Hollande une indemnité territoriale; mais elle ne pourrait être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la République Batave.

Enfin, une des stipulations les plus remarquables de ce traité secret, était l'article 9, relatif aux possessions prussiennes de la rive gauche du Rhin, dont le traité de Bâle avait laissé le sort en suspens.

La ligne indiquée au premier article, rendait ces possessions au roi de Prusse; et, comme pour signaler au cabinet de Berlin que l'Autriche s'opposait à son agrandissement, l'article 9 portait qu'il ne serait question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse, ce que les deux puissances contractantes se garantissaient mutuellement.

Les autres articles étaient relatifs à des échanges insignifians pour le système général de l'Europe; car ils n'intéressaient que les électeurs principaux et les maisons de Wurtemberg, de Hesse, de Baden.

Par l'article 13, l'Empereur promettait d'évacuer, vingt jours après l'échange des ratifications, Mayence, Ehrenbreitstein, Philipsbourg, Manheim, Kœnigstein, Ulm et Ingolstadt; ainsi que tout le territoire de l'Empire germanique jusqu'à ses états héréditaires.

N° 4.

Pièces relatives à l'origine du projet sur l'Égypte.

S'il paraît constant que Magalon et Lazowsky avaient conseillé l'expédition d'Egypte au directoire, bien avant Bonaparte, on trouve que ce général en entretint le gouvernement pour la première fois le 16 août 1797, dans une lettre dont nous donnons l'extrait ci-après.

Dans une lettre du 23 août, le ministre Talleyrand en parlait au général en chef, comme d'une entreprise utile. Enfin le 13 septembre, le général en chef en écrivit d'une manière plus positive, comme d'un projet à réaliser incessamment. Nous ignorons toutefois si, en la conseillant, il pensa jamais à s'en charger lui-même, ou si cette résolution lui fut suscitée dans son séjour à Paris à la fin de décembre de la même année; séjour où il eut plus d'une occasion de s'assurer qu'il portait ombrage à la majorité des directeurs.

Extrait de la lettre du général Bonaparte, au Directoire.

Milan, le 16 août 1797.

« L'Empereur paraît diriger toutes ses forces vers » l'Italie : les nombreuses recrues qu'il fait, jointes aux » prisonniers qu'on lui a rendus, et qu'il a le temps » d'exercer, le mettront dans le cas de m'opposer une » armée formidable. . . . .

. . . .

« Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie, » sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie » ensemble.

« Je crois que si nous étions obligés d'opter, il vau- » drait mieux restituer l'Italie à l'Empereur, et garder » les quatre îles, qui sont une source de richesses et de » prospérités pour notre commerce. L'empire des Turcs

» s'écroule tous les jours. La possession de ces îles nous » mettra à même de le soutenir autant que cela sera » possible, ou d'en prendre notre part.

» Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons » que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut » nous emparer *de l'Egypte*. Le vaste empire ottoman, » qui périt tous les jours, nous met dans l'obligation de » penser de bonne heure à prendre des moyens pour » conserver notre commerce du Levant.

» Les citadelles de Corfou, de Zante et de Céphalo» nie, sont en très-bon état, pourvues d'une nombreuse » artillerie : je fais réparer les affûts, et je viens d'y en» voyer des vivres et des munitions pour un an. Je dé» sirerais donc avoir le troisième bataillon de la 79e de» mi-brigade, que j'y ferais passer. Je vais y envoyer » 2 mille Cisalpins. »

BONAPARTE.

Passeriano, le 27 fructidor an 5. (13 septembre 1797.)

Au ministre des relations extérieures.

Vous trouverez ci-joint la lettre que j'écris au citoyen Canclaux, ministre à Naples, en réponse aux ouvertures qui lui ont été faites par M. Acton, et dont il vous aura sûrement rendu compte.

La cour de Naples ne rêve plus qu'accroissement et grandeur ; elle voudrait d'un côté, Corfou, Zante, Céphalonie, etc. ; de l'autre, la moitié des états du pape,

et spécialement Ancône. Ces prétentions sont trop plaisantes ; je crois qu'elle veut en échange nous céder l'île d'Elbe. Je pense que désormais la grande maxime de la république doit être de ne jamais abandonner Corfou, Zante, etc.; nous devons, au contraire, nous y établir solidement. Nous y trouverons des ressources pour notre commerce ; elles seront d'un grand intérêt pour nous et les événemens futurs de l'Europe.

Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte ? L'amiral Brueys pourrait très-bien mouiller là et s'en emparer : 400 chevaliers et au plus un régiment de 500 hommes sont la seule garde qu'ait la ville de la Valette. Les habitans qui montent à plus de 100 mille, sont très-portés pour nous, et fort dégoûtés de leurs chevaliers qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim ; je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie. Avec l'île de Saint-Pierre, que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte, Corfou, nous serons maîtres de toute la Méditerranée.

S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le Cap de Bonne-Espérance, il faudrait alors nous emparer de l'*Egypte*. Ce pays n'a jamais appartenu à une nation européenne ; les Vénitiens seuls y ont une prépondérance précaire. On pourrait partir d'ici avec 23 mille hommes, escortés par huit ou dix bâtimens de ligne ou frégates vénitiennes, et s'en emparer.

L'Egypte n'appartient pas au Grand-Seigneur. Je désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez à Paris quelques renseignemens, et me fissiez connaître quelle réaction aurait sur la Porte *notre expédition d'Egypte.*

Avec des armées comme les nôtres, pour qui toutes religions sont égales, mahométans, cophtes, arabes, etc., tout cela nous est indifférent : nous respecterons les unes comme les autres.

BONAPARTE.

FIN DU TOME DIXIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE XII.

CAMPAGNE DE 1797.

LIVRE XIII.

CAMPAGNE DE 1798.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

